



Présidentielle : la percée de M. Chevènement inquiète à gauche et à droite

ENTRÉ en campagne au mois d'août, Jean-Pierre Chevènement progresse régulièrement dans les sondages, jusqu'à être crédité de 10 % des intentions de vote. « Je ne suis pas là pour perturber le jeu. Je suis là pour changer la donne », dit-il. Cette percée du candidat du Mouvement des citoyens inquiète à droite comme à gauche. Car l'ancien ministre attire les suffrages dans les deux camps. Certains gaullistes historiques et des militants de la mouvance souverainiste de droite affichent leur sympathie pour ce candidat atypique. Parmi les intellectuels, Jean-Pierre Chevènement compte beaucoup de partisans, notamment au sein de l'ex-Fondation Marc-Bloch. Mais ces derniers soutiens, très hétéroclites, risquent de brouiller son image.

Lire page 10

► www.lemonde.fr/présidentielle2002

IRA : l'appel à rendre les armes

GERRY ADAMS, président du Sinn Féin, a formellement demandé à l'Armée républicaine irlandaise (IRA) de commencer à se désarmer afin de sauver le processus de paix en Irlande du Nord. Ce désarmement était prévu par l'accord de paix signé le 10 avril 1998. Un tel geste, a déclaré Gerry Adams, lundi 22 octobre à Belfast, « pourrait sauver le processus de paix de l'écroulement ». Il a aussi rappelé que l'accord de 1998 prévoit également le démantèlement des installations militaires et le retrait des soldats britanniques d'Irlande du Nord. La pression sur l'IRA s'était fortement accentuée depuis les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis.

Lire page 9

SEB croque Moulinex



THIERRY DE LA TOUR D'ARTAISE

GRÂCE à la décision du tribunal de commerce de Nanterre, le PDG de SEB réalise une excellente affaire : son groupe reprend les trois quarts de l'activité de Moulinex mais un tiers, seulement, des effectifs.

Lire page 19

► www.lemonde.fr/restructurations

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 49 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 250 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 Dh ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3,30 FL ; Portugal, 200 Esc ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

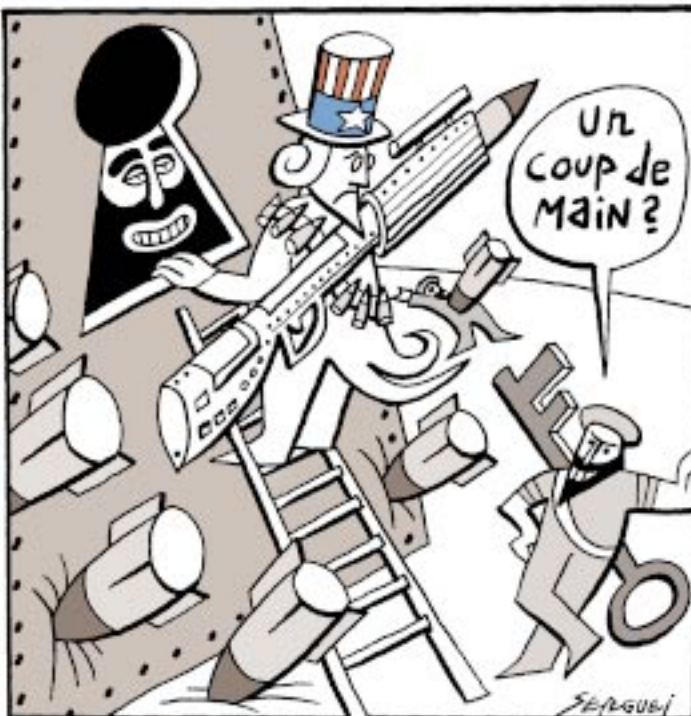


Vers une offensive du Front uni anti-talibans

● Les Etats-Unis encouragent les mouvements de l'opposition armée au régime de Kaboul
● A Mazar e-Charif, la résistance des talibans a surpris Washington ● Comment l'Alliance du Nord s'est réorganisée depuis la mort du commandant Massoud ● Portrait des sept principaux chefs de guerre

SOMMAIRE

● La guerre contre Al-Qaida : Les forces américaines bombardent les lignes des talibans au nord de Kaboul et dans la région de Mazar e-Charif. Les Etats-Unis sont disposés à voir l'opposition armée « faire mouvement à la fois vers le nord et vers le sud », a déclaré le secrétaire d'Etat à la défense, Donald Rumsfeld. L'aérodrome de Mazar e-Charif pourrait, si l'opposition aux talibans en venait à bout, servir de base aux forces spéciales américaines. Mais la résistance des talibans surprend Washington. L'opposition armée a mis du temps à se remettre de l'assassinat du chef charismatique de l'Alliance du Nord, le commandant Massoud. Un mois et demi après son décès, Le Monde décrit l'état de l'opposition anti-talibans et présente les sept commandants militaires. Notre chronique « Vu sur Al-Jazeera » et le portrait de « l'Afghan » de George Bush. p. 2 à 5



● La coalition antiterroriste : L'Ouzbékistan pourrait devenir la tête de pont d'une offensive terrestre. A Moscou, M. Jospin réaffirme la volonté de la France de combattre le terrorisme « dans le respect des droits et en protégeant les populations civiles ». p. 6 et 7

● L'alerte à l'anthrax : A Washington, deux postiers sont morts de la maladie du charbon, deux autres sont dans un état grave. Selon un expert, les bactéries sont une arme biologique plus dangereuse que les virus. p. 8 et, en Sciences, p. 25

● Sites sensibles en France : Centrales chimiques et nucléaires, barages EDF sous surveillance. Face au terrorisme, les installations nucléaires sont vulnérables. p. 12

● Horizons-Analyses : « Enseigner l'islam à l'école », l'analyse d'Henri Tincq. p. 18

► www.lemonde.fr/dossier-special



MOHAMMAD REZA SHARIFINIA

L'AFGHANISTAN AU CINÉMA La cause des femmes

Le cinéaste iranien Mohsen Makhmalbaf s'attache, dans *Kandahar*, au sort des femmes afghanes. Portraits de Zamzama, qui fut comédienne à Kaboul, et de la journaliste Niloufar Pazira, qui joue son propre rôle dans le film. Un autre Iranien, Abbas Kiarostami, filme la misère de l'Ouganda. p. 29 à 31

► www.lemonde.fr/cinema

Dans Harlem, ces Noirs qui se sentent « terriblement » américains

NEW YORK de notre envoyée spéciale

L'officier de police Pierre Bazile, d'origine haïtienne, en a été bouleversé. L'autre jour, dans le commissariat du 28^e district, en plein cœur de Harlem, un jeune Noir, au nom de ses copains, est venu remercier les policiers et les féliciter. « Chapeau pour votre courage, les mecs. Au World Trade Center et ailleurs. Heureusement que vous êtes là. Respect. » De mémoire de policier, c'était la première fois que ce commissariat réputé difficile recevait pareil hommage. « D'ordinaire, les flics sont regardés d'un sale œil par les jeunes, qui croient qu'on les prend tous pour des délinquants. Eh bien, depuis le 11 septembre, les rapports sont bouleversés. Blancs ou noirs, les policiers sont bien accueillis, gratifiés d'un sourire, d'un petit signe de soutien. C'est incroyable ! Il aura fallu ces cinq mille morts, dont beaucoup de policiers, pour qu'on comprenne qu'on appartient à une même communauté et qu'elle doit être soudée ! » Soudée ? Mais au nom de quoi ? Ou plutôt contre quoi ? « Une menace commune nous relie. Le terrorisme, l'anthrax, que sais-je ? Ce

n'est pas le moment de se battre entre nous ! » En somme, du pragmatisme ? « C'est plus profond que cela. Le nombre de délits a énormément chuté. Et pas une seule agression entre Noirs et Blancs depuis le 11 septembre. La tragédie du World Trade a réduit les clivages raciaux. »

Ils le confirment à leur façon, ces habitants de Harlem rencontrés le long du boulevard Malcolm X, dans un bar de la 125^e Rue - où Bill Clinton a installé ses bureaux - ou près de ces grandes maisons de brique devant lesquelles des mamans attendent les retours d'école. Ils décrivent tous un nouveau climat de fraternité, de solidarité, de compassion. Et la fierté d'être américains. « Je l'ai toujours été, bien sûr, déclare Guanita Hunter, une infirmière noire qui se rend chaque jour dans le sud de la ville. Au même titre que les descendants d'Irlandais de Wall Street, que les Italiens de Little Italy et que les juifs du haut de Manhattan. Mais dans ce pays à l'histoire douloureuse, ma couleur me définissait plus que tout. Je me sentais de la communauté des Noirs. Point. Aujourd'hui, je me sens terriblement américaine. »

« Et comment !, réagit son amie Macie, assise sur une marche. Regardez autour de vous si Harlem n'est pas l'Amérique : c'est plein de drapeaux ! Tout ce pays n'est qu'un cœur, n'est qu'une âme. On l'oublie quelquefois. On se frite, il y a des inégalités sociales, et même du racisme. Mais tout de même, on en est ! »

Le président n'y est-il pas pour quelque chose ? Macie sort de ses gonds. Comme le feront deux lycéens abordés près de leur école, un conducteur de bus, un pasteur, un chômeur, une institutrice et un vieux guitariste, croisés sur la 135^e. « Bush ! Le petit Bush ! Qui roule des mécaniques et qui a volé l'élection avec l'aide de son frère ! Le fils de son papa qui fit la guerre du Golfe ? Ah non ! Il ne sera jamais le président de Harlem ! » On s'étonne. N'est-ce pas très injuste ? « Gardez-vous des Bush ! avait conseillé le révérend Jesse Jackson. Eh bien !, voyez : Junior est là depuis moins d'un an, pas vrai ? Nos élections ne sont plus crédibles, l'économie s'est effondrée et nous sommes en guerre ! Beau résultat ! » Américains, à Harlem, ne veut pas dire républicains.

Annick Cojean



UNE MISÈRE AFGHANE Aziza, 7 ans, esclave

Ils sont des milliers comme elle, depuis les montagnes de l'Hindu-Kush jusqu'au désert du Rajasthan, exilés avec leur famille et exploités dans les ateliers et les fabriques des villes, le long de la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan. Afghane de sept ans, Aziza travaille douze heures par jour dans une briqueterie, pour 9 francs. Récit d'un calvaire à visage d'enfant. p. 16

POINT DE VUE

Etats-Unis : le rebond est possible

par Maurice Lévy

ÉVOQUER à présent la situation des Etats-Unis d'Amérique est une démarche un peu audacieuse. Tout a été dit ou presque sur les événements du 11 septembre, leurs causes et leurs conséquences, pour les Etats-Unis et pour le reste du monde. Le contexte évolue très vite, la guerre est là. Et nul ne peut prévoir avec certitude de ce qui peut se passer demain. Je rentre d'un séjour d'une semaine sur place pour faire le point avec nos dirigeants et collaborateurs : Dallas, Los Angeles, San Francisco, Seattle et New York. J'en ai retiré une photographie de l'Amérique légèrement différente de celle qui nous est si souvent montrée ces dernières semaines.

J'ai trouvé une Amérique - des Américains - « entre deux ». Ils semblent osciller en permanence entre, d'une part, une réelle inquiétude, un sentiment de grande fragilité, et, d'autre part, une énergie profonde, une force très « intérieure », assez impressionnante et reconfortante.

Ce qui frappe immédiatement le visiteur, c'est, absolument partout, la présence de la bannière étoilée. En très grand, en petit, dans la rue, dans les vitrines, aux fenêtres, dans les jardins, sur les portes des maisons, dans les bureaux, à l'avant ou à l'arrière des véhicules, en badge sur une veste, cousue sur un jean... Cette omniprésence du drapeau national renvoie une image qui pourrait laisser croire que l'on célèbre quelque chose d'heureux.

Or, si l'on est très loin de la fête, tout un chacun, particulier, institution, entreprise, veut ainsi signifier son appartenance à son pays et sa grande solidarité envers les autres face aux événements. Le drapeau fédère les hommes, les esprits, les religions, les courants politiques et illustre une unité nationale suprême.

Lire la suite page 17

Maurice Lévy est président du directoire du groupe Publicis.

ANTOINE AUDOUARD



Une maison au bord du monde

« Une maison au bord du monde raconte des histoires. Elles parlent de la mort et elles évoquent le fracas de ce qui fut souvent si douloureux, et dont l'amertume ne cesse jamais ; j'espère qu'elles parlent aussi de ce qu'il y a de digne et de présent, d'irremplaçable, dans la vie de tout être jusqu'à son dernier souffle. Chacune de ces histoires, à sa façon, est une histoire d'amour. »

GALLIMARD



PARIS Le Jussieu de Jean Nouvel

L'architecte de l'Institut du monde arabe, choisi pour réhabiliter le campus de Jussieu, dans le cinquième arrondissement de Paris, veut ouvrir cette citadelle des années 1960 aux rues avoisinantes. L'opération, dont l'achèvement est prévu pour 2009, accompagne un mouvement d'extension du Quartier latin jusqu'à la BNF. p.15

International.....	9	Tableau de bord.....	22
France.....	10	Aujourd'hui.....	25
Société.....	12	Météorologie-Jeux.....	28
Carnet.....	14	Culture.....	29
Régions.....	15	Guide culturel.....	31
Horizons.....	16	Kiosque.....	32
Entreprises.....	19	Abonnements.....	32
Communication.....	21	Radio-Télévision.....	33

OPPOSITION Les forces américaines intensifient leurs bombardements contre les positions des talibans protégeant Kaboul. Le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, a

indiqué, concernant le ramadan et l'arrivée de l'hiver, qu'« il n'y a pas de calendrier à respecter dans cette affaire ». ● **DANS LA VALLÉE DU PANCHIR**, les fidèles du commandant

Massoud tentent de bâtir une organisation pour assurer sa succession. ● **YOUNÈS KANOUNI**, chef politique du Front uni, estime que l'Alliance « doit aller jusqu'aux portes de

Kaboul ». ● **MAZAR E-CHARIF**, cette ville du nord du pays soumise à la pression des forces de l'opposition, pourrait servir de tête de pont pour le renversement du régime des talibans. ● **A WASHINGTON**, deux postiers sont morts de la maladie du charbon et deux autres sont atteints. 2 200 employés des postes ont été invités à subir des tests de dépistage.

L'Alliance du Nord est prête à passer à l'offensive

La prise de Mazar e-Charif devrait permettre de « libérer » le nord de l'Afghanistan. La ville pourrait servir de tête de pont aux forces américaines basées en Ouzbékistan. Une équipe des forces spéciales est déjà aux côtés de l'opposition au régime des talibans

KABOUL a été bombardée à deux reprises, mardi 23 octobre, et une série de raids ont été effectués sur les positions des talibans au nord de la capitale afghane. C'est la troisième fois que le front du nord est pilonné. L'aviation américaine s'est également attaquée au secteur de Mazar e-Charif, dans le nord du pays, afin de préparer une offensive terrestre contre cette ville-clé qui permettrait de prendre le contrôle du nord de l'Afghanistan et servirait de tête de pont aux forces américaines basées en Ouzbékistan. Une équipe de vingt membres des forces spéciales américaines est déjà aux côtés de l'opposition. « L'Alliance du Nord marche vers Mazar e-Charif et je pense qu'elle va rassembler ses forces et investir Kaboul ou commencer à avancer agressivement sur la capitale », a affirmé le secrétaire d'Etat Colin Powell.

● **L'Alliance du Nord prête à l'offensive.** Après la disparition du commandant Massoud, le front d'opposition aux talibans semble s'être réorganisé et espère profiter de l'intervention américaine pour reconquérir le terrain perdu et se porter aux portes de Kaboul.

Younès Kanouni, ancien vice-ministre de la défense, est devenu le chef politique de la résistance. Pour lui, le « pire danger » est celui représenté par le Pakistan. Il estime que les services secrets d'Islamabad sont impliqués dans l'assassinat du « lion du Panchir » et il ne voit pas comment l'ex-roi Zahir Chah pourrait s'imposer en raison de « son absence de passé politique ». Reste à organiser l'après-talibans et pour Younès Kanouni, il n'est pas question d'admettre des « talibans modérés » dans un futur gouvernement de l'Afghanistan

car, selon lui, « il n'y a pas de "talibans modérés" » (lire pages 2 et 3).

● **La situation militaire.** Les dirigeants américains « sont disposés à voir les forces de l'Alliance faire mouvement à la fois vers le nord et vers le sud » a déclaré, Donald Rumsfeld, secrétaire à la défense. Ce qui explique que le pilonnage des lignes talibanes tant au nord de Kaboul qu'à proximité de Mazar e-Charif.

Désormais, les Etats-Unis tentent de combiner les bombardements avec des actions ponctuelles sur le terrain et le soutien actif des forces d'opposition. Washington a démenti que deux hélicoptères aient été abattus, comme l'affirment les autorités talibanes, et l'administration du président Bush n'est pas en mesure de dire si, oui ou non, cent personnes ont été tuées lors du bombardement de

l'hôpital d'Hérat. Selon l'ambassadeur des talibans au Pakistan, Abdul Salam Zaeef, un millier de civils afghans ont été tués depuis le début des bombardements américains sur l'Afghanistan le 7 octobre. Il apparaît de plus en plus que le premier objectif des Américains est la chute du mollah Omar, dont le pouvoir reste intact pour le moment. Quant à la prise de Kaboul, elle peut s'avérer difficile et dangereuse (lire pages 4 et 5).

● **La coalition antiterroriste.** Le septième séminaire franco-russe s'est tenu, lundi 22 et mardi 23 octobre, à Moscou, à la lumière du nouveau paysage politique international né des attentats du 11 septembre. Lionel Jospin, accompagné de six ministres, a estimé que le terrorisme « doit être combattu partout y compris en Tchétchénie. Mais cela doit être fait

dans le respect des droits de l'homme et en protégeant les populations civiles », a ajouté le premier ministre.

En Ouzbékistan, on est convaincu que le pays va devenir la tête de pont du renversement du régime des talibans, comme en témoigne déjà la présence des forces américaines dans une base. En Turquie, le pouvoir se plaint de ce que les Européens n'aient pas soutenu ses efforts contre le PKK (Parti des travailleurs kurdes) et les groupes islamiques radicaux. La réunion de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) prévue au Qatar du 9 au 13 novembre, est maintenue (lire pages 6 et 7).

● **Toujours l'antrax.** Deux postiers de Washington sont morts et les autorités américaines ont laissé entendre qu'ils avaient été victimes de la maladie du charbon, dont des

bacilles ont été retrouvés dans du courrier. Ce qui porterait à trois le nombre des personnes décédées depuis l'apparition de la maladie, après un premier cas en Floride le 5 octobre. Deux autres sont souffrants, atteints de la forme respiratoire de la maladie.

Quelque 2 200 employés des postes ont été invités, lundi, à se rendre à l'hôpital général de Washington pour y subir des tests de dépistage. Les préposés du centre de tri de Brentwood, dans le sud-est de la capitale, où travaillaient ces quatre postiers, ont été soumis à un traitement préventif aux antibiotiques. Les deux chambres du Congrès américain devaient se réunir en session mardi matin, mais les bâtiments annexes devaient rester fermés. En France, il y a eu mille alertes en une semaine mais pas un seul cas déclaré (lire page 8).

Les fidèles de Massoud tentent de bâtir une organisation pour assurer sa succession

Un mois et demi après l'assassinat du chef légendaire du Front uni, la clé du pouvoir au sein du mouvement reste dans la vallée du Panchir

BAZARAK, JANGALAK (vallée du Panchir) et DJABAL-UL-SARAJ (plaine de Shomali) de notre envoyé spécial

Sans Ahmed Chah Massoud, le dernier chef de guerre résistant aux talibans, l'opposition afghane devait s'effondrer et disparaître. Après Massoud, le déluge. Les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, deux jours après l'assassinat du « lion du Panchir », et l'entrée en guerre de Washington ont bouleversé la scène afghane. Sans Massoud, ses fidèles tentent de bâtir une organisation qui assurera sa succession et profitera de l'intervention américaine pour tenter de mener l'opposition antitalibans à la victoire.

Qui commande désormais le Front national islamique uni pour le salut de l'Afghanistan (aussi appelé Alliance du Nord) ? Son armée était-elle préparée à perdre son commandant légendaire, dont les qualités de stratège militaire étaient saluées même par ses pires ennemis ?

Un mois et demi après le décès de leur chef, alors qu'ils viennent de réunir les moudjahidins pour le quarantième jour de deuil, les hommes de Massoud paraissent avoir remis le Front uni en ordre de marche. L'avenir demeure pourtant incertain.

Quelques jours après l'attentat qui a coûté la vie à Ahmed Chah Massoud, à Kwaja-Bahauddin, le quartier général militaire installé près de la frontière tadjike, ses fidèles ont convoqué une réunion du Conseil suprême de l'Etat islamique d'Afghanistan (EIA). Comme plus de vingt ans plus tôt à Peshawar (lire page 3), lorsque Mas-

oud fut nommé chef des moudjahidins, les dignitaires ont désigné un commandant militaire : le général Fahim. « Massoud avait confié à son entourage que Fahim ferait un bon successeur s'il venait à mourir », confie Haji Tajuddin, beau-père du commandant défunt.

« Ahmed Chah Massoud a été tué sur le coup »

« Ahmed Chah Massoud a été tué sur le coup. Les rumeurs sur ses blessures étaient infondées. Il n'a pas survécu une seule minute à l'attentat. » Haji Tajuddin est formel. Pour le beau-père du commandant Massoud, les responsables du Front uni ont délibérément menti à leurs combattants et à l'opinion publique. D'ailleurs, il approuve ce choix. « Ce fut la bonne décision de ne pas annoncer sa mort, dit-il. D'abord, il ne fallait pas démorraliser les moudjahidins. Puis il fallait élire Fahim pour succéder officiellement à Massoud. Enfin, nous devions nous préparer à affronter des offensives des talibans. Ils avaient prévu de nous attaquer après l'assassinat, et ces jours de confusion les ont fait hésiter. » - (Corresp.)

Les participants à la réunion ont toutefois estimé que le général Fahim ne devait pas, contrairement à Massoud, assurer la direc-

tion politique du Front uni. Leur choix, pour assurer cette tâche, s'est porté sur Younès Kanouni (lire page 3). Ce dernier fut le représentant politique des moudjahidins au Pakistan à l'époque du djihad contre les Soviétiques, puis son vice-ministre de la défense lors de leur pas sage au gouvernement à Kaboul.

Younès Kanouni est, comme Massoud et Fahim, originaire de la vallée du Panchir, et son bureau est installé à Dalan-Sang, au siège du Conseil suprême de l'EIA, dans un bâtiment construit sous la roche, à l'entrée de l'imprenable vallée.

Le duo est renforcé par le Dr Abdullah Abdullah, chargé de la diplomatie et de la communication. Toutefois, contrairement à

une idée répandue en Occident, le Dr Abdullah serait davantage un conseiller et un porte-parole qu'un réel décisionnaire.

Au sein du Conseil suprême, qui a déjà tenu six réunions, on note en revanche l'influence grandissante d'Ahmed Zia, l'un des frères d'Ahmed Chah Massoud, dorénavant installé dans la maison familiale de Jangalak et invité à rejoindre l'instance afin de représenter la famille du commandant assassiné.

La clé du pouvoir au sein du Front uni demeure donc dans la vallée du Panchir. Certains commandants et chefs de puissantes familles paraissent être autant consultés que Burhanuddin Rabbani, officiellement toujours président de l'Etat islamique d'Afghanistan, mais dont la méfiance avec Massoud n'était un secret pour personne. Le fait qu'Ahmed Zia soit par ailleurs le genre du président Rabbani n'y change apparemment rien.

Au hasard des rencontres, dans les tranchées et les camps militaires d'Afghanistan, beaucoup de combattants confient, s'ils sont assurés que leur anonymat sera préservé, leur désarroi face à la disparition de leur chef. Ceux qui n'ont pas combattu contre l'armée soviétique ne connaissent généralement pas le général

Fahim, responsable des services secrets de Massoud dans les années 1990 et donc condamné à un travail d'état-major, alors que tous ont un souvenir personnel à propos du « lion du Panchir », célèbre pour parcourir inlassablement les lignes de front.

Dans la plaine de Shomali, face

« Massoud vivant, nous serions peut-être déjà à Kaboul. Il aurait trouvé une solution politique »

Commandant Halim Khan

au front de Kaboul, un officier pense que, « Massoud vivant, il n'y aurait pas eu tous ces retards ». « Nous serions peut-être déjà à Kaboul, dit le commandant Halim Khan. Je crois aussi qu'il ne faut pas se presser mais, vivant, Massoud aurait rapidement trouvé une solution politique. Quelques jours avant sa mort, il avait réuni les commandants de la Shomali et nous avait raconté

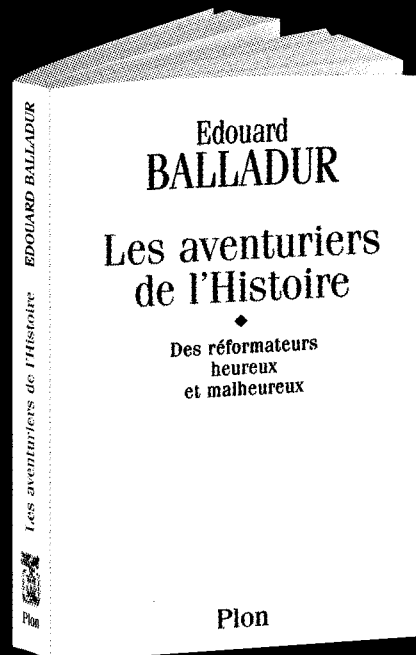
que son idée était d'aller jusqu'aux portes de Kaboul avant l'hiver, puis d'adresser un message de paix à la population. Massoud répétait souvent que l'entrée dans Kaboul, en 1992, avait été prématurée, et je crois que cette épreuve l'avait transformé en un bon politicien. »

Younès Kanouni, le chef politique du Front uni, ne dément pas qu'une certaine confusion ait suivi la mort d'Ahmed Chah Massoud. « Il traçait la ligne, il était un grand stratège, dit-il. Parfois, on se demande ce qu'on doit faire, alors que lui aurait déjà utilisé toutes les opportunités offertes par la situation actuelle. »

Pour l'opposition afghane, peu à peu soutenue par la coalition internationale antitalibans, l'heure de vérité approche. Le général Fahim, Younès Kanouni et leurs camarades ont choisi d'une part de suivre la voie prudente tracée par Massoud, en dépit de l'impatience des officiers de première ligne, et d'autre part de respecter les requêtes des Etats-Unis, malgré la méfiance envers cet allié du Pakistan. Ils espèrent que, bien qu'orphelins de leur chef historique, ils parviendront à gagner une guerre qu'on prédisait perdue d'avance.

Rémy Ourdan

Une réflexion sur l'Histoire



PLON

Les principaux chefs de guerre du Front uni, entre rivalités anciennes



MOHAMMED FAHIM

Le chef militaire de l'opposition
■ Fils d'un maulawi (docteur de la foi), né dans le nord de la vallée du Panchir il y a quarante-quatre ans, Mohammed Fahim est devenu le responsable militaire de l'Alliance du Nord après l'assassinat de Massoud, le 9 septembre. Il a été d'abord l'un des adjoints de Mohammed Najibullah, quand celui-ci dirigeait les services de renseignements du gouvernement avant d'être le dernier président communiste de l'Afghanistan. Dénué de l'aura de Massoud, dont il était un fidèle ami, Mohammed Fahim a dirigé, à partir de 1992 et d'une main de fer, les services de sécurité de l'opposition aux talibans.



BURHANUDDIN RABBANI

Président de l'Etat islamique d'Afghanistan (en exil)
■ Tadjik, né à Faizabad (province du Badakhshan) en 1940, Burhanuddin Rabbani, est, depuis juin 1992, le président de l'Etat islamique d'Afghanistan reconnu par la communauté internationale. Fondateur du Mouvement islamique anticommuniste, chef du Jamiat-i-Islami, il s'enfuit en 1975 au Pakistan pour échapper au régime du prince Daoud. Il passe le temps du djihad contre l'Union soviétique à Peshawar puis rentre à Kaboul en 1992. Ce fondamentaliste entretient des rapports compliqués avec son ministre de la défense, Ahmed Chah Massoud.



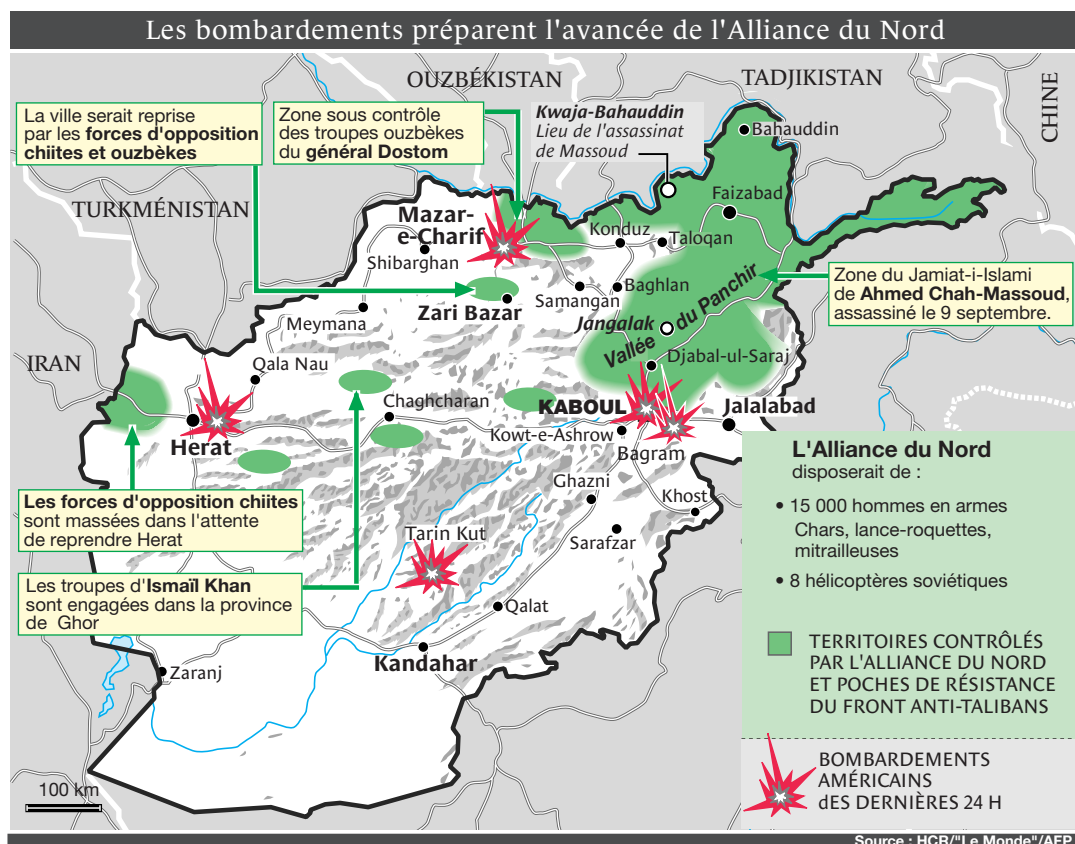
ISMAÏL KHAN

Un commandant tadjik, ancien gouverneur d'Hérat
■ Né en 1947 à Shindan (100 kilomètres au sud d'Hérat), il s'est fait un nom en menant une mutinerie anticommuniste en mars 1979 à Hérat. Il rejoint alors le Jamiat-i-Islami du professeur Rabbani où il se distingue comme commandant. Au début des années 1990, il s'établit comme gouverneur d'Hérat mais en est chassé par les talibans en septembre 1995. En mai 1997, il est capturé par Abdul Malik qui le livre aux talibans. Emprisonné à Kandahar, il s'échappe en 2000 et, aidé par l'Iran, rejoint l'Afghanistan à la tête de plusieurs centaines d'hommes au printemps 2001.



GULBUDDIN HEKMATYAR

Un Pachtoune ultra-fondamentaliste
■ Pachtoune de la tribu des Ghilzai, né en 1947 dans la province de Baghlan, l'ingénieur Hekmatyar est le chef du Hezb-i-Islami. Enfant chéri des services secrets pakistanais et américains durant le djihad contre l'Union soviétique, cet ultra-fondamentaliste, cruel et sans scrupules, dont les troupes ont largement détruit Kaboul entre 1992 et 1996, vit en Iran. Il s'est violemment opposé à la présente attaque américaine contre l'Afghanistan, mais la promesse d'une place dans un futur gouvernement pourrait toutefois le faire changer d'idée.



De Peshawar au Panchir, vingt ans après, une même réunion secrète de chefs moudjahidins...

DJABAL-UL-SARAJ (plaine de Shomali)
de notre envoyé spécial
Agha Gul a pris sa retraite. Le général vit dans sa maison de Djabal-ul-Saraj, dominant la plaine de Shomali, entouré de ses enfants, apaisé, heureux.

COMPAGNON de la première heure, Agha Gul évoque les débuts de Massoud

Ce vétérans des guerres afghanes, pionnier du djihad contre l'armée soviétique, vit désormais dans ses souvenirs, et porte en lui la tristesse de la mort de son ami, Ahmed Chah Massoud. Il continue pourtant de dire « nous », lorsqu'il évoque le combat contre les talibans. « Nous lutterons jusqu'à la mort », murmure-t-il.

Agha Gul fut avec Massoud dès les premières heures de la résistance et, pour parler du présent, il évoque le passé. Il confie ainsi que la désignation du général Fahim pour succéder au défunt commandant a eu lieu lors d'une réunion qui n'est pas sans évoquer un conciliabule à Peshawar, au Pakistan, au cours duquel le déclenchement du djihad fut décidé et la reconnaissance d'Ahmed Chah Massoud comme commandant confirmée.

« Nous étions une quarantaine d'hommes, membres d'une organisation politique appelée Jeunesse musulmane, et nous avons déjà tenté deux coups d'Etat contre le régime communiste. Nous avons échoué. Certains avaient suivi Massoud au Pakistan, tandis que d'autres, dont moi, avaient purgé des peines d'emprisonnement. Fina-

lement, nous nous sommes tous retrouvés à Peshawar. Les sept principales personnalités de ce groupe ont tenu une réunion. C'était un an avant l'invasion soviétique. »

Ces sept hommes étaient, outre Ahmed Chah Massoud et Agha Gul : Ahmed Zia, frère du « lion du Panchir » ; Engineer Eshaq, qui vit à Washington ; Karimullah, qui vit à Londres ; Omar Khan et Mustafa, morts au combat. « Nous avons pris la décision de revenir dans le Panchir et de déclencher la lutte armée contre le pouvoir. Ce fut le début du djihad, se souvient-il. Nous avons aussi organisé une élection pour désigner un chef. Ahmed Chah Massoud a été élu à l'unanimité. Il avait vingt ans. »

Après l'attentat du 9 septembre qui a coûté la vie au commandant Massoud, le Conseil suprême de l'Etat islamique d'Afghanistan a

« Nous avons douze armes. Pas une de plus. Et nous avons conquis le Panchir... »

tenu une réunion semblable. Deux des comploteurs de Peshawar, Ahmed Zia et Engineer Eshaq, en sont d'ailleurs membres, plus de vingt ans plus tard. « Le Conseil suprême a désigné le général Fahim comme chef, dit Agha Gul. Le Dr Abdullah ne joue qu'un rôle diplomatique ; il ne prend aucune décision. Je crois que la lutte sera dirigée par Fahim, Younès Kanouni et Ahmed Zia. »

Pour un Agha Gul, qui pense qu'« en vingt ans, Massoud n'a com-

mis aucune erreur » et que « bien qu'être humain, il était largement au-dessus de la mêlée », la perte du chef panchiri a eu un effet dévastateur. Contrairement à ceux qui croient que le chef de guerre s'était replié sur la défense de sa région, le Panchir, et de sa tribu, les Tadjiks, le vieux général pense que « Massoud, vivant, serait devenu le chef en Afghanistan ».

« Je crois qu'il était l'avenir du pays, dit-il. Je crois que la population afghane pensait que Massoud, une fois la guerre terminée, aurait la capacité de travailler pour le bien du pays et du peuple. »

Cette croyance profonde, Agha Gul la tire des années de lutte armée, du sens de la stratégie et du goût de l'action du commandant Massoud, de son courage, de son calme, de son charme.

Comme les autres fidèles du « lion du Panchir », il ne commente guère la guerre civile à laquelle se sont livrés les moudjahidins après leur victoire à Kaboul, ou il en rejette la faute sur les autres chefs de guerre, notamment Gulbuddin Hekmatyar, le fondamentaliste, à l'époque protégé de la CIA.

Agha Gul préfère se souvenir de cette traversée d'Afghanistan, après la fameuse réunion de Peshawar. « Une trentaine d'entre nous ont suivi Ahmed Chah Massoud jusqu'au Panchir. Nous avions douze armes. Pas une de plus. Nous avons conquis le Panchir, avant que l'armée soviétique ne le reprenne. Nous avons résisté. Résisté. Et nous avons chassé les Russes d'Afghanistan. »

Pour Agha Gul, l'histoire peut se répéter, cette fois contre les talibans

R. O.

Pour Younès Kanouni, le Front uni « doit aller jusqu'aux portes de Kaboul »

Le chef politique de l'opposition anti-talibans souhaite un accord avant toute entrée des troupes de l'Alliance du Nord dans la capitale afghane

DALAN-SANG (vallée du Panchir)
de notre envoyé spécial
Younès Kanouni, chef politique du Front national islamique uni pour le salut de l'Afghanistan (Alliance du Nord) depuis le décès du commandant Massoud, pense que l'opposition aux talibans ne doit pas entrer dans la capitale afghane sans qu'une solution politique ait été préalablement trouvée.

Le « lion du Panchir » en était lui-même convaincu, échaudé par l'effroyable guerre civile qui avait suivi la prise du pouvoir par les moudjahidins, en 1992, et calmait depuis des années les ardeurs de certains de ses officiers qui souhaitaient entrer dans Kaboul par les armes.

« L'idée est que le régime taliban va s'effondrer, et la question est de savoir qui va diriger le pays après cet effondrement », explique Younès Kanouni, en fidèle disciple d'Ahmed Chah Massoud. « Les avancées politiques, dit-il, doivent aller de conserve avec les avancées militaires. Nous devons aller jusqu'aux portes de Kaboul, puis nous devons attendre un accord politique avant d'entrer dans la ville. »

Du siège du Conseil suprême de l'Etat islamique d'Afghanistan, dans la vallée du Panchir, Younès Kanouni conduit les négociations avec les Etats-Unis, les pays frontaliers, et avec l'entourage de l'ex-roi Zaher Chah à Rome. Il ne cache

pas le peu de confiance qu'il porte à l'ancien souverain, âgé de 86 ans, en exil depuis 1973.

« Il a deux problèmes : son âge, l'absence de passé politique », assène-t-il. Un sourire pincé aux lèvres, il répète que l'ex-roi lui a paru « très, très vieux ». « Je crois qu'il a perdu la capacité de bâtir une force politique », conclut-il, précisant

« Le pire danger, c'est l'interférence du Pakistan, qui cherche encore à tirer bénéfice de la situation »

tout de même que « Zaher Chah peut jouer un rôle symbolique en faveur de l'unité afghane ».

Pour Younès Kanouni, le problème afghan ne réside cependant pas dans les futures relations entre le Front uni et Zaher Chah. « Le pire danger, dit-il, est l'interférence du Pakistan. » M. Kanouni est très critique vis-à-vis de l'attention occidentale envers Islamabad, même s'il reconnaît que « le président Moucharraf et ses fidèles essayent de changer la politique du pays. »

« Le véritable Etat au Pakistan,

c'est l'ISI, les services secrets, poursuit-il. Et eux continuent la même politique afghane, en dépit du fait qu'elle a toujours échoué. Le Pakistan cherche encore à tirer bénéfice de la situation. Il veut que les talibans appartiennent au futur gouvernement de Kaboul, arguant du fait qu'il y aurait des « talibans modérés » et d'autres « fondamentalistes ». « Mais non, non, il n'y a pas de « talibans modérés » ! », s'exclame-t-il.

Afin de prouver la collusion entre le Pakistan, les talibans du mollah Omar et l'organisation Al-Qaïda d'Oussama Ben Laden, Younès Kanouni explique que l'armée et les services secrets pakistanais ont, à son avis, été impliqués dans la mort d'Ahmed Chah Massoud.

« Oussama Ben Laden avait choisi la date des attentats de New York et de Washington depuis longtemps, assure-t-il, et il savait fort bien que la communauté internationale réagirait. Puis il a réalisé qu'une seule personne, en Afghanistan, pourrait tirer profit de cette situation : Massoud. Il a donc décidé qu'il devait mourir avant le 11 septembre ! Par ailleurs, le chef d'état-major pakistanais avait étrangement déclaré que le problème afghan serait résolu avant le 10 septembre. A l'époque, nous n'avions pas compris de quoi il parlait. Il évoquait évidemment l'assassinat de Massoud. »

R. O.

et alliance forcée contre les talibans



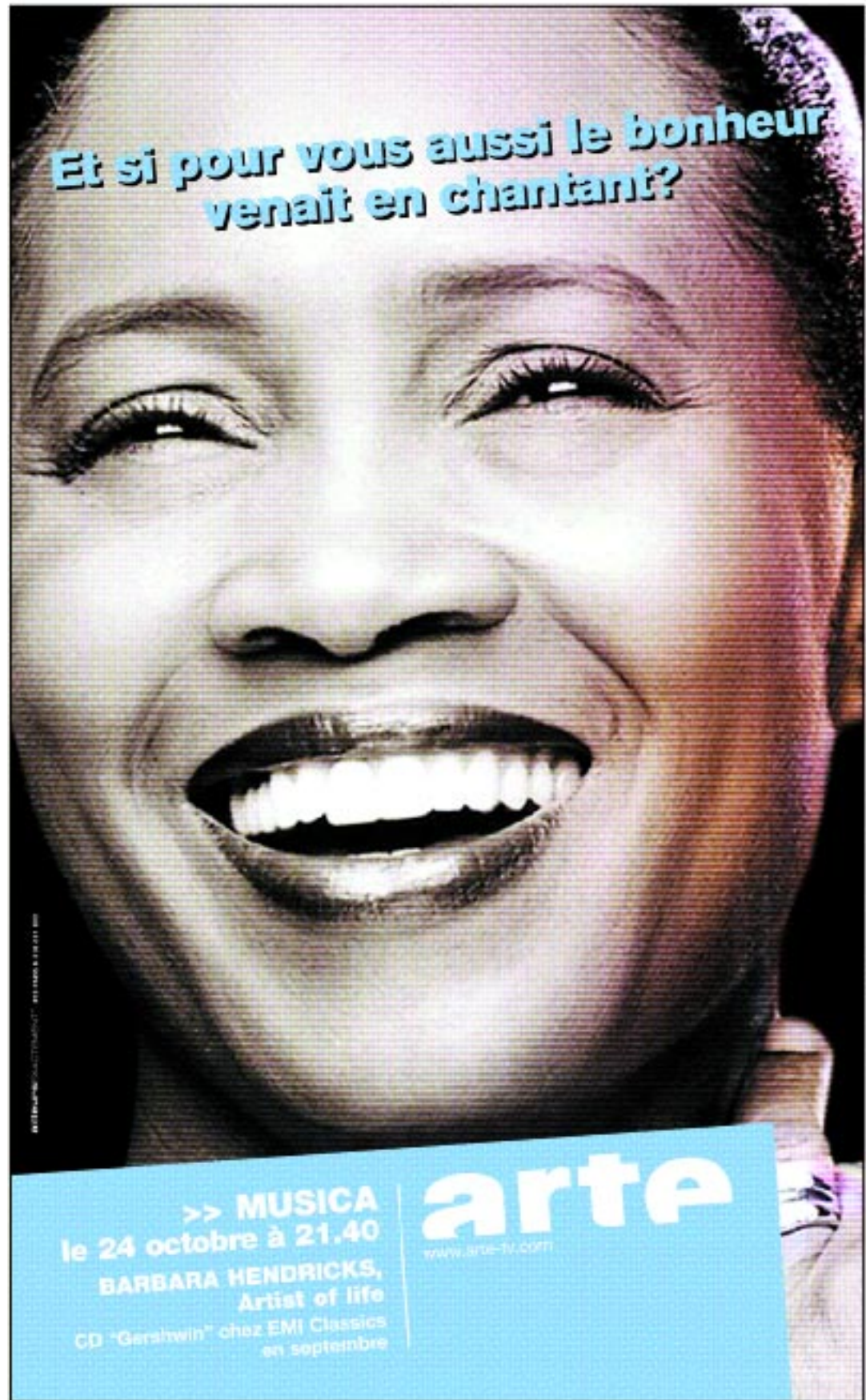
ABDUL RACHID DOSTOM
Le chef militaire ouzbek de Mazar-e-Charif
Né en 1954 dans la province de Jowzjan, d'une famille de paysans, il est le chef du Jumbesh-e-Melli Islami. Pur produit de l'Union soviétique, où il a reçu sa formation militaire en 1980, Dostom n'a rejoint les moudjahidins qu'en février 1992, deux mois avant la chute de Najibullah, son ancien maître. Délogé de son fief de Mazar-e-Charif en mai 1997 par la trahison d'un de ses généraux, Abdul Malik, qui reste son ennemi juré, il s'était exilé en Turquie. Revenu récemment en Afghanistan, il avait conclu un accord de défense avec Massoud.



KARIM KHALILI
Un commandant chiite aidé par l'Iran
Chiite et chef, depuis 1995, de la branche la plus importante du Hezb-i-Wahdat (Parti de l'unité), Karim Khalili se bat, avec l'aide de l'Iran, dans la région de Bamiyan (centre de l'Afghanistan). La ville de Bamiyan constitue son fief traditionnel, qu'il a perdu au profit des talibans le 17 février après l'avoir brièvement reconquis. Les talibans en ont profité, début mars, pour détruire les deux bouddhas géants datant de l'époque pré-islamique de l'Afghanistan. La deuxième branche du Hezb-i-Wahdat est dirigée par l'ennemi de Karim Khalili, Mohammad Mohaqqiq.



ABDUL RASSOUL SAYYAF
Un Pachtoune allié aux wahhabites
Né en 1946, étudiant en théologie à l'université Al-Azhar du Caire, ce Pachtoune est le chef du très radical mouvement Ittehad-i-Islami. Porte-parole de l'alliance des moudjahidins en 1980 à Peshawar, il forme son propre groupe en 1982 et reçoit beaucoup d'argent des monarchies du Golfe, en particulier de la famille royale saoudienne. Il vit à Gulbahar, à l'entrée de la vallée du Panchir. Il affirme avoir été abusé par les deux faux journalistes qui, avant d'assassiner le commandant Massoud, le 9 septembre, sont passés par Gulbahar.



Les Etats-Unis accentuent leur soutien aux forces de l'Alliance du Nord

Washington multiplie les bombardements sur les positions des miliciens islamistes protégeant Kaboul. Le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, a indiqué, concernant le ramadan et l'arrivée de l'hiver, qu'il « n'y a pas de calendrier à respecter »

WASHINGTON
de notre correspondant

Le soutien des Etats-Unis aux forces de l'Alliance du Nord, qui combattent les talibans au pouvoir en Afghanistan, s'est renforcé, lundi 22 octobre, à la fois sur le terrain et dans les propos des dirigeants américains. Les bombardements effectués sur les positions des miliciens islamistes protégeant Kaboul, qui avaient commencé en

progressent vers le nord, c'est-à-dire vers Mazar e-Charif, les Américains n'avaient pas à le souhaiter : c'était ce qu'ils faisaient. L'armée de l'air des Etats-Unis y a apporté un appui aérien intensif et politiquement explicite, et les informations données par le Pentagone, images à l'appui, étaient particulièrement claires. Les responsables militaires avaient consigné de ne rien laisser

drome pourrait, en outre, servir de base à des raids des forces spéciales, partant cette fois d'Afghanistan même, et non plus d'Oman, du Pakistan ou d'un porte-avions. Le général Richard Myers, chef d'état-major interarmes, a indiqué, lundi, que les talibans acheminent des renforts vers cette ville, avec difficulté, par la route, en raison de la destruction de la plus grande partie de leurs avions de transport.

En revanche, jusqu'à ces tout derniers jours, les dirigeants américains ne souhaitaient pas voir les troupes de l'Alliance du Nord progresser vers le sud, c'est-à-dire vers Kaboul, et ne faisaient rien pour les y aider. M. Rumsfeld a contesté, lundi, que les dirigeants des forces antitalibans eussent demandé depuis plusieurs semaines un appui aérien qui ne venait pas, notamment pour dégager l'aérodrome de Bagram. « D'abord, a-t-il dit curieusement, il n'y a pas de "ils" au singulier. L'Alliance du Nord est un groupe d'éléments séparés, dont les intérêts sont convergents dans une certaine mesure, mais aussi divergents. »

Et de mettre en garde contre les discours que peuvent tenir certains dirigeants ou porte-parole pour se faire valoir, a-t-il dit, par rapport aux talibans et aux chefs d'Al-Qaïda, « mais aussi par rapport aux factions rivales ». Ces précisions données, il n'en reste pas moins que les frappes de dimanche et de lundi sur les talibans tenant le front Nord étaient sans précédent.

Il est difficile de trancher entre la version américaine, qui consiste à dire que les forces du Nord ont enfin décidé d'« investir » Kaboul, selon le mot utilisé par le secrétaire d'Etat, Colin Powell ; et la version de l'Alliance, selon laquelle les Américains ont enfin décidé de s'intéresser aux lignes talibanes qu'elle a en face d'elle.

PRESSION AU SUD

Le Pentagone estime que les forces islamistes se comptent, dans cette région, à quelque dix ou quinze mille, face à quelque trois mille hommes du Front uni. Le général Dostom a-t-il fait de la reconquête de Mazar e-Charif le préalable à un renforcement de la pression, au Sud, en direction de Kaboul ? C'est une des hypothèses évoquées à Washington. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que les responsables américains ont décrété

une sorte d'offensive générale contre les talibans et contre Oussama Ben Laden.

Le général Myers a souligné qu'il ne faut pas considérer les opérations en cours comme « linéaires », une phase terrestre succédant à une phase aérienne. Face à un ennemi qui emploie des moyens « asymétriques », a-t-il dit, le commandement américain entend, lui aussi, associer des moyens conventionnels et d'autres qui le sont moins. L'opération des forces spéciales, le 19 octobre, appartient à la deuxième catégorie. On ignore encore si ce raid a permis autre chose que de faire la preuve qu'il était possible, sans dommage autre que l'accident survenu à un hélicoptère d'appui au Pakistan. Les documents saisis à Kandahar sont en cours de traduction, a dit le général Myers.

M. Rumsfeld a démenti que les

talibans aient, comme ils l'ont prétendu, abattu deux hélicoptères et capturé des soldats américains. Il a indiqué, aussi, n'avoir « aucune preuve » pouvant étayer les affirmations de l'ambassadeur de Kaboul à Islamabad, selon lesquelles les bombardements de dimanche auraient frappé un hôpital et tué cent personnes à Hérat, dans l'ouest du pays.

Lundi soir, sur CNN, le général Pervez Moucharraf, chef de l'Etat pakistanais, a émis le souhait que les opérations militaires « arrivent à leur terme avant le ramadan ». M. Rumsfeld a récusé l'idée que le ramadan devrait imposer une trêve. « L'histoire est pleine d'exemples de nations musulmanes faisant la guerre, entre elles ou à d'autres, durant des périodes de fêtes religieuses », a-t-il dit. Quant à l'argument de l'hiver, évoqué la veille par M. Powell, le secrétaire à la défense l'a, aussi, balayé. « Il n'y a pas de calendrier à respecter dans cette affaire », a-t-il affirmé.

L'information n'est pas non plus un impératif auquel le Pentagone envisage de se soumettre. Le fait que des informations sur l'envoi de troupes au sol ont été divulguées dès vendredi matin (Le Monde du 20 octobre) scandalise le ministre de la défense, qui a souligné que de telles fuites constituent un « crime fédéral ». Le propos ne s'adressait pas aux journalistes, a-t-il précisé, mais à ceux qui les renseignent.

Patrick Jarreau

Le Royaume-Uni a préparé ses forces spéciales

« Nous avons toujours des troupes prêtes à partir à très court délai », a déclaré, lundi 22 octobre, à Londres, le ministre britannique de la défense, Geoff Hoon, faisant allusion à l'envoi de forces spéciales aux côtés des unités américaines qui sont déjà intervenues sur le sol en Afghanistan. Selon des sources proches du ministère britannique, le Royaume-Uni a préparé un millier d'hommes, parmi lesquels des membres du Special Air Service (SAS), des parachutistes, des commandos de la marine royale et des Gurkhas, ces soldats d'origine népalaise réputés pour leur combativité.

Un certain nombre de ces forces spéciales britanniques sont actuellement en exercice au sultanat d'Oman, dans le Golfe. Leur rôle serait de prendre d'assaut et de tenir des têtes de pont en Afghanistan d'où des raids pourraient être montés contre les talibans. - (Reuters.)

plein jour, dimanche, ont continué, dans les mêmes conditions, lundi. En même temps, le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, a affirmé que les dirigeants américains sont « disposés à voir les forces de l'Alliance faire mouvement, à la fois, vers le nord et vers le sud ».

Cette affirmation, présentée comme une évidence, n'en était pas une la semaine précédente. Que les opposants aux talibans

ignorer du traitement appliqué aux cibles islamistes de cette ville, qu'il s'agisse de l'aérodrome ou des casernements.

LE SYMBOLE DE MAZAR E-CHARIF

Enlevée une première fois par les talibans, il y a quatre ans, à l'un des principaux chefs militaires de l'Alliance du Nord, l'Ouzbek Abdul Rachid Dostom, Mazar e-Charif est un symbole ; son aéro-

Zalmay Khalilzad, « l'Afghan » de George W. Bush

COMME bien des experts, il a longtemps prêché dans le désert et joué les prophètes de malheur. Aujourd'hui au pouvoir, et citoyen des Etats-Unis, il s'attache à réparer les dégâts d'une politique américaine qui a trop longtemps, dit-il,

PORTRAIT

Né à Kaboul, le brillant universitaire naturalisé américain a longtemps prêché dans le désert. Depuis juin, il est de retour à la Maison Blanche

délaissé son pays d'origine, l'Afghanistan. Il s'appelle Zalmay Khalilzad. Au conseil national de sécurité de la Maison Blanche, il est, sous les ordres directs de Condoleezza Rice, le patron de la région Asie centrale et Proche-Orient. « C'est l'Afghan de Bush », dit la presse.

Au début du mois, le magazine en ligne Slate (slate.msn.com, édition du 5 octobre) a retracé le parcours de ce petit écolier de Kaboul, bour-

sier émérite devenu universitaire américain et dont une partie de l'œuvre, dans les plus grands centres de recherche des Etats-Unis, a été de tirer la sonnette d'alarme sur sa patrie de naissance.

Dans une étude publiée en 2000 par la Washington Quarterly, alors qu'il travaillait pour la Rand Corporation, Khalilzad écrivait : « L'Afghanistan est aujourd'hui devenu un paradis pour les terroristes les plus antiaméricains (...) grâce à l'hospitalité des talibans. (...) Ces terroristes représentent une menace pour les civils américains aux Etats-Unis et ailleurs. »

Mais il y a plus de dix ans déjà que Khalilzad lance des avertissements. Dès le retrait soviétique d'Afghanistan en 1989, il a - vainement - mis en garde les Etats-Unis contre une politique qui, la victoire acquise, consisterait à négliger le Pakistan, qui fut l'allié des Etats-Unis dans la bataille contre l'Armée rouge, et à oublier définitivement l'Afghanistan. Constat amer de l'intéressé : c'est exactement ce que fit Washington...

Zalman Khalilzad est allé à l'école à Kaboul,

où il apprit l'anglais. Titulaire d'une bourse pour écoliers méritants, il poursuivra ses études, au début des années 1970, à l'université américaine de Beyrouth, puis à celle de Chicago où il obtint son doctorat en sciences politiques. Il enseigne à New York, à Columbia, où il travaille avec Zbigniew Brzezinski, devient Américain en 1984 et entre au département d'Etat.

C'est là, raconte Slate, qu'il rencontre l'une des têtes pensantes du Parti républicain, Paul Wolfowitz, alors l'un des jeunes loups de l'équipe Reagan. Il rejoindra l'administration Bush père. Puis, comme dans tout bon cursus de haut fonctionnaire américain, il retournera à ses chères études, notamment à la Rand, le temps d'une administration démocrate.

Avant que le vice-président Richard Cheney le rappelle au gouvernement, en 2001, cette fois pour servir à la Maison Blanche de George W. Bush, lequel ignorait alors à quel point il aurait un jour besoin d'un conseiller « afghan ».

Alain Frachon

Les instantanés d'un conflit vu par les correspondants et envoyés spéciaux

UNE JOURNÉE dans la folie ordinaire de la guerre, vue par le bataillon de correspondants et d'envoyés spéciaux d'Al-Jazira, la chaîne d'information en continu la plus



présente dans le conflit. A défaut d'avoir des informations fiables, ils nous donnent quelques instantanés d'un conflit aux frontières spatio-temporelles de plus en plus incertaines.

A Kandahar, au pied du mont Baba Sahib, gros plans sur l'épave d'un hélicoptère. Images tremblantes (au visiophone) d'Afghans barbus s'arrachant les pièces et les roues de l'appareil accidenté : « Nous avons abattu cet hélicoptère américain, et quand un deuxième est venu le chercher nous avons ouvert le feu, et il a été obligé de repartir. » Aucun cadavre, mais une drôle d'ambiance, avec les Afghans enturbannés s'arrachant les morceaux de l'épave, hilares.

Et où courent-ils comme ça, avec leur butin de fortune ? « Les revendre au marché, nous apprend l'envoyé spécial. Des puces de ferraille où l'on trouve tout ce que la guerre crache dans ce pays. »

A Washington, la retransmission en direct de la conférence de presse de Donald Rumsfeld. Le ministre de la défense confirme que les frappes continueront pendant le mois de ramadan : « Finalement nous avons constaté que, dans le passé, les musulmans n'arrêtaient pas de se battre pendant le mois sacré du jeûne... »

A Zabol, dans la ville frontalière iranienne, des camps de réfugiés afghans. Le correspondant d'Al-Jazira remarque que « les noms des malades se lisent sur les visages des enfants ». Trois heures d'électricité par jour, et de l'eau une fois tous les trois jours. « Mais le plus inquiétant, ce sont les Iraniens qui quittent la ville parce qu'ils ont peur des erreurs de frappes... »

C'est à Zabol qu'ont eu lieu les plus grandes manifestations de solidarité avec le peuple afghan. La police iranienne a dû employer la force pour contenir la colère des manifestants, nous rappelle le journaliste : « Zabol est la ville de la minorité sunnite dans l'empire chiite iranien. Ce qui explique ce grand sentiment de solidarité. »

A Koweït, un cheikh souriant entouré de journalistes anxieux essaie de rassurer ses interlocuteurs. C'est le ministre de l'intérieur koweïtien : « C'était une fausse

alerte [à l'anthrax]. L'enveloppe ne contenait pas le poison. C'est une farce d'enfant ! Comme lorsqu'on veut s'amuser en faisant au téléphone des fausses alertes à la bombe ! » Mais pourquoi alors, lui demande-t-on, les employés de la poste portent-ils des combinaisons pour trier le courrier ? « Parce que les pistes de l'anthrax semblent remonter jusqu'à l'Irak et que nous avons de sérieuses raisons de nous en méfier. »

A Peshawar, dans leur malheur, les réfugiés afghans ne sont pas tous logés à la même enseigne : il y a ceux qui peuvent passer les frontières et ceux qui sont bloqués par les policiers pakistanais qui tirent en l'air. Ceux qui survivent avec la nourriture des dons humanitaires et ceux qui sont venus avec leurs richesses.

Un policier pakistanais déclare au correspondant d'Al-Jazira que ceux qui s'en sortent bien « sont sans doute dans le trafic des armes ou dans le

A Peshawar, dans leur malheur, les réfugiés afghans ne sont pas tous logés à la même enseigne. (...) Ceux qui s'en sortent bien « sont sans doute dans le trafic des armes ou dans le trafic de drogue »

trafic de drogue ». Un vendeur se plaint : « Dès qu'ils voient qu'un commerce marche, les Afghans ouvrent deux autres magasins pour nous faire de la concurrence. » Ambiance...

A Kaboul, Abdallah Al-Mouhadjer, le président du Croissant-Rouge afghan, annonce 550 victimes parmi les civils depuis le début de la guerre en Afghanistan.

A Doha, « après une pause, les informations continuent. Restez avec nous ». Au siège de la rédaction d'Al-Jazira, on n'est jamais à court d'idées. Pour aujourd'hui, la chaîne nous promet un grand entretien avec Mouammar Kadhafi. Il ne manquait plus que lui, effectivement !

Tewfik Hakem

easyJet à Paris-Orly?

easyJet est en moyenne 50% moins cher et beaucoup plus rentable :

Les avions sont utilisés plus longtemps :
11 h par jour avec un temps d'escale de 30 mn en moyenne

Les coûts de distribution sont réduits :
90% des ventes réalisées sur Internet

Le produit offert est simple mais fiable :
pas de classe affaires ni de plateaux-repas gratuits, mais des liaisons fréquentes et ponctuelles de point à point uniquement entre des villes européennes

Aidez-nous à faire des créneaux horaires d'Orly une vraie richesse !

20 000 créneaux, c'est ce qu'il nous faut pour baser 7 avions à Orly et obtenir une taille suffisante pour exploiter la plateforme de façon rentable et vous offrir des tarifs imbattables sur 6 ou 7 destinations européennes... S'ils étaient dispersés entre une multitude de compagnies aériennes, ils perdraient tout intérêt... Et vous de même...

Non aux préjugés !

Les employés sont sous-payés ?
Non, ils sont bien payés et leurs emplois ont de l'avenir

De petits aéroports ?
Non, mais des aéroports efficaces dans des villes importantes

De vieux avions ?
Non, une flotte de Boeing 737 bien entretenue et des plus modernes

Un projet non viable ?
easyJet c'est 1,600 employés à travers l'Europe, 7.1 millions de passagers transportés sur 35 liaisons entre 16 villes européennes

Dites-nous ce que vous en pensez sur www.easyJet.com



easyJet.com



HENGHAMIEH FAHIMI/AFP

■ **CAMP DE RÉFUGIÉS DE MAKHAKI.** Un médecin iranien prescrit des médicaments d'urgence à des patients afghans du camp de réfugiés de Makhaki, créé par le Croissant-Rouge iranien. Situé à quelques dizaines de kilomètres de la ville iranienne de Zabol, ce camp est le premier que les talibans ont permis de construire en territoire afghan.

Les gages territoriaux promis par Washington à l'opposition afghane inquiètent Islamabad

ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale

Pressés par le temps, le ramadan à la mi-novembre et l'hiver qui va bloquer les routes et les cols, les Etats-Unis veulent enclencher le processus de désintégration des talibans en offrant des gages territoriaux à l'Alliance du Nord. Dans le conflit feutré qui s'est engagé entre le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, sensible aux préoccupations de la coalition et en particulier du Pakistan, et le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld, les militaires semblent l'emporter. Depuis deux jours, les bombardements des lignes de front talibanes, près de Mazar-i-Charif et au nord de Kaboul, indiquent la volonté américaine de pousser l'Alliance du Nord sur l'avant-scène.

Cette stratégie ne fait pas l'affaire du Pakistan, opposé à tout rôle majeur pour l'Alliance du Nord (une coalition de minorités ethniques, proche de la Russie, de l'Inde et de l'Iran). Elle inquiète tous ceux qui craignent, avec le retour des chefs de guerre à Kaboul, une répétition des massacres qui avaient accompagné leur lutte pour le pouvoir, de 1992 à 1996.

A la frontière de l'Ouzbékistan, Mazar-i-Charif tombera sans doute la première, même si la résistance des talibans, qui ont repoussé une première offensive des forces de l'opposition, a surpris à la fois les Etats-Unis et le Pakistan. La chute de cette ville, qui possède un aéroport, permettrait aux troupes américaines de s'implanter au nord de l'Afghanistan et d'avoir un circuit d'approvisionnement direct à partir de l'Ouzbékistan. Non sans problème, comme l'affirme un expert pakistanais des questions de sécurité et général (en retraite), Talat Masood : « L'Alliance du Nord (en l'occurrence le général ouzbek Rachid Dostom) n'est pas prête à sacrifier ses troupes. Elle compte sur les Etats-Unis et les Etats-Unis comp-

tent sur elle. Ce n'est pas très encourageant. »

Le cas de Kaboul est différent, pour des considérations politiques et militaires. « Prendre Kaboul sera humainement très coûteux et l'Alliance du Nord ne sera pas capable de le faire par elle-même, ajoute le général Masood. Si les Américains veulent prendre Kaboul, ils devront sacrifier des vies américaines aussi bien que des vies afghanes. » La capitale est défendue par des talibans et par des volontaires arabes dont la ténacité au combat n'a d'égale que la certitude que la défaite est, pour eux, la mort. « Envahir Kaboul serait la plus

« L'Alliance du Nord n'est pas prête à sacrifier ses troupes. Elle compte sur les Etats-Unis et les Etats-Unis comptent sur elle. Ce n'est pas très encourageant »

grande faute des Américains », estime le général (en retraite) Hamid Gul, ancien chef des services de renseignement pakistanais. S'il reconnaît que les frappes américaines ont sans aucun doute secoué les talibans, il relativise le pouvoir de destruction des bombes et sourit des affirmations américaines sur la destruction des défenses anti-aériennes et des systèmes de commandement : « Les systèmes de commandement et de contrôle des talibans sont dans des tentes et des maisons de pisé. »

La prise de Kaboul aurait aussi d'importantes conséquences politiques. « Si l'Alliance du Nord capture Kaboul,

et sans parler des massacres, comment la déloger pour former ensuite un gouvernement largement représentatif?, interroge le général Masood. C'est un dilemme pour les Etats-Unis. » Un dilemme d'autant plus grand qu'une telle victoire de l'Alliance pourrait regrouper définitivement tous les Pachtounes autour des talibans et de leur chef, Mollah Mohammad Omar. Or, les difficultés de mettre sur pied une alternative pachtoune aux talibans sont réelles. « Tant que Mollah Omar sera là, il n'y aura pas de bonne représentation des Pachtounes », ajoute M. Masood. Ceci explique aussi pourquoi les militaires américains concentrent aujourd'hui beaucoup plus leurs attaques sur Mollah Omar que sur Oussama Ben Laden et Al-Qaïda, les cibles premières.

Les forces spéciales américaines intervenues au sol en Afghanistan ont fouillé l'une des maisons de Mollah Omar, alors qu'une autre de ses habitations a été bombardée, tuant l'un de ses fils, âgé de 10 ans. « Omar est plus important qu'Oussama, car s'il disparaît, les talibans disparaissent aussi », affirme le général Masood. Mollah Omar continue d'administrer son pays et offre une cible plus facile que Ben Laden. Il rencontre des gens, se déplace, téléphone ou contacte ses commandants par radio : autant de faits détectables par les services de renseignements américains. Pour galvaniser ses troupes, le chef des talibans est sorti du quasi mutisme qu'il observait avant le 11 septembre ; chaque jour, il publie un communiqué, donne un entretien.

Mollah Omar espère maintenir son pouvoir intact jusqu'au ramadan. « Il est souhaitable que cette campagne se termine avant le mois de ramadan, et il est souhaitable que l'on fasse preuve de retenue pendant ce mois », a prévenu lundi le président pakistanais, Pervez Moucharrarf.

Françoise Chipaux

« L'image qui n'arrête jamais » de Nadia Khawrin

ELLE NE DORT PLUS, Nadia Khawrin. Elle ne mange plus. Elle ne rit plus. Pour cette Afghane réfugiée politique en France depuis cinq ans, les images télévisées qu'elle regarde en continu depuis le 11 septembre ne montrent pas que des tours qui s'effondrent, des bombardements et des réfugiés. Ce qu'elle revoit, ce qu'elle revit, c'est son histoire. « Pour moi, des murs qui s'écroulent, c'est pareil. »

Elle se souvient des bombardements de Kaboul pendant la guerre civile. Quand ils s'étaient entassés dans une cave, à trois cents ou quatre cents, tous couchés à cause du plafond trop bas pour tenir debout. « On avait faim, on avait chaud. Un enfant a demandé : "Pourquoi il y a des guerres ?" Et puis il s'est évanoui. Alors sa mère s'est relevée en éclatant de rire. Elle riait, riait, on n'entendait plus que ce rire de folie. Elle est sortie de la cave, on a entendu une détonation, elle n'est pas revenue. Plus tard, dehors, on a vu qu'une roquette était tombée. Et par terre, il y avait sa tête qui rigolait. Les yeux qui me regardaient, cette bouche qui riait. Et là, voilà, New York. La même histoire. Toujours la même histoire. Les guerres, tout le temps. Une image qui n'arrête jamais. »

Nadia, elle, avait réussi à fuir avec ses trois enfants, en pleine guerre civile, juste avant la prise du pouvoir par les talibans. Elle a laissé là-bas un fils exécuté sous ses yeux et un mari, enlevé sous ses yeux, disparu. Elle n'en peut plus, Nadia, en pensant aux millions d'Afghans sur le point de mourir de faim ou de froid. « Je me sens coupable d'être ici, je ne sais pas quoi faire. » Là-bas, dit-elle, il n'y a que quatre catégories de gens :

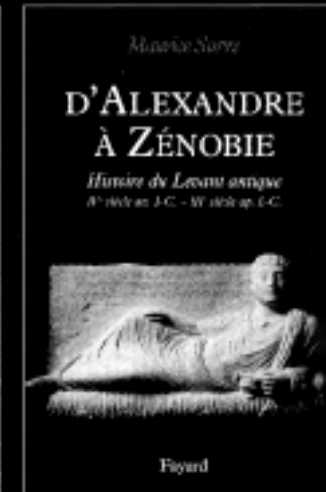
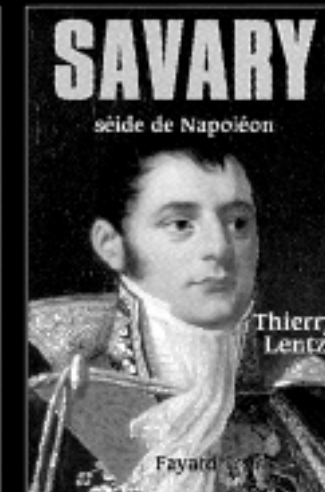
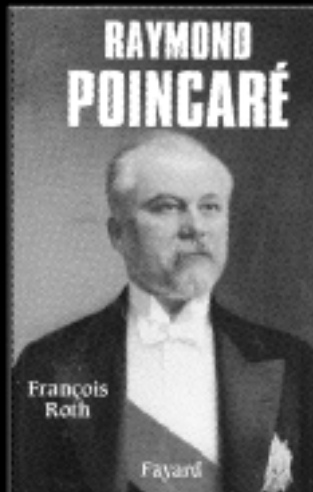
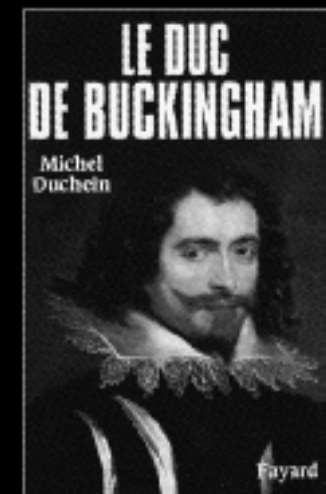
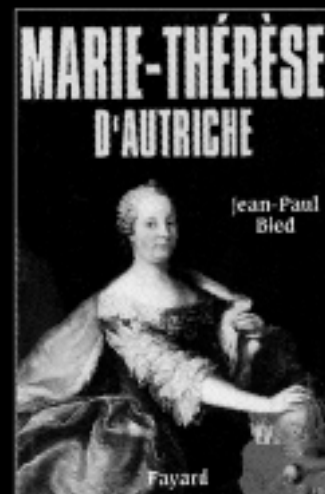
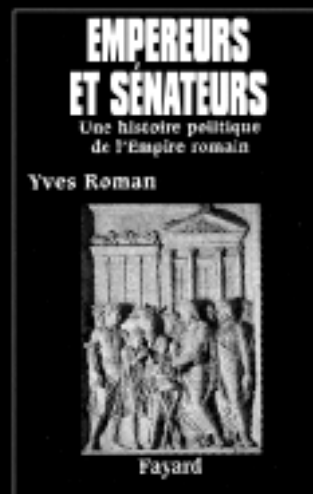
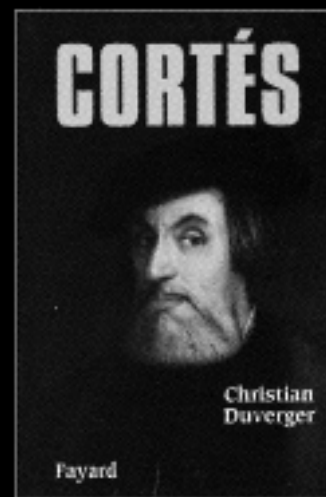
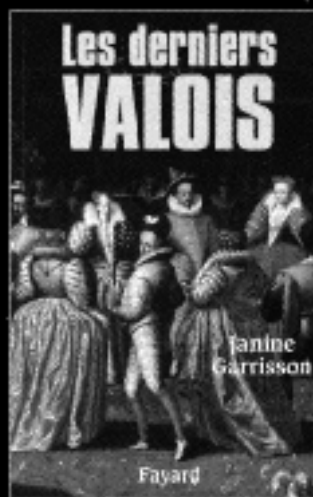
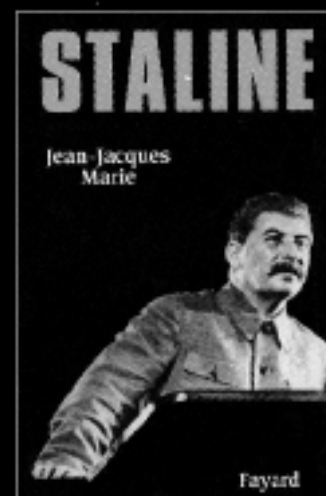
ceux qui ont les moyens de s'exiler, ceux qui font la guerre avec les talibans pour gagner le paradis, ceux qui sont obligés de faire la guerre pour manger et ceux qui sont sur les routes, sans autre horizon que la famine.

Elle voudrait faire quelque chose, bouger, être utile. Mais quoi ? Son statut de réfugiée lui interdit d'aller chez elle. « Au moins, quand on ramassait les corps dispersés par les roquettes, on aidait, ça soulageait. Mais là je ne peux rien faire, rien. » Appartenant à l'ethnie pachtoune (dont sont issus les talibans), elle ne se sent pas acceptée par les associations d'Afghans en France. « Je les ai appelées à mon arrivée. Mais toutes représentent les Tadjiks ou les Hazaras [ethnies minoritaires en Afghanistan]. Une Pachtoune, ça ne les intéresse pas. Si seulement on pouvait parler des Afghans, comme avant, pas des Pachtouns ou des Tadjiks. »

« Et après ? demande-t-elle, l'air hagard. Entre les survivants, il y aura des guerres encore. Les bombardements américains vont renforcer le sentiment islamiste. J'ai entendu sur une radio dans notre langue que les habitants brûlaient l'alimentation qu'on leur jetait, parce que ça venait des Américains et que c'était du poison. Et ils continuent à croire au lendemain. Ça fait plus de vingt ans, là-bas, qu'on pense que demain sera mieux. Qu'ailleurs sera mieux. Je vois ces pauvres gens aller de Kaboul à Kandahar, imaginant trouver le repos. Quand j'y étais, c'était pareil. On pensait toujours "demain, demain..." Ça ne finira jamais ? »

Marion Van Renterghem

L'HISTOIRE PAR EXCELLENCE



les grandes biographies

FAYARD
www.editions-fayard.fr

L'Ouzbékistan se prépare à devenir la tête de pont de l'offensive terrestre

Même si la population feint l'« indifférence », et alors que les médias locaux n'évoquent ni les bombardements ni la situation en Afghanistan, le renforcement de la présence américaine dans cette République d'Asie centrale suscite des craintes de représailles

TACHKENT (Ouzbékistan)
de notre envoyée spéciale
L'ambassade de « l'Etat islamique d'Afghanistan », à Tachkent, n'a jamais vu pareille affluence :

REPORTAGE

« Les Américains ne resteront pas. Que ferons-nous alors, en tête à tête avec les Afghans ? »

« J'ai délivré des visas à une centaine de journalistes ici et deux cents autres sont en attente au Tadjikistan », confie Mohammad Hasham Saad, le chargé d'affaires. Dans le couloir du modeste appartement qui fait office de représentation diplomatique, c'est un va-et-vient permanent. « Il n'y a rien de très visuel ici, nous partons pour le Tadjikistan », dit une voix en anglais. « L'Ouzbékistan sera la tête de pont de l'offensive terrestre américaine, c'est sûr », dit quelqu'un en russe.

En l'absence d'informations et d'interlocuteurs, la rumeur va bon train : « Mazar e-Charif va tomber dans quelques jours. » « La base aérienne de Khanabad [qui héberge mille « rangers » à 200 kilomètres de la frontière afghane] va devenir l'épicentre de l'offensive terrestre », et le « pont de l'Amitié », qui relie sur 800 mètres l'Ouzbékistan à l'Afghanistan, « va s'ouvrir sous peu » pour laisser passer les soldats, les agenciers, les photographes et les équipes de télévisions. En privé, quelques diplomates se disent convaincus que la présence militaire américaine, sur cette base allouée par l'Ouzbékistan depuis le 7 octobre, va être renforcée. Et « dans le cas d'une offensive terrestre américaine, et s'il n'est pas possible de passer par le Pakistan, l'Ouzbékistan est alors la seule voie possible », reconnaît l'un d'eux.

Loin de ces préoccupations, la population de la capitale se laisse aller à la douceur de l'été indien. Le long de « Brodvéi » (Broad-

way), l'unique rue piétonne de Tachkent, ville arborée et paisible de deux millions d'habitants, jadis centre de l'administration russe au Turkestan, des couples se promènent et des jeunes filles en minijupes rient bruyamment. Ici, la guerre est rarement évoquée en public. Pourtant, l'inquiétude est perceptible. Une femme, interrogée à l'arrêt du tramway, avoue « penser de plus en plus au jour où elle devra quitter son logis ». Une autre, tatare d'origine, dit s'attendre à être « tuée en premier comme tous les autres non-Ouzbeks ». Valentina, une jeune Russe de Tachkent qui vend des souvenirs au centre-ville, explique : « Mon frère a été appelé au Voenkomat (bureau militaire pour le recrutement). » Mourat, son voisin d'étal, interroge malicieusement : « Notre armée est sur le pied de guerre, vous ne le savez pas ? »

Officiellement, la population ouzbèke est, dit-on, « indifférente » à ce qui se passe en Afghanis-

tan. En réalité la plus grosse crainte des Ouzbeks reste la peur des représailles et d'éventuelles mauvaises relations à venir avec le voisin afghan. « Les Américains, je ne suis pas contre, ils sont riches, ils nous aideront, mais ils ne resteront pas. Et que ferons-nous alors, en tête-à-tête avec les Afghans, si la situation n'a pas été stabilisée ? » interroge Chakhob, médecin à la clinique 15. « Et si des extrémistes s'infiltraient ici ? Peut-être même sont-ils déjà là ? » s'inquiète Saïd, son cousin.

LA RUMEUR COURT ET S'AMPLIFIE

Le 12 octobre, les gouvernements américain et ouzbek ont déclaré avoir mis au point « un mécanisme de consultation urgent pour faire face à toute menace directe à la sécurité du territoire de la république d'Ouzbékistan », preuve que la préoccupation de « l'après-frappe » existe au plus haut niveau. Rien, toutefois, ne transparaît dans les médias

locaux. Ni la situation en Afghanistan, ni les bombardements, ni la présence américaine à Khanabad ne sont jamais évoqués. La télévision locale retransmet à loisir de véhémentes condamnations des attentats du 11 septembre – « la plus mauvaise action jamais entreprise », a expliqué, jeudi soir, le grand mufti d'Ouzbékistan, Abdurachid Bagromov. Des reportages sont aussi diffusés sur l'Alliance du Nord, ou sur le fléau de la drogue qui arrive d'Afghanistan dans le sud du pays, via le Tadjikistan.

« L'inquiétude est présente, un rien la réveille, explique Vincent Fourniau, directeur de l'Institut français des études sur l'Asie centrale à Tachkent (Iseat). Mais ce que l'on peut constater ici, c'est l'absence de sentiments anti-occidentaux tels qu'ils sont apparus chez certaines foules, dans des pays musulmans. Il n'y a pas, en Ouzbékistan, de fractures Orient-Occident ; les musulmans ouzbeks sont ouverts au pluriculturalis-

me. » Mais, en attendant que le verrou de Mazar e-Charif saute – « Ça ne devrait pas être long, mais nos gars ne veulent pas combattre dans la ville, de peur d'un trop grand nombre de victimes civiles », explique le représentant afghan –, la rumeur court et s'amplifie. Burhanouddine, un Pachtoune afghan réfugié à Tachkent depuis une dizaine d'années, a sa propre idée sur l'opération terrestre : « L'erreur, c'est de penser que la population locale, aussi remontée soit-elle contre les talibans, pourrait accueillir les Américains en libérateurs, après avoir reçu des bombes sur la tête. L'autre mauvais calcul, c'est de croire que l'Alliance du Nord va faire le gros du travail. Militairement, ils ne valent pas une cacahuète. » Il dit « rêver » voir les Américains entrer en Afghanistan. « Ils s'y enliseront, c'est sûr », s'exclame-t-il.

Marie Jégo

M. Jospin à Moscou : « Combattre le terrorisme en protégeant les populations civiles »

MOSCOU

de nos envoyées spéciales

Le paysage international né des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis a été au cœur des discussions du septième séminaire gouvernemental franco-russe, qui s'est tenu à Moscou, lundi 22 et mardi 23 octobre, sous la présidence de Lionel Jospin et de son homologue Mikhaïl Kassianov. « Dans un contexte marqué par l'apparition de nouvelles menaces pour la paix et la sécurité internationales, la Russie et la France affirment leur détermination à unir leurs efforts pour lutter contre le terrorisme international », souligne le relevé de conclusions de leur rencontre.

Interrogé sur une éventuelle modification de la position de la France à l'égard de la Tchétchénie dans ce nouveau contexte mondial, M. Jospin a observé : « Il est clair que les événements du 11 septembre ont modifié le regard que nous portons sur la situation internationale. (...) Nous avons confirmé notre volonté absolue de combattre le terrorisme pour l'éradiquer car il est une menace pour les civilisations. Nous ne devons pas

substituer à un conflit Est-Ouest un conflit Orient-Occident. Partout où le terrorisme se manifeste, il doit être combattu, y compris en Tchétchénie, a poursuivi M. Jospin. En même temps, la question est de savoir comment on combat, et nous souhaitons que cela soit fait dans le respect des droits et en protégeant les populations civiles. Nous sommes favorables à une issue politique de ce conflit, dont on peut se dire qu'elle n'est pas totalement impossible pour peu qu'on la recherche », a ajouté le premier ministre français.

COOPÉRATION CONTRE L'ARGENT SALE

M. Jospin, qui était accompagné de six membres du gouvernement, dont le ministre de l'intérieur Daniel Vaillant, a insisté sur la volonté des deux pays de renforcer leur coopération contre « les trous noirs du système financier international » en matière de circulation de l'argent sale. « Des listes de personnes susceptibles de nourrir ce trafic et de financer les actions terroristes ont été établies, a précisé le premier ministre russe. Un groupe de travail bilatéral, constitué de différents services des deux ministères de l'in-

térieur en charge de la lutte contre la drogue, le terrorisme, l'immigration illégale et le crime organisé, devrait se réunir régulièrement. » De même, un magistrat de liaison français sera prochainement nommé à Moscou pour renforcer la coopération entre les deux institutions judiciaires.

Cette visite à Moscou du premier ministre français devait être également l'occasion de raffermir les relations politiques et économiques entre les deux pays. De source diplomatique française, on soulignait lundi que « les Britanniques et les Allemands ont pris de l'avance par rapport à la France » depuis l'élection de Vladimir Poutine à la présidence de la fédération russe, en raison notamment des critiques françaises sur le conflit avec la Tchétchénie. « Nos champs de coopération sont extrêmement vastes », et le nouveau contexte international, « malgré sa dimension sombre, nous est favorable », a insisté M. Jospin, qui devait déjeuner, mardi, avec M. Poutine.

Pascale Robert-Diard
et Marie-Pierre Subtil

Des « signes encourageants » en vue de la libération de Michel Peyrard

LE JOURNALISTE français de Paris-Match, Michel Peyrard, arrêté et détenu par les talibans à Jalalabad, ville de l'est du Pakistan, depuis le 9 octobre, ne serait plus accusé d'espionnage. Il existe « des signes encourageants » en vue de sa libération, affirme depuis Peshawar, au Pakistan, le secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF), Robert Ménard. Cette nouvelle délégalation française, arrivée vendredi 19 octobre près de la frontière avec l'Afghanistan, joint ses efforts à ceux d'Olivier Royant, le directeur adjoint de la rédaction de Paris-Match, présent depuis douze jours pour tenter d'obtenir la libération de son confrère. La présidence du Pakistan a indiqué, samedi 20 octobre, que le sort des trois journalistes emprisonnés – Michel Peyrard et deux journalistes pakistanais, Irfan Qureshi et Mukkaram Khan – était « une affaire secondaire ». Les démarches se multiplient par les voies non officielles.

Les points positifs dans ces négociations qui s'accroissent viennent des contacts noués par l'entremise des relations familiales et professionnelles locales qu'ont les deux journalistes pakistanais retenus avec le Français. Un oncle du journaliste Irfan Qureschi est le mollah Moulana Sami-Ul-Haq, un mollah proche des talibans qui « a beaucoup de poids », indique-t-on à Peshawar. Ses relations privilégiées avec les talibans auraient déjà permis de « faire passer des messages ». Notamment en ce qui concerne les accusations d'espionnage passibles, selon les talibans, de la peine de mort. Par ailleurs, des membres de l'Association des journalistes de la

zone tribale – une zone au statut dérogatoire qui permet d'entrer en Afghanistan librement –, à laquelle appartient l'autre journaliste pakistanais, Mukkaram Khan, sont allées rencontrer les trois détenus, dimanche 21 octobre.

D'après les personnes qui ont vu le journaliste français, les trois professionnels de l'information vont bien. L'un de ses gardiens auquel les délégués de la zone tribale demandaient si les talibans le traitaient bien, aurait répondu : « On le traite bien, comme on traite tous nos invités comme on l'a fait avec Yvonne Ribley (journaliste britannique du Sunday Express précédemment retenue par les talibans puis libérée le 7 octobre), comme on le fait avec Ben Laden. »

« PAS UNE AFFAIRE D'ARGENT »

L'avancement de ces négociations indirectes ne serait « pas une affaire d'argent », indique-t-on à RSF. Les talibans chercheraient plutôt à envoyer « des signes destinés à contenir les deux mille journalistes étrangers accrédités au Pakistan » depuis le début des frappes. Restent des interrogations concrètes à propos de la libération de Michel Peyrard et de ses confrères pakistanais. Qui va prendre la décision ? « Le mollah Omar est à Kandahar, il n'y a personne à Jalalabad pour décider », observe Robert Ménard, qui redoute, en attendant, un éventuel « dommage collatéral ». Si des bombes tombent sur Jalalabad, indique-t-il, la donne changera certainement. Pour l'heure, des informations précises sur le lieu de détention – une maison située à côté de l'hôpital, au nord de la ville de Jalalabad – sont transmises régulièrement aux Américains.

Florence Amalou

Au Kurdistan turc, arrestations et cas de torture se sont multipliés

DIYARBAKIR (Kurdistan de Turquie)

de notre envoyée spéciale

Dans les rues de Diyarbakir, la capitale du Kurdistan turc, la population vaque à son train-train quotidien. Pourtant, d'après les représentants locaux des organisations des droits de l'homme, les autorités maintiennent la pression. « Malheureusement, l'approche des autorités turques face aux Kurdes demeure inquiétante », explique l'avocat Osman Baydemir, qui dirige l'association locale des droits de l'homme. « Depuis le 11 sep-

tembre, je crains que le gouvernement n'agisse en prenant la sécurité globale pour prétexte. »

Analysant les attaques du 11 septembre à l'aune de sa propre lutte contre les militants armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Ankara s'est alors plaint de ce que les Européens n'aient pas soutenu ses efforts contre le PKK et les groupes islamistes radicaux. « La plupart des attaques terroristes contre la Turquie ont été planifiées à partir de ces pays [européens], avait déclaré le premier ministre, Bülent Ecevit. J'espère qu'ils vont maintenant mettre un terme à cette honte. » Depuis l'arrestation, en février 1999, de son dirigeant Abdullah Öcalan, le PKK a cessé ses opérations, et les affrontements armés contre les forces gouvernementales turques sont rares. Après une accalmie, les arrestations et cas de torture se sont à nouveau multipliés. « Depuis le début de l'année, il y a plus d'opérations militaires et les autorités ont durci leur position », affirme Osman Baydemir. Il cite pour exemple la mort récente de Halit et Ebuzeyt Aslan, âgés respectivement de 62 et 42 ans, tués dans un champ dans la province de Simak.

Les forces de sécurité, pour qui les victimes étaient des militants du PKK, ont refusé de rendre les corps aux familles.

Sezgin Tanrikulu, qui représente la Fondation des droits de l'homme, estime, lui aussi, que « le climat risque de s'alourdir à Diyarbakir ». Au début du mois de septembre, les autorités ont effectué une descente – « sans mandat de perquisition », précise Sezgin – dans les locaux du centre de réhabilitation pour les victimes de la torture, dirigé par la Fondation. Les dossiers médicaux de 360 patients ont été saisis. Une procédure judiciaire a été ouverte contre la Fondation, qui risque la fermeture. « Après cet incident, aucune victime de tortures n'est venue s'inscrire. Nous avons déposé une plainte auprès du procureur. »

« CHANGEMENTS INSUFFISANTS »

Craignant des troubles en Irak, les autorités ont renforcé les barrières près de la frontière. De nombreux incidents ont été rapportés dans la région frontalière de Simak, une des quatre provinces encore sous état d'urgence. Au début de cette année, deux responsables du parti pro-kurde Hadepe ont disparu,

peu après s'être rendus à une convocation au poste de gendarmerie local. En septembre, une bombe a explosé dans les locaux du parti à Cizre. Dans la ville d'Izmir, 37 personnes ont été interpellées dans les locaux du parti le 18 octobre.

Le Parlement turc a récemment approuvé une série d'amendements constitutionnels, notamment un article qui lève théoriquement l'interdiction de publier en langue kurde : « Ces changements sont positifs, mais insuffisants. Nous voulons que l'existence des Kurdes soit reconnue et acceptée », explique Osman Baydemir.

Nicole Pope

PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Office Spécial de Publicité
OSP 47, rue Louis Blanc
92984 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Par jugement contradictoire, rendu par le Tribunal Correctionnel 11ème Chambre, le 25 avril 2000, Pierre, Jean-François MARCOUX, né le 16 février 1945 à Leurs (42), a été condamné à 6 mois d'emprisonnement avec sursis, une amende de 40.000 francs (ou 6.097,97 euros). Ordonne la publication du présent jugement, par extraits, dans le Journal Officiel, ainsi que dans les quotidiens Le Figaro, et Le Monde, et également l'affichage par extraits à la mairie du domicile du contribuable, le tout aux frais du condamné pour : SOUSTRACTION A L'ETABLISSEMENT OU AU PAIEMENT DE L'IMPOT sur le revenu pour les années 1993 et 1994 et de la TVA afférente à la période du 1er janvier 1993 au 31 décembre 1994 PAR OMISSION DE DECLARATION - FRAUDE FISCALE - depuis 1994 et jusqu'en 1995 - à Paris, faits prévus par ART.1741 AL.1 C.G.I. et réprimés par ART.1741 AL.1, AL.3, AL.4, ART.1750 AL.1 C.G.I. Pour extrait conforme, n'y ayant appelé. Le Greffier en Chef.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Office Spécial de Publicité
OSP 47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

“Par jugement du 26 Juin 2001, le Tribunal de Grande Instance de Paris - Chambre de la Presse a condamné Monsieur Jean-Luc CHAUMEIL pour avoir diffamé la mémoire de Monsieur Jacques BREYER dans son ouvrage polycopié intitulé “Les Maîtres Secrets de l'OTS”.

VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
OSP 47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

75 Vente au Palais de Justice de PARIS
le jeudi 6 décembre 2001 à 14h30, en un seul lot

DEUX IMMEUBLES A PARIS 8ème

Loués à usage d'hôtel «MADELEINE-PLAZZA» et de café-restaurant

33, Place de la Madeleine

UN IMMEUBLE élevé sur caves, d'un rdc, entresol, 5 étages carrés et un 6ème étage mansardé sur terrain de 150m² env.

1, Rue Tronchet

et 35, Place de la Madeleine

UN IMMEUBLE élevé sur caves, d'un rdc, entresol, 5 étages carrés et un 6ème étage lambrissé sur terrain 115m² env. comprenant au rdc un CAFE RESTAURANT

Les 2 immeubles sont contigus et ont été réunis à tous les niveaux excepté au sous-sol et rez-de-chaussée

MISE A PRIX: 20 000 000 de francs

S'adresser à la SCP de GRANVILLIERS-LIPSKIND, Avocats au Barreau de Paris, demeurant 170 Bd Haussmann 75008 Paris
Tél: 01 53 77 66 77 et 01 53 75 05 67 - Maître Daniel BAUMGARTNER, Mandataire Liquidateur à Paris 4°, 4 rue de la Coutellerie.
Visites le 31 octobre, 13, 22 et 30 novembre 2001 de 15h à 16h

ISTH
Enseignements Supérieurs Privés

2ème Cycle

ENM/EFB
Préparations complètes et par correspondance

IEP/HEC
Admission directe à bac + 2 et 3

ÉCOLES DE JOURNALISME
CFJ/ESJ/IPJ/CELSA...

SUCCÈS CONFIRMÉS

Tél : 01 42 24 10 72
2, rue de Rémusat, Paris 16°



■ **MOSCOU.** Le premier ministre s'est rendu en Russie, lundi 22 et mardi 23 octobre, pour participer au septième séminaire gouvernemental franco-russe. Lionel Jospin, accompagné de six membres du gouvernement, a insisté sur la volonté des deux pays de renforcer leur coopération en matière de blanchiment d'argent sale.

La conférence ministérielle de l'OMC prévue début novembre aura bien lieu à Doha, au Qatar

GENÈVE

de notre correspondant

La proximité de la zone de guerre, en Afghanistan, permettra-t-elle l'organisation sans accroc de la prochaine conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), prévue du 9 au 13 novembre à Doha, au Qatar ? C'est en tout cas le pari qu'ont fait les Etats-Unis. Alors que, depuis le début des frappes américaines, les interrogations sur l'opportunité de maintenir cette conférence, pour des raisons de sécurité, étaient de plus en plus nombreuses, les considérations géopolitiques et diplomatiques ont eu raison des inquiétudes. D'une part, la délocalisation de la réunion – qui doit accueillir 142 ministres du commerce extérieur – aurait pu être interprétée comme un geste de défiance à l'égard d'un pays arabe et être très mal perçue par d'autres pays musulmans. D'autre part, l'émirat n'a, à aucun moment, faibli dans sa volonté d'être l'hôte d'une conférence qui doit tenter de lancer un nouveau cycle de négociations commer-

ciales. A moins de trois semaines de la réunion, la question semble aujourd'hui tranchée, sauf embrasement de la région. Au cours du week-end et alors que la possibilité d'un transfert de la réunion à Singapour avait été évoquée au cours des jours précédents, le vice-président américain, Dick Cheney, a confirmé ce choix à l'émir du Qatar.

A mots à peine couverts, nombre de délégations considèrent à Genève que la meilleure solution aurait été un désistement volontaire du Qatar. Mais, en dépit des craintes émises par certains pays d'une détérioration de la situation dans la région, personne n'a osé demander une réunion extraordinaire du conseil général pour poser ouvertement la question. En vertu de la règle du consensus, il aurait fallu l'accord du Qatar pour changer éventuellement de lieu de réunion. Un pays, les Etats-Unis, pourrait user de son influence auprès de Doha pour hâter une décision, dit-on dans les couloirs de l'OMC, mais cette question n'aurait même pas été évoquée lors d'un récent entre-

tien entre le président Bush et l'émir du Qatar. Pour des raisons diplomatiques, Washington a hésité à tenter pareille démarche, de peur de froisser les Etats arabes. « Il s'agit d'une décision du ressort de l'OMC », s'est borné à déclarer le porte-parole de la Maison Blanche à la presse.

« UNE QUESTION DÉLICATE »

Malgré les incertitudes, le secrétariat de l'OMC avait toujours feint de s'en tenir au choix de Doha, comme si de rien n'était. En fin de semaine, une délégation de l'OMC était dépêchée dans l'émirat afin de superviser les préparatifs de la conférence. Dimanche 21 octobre, elle a été rejointe par le directeur général en personne, Mike Moore, qui s'est entretenu de la situation avec les autorités qatariotes. Deux jours auparavant, à New York, le représentant de l'émirat aux Nations unies avait encore plaidé la cause du maintien de la rencontre à Doha, faisant valoir que « le Qatar figure parmi les pays qui offrent le plus de sécurité dans le monde » et que le déplacement de la réunion dans un autre pays « constituerait une grande victoire pour les terroristes ».

Au secrétariat de l'OMC, on ne dissimule pas qu'il s'agit là d'une « question politique très délicate ». Tout d'abord, on tient à rendre hommage à ce petit Etat du Golfe, seul pays à s'être déclaré prêt à recevoir l'OMC après le fiasco de la précédente tentative de lancement d'un cycle à Seattle. On souligne également que l'émirat s'est beaucoup investi et a beaucoup dépensé pour assurer le bon déroulement de la conférence. L'émir a même proposé de mettre à disposition deux avions pour le transport des fonctionnaires du secrétariat et du matériel nécessaire.

Ne se sentant impliqué ni de près ni de loin dans le choix du site de la conférence, le secrétariat a donc gardé le cap sur Doha aux dates pré-

vues. « Le 14 novembre commence le ramadan, et l'émir nous a fait savoir qu'il ne voulait plus aucun chrétien sur son territoire à cette date-là », indique-t-on à Genève. Pour bien préciser sa position, le secrétariat tient également à faire remarquer qu'un changement de date et de lieu de la réunion n'est pas de son ressort, mais que cela relève de la compétence du conseil général, soit l'exécutif rassemblant les ambassadeurs des 142 membres de l'OMC. Or, aucun gouvernement n'a demandé un transfert.

En attendant, ces tergiversations à propos de la tenue de la conférence ministérielle font planer des incertitudes sur le lancement d'un nouveau cycle qui semble désormais « à portée de la main », selon une opinion aujourd'hui communément répandue à Genève. Si des divergences subsistent sur des sujets sensibles comme l'agriculture et l'environnement, ou encore la mise en œuvre des engagements du précédent cycle de l'Uruguay et des règles antidumping, le processus est beaucoup plus avancé qu'il ne l'était à la veille de l'échec de Seattle, et un projet de déclaration retravaillé d'à peine sept pages doit être présenté à la dernière séance du conseil général, convoquée pour les 30 et 31 octobre, à la veille de l'échéance ministérielle. Comme l'ont relevé à Shanghai les dirigeants des pays d'Asie-Pacifique, les responsables de l'OMC jugent d'autant plus urgent de lancer un nouveau cycle de négociations commerciales pour accélérer la libéralisation des échanges que le monde est en crise et que le ralentissement de l'activité s'accroît depuis les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis. « L'important est de se rencontrer aux dates prévues et de ne pas reporter les échéances, sinon il faudrait tout reprendre à zéro », avertit Paul-Henri Ravier, directeur adjoint de l'OMC.

Jean-Claude Buhner

Paul Mardsen, un député britannique en colère

LONDRES

de notre correspondant

Visage maigre et front dégarni, Paul Mardsen, 33 ans, n'avait jamais fait parler de lui depuis son élection aux Communes en 1997. Cet élu rural – et travailliste – du comté de Shropshire était un « backbencher » loyal, l'un de ces 412 députés qui approuvent, le plus souvent sans broncher, la politique de Tony Blair. Puis il est soudain entré en rébellion. Avec fracas. A cause des bombardements en Afghanistan, qu'il désapprouve totalement.

Le 8 octobre, à la surprise générale, Paul Mardsen s'est levé de son banc et a interpellé le premier ministre. Il lui a demandé – sans obtenir de réponse – que le Parlement puisse se prononcer par un vote sur la guerre déclenchée la veille. Une telle audace, contraire aux rites de Westminster, ne pouvait rester impunie. L'impertinent a été convoqué, com-

me c'est l'usage, par la « chief whip », Hilary Armstrong, patronne du groupe parlementaire travailliste. Elle l'a rappelé à son devoir de loyauté : « Ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous », et lui a reproché son absentéisme, pourtant dûment autorisé pour lui permettre de soigner sa femme sérieusement malade. L'élu a protesté, et le ton est monté : « Ce sont des gens comme vous qui ont tenté d'apaiser Hitler en 1938 », a-t-elle lancé avant de lui rappeler que leur conversation était strictement confidentielle : « Vous n'avez pas le droit d'en faire état aux médias. »

LA DIRECTION DU LABOUR SE GARDE DE SÉVIR

Courroucé par cette réprimande, et bousculant à nouveau toutes les règles, Paul Mardsen s'est empressé de transmettre le script de ce dialogue au *Mail on Sunday*, un hebdomadaire hostile à Tony Blair, qui s'est fait un plaisir de

le publier dimanche 21 octobre. L'élu en colère n'a pas l'intention de se taire et de retrouver son anonymat d'hier : « D'autres au sein du parti ne se laisseront pas faire. » Les « dissidents » travaillistes, dont d'anciens membres de l'aile gauche du parti, ne sont pour l'instant qu'une poignée aux Communes. La direction du Labour se garde bien de sévir contre Paul Mardsen, soucieuse de ne pas offrir un martyr à la cause pacifiste. Soutenu par une grande majorité de Britanniques, Tony Blair, cité par son porte-parole, a répondu indirectement au jeune élu rebelle : « Ceux qui contestent ce que nous faisons devraient garder à l'esprit l'image des deux avions s'encastrant dans les tours jumelles, se souvenir des derniers appels téléphoniques des otages et des menaces des terroristes qui se disent prêts à recommencer. »

Jean-Pierre Langellier

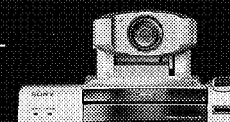


La visioconférence par Sony

Quelques minutes suffisent pour qu'ils puissent participer tous ensemble à une réunion, discuter entre eux, assister à des présentations audio, vidéo ou multimédia et prendre des décisions. C'est très simple à utiliser et cela évite de perdre du temps et de l'argent en déplacements. Quels que soient vos besoins professionnels, notre gamme de produits et services de visioconférence vous apportera la solution pour un coût optimal. Pour en savoir plus, appelez au 0820 40 00 00

(0,79 FF TTC la minute) ou connectez-

vous sur www.sonybiz.net/monde



Mettez-nous au défi

SONY

Deux postiers de Washington ont été foudroyés par la maladie du charbon

Les spécialistes des Centres de contrôle des maladies d'Atlanta ne pensaient pas que le bacille de l'anthrax pouvait représenter un danger à travers une enveloppe cachetée. Les syndicats protestent : les employés du tri postal n'ont pas eu droit aux mêmes précautions que le personnel politique

WASHINGTON

de notre envoyée spéciale

Deux employés des postes de Washington sont décédés de la maladie du charbon. Deux autres, infectés également par le bacille de l'anthrax, sont dans un état grave. Neuf personnes, encore, manifestent des symptômes alarmants et attendent encore le résultat de tests. Enfin, quiconque ayant fréquenté, ces onze derniers jours, le centre de tri de Brentwood, dans lequel travaillaient les malades, est instamment prié de consulter un médecin pour se faire diagnostiquer et recevoir un traitement préventif.

Voilà, dans leur brutalité, les quelques informations livrées lundi 22 octobre par le maire de Washington, Anthony Williams, et par le directeur des services de santé de la capitale, le docteur Ivan Walks, tandis que des centaines de personnes formaient encore une file d'attente afin de subir un test de dépistage. Le coup a été rude. Et les autorités, émuës, presque désespérées, n'ont cette fois pu rassurer ni les postiers ni l'ensemble de la population sur une situation qui, visiblement, leur échappe.

La maladie du charbon est bien là, sous sa forme la plus grave, la forme pulmonaire. Et le fait qu'elle puisse tuer de façon aussi fulgurante avait fini par échapper au public, trompé, ces dernières semaines, par l'apparition de plusieurs cas d'anthrax cutané (à New York et dans le New Jersey), infiniment moins dangereux ; sans doute aussi par les appels au calme et les discours rassurants des médecins et des politiques, et la garantie, en cas d'exposition, d'un accès à l'antibiotique miracle, le fameux « cipro ».

DIFFICULTÉS RESPIRATOIRES

Les informations étaient encore très incomplètes, lundi, sur les employés décédés, la nouvelle de leur mort ayant pris de cours les autorités médicales. Le premier, un homme de cinquante-deux ans, s'était présenté dimanche, à 6 heures du matin, aux urgences d'un hôpital. On lui administra un traitement relatif à l'anthrax, mais il mourut à 20 h 45. Le second, âgé de quarante-sept ans, se sentait malade depuis mardi. Il s'est présenté dimanche matin à l'hôpital où on lui fit une radio de la poitrine, avant de le renvoyer chez lui

avec le diagnostic de la grippe. Il y revint lundi matin, cette fois en ambulance, avec des difficultés respiratoires, et fut mis alors sous traitement antibiotique. Il est mort six heures plus tard. « La famille de la poste est profondément attristée par les nouvelles du jour, et secouée à la pensée que des terroristes utilisent le courrier américain comme instrument du mal », a déclaré John Potter, le directeur général de la Poste.

Mais tous les responsables des services postaux ont surtout insisté sur les précautions prises, dimanche, de toute urgence : fermeture des deux centres dans lesquels les deux malades avérés travaillaient ; examens et tests pour leurs 2 200 employés auxquels est également remis un traitement antibiotique préventif. On précisait également que, par précaution, les personnes ayant participé à une conférence de presse hébergée, la semaine dernière, par les installations de Brentwood, seraient aussi soumises au dépistage et placées « sous cipro » : soit le directeur général de la Poste, un représentant du FBI, des responsables des services de santé et plusieurs dizaines de journalistes.

Mais ces annonces étaient toutefois insuffisantes pour calmer l'inquiétude, voire la colère, de nombreux employés qui s'estimaient à la fois mal informés et trop tardivement pris en considération. Comment ne pas se rappeler en effet que

la remise d'antibiotiques à plus d'une cinquantaine de collaborateurs du leader de la majorité démocrate ? N'aurait-il pas fallu remonter immédiatement la chaîne du courrier ? Penser à tous ceux qui avaient pu

affirmer quant à elle qu'elle poursuivrait la Poste, si elle était membre d'une famille touchée par l'anthrax. « Les employés sont toujours les derniers dont on se préoccupe. »

La Poste explique qu'elle a scrupuleusement suivi les instructions des Centres de contrôle des maladies (CDC) d'Atlanta, lequel a toujours craint une surconsommation inutile d'antibiotiques, et ne prévoyait pas que les spores d'anthrax pouvaient représenter un danger à travers une enveloppe fermée. « Chacun apprend beaucoup sur cette maladie et sur cette bactérie, et chacun agit dans le meilleur intérêt du public, des employés des postes comme de ceux du Capitole », répondait Deborah Willhite, représentant la direction de ce service public. Et John Potter, piqué au vif, renchérisait : « Nous ne sommes pas dans une situation où l'Amérique devrait pointer du doigt quelqu'un d'autre que les terroristes. »

La poste américaine, qui achemine chaque jour 680 millions de plis, est pourtant soumise à rude pression pour mieux protéger son personnel. De nouvelles mesures vont être adoptées : port de gants et de masques pour la manipulation du courrier, abandon de la technique d'impulsion d'air pour nettoyer les machines de tri, recherche de matériel permettant de désinfecter les lettres. Plus de cent millions de cartes postales vont être envoyées cette semaine dans les foyers américains, qui énuméreront un certain nombre de conseils pour ouvrir chaque jour le courrier domestique.

Lundi soir, les chaînes de télévision relançaient le débat autour du bioterrorisme. Quels sont les plus grands dangers ? L'Amérique est-elle prête ? Comment lutter contre un ennemi qu'on ne peut voir ?

Annick Cojean

Des tests de détection commercialisés en Asie

Une société japonaise commencera au cours du mois à vendre dans l'archipel et dans le reste de l'Asie des tests américains de détection du bacille du charbon face à une montée de la psychose dans la région. Le fabricant de liqueur diversifié dans les biotechnologies Takara Shuzo a obtenu les droits de fabrication et de commercialisation au Japon, en Corée du Sud et à Taïwan de kits (Smart Cycler) développés par l'américain Cepheid, qui vend déjà ces produits aux Etats-Unis et en Europe.

« Nous avons reçu de nombreuses demandes de renseignements de la part de nos clients, notamment les offices régionaux d'hygiène, pour savoir si nous avons des kits de détection du bacille du charbon », a indiqué le chef des relations avec les investisseurs chez Takara Shuzo. Une fois relié à un ordinateur, l'appareil, qui pèse 10 kg, est capable de donner une réponse en 40 minutes à un test mené en mélangeant une substance suspecte avec l'agent réactif spécifique à la bactérie du charbon. — (AFP.)

la découverte d'une lettre contenant des spores d'anthrax et adressée au sénateur Tom Daschle avait provoqué, le 15 octobre, un véritable branle-bas au Congrès et entraîné la fermeture de bureaux ainsi que l'orga-

manipuler la lettre, et en premier lieu les postiers ? Le diagnostic, la même semaine, de la maladie du charbon sur deux employés de la poste de Trenton (New Jersey) par laquelle ont transité trois lettres contaminées — notamment celle adressée à Tom Daschle — n'aurait-il pas dû entraîner la fermeture immédiate du centre de Brentwood, par lequel passent tous les courriers adressés aux sénateurs et députés ? Et, surtout, le dépistage systématique de la maladie chez les employés ?

« CHACUN APPREND BEAUCOUP »

« Si on nous avait testés plus tôt, peut-être bien que les deux postiers qui sont morts auraient pris leur antibiotique et auraient vécu ! » regrette, lundi soir, un jeune salarié. Patricia Johnson, la présidente de la branche locale du syndicat des postiers,

En France, mille alertes en une semaine, mais pas un seul cas de maladie

ENVIRON un millier d'alertes au cours de la semaine écoulée, et pas un seul cas de maladie du charbon en France, ni de présence du bacille qui en est responsable, à l'issue de toutes les analyses effectuées sur les poudres suspectes. C'est le premier bilan du plan Biotox, effectué lundi 22 octobre par Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé, entouré de représentants des ministères de l'intérieur, de la justice et du service de santé des armées. M. Kouchner étreignait le premier des deux rendez-vous hebdomadaires prévus avec la presse à la demande du premier ministre, Lionel Jospin.

Les fausses alertes ont connu un pic jeudi 18 octobre, atteignant le nombre de 360, réparties dans 58 départements, dont 100 à Paris. Leur nombre a ensuite décliné vendredi et samedi, avant de tomber à 49 pour la journée de dimanche, a précisé Didier Montchamp, sous-directeur des opérations de secours au ministère de l'intérieur. Lundi 22 octobre, les pouvoirs publics ont encore comptabilisé 183 interventions dans 56 départements. Mais Bernard Kouchner voit dans la diminution des alertes le résultat des premières décisions de justice frappant ceux qu'il appelle « des irresponsables ».

PRISON FERME

Treize procédures ont été engagées. Neuf d'entre elles ont donné lieu à des comparutions immédiates devant les tribunaux correctionnels. Des peines de prison ferme ont été prononcées et, dans le cas contraire, le parquet a fait appel. Certains condamnés se sont également vu infliger des peines d'interdiction des droits civiques et électoraux. L'auteur identifié de l'une des fausses alertes, souffrant de troubles mentaux, a fait l'objet d'un placement d'office en milieu psychiatrique.

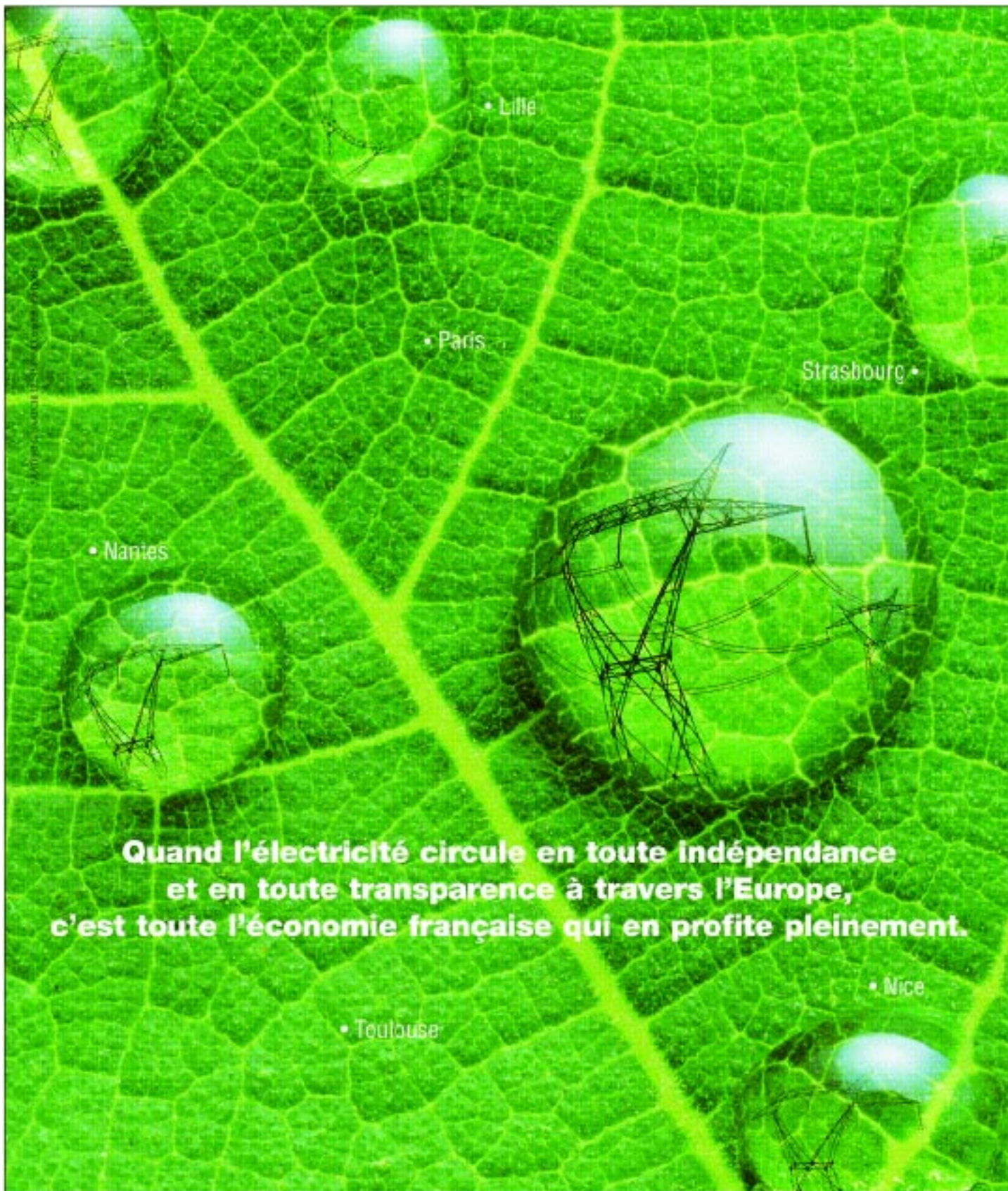
La multiplication des alertes a entraîné un surcroît d'activité pour les services hospitaliers, en particulier les centres hospitalo-universitaires de référence désignés par le ministère de la santé (Pitié-Salpêtrière, Bichat et Lariboisière à

Paris ; Lyon, Marseille, Lille, Rennes, Nancy, Bordeaux, Strasbourg et Rouen). Ces centres vont être dotés « dans les jours qui viennent » d'appareils d'analyse génétique permettant de détecter en 24 heures la présence éventuelle du bacille du charbon dans un échantillon de poudre.

Par ailleurs, la demande d'antibiotiques en médecine de ville s'est spectaculairement accrue. « Dans la seule journée de mercredi 17 octobre, les officines pharmaceutiques ont délivré plus de 100 000 boîtes de Ciprofloxacine, alors qu'à cette époque de l'année la demande quotidienne est de l'ordre de 8 000 à 10 000 boîtes », selon Philippe Duneton, directeur général de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé. « Il n'y a pas de pénurie d'antibiotiques, ni par rapport aux infections courantes, ni vis-à-vis d'éventuels cas de maladie du charbon », a cependant insisté Bernard Kouchner, qui a estimé que les stocks permettaient de couvrir le traitement d'un million de personnes contre le bacille du charbon. Après avoir réuni, jeudi 18 octobre, les dirigeants des laboratoires concernés, Bernard Kouchner devait recevoir, mardi 23 octobre, les représentants des médecins, des biologistes et des pharmaciens.

Bernard Kouchner a enfin souligné qu'en l'absence de cas détecté, « il n'est pas sérieusement proposé de retour à la vaccination générale contre la variole, car des centaines de personnes pourraient mourir » des effets secondaires du vaccin connu actuellement. Directeur général de la santé, le professeur Lucien Abenham a rappelé le dispositif prévu en cas de découverte d'un cas de variole : vaccination du malade et des personnes ayant été en contact avec elle dans les 48 heures précédant l'éruption, et vaccination des soignants concernés, voire au-delà. Le médecin général Michel Meyran, du service de santé des armées, a précisé que la vaccination des personnels militaires n'était pas prévue actuellement.

Paul Benkimoun



Quand l'électricité circule en toute indépendance et en toute transparence à travers l'Europe, c'est toute l'économie française qui en profite pleinement.

Transporter l'électricité en respectant l'environnement, c'est la raison d'être de RTE, le gestionnaire du Réseau public de Transport d'Électricité à haute et très haute tension. Permettre à tous les utilisateurs un accès équitable à ce réseau, veiller à la sûreté du système électrique et à la qualité du courant fourni, telles sont les missions de RTE. Son indépendance, consacrée par la loi du 10 février 2000,



Gestionnaire du Réseau de Transport d'Électricité

est une garantie pour la réalisation des missions de service public qui lui ont été confiées. Grâce au développement des interconnexions avec les principaux pays européens, la France s'impose au cœur de l'Europe de l'électricité. L'ambition de RTE est d'être un partenaire fiable au service de tous : industriels, producteurs d'électricité, collectivités locales... En Europe comme en France.

www.rte-france.com

En Irlande du Nord, Gerry Adams demande à l'IRA de désarmer

Un appel sans précédent pour un « geste significatif »

Gerry Adams, président du Sinn Fein, a formellement demandé à l'Armée républicaine irlandaise (IRA) d'engager son désarmement, afin de sauver le processus de paix

en Irlande du Nord. L'annonce du désarmement devrait intervenir avant jeudi soir pour éviter la suspension des institutions semi-autonomes issues de l'accord de 1998.

LE SINN FEIN a demandé officiellement à sa branche armée, l'Armée républicaine irlandaise (IRA), de commencer son désarmement, prévu dans l'accord de paix signé le 10 avril 1998, a annoncé lundi à Belfast son président, Gerry Adams. Cette demande, jamais formulée par le Sinn Fein auparavant, ouvre la voie à un geste de l'IRA sur le début de la mise hors d'usage de son arsenal, désormais attendu d'une manière imminente. Lors d'une conférence de presse solennelle dans l'Ouest catholique de Belfast, flanqué des cinquante membres les plus influents de son parti, Gerry Adams a annoncé avoir, avec Martin McGuinness (numéro deux du Sinn Fein), « discuté » avec l'IRA et avoir dit à sa direction d'accomplir un « geste significatif sur la question des armes ». Un tel geste « pourrait sauver le processus de paix de l'effondrement », a-t-il ajouté. Martin McGuinness a fait, au même moment, une annonce similaire aux Etats-Unis.

L'IRA avait accepté de négocier son désarmement avec la commission internationale créée à cet effet lors des accords de paix d'avril 1998, mais sans jamais dire quand ou comment ce désarmement aurait lieu. Gerry Adams a souligné que la question des armes devait être résolue de part et d'autre en rappelant que l'accord de paix du vendredi saint prévoit également le démantèlement des installations militaires et le retrait des soldats britanniques d'Irlande du Nord.

UNE PRESSION ACCENTUÉE

La pression s'était fortement accentuée ces dernières semaines sur l'IRA après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis et la démission de cinq ministres protestants de l'exécutif semi-autonome d'Irlande du Nord, qui a paralysé de fait les institutions issues de l'accord de paix.

L'IRA pourrait annoncer le début de son désarmement dans les pro-

chaines 72 heures. A défaut, la démission des cinq ministres protestants de l'exécutif local, annoncée la semaine dernière, prendrait effet, et Londres devrait alors décider de suspendre pour une durée indéterminée les institutions semi-autonomes. Gerry Adams a annoncé sa décision après avoir consulté Londres, Dublin, Washington, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela et le Parti unioniste de David Trimble, l'ex-premier ministre d'Irlande du Nord, démissionnaire.

En un autre geste de conciliation, Gerry Adams a encore reconnu qu'un des trois Irlandais arrêtés en août en Colombie après des contacts avec le mouvement de guérilla FARC (Forces armées révolutionnaires colombiennes), Niall Connolly, est le représentant à Cuba du Sinn Fein. Il a précisé ne pas avoir été informé de ce fait à l'époque, et ajouté qu'une enquête interne à son parti était en cours à ce sujet. - (AFP.)

« Sauver le processus de paix de l'effondrement »

Voici les principaux points de la déclaration de Gerry Adams, président du Sinn Fein :

« Notre objectif a été de sauver l'accord du Vendredi saint. (...) La question des armes doit être résolue. Mais pas seulement celle des armes de l'IRA. Celle des armes britanniques également. (...) »



VERBATIM

« Martin McGuinness et moi-même avons discuté avec l'IRA et lui avons dit que, si elle pouvait accomplir un geste significatif sur la question des armes, alors ce geste pourrait sauver le processus de paix de l'effondrement et transformer la situation. Certains

diront que l'IRA a agi sous la pression. Mais tous les autres savent que l'IRA n'est pas une organisation qui plie sous la pression. (...) Nous devons nous assurer que nous avons fait notre maximum pour empêcher la situation de plonger à nouveau dans un conflit. (...) »

« A mon avis, l'IRA est véritablement engagée dans la construction d'un processus de paix, au sein duquel les arguments du républicanisme irlandais peuvent être présentés et discutés. (...) J'appelle les républicains à rester unis. (...) Un geste positif de l'IRA doit recevoir en écho une réponse et une vision généreuse. (...) »

« Je renouvelle notre engagement, en tant qu'Irlandais républicains, à respecter les droits de tous les citoyens aux libertés religieuses et civiles. (...) Si l'IRA prend une autre initiative sur la question des armes, alors le gouvernement britannique devra s'appuyer sur la dynamique qui sera créée. (...) »

Romano Prodi victime du bilinguisme belge

BRUXELLES

de notre bureau européen

En apparence, il s'agit d'une querelle due au bilinguisme belge. En réalité, l'incident révèle le mal-être du président de la Commission européenne. Au soir du sommet des Quinze à Gand, le 19 octobre, Romano Prodi n'apparaît pas au côté du premier ministre belge, Guy Verhofstadt, président en exercice de l'Union, lors de la traditionnelle conférence de presse finale. Il est tard, nul n'y prête vraiment attention. « Il dort », se fait expliquer M. Verhofstadt.

En fait, M. Prodi a boycotté la réunion. Son porte-parole, Jonathan Faull, ne fera rien pour étouffer l'affaire, au contraire, expliquant deux jours plus tard que « le style des conférences de presse belges est de faire de longs discours, parfois en plus d'une langue », et que M. Prodi « craignait de ne pas avoir l'occasion de s'exprimer ». Le premier ministre belge a en effet l'habitude de s'exprimer en flamand, puis de répéter ses propos en français, ce qui prend du temps.

Mais la rancœur de l'Italien montrait depuis longtemps. Au sommet de Bruxelles après les attentats du 11 septembre, M. Verhofstadt l'avait à peine laissé parler, et il s'en était plaint par courrier. Voyant qu'il n'y avait pas eu d'amélioration à Gand, il en a tiré les conséquences. M. Prodi serait agacé par la présidence belge, qui a tendance à s'adresser directement aux capitales plutôt qu'à la Commission pour préparer les réunions.

« C'est plutôt le début que la fin des querelles, commente un proche, car Prodi en a un peu marre de porter le chapeau pour tout ce qui ne va pas en Europe. » « Les Etats membres se plaignent de ce qu'il n'est pas un partenaire actif, mais Prodi dit que c'est parce qu'on ne le sollicite jamais », observe un diplomate. Mais, rétorque un fonctionnaire européen, « si les performances de Prodi étaient si remarquables, il ne serait pas si facilement écrasé ».

CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES

Car l'ancien président du Conseil, qui avait si bien réussi en Italie, a un double problème : il n'est pas un grand communicateur et s'exprime mal dans d'autres langues. S'y ajoute une erreur de casting : « En Italie, son rôle était d'arbitrer entre ses ministres pour trouver une voie moyenne. Il a cru qu'à la Commission c'était pareil, alors qu'il devait au contraire proposer, aller au charbon tout le temps », analyse un fonctionnaire.

A la Commission, certains, plutôt rares, tentent de trouver des circonstances atténuantes à ce catholique, arrivé dans la foulée de la démission de l'équipe Santer : « On a cru qu'il suffisait de changer Santer pour que tout aille mieux. C'est un peu naïf de croire à l'homme providentiel », analyse l'un. « Les Etats feraient bien de s'interroger sur leurs propres responsabilités », attaque un autre, qui lâche, mordant : « Aujourd'hui, la France s'interdit d'avoir une vision, les Allemands sont provinciaux et les Anglais jouent les chevaliers en Afghanistan. »

Arnaud Leparmentier

Démonstration de force de l'extrême droite à Jérusalem

Plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées, lundi soir 22 octobre, à l'appel de l'extrême droite. Des orateurs, proclamant leur soutien au premier ministre israélien, ont comparé Yasser Arafat à Oussama Ben Laden

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les affiches rouges avaient fleuri, il y a trois semaines, sur les murs de Jérusalem. Elles montraient les effigies de Yasser Arafat et de Oussama Ben Laden surmontées du mot « jumeaux », en anglais ou en hébreu. Lundi soir 22 octobre, à Jérusalem, dans la rue Yaffo livrée aux militants de la colonisation et de l'extrême droite, les mêmes visages et les mêmes mots encadraient l'estrade prévue pour les orateurs. Le rassemblement, fixé de longue date, avait initialement pour objectif de rappeler à un gouvernement jugé défaillant la détermination d'une partie de sa base. Mais l'assassinat de Rehavam Zeevi, le chef de file du parti ultra Union nationale, et l'offensive militaire consécutive contre les principales agglomérations palestiniennes a contraint les organisateurs, le Conseil des implantations de Judée Samarie (Cisjordanie) et de Gaza, à revoir leurs slogans.

Le souvenir du partisan d'un transfert « volontaire » des populations arabes de Gaza et de la Cisjordanie vers les pays voisins a été célébré par son ancien collègue au gouvernement, Avigdor Lieberman, comme par les principaux représentants des colons. A l'évocation de l'ancien général, partisan de la manière forte, les cris de « Zeevi avait raison » et de « vengeance » sont montés de la foule estimée à plusieurs dizaines de milliers par la police et par les organisateurs.

L'un des orateurs, le maire de Jérusalem, Ehoud Olmert, a rappelé tout au début de son intervention : « Nous ne sommes pas là pour critiquer Ariel Sharon, mais pour lui

signifier que nous sommes avec lui et qu'il doit comprendre nos exigences en matière de sécurité. » De fait, le premier ministre israélien aurait sans doute signé des deux mains les discours comparant le chef de l'Autorité palestinienne à celui de Al-Qaïda ou au régime des talibans. Les critiques se sont d'ailleurs concentrées presque exclusivement sur Yasser Arafat, promis aux géonies, et accessoirement sur les responsables israéliens des accords d'Oslo signés en 1993.

Avertissement américain contre les incursions

Israël a opposé, lundi 22 octobre, une fin de non recevoir à la demande des Etats-Unis de mettre un terme à l'opération punitive sans précédent lancée à l'intérieur des zones autonomes palestiniennes en représailles à l'assassinat du ministre du tourisme démissionnaire Rehavam Zeevi. Le premier ministre Ariel Sharon a évoqué le droit à « l'autodéfense » pour justifier ces incursions. Les Etats-Unis avaient auparavant exigé d'Israël le retrait « immédiat » de ses forces des secteurs autonomes palestiniens, déclarant que de telles opérations « ne devraient plus avoir lieu », tout en appelant l'Autorité palestinienne à faire cesser « la violence et la terreur ». Sur le terrain, deux Palestiniens ont été tués. Un officier du Hamas, à Naplouse, en Cisjordanie, est mort dans l'explosion de sa voiture. - (Corresp.)

Dans le même esprit, les orateurs et la foule ont rejeté avec virulence la perspective d'un Etat palestinien, avancée il y a deux semaines par George W. Bush dans le cadre de la campagne américaine contre l'Afghanistan qui passe par le ralliement des pays arabo-musulmans modérés. « L'Etat palestinien, c'est la Jordanie », a ainsi clamé le successeur présumé de Rehavam Zeevi, Benny Elon, à la tête de la coalition électorale de l'extrême droite, alors que le secrétaire général du Conseil des implan-

Il y a deux jours, les pacifistes israéliens avaient peiné à rassembler plus de deux cents personnes à Jérusalem. Lundi soir, les colons pouvaient afficher leur satisfaction devant leur démonstration de force, même si une bonne partie de leurs jeunes troupes avait préféré profiter de l'occasion de cette soirée inhabituelle pour s'égailler rapidement dans les rues piétonnes de la ville à la recherche d'autres émotions.

Gilles Paris

Un naufrage au large de Java a fait au moins 370 morts

GENÈVE. Au moins 370 personnes, pour la plupart des immigrants clandestins, ont péri vendredi 19 octobre dans un naufrage au large de l'île indonésienne de Java, a annoncé, lundi 22 octobre, à Genève, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Seuls 65 des 421 réfugiés ont survécu. Le navire avait quitté jeudi l'Indonésie et a coulé vendredi dans une mer agitée.

Quarante-quatre rescapés ont été retrouvés samedi par des pêcheurs, tandis que 21 autres passagers, craignant pour leur sécurité, auraient été débarqués avant le naufrage sur une petite île. Les passagers étaient en majorité irakiens, les autres afghans, palestiniens et algériens. Le gouvernement australien a souligné que ce drame n'infléchirait pas sa fermeté à l'égard de l'immigration clandestine. - (AFP.)

Le chômage devrait fortement augmenter en Europe en 2001

BERLIN. Les six grands instituts de conjoncture allemands ont fortement abaissé leurs prévisions de croissance dans la zone euro cette année, ne misant plus que sur 1,5 %, contre une précédente estimation de 2,1 %, en raison de la détérioration de la conjoncture depuis les attentats du 11 septembre. Dans leur rapport d'automne à paraître mardi, les six instituts, dont l'avis est très écouté tant des marchés que du public, s'attendent à une croissance du PIB dans les 12 pays de la zone de 1,8 % l'an prochain, contre 2,2 % attendus au printemps. Conséquence de la détérioration de la conjoncture : le nombre de chômeurs en zone euro devrait s'élever à 8,7 millions de personnes à la fin de l'année, contre 8,4 millions attendus au printemps. L'inflation devrait également s'inscrire en hausse, à 2,7 %, contre une précédente estimation de 2,1 %. Afin de soutenir une croissance à bout de souffle, les six instituts parient sur une nouvelle baisse avant la fin de l'année des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne (BCE) de 0,25 point de pourcentage. - (AFP.)



La sécurité n'exclut pas le rendement

7,77%* en 2000
et au moins 7%* en 2001

Rendements nets garantis sur l'épargne constituée pour l'ensemble des contrats de la Société suisse vie.

* hors prélèvements sociaux

www.swisslife.fr

Pour un rendement en toute tranquillité avec le Groupe

Société suisse
Swiss Life
ASSURANCES

PRÉSIDENTIELLE Depuis son entrée officielle dans la campagne présidentielle, courant août, Jean-Pierre Chevènement progresse régulièrement dans les sondages, qui le

créditent actuellement d'environ 10 % d'intentions de vote. ● L'ANCIEN MINISTRE de l'intérieur obtient tout aussi régulièrement le ralliement de personnalités politiques ou

de la haute fonction publique. ● CHEZ LES INTELLECTUELS, il compte bon nombre de partisans, notamment au sein de l'ex-fondation Marc-Bloch. Mais certaines prises de

position passées de ce cercle de réflexion – anti-américaines ou hostiles à l'intervention au Kosovo – peuvent brouiller l'image consensuelle du candidat. ● À DROITE, certains

gaullistes historiques affichent leurs sympathies à l'égard du fondateur du MDC, de même que beaucoup de membres de la mouvance souverainiste, ce qui inquiète le RPR et le RPF.

M. Chevènement se construit méthodiquement un profil de présidentiable

Entré en campagne en septembre, le fondateur du Mouvement des citoyens pallie l'absence d'appareil politique par le soutien de nombreux réseaux de hauts fonctionnaires, d'artistes et d'intellectuels. Observés à la loupe par l'un de ses conseillers, les sondages le situent autour de 10 % d'intentions de vote

AU NUMÉRO 7, cité Paradis, dans le 9^e arrondissement de Paris, Jean-Pierre Chevènement semble marcher au-devant de ses visiteurs, souriant et décontracté, en pull et chemise, sur fond de flots marins qui se brisent contre les rochers de Belle-Ile. C'est la nouvelle image du candidat, dont l'affiche orne les murs du local de campagne. Comme pour rappeler que c'est dans la plus grande des îles bretonnes que l'ancien ministre a mûri sa décision, en août 2000, de se lancer dans la compétition présidentielle.

Crédité d'environ 10 % des intentions de vote – 9 % dans le sondage réalisé les 17 et 18 octobre par CSA et publié, mardi 23 octobre, dans *Libération* –, le candidat s'est assez facilement glissé dans la peau d'un présidentiable. « Depuis trente ans que j'existe sur la scène politique, je me suis essentiellement évertué à occuper mes fonctions au mieux de l'intérêt public. Je n'ai jamais pensé à l'étape suivante », expliquait-il, le 2 juillet, en se rendant à Saint-Pol-sur-Mer (Nord). Il avouait déjà : « Je ne suis pas là pour perturber le jeu. Je suis là pour changer la donne. »

Trois mois et demi plus tard, la ruche de la cité Paradis tourne à plein régime. L'équipe de campagne, réunie tous les mercredis matins, est aussi composite qu'efficace. Ce n'est pas seulement avec sa « petite entreprise », comme il a coutume d'appeler le MDC, que M. Chevènement entre dans la bataille. Naturellement, les fidèles sont là, comme Jean-Yves Autexier, sénateur de Paris, ou Michel Suchod, député de Dordogne. Le directeur de cabinet, le préfet Patrick Quinquet, ancien du Ceres, est un proche collaborateur depuis 1997. « Jean-Pierre Chevènement est l'un des rares intellectuels égarés en politique, cela fascine », dit-il de son candidat.

Gilles Casanova, qui a suivi le

« Che » après la Place Beauvau, veille sur les sondages comme sur un trésor. Les yeux fermés, il peut décliner, chiffres à l'appui, les forces de son candidat (un électoral âgé, déterminé, bien implanté dans la région parisienne et dans les zones rurales, très diplômé) et ses faiblesses (les femmes, les jeunes, les ouvriers). Oui, il a bien noté le nombre des sympathies venues de droite. Un sondage à deux chiffres, et c'est le bonheur : « On est sur un socle, pas sur une bulle. »

LA HAUTE FONCTION PUBLIQUE

Patrick Kessel supervise les réseaux laïques. Ancien grand maître du Grand Orient de France, passé par *Le Matin de Paris* et les cabinets ministériels socialistes, il soigne à la Ligue des droits de l'homme, à la Ligue de l'enseignement ou même à la FCPE les citoyens de gauche déçus de la politique. Chez les francs-maçons, lorsque l'ancien ministre est venu parler, on a dû refuser du monde. Le thème de l'égalité républicaine devant la loi a aussi rallié au candidat une vingtaine de conseillers d'Etat qui produisent des notes, pourvu que cela ne



se sache pas. Louis Gallois, le président de la SNCF, est venu sans se cacher, lui, au grand meeting de Vincennes, le 9 septembre, même s'il a dit en plaisantant, devant François Hollande, qu'il avait « mis une perru-

que » de camouflage. Les écrivains Angelo Rinaldi, Pierre Combescot, Danièle Sallenave s'y sont eux aussi affichés, de même que l'écrivain et diplomate Pierre de Boisdeffre, le publicitaire Claude Marti, l'histo-

rien Marc Ferro, quelques militaires, tels le général Pierre-Marie Gallois et le contre-amiral Gaucherand...

Les passages de M. Chevènement aux ministères de l'industrie, de l'éducation nationale, de la défense et de l'intérieur y ont laissé des strates de fidèles dans la haute fonction publique. Jean-Marie Lebaron, autre ancien du Ceres, a pris en main le groupe d'experts. « Une soixantaine de personnes », comme le journaliste Paul-Marie de la Gorce pour les questions internationales, Patrick Guyol, chercheur en sciences politiques au CNRS, Yves-Marie Lulan, banquier et consultant international, Christiane Féral-Schuhl, auteur d'un manuel sur le cyberspionnage, mais aussi des urbanistes, le directeur d'une union régionale de la « Sécu », un inspecteur général de l'environnement, etc.

François Morvan, cancériologue et ex-dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), alimente la réflexion sur les questions de santé et reste en contact avec les milieux antimondialisation et l'extrême gauche. Il a organisé le déplacement du candidat à Lyon, en octo-

bre, consacré aux difficultés de l'hôpital, comme l'universitaire Jean-Jacques Payan avait préparé celui de Grenoble sur la recherche et l'industrie. L'écrivain et philosophe Catherine Clément bichonne les milieux culturels et écrit force notes – sur la progression du wahhabisme en Ouzbékistan, sur la baisse des crédits aux pays pauvres ou sur le dernier livre de Salman Rushdie. Amie de longue date du couple Chevènement, la sœur de Jérôme Clément, normalienne sans chichi, est aussi l'une des seules qui ne se gêne pas pour « piquer une rogne sur le club de sympathiques machos que représente le MDC ».

« DU CÔTÉ DE LA CHAIR »

Studioux, le candidat est parti à la rencontre de sa France, notant avec soin dans son cahier ce qu'il retient de ses visites de terrain – qu'il compte poursuivre jusqu'à la fin du mois de janvier. Ce n'est plus une rhétorique pour surdiplomés qu'il donne alors à entendre, mais un dialogue avec ceux qui lui parlent de leurs problèmes.

A l'hebdomadaire *Elle*, le 17 septembre, un support nouveau pour lui, il déclarait que son épouse Nisa, psychanalyste et sculptrice, adopterait « la neutralité bienveillante qui sied à son métier ». Mais aux parents des quartiers populaires de Schiltgheim (Bas-Rhin), qui l'interrogeaient sur l'autorité parentale, il a confié qu'il recueillait son avis sur ces questions. « On voit la transformation de quelqu'un qui se projette sans arrêt dans la fonction présidentielle », explique Catherine Clément. « Mais on peut lui écrire toutes les notes que l'on veut, ajoute-t-elle, on ne change pas les rayures du zèbre. » Pour elle, c'est « le seul intellectuel de la politique en train de passer du côté de la chair. »

B.G.

Béatrice Gurrey

Plusieurs élus venus du PS, du PCF et du Parti radical se sont déjà ralliés

« VA-T-ON assister à une cristallisation stendhalienne pour que "l'amour" manifesté à Jean-Pierre Chevènement devienne une force politique ? » Oui, espère bien sûr Sami Naïr, l'un des très proches du candidat. En attendant la cristallisation, quelques ralliements sont déjà arrivés au QG de campagne, les plus visibles étant promis pour novembre. Du côté des élus, « qui nous rejoignent alors qu'ils nous quittaient », observe un haut fonctionnaire, on compte déjà trois ex-socialistes, les députés Bernard Seux, le maire de Béthune – qui a battu Jacques Mellick – et Guy Malandin, maire de Trappes, qui a pris la ville au PCF, ainsi que Pierre Biarnès, sénateur des Français de l'étranger.

Plus spectaculaire, l'adhésion de l'ancien minis-

tre communiste de la fonction publique, Anicet Le Pors, et de Rémi Auchedé, ancien patron de la fédération orthodoxe du Pas-de-Calais (*Le Monde* du 23 octobre), risque de créer des remous au PCF, alimentés par le faible score dont est pour l'instant crédité Robert Hue dans les sondages pour la présidentielle. Il faudra sans doute attendre la conclusion du congrès, le 29 octobre, pour que les indécis se fassent connaître. La candidature de Jean-Pierre Chevènement risque aussi de bousculer le jeu au Parti radical de gauche, pour l'instant sans candidat. Deux députés, Jean Rigal (Aveyron) et Roger Franzoni (Haute-Corse), ont déjà apporté leur promesse de signature au candidat, qui en compte actuellement 700. Au Parle-

ment européen, Michel Dary et Michel Scarbonchi pourraient aussi soutenir M. Chevènement. Quant au maire de Bastia, Emile Zucarelli, proche de l'ancien ministre de l'intérieur sur le dossier corse, il se dit « en situation d'attente ».

Vincent Carles et Patrick Mons-Trannoy, eux, ont choisi. Respectivement président des étudiants RPR et responsable du Mouvement des jeunes socialistes de Sciences-Po, à Paris, ils ont chacun démissionné de leur fonction en septembre pour soutenir Jean-Pierre Chevènement. L'un se réclamant du général de Gaulle et l'autre de Pierre Mendès France.

L'ancien ministre dispose de soutiens hétéroclites chez les intellectuels « républicains »

C'ÉTAIT le dimanche 7 octobre à Valence (Drôme). Après quelques hésitations, Jean-Pierre Chevènement s'était décidé à accepter de clore les travaux de l'ex-Fondation Marc-Bloch (du nom de l'historien et résistant, fusillé en 1944), rebaptisée Fondation du 2 mars, rassemblement d'intellectuels, de journalistes et de politiques où il compte nombre de partisans. « Pôle républicain dans l'ordre intellectuel », selon l'expression de sa secrétaire générale, la journaliste de Marianne Elisabeth Lévy, ce cercle de réflexion attire, certes, un public globalement acquis à sa cause, mais dont certaines prises de position passées – anti-américaines, souverainistes et hostiles à l'intervention au Kosovo – renvoyaient au Jean-Pierre Chevènement

des aspérités. Aujourd'hui, l'heure est à l'image « gaullienne », rassembleuse et populaire.

Au ministre de la défense démissionnant pendant la guerre du Golfe, à ce « Chevènement » que le philosophe Bernard-Henri Lévy – par ailleurs bête noire de bien des membres de la fondation – appelait à « chasser de notre tête » (*Le Monde* du 8 avril 1999), le candidat à l'élection présidentielle s'efforce de substituer une figure plus consensuelle, se réclamant à la fois de Jaurès, de Gaulle et Mendès France. La preuve : même son commentaire des sifflets qui ont accompagné la *Marseillaise*, lors du récent match de football France-Algérie – auquel il a assisté –, s'est limité à un regret teinté d'auto-critique : « Si ces jeunes ne se recon-

naissent pas comme Français, a déploré M. Chevènement, c'est que nous ne leur donnons pas envie de l'être. C'est caractéristique d'un phénomène de désappartenance où chacun prétend être un zombie qui appartient au cosmos tout entier. » Insistant sur l'importance du gaullisme dans son propre itinéraire politique, il a surtout attaqué le Parti socialiste : « Malgré tous mes efforts, a-t-il dit, le PS n'a jamais réussi sa conversion républicaine, y compris dans la dernière période. »

JACQUES BERQUE CRITIQUÉ

La Fondation du 2 mars demeure elle-même très composite. Elle rassemble des communistes couleur « rouge vif », comme Pierre Lévy, animateur de *Bastille République Nation*, mensuel « progressiste radicalement eurocritique », et des personnalités marquées à droite, comme le député européen (RPF) Paul-Marie Coûteaux, qui fut proche de Charles Pasqua. Henri Guaino, ancien candidat sur la liste de Philippe Séguin dans le 5^e arrondissement de Paris, qui est aujourd'hui l'un des animateurs intellectuels de la campagne de Jacques Chirac, y voisine avec le journaliste de *Marianne* Philippe Cohen, invité du contre-sommet de Porto Alegre (Brésil), qui lorgne du côté des mouvements militant contre la mondialisation financière.

Des divergences paraissent pouvoir opposer M. Chevènement au nouveau président de la fondation, le philosophe Pierre-André Taguieff, plus sensible que lui, par exemple, aux questions d'environnement. En outre, quand l'ancien ministre invoque l'orientaliste Jacques Berque (1910-1995) comme l'auteur qui lui a « permis de comprendre le monde arabe et musulman », M. Taguieff critique, dans une tribune publiée par *Libération*, le voyage de soutien aux Palestiniens effectué par José Bové. A l'occasion d'un colloque organisé par l'organisation juive B'nai B'rith France, le 14 octobre au Sénat, sur le thème des « nouveaux visages de l'an-

tisémitisme », le philosophe dénonçait l'« islamisation » des « motifs judéophobes », y compris dans les banlieues. Et dans un ouvrage de la collection qu'il dirige, le livre d'une autre orientaliste, Ruth Bat Ye'or, *Juifs et chrétiens sous l'islam* (1994), contient une vigoureuse critique du même Jacques Berque et de sa vision d'une grande civilisation euro-arabe, capable de faire pièce à la puissance américaine. Eludant ces différences, l'entourage de M. Chevènement insiste aujourd'hui sur l'attachement de l'ancien ministre à une solution négociée du conflit israélo-palestinien. Ses proches appellent même qu'il n'a jamais fait sienne la revendication du « droit au retour » pour les réfugiés palestiniens de 1948. Quant à Pierre-André Taguieff, il se dit proche de la gauche israélienne et du camp de la paix.

Certains soutiens intellectuels traditionnels de M. Chevènement, comme le philosophe Régis Debray ou l'écrivain – et ancien ministre (PS) – Max Gallo, donnent l'impression de se tenir, pour l'heure, en réserve. Le cours de la campagne pourrait les amener à s'engager davantage. D'autres, comme l'académicien Angelo Rinaldi ou l'éditeur Claude Durand, PDG de Fayard, ont manifesté leur intérêt par leur présence au meeting d'inauguration de sa campagne, à Vincennes, le 9 septembre. Pour le député européen (PSE) Sami Naïr – qui accompagne le candidat à un forum consacré à « l'Union européenne et les flux migratoires », le 3 novembre à Majorque –, la candidature de M. Chevènement « est porteuse d'une Weltanschauung [vision du monde] ». Dirigeant du MDC, M. Naïr estime que les intellectuels se trouvent désormais, face à M. Chevènement, dans une situation analogue à celle de l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, en 1958 : à l'en croire, l'adhésion devrait suivre l'attentisme.

Nicolas Weill

RPR et RPF redoutent une déperdition de voix gaullistes et souverainistes

LE RPR commence à s'inquiéter. Du moins prend-il très au sérieux une possible hémorragie de voix de droite au profit de la candidature de Jean-Pierre Chevènement. Le phénomène, bien que marginal, est perceptible depuis le tournant économique d'octobre 1995 et, plus encore, depuis l'échec de la dissolution de l'Assemblée nationale, en 1997 : des sympathisants gaullistes reconnaissent publiquement qu'ils ne pourront pas voter une nouvelle fois pour Jacques Chirac.

Dans une « lettre ouverte à Jacques Chirac », parue au mois de décembre 2000 dans le mensuel *La Une*, le président de l'Académie du gaullisme – un regroupement de quelque 300 « gaullistes historiques » –, Jacques Dauer, s'en prenait en ces termes au président de la République : « Nous ne pouvions imaginer que tes actes contrediraient aussi rapidement et aussi carrément tes propositions. En fait, si tu me permets un peu de vulgarité, tu nous a bel et bien "cocufiés" et avec nous (...) le peuple français tout entier. »

Il restait toutefois à trouver une alternative. Elle se profile aujourd'hui. Dans un questionnaire adressé pendant l'été à ses adhérents et sympathisants, l'Académie du gaullisme leur demandait de désigner leur candidat préféré. Sur 263 réponses, 46 % se sont prononcés pour M. Chevènement, 18 % pour Charles Pasqua, 11 % pour Jacques Chirac, 8 % pour Philippe de Villiers. Les responsables de l'association ont dîné, le 5 octobre, avec M. Chevènement. Sans arrêter formellement leur position, ils lui ont clairement dit combien sa candidature suscite d'espoir, sous réserve qu'il rompe avec son camp et ne se désiste pas au second tour pour le candidat socialiste.

Le RPF s'interroge pareillement. Certes, son président, Charles Pasqua, fait mine de ne pas s'inquiéter. Décidé à ne déclarer officiellement sa candidature qu'au mois de janvier, il se contente de tourner dans les instituts d'études politiques de province pour promouvoir le livre qu'il vient de publier, *Non à la décadence* (Albin Michel). Il juge, par ailleurs, que le capital de sympathie dont dispose M. Chevènement ne se traduira pas forcément dans les urnes. Il n'empêche : la « fiche argumentaire n°1 » du RPF, datée du 8 octobre, s'intitule : « Que penser de Jean-Pierre Chevènement ? ». Elle critique méthodiquement le bilan ministériel de l'intéressé, rappelle sa démission du ministère de la défense, en 1991, « alors que la France était en état de guerre », et dénonce son « alliance bien réelle avec les euro-fédéralistes du Parti socialiste ».

« UNE SORTIE DE PRIMAIRE »

Les députés européens dissidents élus en 1999 sur la liste souverainiste, William Abitbol, Paul-Marie Coûteaux et Florence Kuntz, sont, eux, carrément dans l'embaras. Ils ont même envisagé un temps d'engager l'un d'eux dans la course présidentielle. Ancien militant du Ceres et ex-collaborateur de M. Chevènement, M. Coûteaux est très tenté par la candidature de l'ancien ministre, mais il lui reproche d'entretenir « une savante équivoque sur le second tour ». « Jusqu'à l'arrivée de l'euro, on vit une sorte de primaire souverainiste, comme il y en a une entre M. Bayrou et M. Madelin », explique M^{me} Kuntz. « D'ici au 15 décembre, il faut que se cristallise une candidature unique des anti-maîtrichiens », précise M. Abitbol.

Jean-Louis Saux

LITERIE ROBUSTAFLEX : LES 4 JOURS ÉVÉNEMENT SUISSE

Venez découvrir la technologie et le design de la literie suisse à des prix exceptionnels. Un technicien de l'usine sera présent du 25 au 28 Octobre

ESPACE LITERIE ROBUSTAFLEX
63, rue de la Convention - 75015 PARIS

PARKING GRATUIT Tél. 01.45.77.80.40

Ouverture exceptionnelle Dimanche 28 Octobre

Le PCF fait pression sur le gouvernement pour donner plus de moyens aux hôpitaux

L'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale débutait, mardi 23 octobre, à l'Assemblée

Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité, devait défendre, mardi 23 octobre, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale

à l'Assemblée nationale. Le PCF réclame au gouvernement des mesures en faveur des retraités et des hôpitaux publics. La droite juge que le bilan

de cinq années de gestion de la « Sécu » par la gauche est négatif. Le projet 2002 repose, selon elle, sur des hypothèses économiques irréalistes.

LE DERNIER. Routinier depuis la réforme Juppé de 1996, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, dont l'examen débute mardi 23 octobre à l'Assemblée nationale, est aussi le dernier de la législature, et chacun y pense. « Quand on a duré cinq ans, comme ce gouvernement, on peut être tenu pour responsables », souligne Jean-François Mattéi, le président du groupe Démocratie libérale (DL) de l'Assemblée, qui défendra l'une des trois motions de procédure déposées par l'opposition. Elisabeth Guigou, la ministre de l'emploi et de la solidarité, s'y attend, qui devrait, dans son discours, défendre le bilan des cinq budgets de la « Sécu » présentés par la gauche. Les communistes, eux, mèneront une dernière bataille pour arracher des concessions, notamment sur l'hôpital.

Supérieur à celui de l'Etat, avec près de 2 000 milliards de francs de

dépenses, le budget de la Sécurité sociale constitue désormais le théâtre d'affrontements bien rodés. A droite, aux critiques classiques qualifiant d'« usine à gaz » les schémas complexes et croisés de financement (35 heures, retraites...) s'en ajoutera pourtant une nouvelle : le caractère « irréaliste » des hypothèses de croissance sur lesquelles ce budget est bâti. Le ton a été donné en commission des affaires sociales, les députés RPR, UDF et DL s'étant relayés pour fustiger le « scénario béat » des prévisions économiques du gouvernement (*Le Monde* du 27 septembre).

A gauche, si les Verts et le Mouvement des citoyens (MDC) apparaissent jusqu'ici relativement absents des discussions préalables, il n'en va pas de même pour les communistes. Cette année, le groupe a fait savoir qu'il attacherait une importance toute particulière aux retraites et à la situation des

hôpitaux publics. Les premières tractations sont bien engagées en coulisses entre M^{me} Guigou, le président du groupe socialiste de l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault, celui de la commission des affaires sociales, Jean Le Garrec (PS), et les responsables de ce dossier au groupe communiste.

NOUVEAUX AMENDEMENTS

S'agissant des retraites, la gauche a uni ses voix pour adopter en commission un amendement qui permettrait aux salariés ayant cotisé quarante ans de partir avant l'âge légal de 60 ans. Cette mesure jugée trop onéreuse par le gouvernement – 26 milliards de francs net, selon ses estimations – a conduit les parlementaires à proposer deux solutions de repli : la prolongation, au-delà de son terme prévu le 31 décembre 2001, de l'Allocation chômeurs âgés (ACA), qui les exempte de toute recherche d'em-

ploi ; un mode de calcul plus favorable de l'Allocation spécifique d'attente (ASA) versée aux chômeurs âgés non indemnisés. De plus, M^{me} Guigou n'exclut pas un relèvement du minimum vieillesse attribué au quelque 1 million de retraités les plus modestes.

Le gouvernement devrait également déposer de nouveaux amendements dans l'espoir de trouver un accord avec ses partenaires communistes, qui ont réclamé des moyens de fonctionnement et d'investissement supplémentaires pour les hôpitaux publics. Le fonds de modernisation des établissements de santé devrait ainsi être abondé de plus d'un milliard de francs. Pour contourner l'exigence du PCF sur la réduction du taux de TVA, le ministère étudie par ailleurs la création d'un fonds de compensation de la TVA comme il en existe un pour les collectivités locales. « C'est de la relance, ça, c'est vertueux », juge M. Le Garrec.

Le PCF, qui a emprunté les propres revendications de la Fédération hospitalière de France, se sent d'autant plus conforté dans sa démarche qu'il peut s'appuyer sur une situation toujours tendue dans les hôpitaux. Il reçoit même le renfort de la droite. « La situation est catastrophique », s'est récemment insurgé Jean-Luc Prél (UDF, Vendée), pour qui les « retards d'investissement sont considérables ». L'accord sur les 35 heures, approuvé lundi 22 octobre par la totalité des syndicats de médecins hospitaliers (à la différence de celui signé par les représentants, minoritaires, des personnels hospitaliers), tombe certes à pic, mais il ne suffira sans doute pas à faire retomber cette tension. Et ce, au moment où les cliniques privées appellent, en réaction, à un vaste mouvement de grève pour défendre leurs propres intérêts.

I. M.

Isabelle Mandraud

Querelle de « famille » entre Jacques Chirac et Ségolène Royal

LE THÈME de la famille – cher à la droite, mais que lui dispute de plus en plus la gauche – a provoqué une petite passe d'arme à distance entre Jacques Chirac et Ségolène Royal. Samedi 20 octobre, invité du 36^e Congrès des familles rurales, à Angers (Maine-et-Loire), le président de la République a publiquement déploré que les excédents de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) servent au « financement de politiques étrangères à la politique familiale ». « La France ne peut pas se résigner à voir les moyens de la politique familiale se réduire, a-t-il déclaré, sous les applaudissements de son auditoire. Nous devons, au contraire, garantir la progression des ressources de la branche famille et appliquer scrupuleusement le principe fondamental de la Sécurité sociale, qui veut que les excédents [de la CNAF] ne puissent être préemptés » à d'autres fins. Au passage, M. Chirac s'est empressé de devancer la ministre déléguée à la famille en annonçant les états généraux de la protection de l'enfance, qui se tiendront le 15 novembre...

Le lendemain, devant les mêmes congressistes, M^{me} Royal répliquait par l'ironie, soulignant le « sou-

lien inattendu, mais bienvenu » de M. Chirac « à la politique du gouvernement », tout en affirmant que « les excédents de la branche famille sont intégralement consacrés aux familles ». Ce qui n'est pas tout à fait vrai.

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2002 fait bien apparaître une « contribution exceptionnelle » de 762,2 millions d'euros (5 milliards de francs) de la CNAF au fonds de réserve des retraites. Cette somme est prélevée, il est vrai, sur les excédents de l'année 2000 (7,9 milliards de francs) et non sur ceux de 2001 (estimés à 8,5 milliards de francs). « Cela n'a rien à voir avec ce qui était sous-entendu sur le financement des 35 heures. Jamais, depuis deux ans, il n'y a eu autant d'argent réinvesti pour la famille, près de 15 milliards ! », proteste M^{me} Royal, qui met en avant la création, en 2002, du congé de paternité et le développement des crèches. « La droite, elle, n'avait rien à distribuer quand elle était au pouvoir puisqu'il n'y avait pas d'excédents », ajoute-t-elle. Retour à l'envoyeur.

I. M.

Isabelle Mandraud

L'Assemblée nationale va se prononcer sur l'immunité de Marc Dumoulin

MARC DUMOULIN n'est – sans doute – plus libre pour longtemps. Le bureau de l'Assemblée nationale va être saisi « dans les jours qui viennent » du cas du député du Haut-Rhin, reconnu coupable de « viols sur mineure de [moins de] quinze ans par personne ayant autorité » sur sa nièce et filleule, et condamné à cinq ans de prison, dont deux avec sursis, et à cinq ans d'interdiction des droits civiques, civils et de famille (*Le Monde* du 19 octobre). La procédure est « dans une phase administrative », a indiqué mardi 23 octobre, la chancellerie.

Le procureur de Strasbourg a transmis au parquet général de la cour d'appel de Colmar sa demande de levée de l'immunité parlementaire du député, afin de permettre sa mise sous écrou. L'avocat général de Colmar, Jean-Charles Lorentz, qui dirige le parquet de la cour d'appel en attendant l'arrivée, en novembre, du nouveau procureur général venu de Corse, Bernard Legras, a transmis à son tour le dossier au garde des sceaux, qui en attend les ultimes pièces pour saisir l'Assemblée.

Le cas du député RPR, qui avait quitté son groupe et rejoint les « non-inscrits » au lendemain de sa mise en examen, n'en finissait pas de gêner ses collègues de l'Assemblée nationale. A commencer par son président, Raymond Forni (PS) : « Tout le monde est extrêmement mal à l'aise. Ça ne contribue pas à améliorer l'image du Parlement ! » a déclaré au *Monde* l'ancien avocat, qui précise que la situation « n'est pas due à l'immunité dont bénéficient les députés et les sénateurs ».

Depuis la loi du 15 juin 2000 sur la présomption d'innocence, tout accusé comparait libre, comme ce fut le cas de M. Dumoulin, est écroué à l'issue de l'audience pénale de première instance en cas de condamnation à une peine de prison ferme. Mais l'article 26 de la

Constitution, issu de la révision constitutionnelle de 1995, prévoit qu'« aucun membre du Parlement ne peut faire l'objet, en matière criminelle ou correctionnelle, d'une arrestation ou de toute autre mesure privative ou restrictive de liberté qu'avec l'autorisation du bureau de l'Assemblée dont il fait partie. Cette autorisation n'est pas requise en cas de crime ou délit flagrant ou de condamnation définitive ».

M. Dumoulin ayant fait appel, la condamnation n'est pas « définitive » et l'« autorisation » du bureau de l'Assemblée nationale [composé notamment de son président et des six vice-présidents] devient nécessaire. « Sans préjuger de la décision du bureau, celui-ci pourrait difficilement refuser de lever l'immunité de M. Dumoulin : en décembre 1998, le bureau avait déjà approuvé sa mise sous contrôle judiciaire », a déclaré M. Forni au *Monde*.

Tout est bien qui finit bien, pour le président de l'Assemblée. Il n'empêche, M. Forni dénonce des « négligences » dans la procédure. Selon lui, l'application de la peine aurait pu être immédiate : « Il eût suffi que l'autorité judiciaire contraigne M. Dumoulin à comparaître aux assises comme un détenu », explique M. Forni, en évoquant la procédure de « prise de corps » de la loi sur la présomption d'innocence. « La prise de corps se poursuit en cas de condamnation à une peine de plus d'un an d'emprisonnement. Ce qui est le cas de Marc Dumoulin ! » ajoute-t-il. Et de conclure : « Dans son arrêt, la cour d'assises aurait pu préciser que Marc Dumoulin pouvait être incarcéré sous réserve de l'autorisation du bureau de l'Assemblée. Alors, le procureur général n'aurait eu d'autre choix que de nous saisir. » La polémique sur la justice à « deux vitesses » aurait été évitée.

Clarisse Fabre
et Franck Johannès

M. Brunhes (PCF) nommé secrétaire d'Etat au tourisme

JACQUES BRUNHES, député communiste des Hauts-de-Seine, devait être nommé officiellement, mardi 23 octobre, secrétaire d'Etat au tourisme, en remplacement de Michelle Demessine, qui quitte ce poste après avoir été élue, le 23 septembre, au Sénat. Entrée au gouvernement en juin 1997, M^{me} Demessine a annoncé elle-même, lundi à l'AFP, le choix de son successeur en soulignant qu'« il va devoir s'occuper d'une situation de crise dans le secteur du tourisme ». Agé de 67 ans, M. Brunhes est devenu député des Hauts-de-Seine en 1978 et il a été constamment réélu à l'exception de la période 1986-1988. Ancien professeur, il a été maire de Gennevilliers de 1987 à mars 2001. Son suppléant à l'Assemblée nationale est le communiste Dominique Frelaut.

M. Talamoni « préfère »

que M. Vaillant ne vienne pas en Corse

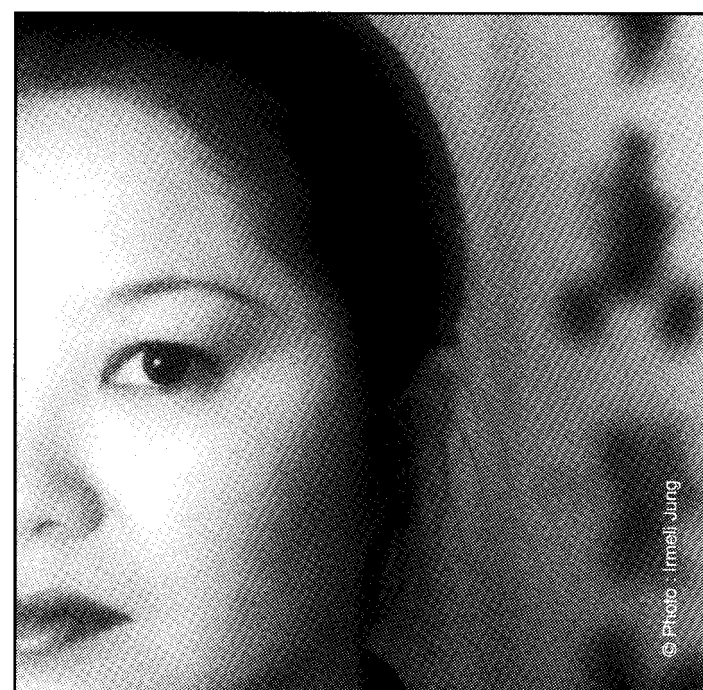
LE MOUVEMENT nationaliste Corsica Nazione, qui a « suspendu » son soutien au processus de Matignon décidera « en fin de semaine » s'il participe à la rencontre que Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur, souhaite avoir avec les élus insulaires, samedi 27 octobre, à l'Assemblée de Corse. « Je préfère qu'il reste à Paris et qu'il libère les prisonniers, plutôt qu'il vienne en Corse pour ne rien annoncer », a indiqué au *Monde* le chef de file du second groupe de l'Assemblée de Corse, Jean-Guy Talamoni. Le maire (PRG) de Bastia, Emile Zuccarelli, a demandé lundi à M. Vaillant de faire connaître aux élus corses « les mesures qu'il entend prendre pour que la loi soit appliquée en Corse », alors que « huit attentats ont été commis la semaine dernière ».

M. Chirac a décoré Yves Guéna

JACQUES CHIRAC a remis, lundi 22 octobre, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au président du Conseil constitutionnel, Yves Guéna, au cours d'une cérémonie à huis clos à l'Elysée. Hormis l'ancien ministre (PS) Pierre Joxe, tous les membres du Conseil étaient présents. Ancien ministre gaulliste, M. Guéna préside la juridiction constitutionnelle depuis le 1^{er} mars 2000. Il avait contesté par avance à la Cour de cassation, au mois de juillet, la possibilité de s'affranchir de la décision du Conseil constitutionnel de 1999 sur le statut pénal du chef de l'Etat. Le 10 octobre, la Cour de cassation a confirmé l'immunité du président, mais contredit le Conseil sur la compétence de la Haute Cour de justice.

DÉPÊCHE

■ **CONSOMMATION** : les dépenses de consommation des ménages en produits manufacturés, exprimées à prix constants, ont progressé de 0,2 % en septembre, après une hausse de 0,4 % en août, selon les chiffres publiés par l'Insee mardi 23 octobre. Après les attentats du 11 septembre, plusieurs économistes s'attendaient à un recul. Dans le commerce, les dépenses se sont accrues de 0,3 %. Les dépenses de consommation en biens durables se sont stabilisées après une baisse de 0,4 % en août.



© Photo : Irmeli Jung

SHAN SA

LA JOUEUSE DE GO

« On admirera la maîtrise du style de Shan Sa, dégraissé de tout mot, de tout sentiment superflu, et pourtant si émouvant, si intense. »

Jean CONTRUCCI - *la Provence*

« Epique et flamboyant. »

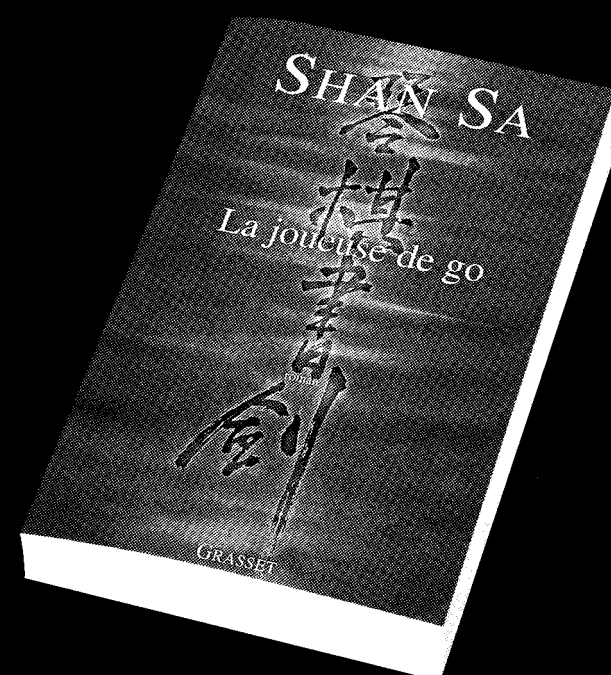
Didier JACOB - *le Nouvel Observateur*

« L'ambition et même l'audace ne manquent pas à cet écrivain. »

Jean SOUBLIN - *le Monde*

« Un très beau roman d'amour écrit par une jeune femme dont on n'a pas fini de parler. »

Marie-Claire PAUWELS - *Figaro Madame*



Grasset

SÉCURITÉ Les attaques terroristes du 11 septembre aux Etats-Unis et la logique de guerre qui a suivi ont placé les responsables français de la prévention des risques face à un défi de

grande ampleur. ● LA SURVEILLANCE AÉRIENNE des sites sensibles – centrales chimiques et nucléaires, barrages EDF – a été accrue, à la demande du premier ministre, et des missiles sol-air

sont en cours de déploiement autour de l'usine de retraitement de la Hague (Manche). ● CE RENFORCEMENT des mesures de précaution souligne la vulnérabilité des installations nucléaires

face au terrorisme. « Ce qu'on fait dans le cadre de Vigirate n'est que de peu d'effet face à un risque maximal de ce type », explique un industriel. ● LA MILITARISATION des sites

nucléaires s'accompagne d'un contrôle strict des informations : « Nous sommes entrés dans une logique de secret-défense », explique-t-on à l'Institut de protection et de sûreté nucléaire.

Les attentats du 11 septembre imposent de revoir la sécurité des sites sensibles

Des missiles Crotale viennent d'être déployés autour de l'usine de retraitement de la Hague. Les experts avouent cependant leur impuissance face à l'« hyper-terrorisme ». Pour résister à des attaques aériennes, il faudrait durcir les structures ou enterrer les sites, ce qui n'est pas envisagé pour l'instant

LE 11 SEPTEMBRE, les responsables français de la prévention des risques ont été confrontés à un défi dépassant tout ce qu'ils avaient imaginé. Eux qui avaient cru prévoir les périls de la nature et les tréfonds de la folie humaine se sont trouvés démunis face aux images des attentats-suicides contre le World Trade Center et le Pentagone. « Une usine chimique ou une centrale nucléaire n'est pas dimensionnée pour résister à de tels attaques », admet Philippe Vesseron, le directeur de la prévention des risques au ministère de l'environnement.

Au lendemain des événements américains, des réunions interministérielles ont été organisées afin de tenter de trouver une parade à ces nouvelles menaces. « Jusqu' alors, nous avions travaillé à renforcer la résistance à la malveillance et à prévenir l'intrusion, poursuit M. Vesseron. Mais ces gestes suicidaires constituent une dimension nouvelle. » « On est dans un contexte différent, explique-t-on également au secrétariat d'Etat à l'industrie. Si l'on entre dans un climat de pré-guerre, le champ de la réflexion bascule dans une autre logique. »

« C'EST DE LA GESTICULATION »

Cette logique de guerre semble pourtant bien une réalité aujourd'hui. Le ministère de la défense a accru la surveillance aérienne des « sites d'intérêt national », à la

demande du premier ministre, Lionel Jospin. Des batteries de missiles sol-air Crotale sont ainsi en cours de déploiement autour de l'usine de retraitement de La Hague (Manche) (Le Monde daté 21-22 octobre). Il s'agit toutefois d'une drôle de guerre. « Ces événe-

François Bureau, porte-parole du ministère de la défense, estime cependant impossible de créer des « bulles » où la navigation aérienne serait interdite, même au-dessus des sites sensibles. Il paraît dès lors difficile de réagir à temps si un avion était détourné vers l'une de ces

jours après les attentats américains, a, elle aussi, souligné la vulnérabilité de ces sites face à des attaques terroristes. La zone Seveso de la ville était ainsi quotidiennement survolée par les avions de l'aéroport de Toulouse-Blagnac et le plan Vigirate n'avait pas été activé dans l'usine sinistrée, alors qu'il aurait dû l'être après les attentats du 11 septembre.

Que peuvent, de toute façon, quelques policiers de faction devant un bâtiment ou même quelques avions ou missiles d'interception face à une attaque aérienne menée par des hommes déterminés ? Protéger 150 grands barrages d'EDF, une trentaine d'installations nucléaires disséminées sur le territoire et 1 249 établissements classés Seveso, dont une bonne moitié sont à haut risque, semble illusoire. « Ce qu'on fait dans le cadre de Vigirate – renforcer les contrôles d'accès aux sites, accroître la fréquence des rondes, vérifier les systèmes d'alerte et de sauvegarde – n'est que de peu d'effet face à un risque maximal de ce type », explique un industriel.

Depuis les attentats de New York et de Washington, les scénarios-catastrophes deviennent sombres. Tel barrage de la région Rhône-Alpes, s'il venait à céder, menacerait ainsi Lyon, affirme un expert sous le sceau de l'anonymat. Dans des zones à forte concentration indus-

trielle, les effets pourraient être dévastateurs. Interrogés sur la possibilité d'une attaque sur un site nucléaire, EDF, la Cogema ou la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) ne sont guère prolixes « pour des raisons de sécurité ». « Ce sont des Tchernobyl en puissance, assure pourtant M. Rebelle, le directeur de Greenpeace. La centrale nucléaire de Gravelines, dans le Nord, possède six réacteurs côte à côte, dont les enceintes de confinement ne sont étudiées que pour résister à la chute d'un Cessna transportant cinq personnes : un gros porteur pourrait endommager l'ensemble des installations. »

« DANS UN SARCOPHAGE »

L'Agence spatiale européenne reste elle aussi silencieuse. « On a décidé de ne pas se faire remarquer en ce moment, on ne veut pas attirer l'attention, on a des installations un peu partout », explique un ingénieur. A TotalFinaElf, on ne cache pas son désarroi. « Face à des avions kamikazes, je n'ai pas l'impression que quelqu'un ait la solution », constate Catherine Enck, porte-parole du groupe. « Vis-à-vis de ce risque d'attaque-suicide, un responsable de site industriel est désarmé », résume Gérard Bouget, consultant en sécurité.

« Il faudrait concevoir des constructions qui résistent à des actes de guerre », estime M. Vesseron.

La technique est disponible. « Se protéger de ce phénomène d'impact nécessiterait un durcissement de la structure, qu'il faudrait rendre plus épaisse ou plus lourde, explique Charles Baloché, chef du département sécurité, structure et feu au Centre scientifique et technique du bâtiment. Ce serait incompatible avec une construction à usage de bureau ou de logement, en raison des règles d'habitabilité. En revanche, cela pourrait très bien être envisagé pour des sites industriels sensibles. Le coût ne serait pas un obstacle. Il faudrait simplement que les employés acceptent de travailler sous terre ou dans un sarcophage, comme le font certains militaires. »

A Bruxelles comme à Paris, il n'est pas question d'imposer, par une directive ou une loi, des mesures aussi extrêmes. Des pistes sont cependant explorées côté français. Il est ainsi envisagé d'étendre aux sites dangereux les exercices d'« accident majeur » qui existent déjà pour les centrales nucléaires. Un renforcement des dispositifs techniques est également étudié, comme le doublement des enveloppes d'aluminium des réservoirs de gaz. Mais face à un avion fou, de telles mesures ne pourront de toute façon éviter la catastrophe.

Benoît Hopquin et Hervé Kempf

Les transports de déchets nucléaires sont peu affectés par la menace

LES TRANSPORTS de déchets nucléaires constituent-ils une cible privilégiée pour les terroristes ? Cette affirmation traditionnelle des écologistes prend un sens nouveau depuis les attentats du 11 septembre. Plusieurs Länder allemands, comme la Sarre la semaine dernière, demandent au gouvernement fédéral leur arrêt en raison du manque de policiers, tandis qu'aux Etats-Unis ces convois, qui ne concernent là-bas que les déchets militaires, ont été suspendus jusqu'à nouvel ordre. En Angleterre, des membres de l'Autorité du Grand Londres estimaient, dans une étude récente évoquée par The Independent dans son édition du 16 octobre, que « la menace de sabotage terroriste n'avait pas été prise suffisamment au sérieux » pour ce qui concerne la gestion des matières radioactives traversant l'agglomération britannique.

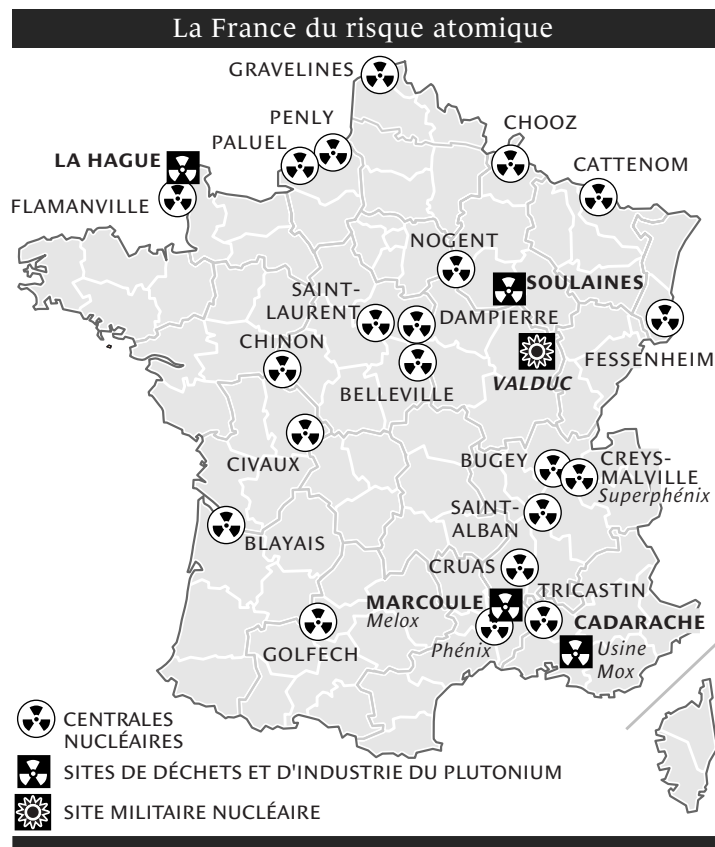
« En France, le ministère de l'intérieur considère qu'il sait gérer les transports actuels, indique Didier Lallemand, haut fonctionnaire de la défense au ministère de l'économie. Je ne pense pas qu'ils constituent une cible particulière par rapport à d'autres installations. » Un convoi à destination de la Hague a ainsi été acheminé sans incident, dans la nuit du 10 au 11 octobre. La mobilisation antinucléaire a été moins forte que les fois précédentes, en raison du contexte terroriste, semble-t-il. Les centrales allemandes expédient vers la France leurs combustibles usés, tandis que la France renvoie à l'Allemagne, à un rythme moins soutenu, les déchets vitrifiés issus du retraitement de ces combustibles par la Cogema. Un rapatriement de ces déchets vers Gorleben pourrait se produire autour du 12 novembre, rapatriement auquel le gouvernement de M. Schröder s'est politiquement engagé. Mais il s'attend, comme au printemps, à des manifestations très importantes et prévoit une mobilisation de plusieurs milliers de policiers.

H. K.

Les experts s'inquiètent de la vulnérabilité des installations nucléaires

L'INSTALLATION d'une batterie de missiles près de l'usine de déchets nucléaires de La Hague (Manche) souligne la vulnérabilité des installations nucléaires face à l'« hyper-terrorisme ». Des informations particulières ont-elles conduit les autorités à penser que des précautions extraordinaires s'imposaient ? Toujours est-il que le jour où Alain Richard, le ministre de la défense, prenait cette décision, la centrale américaine de Three Mile Island s'alarmait d'une « menace crédible » (Le Monde du 20 octobre), tandis que vendredi 19 octobre, le Canada décidait un renforcement des mesures de sécurité autour de ses 22 réacteurs. En France, ces précautions nouvelles concernent La Hague, mais aussi toutes les installations nucléaires, comme dans la région Rhône-Alpes, où le préfet de région a confirmé que des mesures avaient été prises tout en refusant de les détailler.

Depuis les attentats du 11 septembre, l'information est filtrée. « Je suis désolé, mais je ne peux plus rien vous dire, répond Philippe Jamet, conseiller de la direction de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN). Nous sommes maintenant entrés dans une logique de secret-défense. » En Ukraine, les journalistes n'ont plus le droit d'entrer dans les centrales. « Lorsque, dans les années 1970, les manifestants antinucléaires scandaient "Société nucléaire, société policière !", c'est bien parce que les centrales nucléaires sont apparues comme des installations particulièrement vulnérables et que le système policier qu'elles devaient engen-



drer nous apparaissait comme peu souhaitable et inélectable », écrit la physicienne Bella Belbéoch sur Internet (www.multimania.com/mat66).

Selon Philippe Saint Raymond, directeur adjoint de la Direction de la sûreté des installations nucléaires, « il ne faut toutefois pas faire dégénérer notre souci en inquiétude, qui est elle-même source de risque ». Cette situation de stress pourrait en effet conduire les opérateurs de centrales à commettre des erreurs. Certains craignent en outre que le silence « militaire » serve à fuir les questions gênantes : pourquoi, par exemple, la distribu-

tion de pastilles d'iode aux riverains des centrales nucléaires – l'iode permet de saturer la glande thyroïde, et donc de se protéger un peu en cas de passage d'un nuage radioactif – n'est-elle toujours pas effective autour des vingt centrales françaises, alors qu'elle a été décidée en avril 1997 ?

Au-delà de la réponse à court terme aux menaces terroristes, l'inquiétude des experts reste très grande sur la vulnérabilité technique des installations. Les études engagées en France et en Allemagne depuis les attentats du 11 septembre confirment que les centrales nucléaires ne peuvent pas résister à la chute d'un avion de ligne type Boeing ou Airbus. En France, l'usine de La Hague paraît une cible particulièrement sensible du fait de l'accumulation de matières radioactives qui s'y trouvent : une quantité de combustible équivalente à 70 cœurs de réacteurs, 55 tonnes de plutonium séparé pulvérisé, un millier de mètres cubes de déchets hautement radioactifs. Une étude du cabinet d'expertise nucléaire WISE-Paris a estimé que la chute d'un avion sur une piscine de La Hague entraînerait un dégagement de radioactivité allant jusqu'à 67 fois celui de Tchernobyl (Le Monde daté 16-17 septembre). Cette analyse a donné lieu à une critique circonstanciée, mais non publiée, de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire. « Cependant, ajoute Philippe Saint Raymond, directeur adjoint de la Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), même si on passe de 67 Tchernobyl à un seul, c'est encore beaucoup trop. »

Le danger que constitue la présence de l'usine de La Hague, comme les usines de fabrication de mox, un mélange d'uranium et de plutonium, est d'autant plus problématique qu'à la différence des centrales nucléaires, qui produisent de l'électricité, l'utilité du retraitement des déchets nucléaires n'est évidente, ni économiquement, ni écologiquement. Si l'on ajoute au coût de la séparation du plutonium

La chute d'un avion à La Hague pourrait entraîner un dégagement de radioactivité allant jusqu'à 67 fois celui de Tchernobyl

celui de la protection militaire et des travaux qui pourraient être entrepris pour sécuriser les usines, le bilan ne risque pas de s'améliorer. Il en va d'ailleurs de même de toutes les centrales nucléaires : les futurs réacteurs devraient intégrer un degré de résistance bien supérieur à ce qui existe actuellement, qui n'est dimensionné que pour des avions beaucoup plus légers, voire s'enterrer dans le sol.

H. K.

Deux proches de Charles Pasqua ont été inculpés à Monaco pour « blanchiment »

DEUX HOMMES D'AFFAIRES proches de Charles Pasqua, Robert Feliciaggi et Michel Tomi, ont été inculpés à Monaco pour « blanchiment », lundi 22 octobre, par le juge d'instruction Jean-Christophe Hullin. Les deux hommes, qui avaient déjà été placés en garde à vue les 18 et 19 juin, n'ont répondu à aucune question du magistrat monégasque. Ils seront réinterrogés sur le fond dans quelques semaines, après avoir pris connaissance du dossier. « Maintenant que mon client est inculpé, il va avoir accès à la procédure et donc pouvoir se défendre des accusations infondées portées contre lui », a déclaré lundi soir au Monde l'avo-

cat de M. Tomi, M^e Philippe Dehapiot. L'avocat de M. Feliciaggi, M^e Jean-Dominique Lovichi, s'est également dit satisfait de la décision du juge, « qui devrait permettre d'établir que les éléments constitutifs du délit reproché à mon client n'existent pas dans le dossier ».

Souvent présentés comme les « empereurs » des jeux en Afrique, MM. Tomi et Feliciaggi sont au cœur d'une enquête déclenchée en juin 2000 par la justice monégasque, qui avait détecté d'importants mouvements de fonds sur les comptes bancaires détenus par les deux hommes et leurs proches dans la principauté. La complexité des flux constatés a renforcé les soupçons

de la justice monégasque : plusieurs dizaines de millions de francs ont notamment été retirés en espèces, soit à Monaco, soit à Paris, dans différentes banques, par des particuliers présentant un profil sulfureux. Plusieurs bénéficiaires de ces remises d'espèces appartenaient, selon un rapport de synthèse établi par la police monégasque le 6 mars 2001, au milieu du grand banditisme (Le Monde du 16 mars).

Les enquêteurs semblent avoir été particulièrement intrigués par les bénéfices dégagés par M. Feliciaggi lors de la revente, en mars 1995, pour 100 millions de francs, du casino d'Annemasse (Haute-Savoie). Cette opération,

qui pourrait avoir servi à financer le Rassemblement pour la France (RPF) de Charles Pasqua, est au centre d'une enquête conduite à Paris par les juges Philippe Courroye, Isabelle Prevost-Desprez et Michèle Vaubaillon, dont les investigations portent sur le financement de la campagne électorale de la liste conduite par l'ancien ministre de l'intérieur lors des élections européennes de 1999.

En 1994, M. Pasqua avait accordé à l'établissement géré par M. Feliciaggi – en dépit d'avis négatifs émanant de ses propres services – l'autorisation d'implanter des jeux qui avait été refusée au précédent propriétaire. Les soup-

çons des enquêteurs portent sur la contrepartie éventuelle de cette autorisation, qui pourrait s'être traduite par le financement des activités politiques de M. Pasqua. Une partie du produit de la cession du casino avait été virée sur un compte détenu par la fille de Michel Tomi, Marthe Mondoloni. Cette dernière, dirigeante du PMU gabonais, avait ensuite financé sous forme de prêts – à hauteur de 7,5 millions de francs – la liste européenne de Charles Pasqua, sur laquelle elle figurait en 55^e position.

Fabrice Lhomme

Un avocat du barreau niçois jugé à Marseille pour tentative de corruption d'un magistrat

Un indicateur a évoqué à l'audience l'existence d'un contrat visant le procureur de Nice, Eric de Montgolfier

M^e Jean-Faustin Ekollo, un avocat camerounais inscrit au barreau de Nice, comparait, lundi 22 octobre, devant la 6^e chambre du tribunal cor-

rectionnel de Marseille, pour tentative de corruption d'un magistrat dans un dossier de fraude fiscale. Trois ans de prison, 200 000 francs d'amen-

de et cinq années d'interdiction d'exercer sa profession ont été requis contre l'avocat, qui a plaidé la thèse du quiproquo.

MARSEILLE

de notre correspondant

L'ambiance délétère du tribunal de Nice, ses rumeurs, ses querelles, ont constitué la toile de fond du procès de Jean-Faustin Ekollo, un avocat du barreau niçois, jugé, lundi 22 octobre, en compagnie de deux présumés complices, pour la tentative de corruption d'un magistrat. Ce procès avait été dépaycé devant la 6^e chambre du tribunal correctionnel de Marseille, après avoir été instruit par un juge d'instruction niçois.

Le 27 avril 2000, Jean-Claude Gravereau, président de la 6^e chambre correctionnelle du tribunal de Nice, recevait M^e Ekollo dans son bureau. La veille, l'avocat, qu'il connaissait très peu, lui avait demandé « un entretien personnel en tant que citoyen camerounais ». Bien vite, le magistrat s'était aperçu que M^e Ekollo était venu plaider un dos-

sier de fraude fiscale, inscrit au rôle de l'audience du lendemain. Devant le refus du magistrat de poursuivre la conversation, l'avocat avait posé sur son bureau une enveloppe de papier kraft et en avait sorti des billets de 500 francs. « Il s'agit d'une provision pour honoraires. Faites-en ce que vous voulez », aurait-il alors déclaré, selon M. Gravereau, qui a immédiatement appelé d'urgence, dans son bureau, le procureur de Nice, Eric de Montgolfier.

Face à ses juges, l'avocat plaide aujourd'hui un quiproquo. M^e Ekollo affirme avoir voulu obtenir un renvoi de l'audience car il devait partir au Cameroun pour réaliser un achat de camions. La somme de 75 000 francs aurait été exhibée dans le seul but de justifier la réalité de ce déplacement. « Je voulais absolument plaider ce dossier. J'ai montré mon mémoire pour prouver que ce n'était pas une manœuvre dilatoire. Le président Gravereau s'est mépris », a expliqué l'avocat. « Cette version est incohérente et de circonstance », a estimé le représentant du parquet, Marc Cimamonti, car Jean-Faustin Ekollo ne dispo-

sait pas de billet d'avion pour le Cameroun et ne pouvait pas quitter la France, où il se trouvait en séjour irrégulier, se refusant à payer le timbre de l'Office des migrations internationales (OMI).

ÉTOUFFER L'AFFAIRE

A l'audience, Michel Cotta, le client sous le coup de la procédure fiscale, a admis avoir remis 75 000 francs à son avocat et ne pas avoir eu de doute sur l'objet de cette remise d'argent : étouffer l'affaire. L'un de ses amis lui avait en outre certifié avoir alerté le commandant de police du Service d'investigations et de recherches de Cannes. Le policier avait surtout retenu de cet entretien qu'un trafiquant de drogue, Roger Genetrotti, disait avoir passé « un contrat de 1 million de francs » pour l'élimination physique du procureur de Nice, M. de Montgolfier. Le magistrat avait alors refusé la protection qu'on lui proposait. « Je suis vivant. Je n'ai pas compris ce que ce contrat sur ma tête venait faire dans cette procédure », a déclaré Eric de Montgolfier à la

barre du tribunal, où l'avait cité la défense de Jean-Faustin Ekollo.

Parce qu'« aucune corruption n'est plus grave que celle qui touche à la justice », le représentant du ministère public, Marc Cimamonti a requis de lourdes peines, « faute de quoi, le tribunal ne remplirait pas sa mission de prévention des faits de corruption dans le milieu judiciaire ». Il a réclamé trois ans de prison, 200 000 francs d'amende et cinq années d'interdiction d'exercer la profession d'avocat contre Jean-Faustin Ekollo. « Votre comportement a sali le barreau et l'institution judiciaire », a-t-il estimé. Une condamnation à dix-huit mois d'emprisonnement, 200 000 francs d'amende et cinq ans d'interdiction des droits civils, civiques et de famille a été sollicitée à l'encontre du client de l'avocat, Michel Cotta. Concernant l'indicateur de la police, « qui a contribué à la preuve », Marc Cimamonti a réclamé un an de prison, avec un sursis total ou partiel.

Jugement le 3 décembre.

Luc Leroux

Reprise du procès du Sentier qui s'était achevé en mai

LE PROCÈS du Sentier a repris, lundi 22 octobre à Paris, avec l'audition de Philippe Hattab, l'un des 124 prévenus de ce dossier qui porte sur une escroquerie de plus de 540 millions de francs (*Le Monde* du 2 mars). En fuite lors des audiences de février à mai, il s'est constitué prisonnier en juin. Son retour, pendant le délibéré, a contraint le tribunal correctionnel à rouvrir les débats. « Je suis rentré de mon plein gré pour être en paix avec moi-même », a expliqué Philippe Hattab, trente-deux ans, qui a assuré qu'il n'était pas « un lieutenant de Haïm Weizman », le chef de l'un des réseaux les plus actifs de cette opération baptisée, selon certains prévenus « Planter les banques ». « Je n'étais que le gérant de paille de deux sociétés. J'étais le pantin de mes patrons », Haïm Weizman, Eric Zuili et Denis Ouahba, tous trois en fuite. « Un pantin convainquant », a remarqué la présidente, en rappelant que ses entreprises totalisaient un passif bancaire de 71 millions de francs.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : le conseil régional d'Ile-de-France de l'ordre des médecins a prononcé une peine d'avertissement à l'encontre de Christian Spitz, poursuivi par un père de famille pour avoir signalé des abus sexuels sur son fils (*Le Monde* du 20 septembre), a-t-on appris jeudi 22 octobre auprès du conseil national de l'ordre des médecins. Le conseil régional a estimé que le signalement effectué par M. Spitz, rendu célèbre pour ses émissions sur Fun Radio, était « litigieux ».

■ **PRISONS** : les gardiens de la prison de Villeneuve-lès-Maguelone (Hérault) ont bloqué, mardi 23 octobre, pour la deuxième journée consécutive, les accès de l'établissement pénitentiaire. La veille, dix gardiens avaient été blessés lors d'une intervention des gendarmes pour libérer les accès à la prison. Ce mouvement intervient dans le cadre d'une journée nationale d'action pour les 35 heures.

■ **DROGUE** : les services des douanes ont saisi, jeudi 18 octobre, plus d'une tonne de résine de cannabis au péage de Vienne-Reventin (Isère), dans un poids lourd britannique transportant des carrelages à destination d'Amsterdam, a annoncé, lundi 22 octobre, la direction interrégionale des douanes.

■ **TOULOUSE** : plus de la moitié des malades de l'hôpital psychiatrique Marchant, détruit par l'explosion de l'usine AZF, vont être accueillis d'ici à la fin de l'année dans les locaux d'un ancien hôpital militaire toulousain, aujourd'hui désaffecté. Les personnels de l'hôpital psychiatrique avaient multiplié les manifestations ces dernières semaines pour être relogés avec leurs 350 malades dans cet établissement.

Résultats du 3^e trimestre Poursuite du redressement opérationnel Projet de restructuration aux Etats-Unis

Valeo

A la suite de la réunion du conseil de surveillance du 18 octobre 2001, Valeo présente ses comptes consolidés du troisième trimestre 2001 :

(en millions d'euros)	3 ^e trimestre*			9 mois		
	2001	2000	Variation	2001	2000	Variation
Chiffre d'affaires	2 335	2 012	+ 16 %	7 806	6 503	+ 20 %
Marge brute	39€	357	+ 8 %	1 263	1 236	+ 2 %
% du CA	17,0 %	18,2 %		16,2 %	19,0 %	
Résultat d'exploitation	98	107	- 8 %	276	406	- 32 %
% du CA	4,2 %	5,3 %		3,5 %	6,2 %	
Résultat net des sociétés intégrées	40	145**	- 72%**	(88)	35€	- 125 %
% du CA	1,7 %	7,2 %		- 1,1 %	5,5 %	
Résultat net	11	120**	- 91%**	(174)	290	- 160 %
% du CA	0,5 %	6,0 %		- 2,2 %	4,5 %	

* chiffres trimestriels non audités ** résultat net 2000 incluant un profit de dilution de 73 millions d'euros

Résultats

Le chiffre d'affaires du Groupe est stable dans un marché automobile mondial en contraction de 3 % (-10 % en Amérique du Nord, + 4 % en Europe) à périmètre et parités constants. L'impact des variations de périmètre s'élève à +16 %, celui des variations de change étant négligeable. Le Groupe réalise, au troisième trimestre, 36 % de son chiffre d'affaires en Europe, 24 % en Amérique du Nord, 6 % en Asie et 4 % dans les autres pays.

Dans un contexte rendu encore plus difficile par les événements de mi-septembre, le Groupe poursuit le redressement engagé au deuxième trimestre :

2001	Niveaux de marge*		
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
Marge brute en % du CA	15,0	16,7	17,0
Ecart par rapport à la marge brute 2000 en points	- 4,4	- 2,6	- 1,2
Résultat d'exploitation en % du CA	2,0	4,5	4,2
Ecart par rapport au résultat d'exploitation 2000 en points	- 4,5	- 2,3	- 1,1

* chiffres trimestriels non audités

Le Groupe bénéficie des actions d'efficacité industrielle et d'intégration de Syléa, en particulier :

- Dans le cadre de l'adaptation permanente de l'outil de production, 6 sites ont été fermés durant le troisième trimestre, tandis que 12 autres projets de restructuration sont à l'étude ;
- La politique de cessions sélectives présentée à l'Assemblée Générale en mai 2001 a d'ores et déjà été concrétisée par des cessions portant sur 17 sites ;
- La rationalisation continue des achats s'est traduite par la baisse du nombre de fournisseurs (réduits de plus de 600 à fin septembre), le recours accru aux "enchères en ligne" et la création de nouveaux web-catalogues.

Le troisième trimestre voit également la concrétisation des efforts technologiques de Valeo :

- La plus importante commande jamais attribuée dans le domaine de l'aide au stationnement à ultrasons ;

- Valeo signe ses deux premiers contrats pour des systèmes d'éclairage intelligent ;

- Deux produits du Groupe ont reçu les Grands Prix de l'Innovation Technique 2001 d'Equip'Auto.

Le Groupe poursuit de nombreux projets technologiques. Valeo a ainsi lancé, en partenariat avec Ricardo, le développement de systèmes de gestion de l'énergie électrique et thermique en technologie 42 Volts avec l'objectif de réduire de 30 % la consommation de carburant.

Restructuration aux Etats-Unis

Le marché automobile continuera de se dégrader à la suite des événements de mi-septembre. Il est essentiel pour le groupe d'accélérer les actions de restructuration déjà engagées depuis le deuxième trimestre, en particulier au sein d'une de ses filiales américaines, Valeo Electrical Systems, Inc. ("VESI") :

- Dans un environnement industriel en forte dégradation, et alors que les négociations sociales semblent être dans l'impasse malgré les efforts du management, les mesures envisagées à la fin du premier trimestre ne sont plus suffisantes ;

- Un plan prenant en compte ce nouveau contexte est mis en œuvre de manière à éradiquer une situation de pertes chroniques. Ce plan représentera, en fonction des options, un coût de 100 à 200 millions d'euros, correspondant aux frais de restructuration étalés sur plusieurs années, auquel s'ajoutera un amortissement accéléré d'écarts d'acquisition et d'actifs corporels pour un montant compris entre 250 et 300 millions d'euros.

Commentant les perspectives, Thierry Morin, Président du Directoire, déclare : "Valeo poursuit son redressement en dépit de la chute du marché automobile : le troisième trimestre confirme la progression de la performance opérationnelle. Le Groupe intensifie son travail de restructuration pour s'adapter à l'évolution du marché et prend toutes les mesures qui s'imposent face à la situation aux Etats-Unis. Simultanément, l'orientation technologique de Valeo dans ses différents domaines d'expertise nous permettra de continuer à gagner des parts de marché dans cette période difficile."



Valeo est un Groupe industriel indépendant entièrement focalisé sur la conception, la fabrication et la vente de composants, de systèmes intégrés et de modules pour les automobiles et poids lourds. Valeo se classe parmi les premiers équipementiers mondiaux. Le Groupe emploie 77 000 collaborateurs dans 25 pays avec 156 sites de production, 53 centres de Recherche et Développement et 10 centres de distribution.

> Informations actionnaires

N° Vert 0 800 81 40 45

valeo.com

43, rue Bayen - 75017 Paris

DISPARITIONS

Jacques de Barrin

Journaliste au « Monde » de 1969 à 1996

ANCIEN journaliste au *Monde*, pour lequel il fut correspondant à Bangkok (Thaïlande) et à Nairobi (Kenya), Jacques de Barrin s'est éteint, dimanche 21 octobre, à Paris, des suites d'un cancer, à l'âge de soixante-trois ans. Il était né à Tours le 14 octobre 1938.

C'est en février 1969 que le diplômé de l'École des sciences politiques, licencié en droit public, décida de lâcher son emploi de chargé de recherches à l'Institut de l'aménagement et de l'urbanisme de la région parisienne (laupr) pour franchir les portes du *Monde*, installé, à l'époque, rue des Italiens. L'envie de devenir journaliste était une vieille idée chez ce jeune homme timide : il avait fait ses premières armes et écrit ses premiers articles (publiés dans *La Croix*) à son retour de Tunisie, où il venait d'achever, au titre de coopérant, son service militaire. Spécialiste des transports, Jacques de Barrin rejoignit très vite, dès sa création, le service Equipement et régions du *Monde*. On ne l'appelait pas encore « Colonel », comme on le fit, plus tard, par affectueuse boutade, au sein du service Etranger à partir de 1980. Mais on goûta d'emblée son sens de la rigueur, son obsession de la précision, son honnêteté pointilleuse. « Il représentait, presque jusqu'à la caricature, le modèle du journaliste défini par Hubert Beuve-Méry », se souvient, admiratif, le journaliste Pierre Branche, avec lequel il partagea longtemps le même bureau.

Long et mince, avec sa dégaine d'aristo, son humour pince-sans-rire, sa courtoisie extrême, ce sceptique au cœur tendre, mais à l'esprit indépendant, agaçait les médiocres et irritait les tyranneaux. Le régime du président Mengistu le lui fit savoir, à sa manière brutale, un jour de juillet 1985, en lui refusant l'entrée sur le sol éthiopien, alors qu'il venait d'atterrir à Addis-Abeba. L'ancien ministre marocain de l'intérieur, Driss Basri, le lui avait également signifié, en septembre 1991, par la voie de son directeur de l'information, en indiquant au journaliste trop critique que les autorités du royaume « ne souhaitent pas » qu'il se rende au Sahara occidental.

Son sens de la formule, son style concis, caustique, ce que son ami Jean-Pierre Dupont, préfet de la région Ile-de-France, appelle sa « plume aiguë », ne lui avaient pas valu que de la sympathie. « Professionnellement, il était d'une efficacité incroyable », souligne

Alain Vernholes, son confrère au *Monde*, qui se souvient des différents articles que Jacques de Barrin avait écrits sur la Corse dès les années 1970 et du tableau « pré-monitoire » qu'il en faisait, « à une époque où personne n'osait parler de mafias ».

Ce solitaire paradoxal, qui aimait travailler en équipe mais détestait les groupes, savait aussi prendre des risques et oser des choses nouvelles. Pendant la guerre du Golfe, il eut l'idée d'une chronique : jour après jour, du 22 janvier au 1^{er} mars 1991, il dévidait, vu de Paris, à partir des dépêches de la nuit, « Le film des événements ». Pour beaucoup de lecteurs, y compris parmi les journalistes de la maison, ce billet quotidien était devenu l'un des seuls articles – voire le seul – grâce auxquels ils suivaient l'actualité de la guerre.

Son départ du *Monde*, il y a cinq ans, ne l'avait pas totalement éloigné du métier. En plus des articles ou des textes qu'il continuait à écrire, Jacques de Barrin voyageait beaucoup. Il avait ainsi effectué plusieurs missions pour l'École supérieure de journalisme de Lille, donnant, ici et là, des cours d'initiation à ce beau métier dont il faisait partager la passion, passant du Québec à la Pologne ou, récemment, à la Moldavie.

Homme « de rigueur et de vérité », selon l'expression de son ami Jean Fosseyeux, Jacques de Barrin menait une vie presque monastique, qu'il partageait entre son appartement parisien et sa maison du Midi, près de Grasse. Est-ce de son enfance, passée comme pensionnaire chez les bénédictins de la Pierre-qui-Vire, qu'il avait gardé ce goût de l'ordre, de la discrétion, de la discipline ? Est-ce de son grand-oncle, le peintre Roger de La Fresnaye, qu'il hérita son amour de la peinture – et, singulièrement, de celle de Nicolas de Staël ? Réservé jusqu'au secret, Jacques de Barrin se livrait peu. Mais cet homme doux donnait aux autres, immensément. Il fut pour beaucoup un frère. Pour d'autres, un père en journalisme et en humanité.

Catherine Simon

Jacques de Barrin incarnait cette tradition du journalisme qui, au fil des années de développement du *Monde*, a fait la réputation de ce journal. Il alliait la rigueur et l'humour. Que sa famille et ses amis reçoivent l'expression de nos plus sincères condoléances. – J.-M. C.]

Roger Coggio

L'interprète du « Journal d'un fou »

LE COMÉDIEN, metteur en scène et réalisateur de films, Roger Coggio, est mort lundi 22 octobre dans un hôpital de la région parisienne.

Né à Lyon le 11 mars 1934 dans une famille italienne, Roger Coggio travaille en usine dès l'âge de quatorze ans. Il découvre le théâtre avec Roger Planchon, puis monte à Paris, passe de la métallurgie à la plonge pour payer ses cours du soir à l'école Dullin. Après une première expérience au cinéma en 1953 (*Avant le déluge*, d'André Cayatte), il joue *Les Fiancés de la Seine*, de Morvan Lebesque, puis *Soledad*, de Colette Audry. Il intègre la troupe du TNP de Jean Vilar de 1957 à 1961, où il interprète *Le Faiseur* d'après Balzac, *Cédipe* de Gide, *Meurtre dans la cathédrale* de T. S. Eliott. En 1963, il est lauréat du prix Gérard-Philipe, destiné à un comédien de moins de trente-cinq ans.

Mais son nom reste particulièrement attaché au personnage de Popritchine, l'employé du *Journal d'un fou*, de Gogol. Découvert en 1957, ce monologue l'aura hanté toute sa vie. Roger Coggio le met en scène et l'interprète au Théâtre des Mathurins en 1962 (musique de Georges Delerue), avant d'en réaliser l'année suivante une première adaptation filmée (avec Marcel Moussy), démarche d'autant moins commune alors que l'action est transposée à Paris et abonde en références à l'époque : l'employé schizophrène, nommé Pascal Canteloup, est devenu correcteur d'imprimerie, dialogué avec un roi d'Espagne successeur de Franco et sombre dans un hôpital

psychiatrique. Roger Coggio interprète la pièce mille cent fois à Paris, en Europe et au Maghreb, puis apprend l'anglais et la monte à Londres, prélude à une grande tournée aux Etats-Unis en 1967, après qu'Orson Welles l'eut engagé au côté de Jeanne Moreau dans *Une histoire immortelle*. Il n'abandonnera jamais son *Journal d'un fou*, auquel il reviendra notamment au Théâtre de la Renaissance en 1978. Avant d'en réaliser, en 1988, une nouvelle adaptation cinématographique, plus classique, où il recrée la société petersbourgeoise de 1830.

A partir de 1971 (*Chronique d'un couple*), Roger Coggio se consacre à la réalisation, tournant plusieurs films sur des scénarios d'Elisabeth Huppert, qui lui donne la réplique. Après *C'est encore loin l'Amérique ?* (1980), il se lance dans une série d'adaptations de Molière et de Marivaux. Pour *Les Fourberies de Scapin* (1980), il met en place un ingénieux système avec la FEN (Fédération de l'éducation nationale) et le SNI (Syndicat national des instituteurs) qui s'engagent à mobiliser leurs troupes : Scapin (Roger Coggio) rencontrera ainsi deux millions de spectateurs. Suivent *Le Bourgeois gentilhomme* (1982), *Les Fausses Confidences* et *Monsieur de Pourceaugnac* (1985). Pour le film suivant, le second *Journal d'un fou*, Roger Coggio innove encore, en organisant une prévente des billets. Le ministère de la défense y souscrit largement, envoyant les jeunes recrues partager la descente en enfer de Popritchine.

Jean-Louis Perrier

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Léonard

est né le 19 octobre 2001.

Viviane et Pierre partagent leur joie avec qui veut œuvrer à la vie et à la fraternité.

V. Beaudoin et P. Rossano, Champ de Ville, 05290 Vallouise.

Marie-Laure et Jean-Pierre LAPOSTOLLE ont la très grande joie d'annoncer la naissance de

Victoria, Marguerite, Françoise, Marie,

née le 10 octobre 2001.

Albane, Constance et Lucie la couvrent de leurs gestes doux et de leurs tendres baisers.

Marie-Laure et Jean-Pierre Lapostolle, 7, impasse Fernand-Henri, 13016 Marseille.

Décès

– M. Yves Agostini, Et l'ensemble de la famille, Ainsi que Claude Brasseur et les siens, ont la tristesse de faire part du décès de

Philippe AGOSTINI, cinéaste,

survenu le 20 octobre 2001, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Une cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 24 octobre, à 10 h 30, en l'église de Grimaud (Var).

– Mme Dominique Bertinotti, sa fille, Florent, son petit-fils, ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Suzanne AUTAA,

survenue le 20 octobre 2001, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 25 octobre, à 14 h 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île, 19 bis, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris-4^e.

– Le baron Henri de Barrin, Le baron et la baronne Xavier de Barrin, Mme Thérèse de Barrin, Mme Odile de Barrin, ses frères et sœurs et belle-sœur, Ses neveux et nièces, Ses cousins et cousines, Le colonel Hachette, son parrain, Et Mme Pierre Hachette, sa tante, ont l'immense tristesse de faire part du rappel à Dieu, le 21 octobre 2001, à l'âge de soixante-trois ans, de

Jacques de BARRIN, ancien journaliste au *Monde*.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhou, Paris-7^e, le mercredi 24 octobre, à 10 h 30.

Une messe sera dite en l'église de Lapeyrouse-Mornay (Drôme), le jeudi 25 octobre, à 10 h 30, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, dans la plus stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes. (*Lire ci-contre.*)

– Frédérique et Clément Calvet ont la douleur de faire part du décès de

Eva CALVET,

survenu le 15 septembre 2001.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Les Amis des Tréteaux de France, Serge Antoine, son président, s'associent à la douleur de Gisèle Boyer, à l'équipe des Tréteaux, aux amis de

Jean DANET,

qui nous a quittés le 16 octobre 2001.

Ils souhaitent que longtemps vive la mémoire de ce grand créateur de théâtre qui a tant donné, sur les chemins de France, aux itinéraires de la culture.

– Judith Delfino, sa fille, Anouk et Pauline, ses petites-filles, Leonardo Delfino, Xavier Louis, Tous ses amis, ont le chagrin de faire part du décès de

Olga DELFINO, née SADERMANN,

survenu le 21 octobre 2001.

L'incinération aura lieu le jeudi 25 octobre, à 11 heures, au crématorium du Père-Lachaise, salle Landowski.

Judith Delfino, 69, rue Dunois, 75013 Paris.

– Maryse Hache, Joëlle Hache, Julien et Claire Dewolf, ont la tristesse de faire part du décès de

Geneviève HACHE, née BRIQUÉ,

survenu le 18 octobre 2001.

Associations à son souvenir

Paul HACHE,

son mari.

Marcel JURCA

s'est envolé pour l'éternité le 19 octobre 2001.

3, allée des Bordes, 94430 Chennevières-sur-Marne, 7, rue Michel-Chasles, 75012 Paris.

– Mme Fanny Katz, son épouse, Lise et Claude, ses enfants, Jacques Andries, son gendre, Claire, Pierre, Marianne Andries, ses petits-enfants, Et Dietrich Sagert, Ainsi que toute la famille, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. René KATZ, industriel,

survenu le 19 octobre 2001, à Bures-sur-Yvette.

Il aimait la vie, la philosophie et les sciences.

– Mme Monique Kosman-Landau, Et sa famille ont la tristesse de faire part de la disparition de

M. Léon KOSMAN, ancien déporté à Auschwitz et à Mauthausen,

survenue dans sa quatre-vingt-dixième année, le 19 octobre 2001.

– Le président Jacques Goujat, Et les membres du bureau fédéral ont la tristesse de faire part du décès survenu le samedi 20 octobre 2001, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, de

M. Georges LEPELTIER, président d'honneur de la Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc, commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'ordre national du Mérite.

Ses obsèques seront célébrées le mercredi 24 octobre, à 15 heures, en l'église Saint-Jean de Caen (Calvados).

M. Paul MATHÉLY, avocat à la Cour de Paris, ancien secrétaire de la Confédération, ancien professeur au Centre d'études internationales de propriété industrielle de l'université de Strasbourg,

président honoraire du Conseil supérieur de la propriété industrielle,

président d'honneur de l'Association internationale pour la protection de la propriété industrielle (Aippi),

président d'honneur des Fils des tués,

officier de la Légion d'honneur,

chevalier dans l'ordre des Palmes académiques,

lauréat de l'Institut.

Les obsèques ont été célébrées dans une stricte intimité le 18 octobre 2001.

– Mme Colette Nème, son épouse, Mme Michelle Janin, sa mère, Ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques NÈME, officier de l'ordre national du Mérite, ancien journaliste,

survenu à Neuilly-sur-Seine, le 19 octobre 2001, à l'âge de soixante et onze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 26 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Charles de Monceau, 22 bis, rue Legendre, Paris-17^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Fontaine-Saint-Lucien (Oise), dans l'intimité familiale.

83, rue de Rome, 75017 Paris.

– Mme Jeanne Benchimol, sa mère, Louise et Simon, ses enfants, Danielle, sa sœur, Jonathan, Jérémie, Mickael et Clara-Lise, ses neveux et nièce, Ses oncles et tantes, cousins et cousines, ont la douleur de faire part du décès de

Colette PARENT, née BENCHIMOL,

survenu le 22 octobre 2001.

Elle a rejoint son père,

Joseph BENCHIMOL,

et sa sœur,

Jocelyne BENCHIMOL.

L'inhumation aura lieu le mercredi 24 octobre, à 15 h 30, au cimetière de Pantin, entrée principale, porte de Pantin.

5, rue Collange, 92300 Levallois.

– Elisabeth Bigras, Jean et Véronique Fritsche ont la tristesse de faire part du décès de

M. André POIRAULT,

survenu le 16 octobre 2001.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le 22 octobre, à Charenton-le-Pont.

– M. et Mme Gilles Richard, M. et Mme Jean Richard, M. Denis Richard, M. et Mme Frédéric Heilbronner, ses enfants, Pierre-Charles, Félix, Maxime, Chloé, Claire et Louis, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre RICHARD, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite, chevalier des Arts et des Lettres, Prix Albert-Caquot 2000 de l'Association française de génie civil,

survenu à Neuilly-sur-Seine, le 20 octobre 2001, dans sa soixante-quatrième année.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 24 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Peretti, à Neuilly-sur-Seine.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Lothain (Jura), précédée d'une célébration en l'église de Saint-Lothain, le jeudi 25 octobre, à 14 h 30.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE

TARIFS ANNÉE 2001 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 141 F TTC - 21,50 €

TARIF ABONNÉS 119 F TTC - 18,14 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS

600 F TTC - 91,47 € FORFAIT 10 LIGNES

TARIF ABONNÉS 491 F TTC - 74,85 €

FORFAIT 10 LIGNES

La ligne suppl. : 60 F TTC - 9,15 €

THÈSES - ÉTUDIANTS : 85 F TTC - 12,96 €

COLLOQUES - CONFÉRENCES :

Nous consulter

☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.29.96

Fax : 01.42.17.21.36 e-mail: carnet@mondepub.fr

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

– Mme Paul Roux, son épouse, Jean Michel et Marie Christiane Roux, Guillaume, Stéphane et Benjamin, Dominique Roux et Marnix Drensen, Saveria, Alexandre et Mathilde, Sylviane et Bernard Prat, Sophie, Nathalie et Marion, Florence et Jean Paul Tissandié, Mathieu, Thomas et Antoine, Patrice Roux, ses enfants et petits-enfants, Le professeur Marcel Roux, son frère, Ses filles, gendre et petits-fils, Tous ses parents et alliés, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Paul ROUX,

survenu le 19 octobre 2001, dans sa quatre-vingt-dixième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 26 octobre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16^e.

Ni fleurs ni couronnes.

11, rue de la Pompe, 75116 Paris.

– Le docteur Michel Tutin, son époux, et ses enfants, Mme veuve Georges François, sa mère, ses enfants et petits-enfants, Louis et Jean, ses petits-fils chéris, Mme Claude Tutin, Et tous les amis qui ont su l'entourer, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Josette TUTIN, née FRANÇOIS,

décédée le 21 octobre 2001, à l'âge de cinquante-huit ans, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 24 octobre, à 11 heures, en la cathédrale Saint-Irénée, 96, boulevard Auguste-Blanqui, Paris-13^e, métro Glacière, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Tour de Mars, 35, quai de Grenelle, 75015 Paris.

Remerciements

– Vernouillet (Eure-et-Loir).

M. Jean-Pierre Goudot, son époux, Isabelle Ternois, Laurent Ternois, Sophie Goudot, ses enfants, remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine lors du décès de

Mme Madeleine GOUDOT,

par leur présence, leurs envois de fleurs, souvenirs et messages de sympathie, et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

Anniversaires de décès

– Il y a dix ans, le 23 octobre 1991,

Marie-Françoise GROZEL, administrateur civil (h.c.),

nous quittait.

Ses parents et amis se souviennent.

Maxime Grozel, 81, rue Marcel-Bonnet, 94230 Cachan.

Communications diverses

– Milieu associatif cherche mécène sensibilisé aux problèmes de l'autisme et intéressé par la création d'une ferme éducative.

Tél. : 03-81-34-46-12.

– Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, jeudi 25 octobre, à 20 h 30 : projection-débat « **Les Fantômes de Louba** » avec Elsa Zylberstein et la réalisatrice Martine Dugowson.

Tél. : 01-42-71-68-19.

SOUTENANCES DE THÈSE

85 F TTC - 12,96 € la ligne

Tarif étudiants année 2001

DEBARRAS

integral, tous locaux,

récupérations.

BIGUES BENNES

01 49 95 95 42

Service rapide

tous les jours

AZIZA n'a pas de chaussures. Aziza n'a jamais eu de chaussures de sa vie. Été comme hiver, elle va nus pieds. C'est une esclave. Au front, profondément imprimée dans la peau, elle porte la marque de sa condition, deux taches sombres laissées par de mauvais abcès infectés. Aucun médecin, jamais, n'a examiné Aziza. Trop cher. En arabe, Aziza veut dire « la précieuse ». Mais, sur le grand marché globalisé du monde, « la précieuse » ne vaut rien, pas une roupie. Aziza est une esclave et son corps porte les signes de son état. Les mains, par exemple, cela ne trompe jamais. Elles doivent être sèches comme un désert sur le dos, calleuses comme l'écorce d'un chêne dans la paume, striées d'anciennes blessures mal soignées un peu partout. Les menottes croûtées d'Aziza correspondent parfaitement. De même, la tuberculose qui dévore ses poumons, l'anémie chronique qui grignote sa vie. Et puis les plaies sur les pieds.

Elle a mal parfois, « la précieuse ». Mais elle ne se plaint jamais. Elle ne se plaint jamais, la petite esclave afghane. Elle sait, c'est écrit dans ses yeux, que sa vie sera une sorte d'enfer et que nul n'y peut rien. Aziza a sept ans. Dans son immense bonté, Allah le Miséricordieux lui a accordé un maintien de reine, une épaisse tignasse de jais, deux grands yeux noirs pétillant d'une intelligence grave. Sous le tchadri bleu, le voile obligatoire, le visage d'Aziza est pur comme une aube sur l'Hindu-Kush. Beau, tragiquement beau, comme un appel au secours, un cri muet. « Aidez-moi, je vous en supplie. »

Là-bas, à quelques kilomètres, derrière les montagnes pelées du col de Khyber, de grands oiseaux de mort bombardent son pays, et sa ville, Jalalabad. Aziza ne sait rien de tout cela. Elle a vu le jour ici, directement sur le tapis pourri du gourbi familial, à Achar, misérable faubourg de Peshawar, la ville frontalière, la ville-radeau qui coule inéluctablement sous le poids des milliers d'Afghans qui s'échouent là, depuis un mois, un an, une éternité. Un quart de siècle que la guerre, la sécheresse, la faim s'acharment sur le fier et malheureux pays des moudjahidins.

Espérance d'une vie afghane : quarante-sept ans. Aziza en a déjà consommé quatre au labeur. Dès trois ans, à l'âge où les enfants de France ou d'Amérique entrent en pleurs à la maternelle, Aziza est au travail, en silence. De l'aube au crépuscule, sous les étés brûlants comme dans les grandes froidures des hivers de l'Asie centrale, chaque jour que Dieu fait, sauf quand « je suis trop malade », précise-t-elle, la petite « précieuse », agenouillée dans la poussière d'une carrière, malaxe la boue. Une boue noire, granuleuse, qui blesse la peau. Une boue avec laquelle on fait les briques dans la région.

Pour 100 roupies, 9 francs environ, de quoi mal nourrir une famille de sept personnes pour la journée, il faut mouler mille briques. Ce matin, avant d'attaquer ses douze heures de besogne, Aziza a avalé un thé vert et un demi-nan, la galette de pain locale. Ce soir, il y aura un potage, peut-être une pomme de terre ou une assiette de riz, avec un autre demi-nan. C'est sa pitance. « La précieuse » est une esclave. Dans quelque temps, si ses poumons empoisonnés ne la lâchent pas, elle sera mariée, vendue plutôt, à un homme de passage. Ce sera un pauvre, un riche, un jeune ou un vieux, elle n'en sait rien. Elle acceptera son sort, comme, avant elle, sa mère et ses trois grandes sœurs, cédées vers quatorze ans pour 10 000 roupies chacune (un peu plus de 1 000 francs).

Talibans ou non, ainsi va la vie des femmes, depuis des siècles, dans l'islam des Shinwaris, l'une des grandes tribus pachtones de la frontière. De part et d'autre de la « ligne Durand » qui serpente entre montagnes afghanes et pakistanaises, c'est la même rengaine, la même règle d'airain, le même intangible code d'honneur des montagnards, le « pachtounwali ». Ici comme là-bas, les femmes sont des ombres, des fantômes enfermés dans la bourka traditionnelle, la vue emprisonnée derrière des barreaux de tissu. Ici comme là-bas, à condition que les parents le puissent, les garçons – moins d'un tiers, selon une organisation non gouvernementale (ONG) – vont à l'école le matin. L'après-midi, c'est le chan-



MAJID BABER

Aziza, une esclave afghane de sept ans

Depuis l'âge de trois ans, Aziza est au travail dans une briqueterie d'Achar, ville frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan. Douze heures de besogne par jour pour 100 roupies, environ 9 francs. Récit d'un calvaire à visage d'enfant.

tier, l'atelier, le champ ou la carrière de briques. Il faut bien manger. Sauf exception – environ 6 % dans la province selon la même source –, les filles n'ont pas droit à l'éducation.

Là-haut, du côté de Dir, dans les lointaines vallées perdues de la North West Frontier Province, Ibrash Pasha, le patron local de Khwendo Kor – « la maison des sœurs » en pachtou – nous a expliqué comment il avait dû fermer trois écoles de filles péniblement ouvertes deux ans plus tôt dans les villages de Qaziabad, Latcha et Satcha. Il avait fallu des mois de salamales avec les mollahs et les anciens du cru. Il avait fallu expliquer et expliquer encore que non, l'apprentissage des chiffres et des lettres ne corrompt pas forcément les filles. Il avait fallu les convaincre que le travail éducatif des ONG n'en ferait pas automatiquement des rebelles au sacro-saint « pachtounwali ». Le plus ardu fut de les assurer qu'il n'était pas question de convertir leurs filles aux croyances impies des *kafirs*, les infidèles. Promesses d'un autre âge pour une peuplade d'un autre âge.

LES vieux « sages » avaient fini par craquer. Et puis un autre mollah, plus influent, plus puissant, plus obscurantiste encore que ses homologues de campagne, a déboulé dans la région. Soufi Mohammad, c'est son nom, est en quelque sorte le fondamentaliste du fondamentalisme. Un authentique fanatique qui rêve de ramener le « pays des purs » au Moyen Âge et d'imposer partout sa version, la plus dure, de la charia, la loi islamique. Allah est grand. Dans les zones tribales qu'il écume, Soufi Mohammad et ses adeptes ont déjà obtenu que les mains des voleurs soient coupées, que les femmes soupçonnées d'adultère soient lynchées et les traîtres au « pachtounwali » pendus.

Aziza, enfant-esclave (ci-dessus) et la fabrique de briques dans laquelle elle travaille (ci-contre).

Dans sa Constitution, la République islamique du Pakistan a pourtant inscrit le droit à l'éducation pour tous. Mais elle tolère. À l'instar de ses anciens alliés talibans qui ne s'y sont guère frottés, là-bas, de l'autre côté de la « ligne Durand », le pouvoir militaire du général Pervez Moucharrarf tient à avoir la paix dans les régions semi-autonomes des Pachtones. Pas question de bousculer des tribus frontalières de plusieurs millions d'individus à 90 % analphabètes que même les forces coloniales britanniques du siècle dernier n'ont jamais pu soumettre. En juin, le gouvernement a quand même essayé de les désarmer. Des primes ont été offertes à qui accepterait de se défaire de son fusil, pistolet, mitraillette et autres joujoux dangereux.

« Hé ! hé ! Les ateliers de Dara ont fait fortune », ricane un confrère pakistanais. Dara, petit village tribal planté comme un far west au cœur d'une vallée oubliée, est célèbre. C'est qu'ici, de mémoire d'homme et de père en fils, on fabrique des

armes. A toute heure du jour, dans les arrières-cours, éclatent des détonations. « Il faut bien faire des essais », nous dira-t-on. Un pistolet-mitrailleur Uzi ? Un pistolet Makarov ? Un fusil d'assaut M. 16, un mortier, un lance-grenades ? Les prix ont un peu monté ces temps-ci : il faut 10 000 roupies (1 000 francs)

En juin, ce sont des commandes groupées de plusieurs milliers de calibres que les géniaux armuriers de Dara ont vu arriver. « Les familles pachtones se sont cotisées pour acheter des copies usagées qu'elles ont ensuite revendues, parfois plus cher, à l'Etat », ironise le confrère. « L'arme du Pachtonne, prétend un

« Avant, dans ma nuit, c'était bien, parfois. J'étais avec mon papa dans une belle voiture, nous avions tous de beaux habits et même j'allais à l'école. Mais maintenant, à cause de ma toux, je ne peux plus rêver »

pour acquérir un kalachnikov. Mais, à Dara, à l'exception des plus sophistiquées, on trouve d'efficaces copies de toutes les armes du monde. On peut aussi y acheter du haschich et de l'opium au quintal, mais ça, c'est une autre histoire.

dicton, c'est comme un bijou pour la femme », il est interdit de s'en séparer. Combien, parmi les milliers de jeunes tribaux qui s'engagent depuis dix jours dans le djihad aux côtés des talibans afghans, le font uniquement pour mettre la main

sur un calibre ? Seuls les Pachtones éduqués, dans les villes, et les plus misérables dans les montagnes en sont démunis. C'est le cas de Togarah, le père d'Aziza, « la précieuse ».

Bouche édentée, verrue sur le front, mais bon regard doux sous le *topi* maculé, la calotte des bons « croyants », Togarah n'est pas méchant homme. Plutôt une sorte de squelette ambulante qui consume ses dernières années dans la carrière, parce qu'il faut bien nourrir les marmots qui se succèdent au gourbi. Quatorze heures par jour, pour 100 roupies, on connaît. Seulement, Togarah est fatigué, perclus de rhumatismes, fiévreux souvent. Alors, comme ceux de tous les autres hommes-poussière de la carrière, les enfants, Aziza comprise, sont obligés de trimer avec le vieux. Pas le choix. « Sans eux, je n'arriverais pas à mon quota », se désole le bonhomme. Le bon temps de Jalalabad est mort depuis longtemps. La ferme familiale détruite pendant la guerre civile, il y a dix ans, Togarah a pris sa couvée sous le bras. Ils ont marché des jours et des jours pour arriver jusqu'ici. Et puis, ils n'ont plus bougé.

MOALEM RAHIMUDDINE, le voisin de tranchée du vieux, est dans la même situation. Dans une autre vie, ce solide quadragénaire pachtonne était prof d'histoire-géo à l'école Fakhrollah de Jalalabad. Aujourd'hui, il moule des briques et il remercie Allah de lui avoir procuré cette sécurité. « Ce sont les Russes qui ont détruit ma maison, il y a treize ans. » À l'époque, Moalem était seul. Il a trouvé une femme en exil, une jeune cousine à présent âgée de vingt-trois ans, mais déjà épuisée par sept grossesses successives. Ils sont tous là, les marmots, tannés par le soleil, à tirer des brouettes plus lourdes qu'eux, à malaxer la boue pour aider papa. Il y a tant d'esclaves impubères qui mendient dans les rues déglinguées de Peshawar, tant de mômes abandonnés qui s'échinent dans les briqueteries, les fabriques de tapis, les échoppes, les ateliers de mécanique, chez les ferrailleurs, que plus personne ne les remarque.

Au bazar de Shobah, à quelques coudées de l'enfer d'Achar, nous sommes tombés sur un frère de misère d'Aziza. Shegarah a sept ans, le front buté et le regard dur. Pieds nus dans la crasse du marché, l'enfant sale porte un grand sac de jute sur l'épaule. A l'intérieur, en vrac, il y a une timbale de plastique rouge, un verre publicitaire ébréché marqué Pepsi, une vieille seringue à bestiaux, une ampoule électrique usagée, un peigne édenté, une boîte, vide, de jus de tomate et deux petits morceaux de croûton de pain maculés de terre. Il est 15 heures. En neuf heures d'errance sur les tas d'ordures, c'est tout le butin du marmot. La concurrence est rude, mais Shegarah ne se plaint pas. Dans cette société tribale où la pédophilie sur les garçons est plus courante que le viol des filles – pour combattre ce phénomène « non islamique », les talibans ont pendu plusieurs moudjahidins pachtones qui se battaient parfois à l'arme lourde pour la possession de quelque éphémère kidnappé dans un village –, il aurait pu tomber plus mal.

« Dis-moi, demande tout à coup Majid Baber, le confrère pakistanais qui nous pilote en ces enfers, tu crois vraiment que la mondialisation est en train de préparer une génération d'adultes apaisés dans cette région du monde ? » Heuh, écoute, Majid, qu'est-ce qu'on peut y faire, hein ? Tiens, voilà que ça recommence. Aziza est prise d'une nouvelle quinte de toux. Son chétif petit corps en est tout commotionné. Les anneaux dépareillés que la coquette a dénichés dans les ordures pour s'en parer les oreilles battent ses joues. Aziza crache dans la poussière. Elle couvre sa bouche, gênée. Il y a des mois qu'elle ne dort plus « la précieuse ». « Avant, dans ma nuit, c'était bien, parfois. J'étais avec mon papa dans une belle voiture, nous avions tous de beaux habits, et même j'allais à l'école. Mais maintenant, à cause de ma toux, je ne peux plus rêver. »

Pour Majid Baber, papa de deux enfants, c'en est trop. Le confrère s'éloigne écraser ses larmes. Attends, je sais quoi faire, ami ; nous allons emmener Aziza à l'hôpital, nous allons exiger qu'on la soigne, régler la facture et suivre son sort. Qui sait, peut-être allons-nous sauver une enfant esclave aujourd'hui ?

Patrice Claude



MAJID BABER

Une autre Italie

par **Giuliano Urbani**

Le point de vue de l'écrivain italien Antonio Tabucchi, « Italie : les fantômes du fascisme » (*Le Monde* du 20 octobre) attaque avec violence le président de la République italienne, Carlo Azeglio Ciampi. M. Ciampi est l'une des figures les plus prestigieuses de l'Italie des dernières décennies. Membre du Parti d'action après la guerre, gouverneur de la Banque d'Italie, ensuite premier ministre et successivement ministre du trésor des gouvernements de la coalition de centre-gauche conduits par Romano Prodi et Massimo D'Alema, M. Ciampi est devenu l'emblème même des meilleurs sentiments d'affection envers la patrie et l'unité de l'Europe.

Officier de l'armée italienne pendant la guerre, il fut un opposant déclaré au régime nazi fasciste de la République de Salo. Comment est-il possible qu'une histoire personnelle si claire puisse être souillée par des insinuations telles que celles de M. Tabucchi ? Ce dernier écrit : « *Je ne sais dans quelle mesure Ciampi a participé à la Résistance* », laissant ainsi entendre que, derrière la volonté du chef de l'Etat d'affirmer les valeurs fondamentales qui ont uni les Italiens, même dans les événements les plus atroces du XX^e siècle, il y aurait une faiblesse ou un vice moral personnel.

M. Tabucchi atteint le sommet du pathétique quand il lance, à la fin de son point de vue, un appel : « *Que l'Europe aide l'Italie !* » Nous savons tous, Français et Italiens, que M. Ciampi est connu et respecté dans le monde entier pour l'envergure avec laquelle il soutient l'Europe, et en particulier que son rôle a été déterminant pour l'adhésion de l'Italie à la monnaie unique. Les Italiens ont une confiance presque unanime – droite, centre et gauche confondus – dans leur président de la République. M. Tabucchi aurait été soulagé de ses préoccupations s'il avait lu une analyse publiée par votre journal le 6 octobre, « En Italie, la fin du consensus pour Silvio Berlusconi », écrite par votre correspon-

dante à Rome. Peut-être que les lecteurs du *Monde* auraient désiré quelque chose de mieux en fait d'équilibre d'information. Je ne crois pas que, quand ils choisissent leur journal, ils s'attendent à lire des articles sur la politique française orientés idéologiquement.

Pourtant, c'est bien ce qui leur arrive quand il s'agit d'articles sur l'Italie. En fait, celui de Danièle Rouard est un résumé parfait de ce qui avait été publié par la presse de gauche italienne la plus extrême. Opinions mises à part, il y a les erreurs de fait. Par exemple, l'auteur écrit qu'« *autour de la puissante CGIL, toutes les confédérations [syndicales] se révoltent* » contre les idées de réforme du système des retraites avancées par le ministre du travail. Remarquez l'adjectif « *puissante* » si gracieusement attribué au syndicat dominé par l'ancien Parti communiste italien. Votre journaliste peut bien croire que cela est encore vrai comme aux beaux jours d'antan, même si la réalité est aujourd'hui tout à fait différente, car la CGIL est en pleine crise. Une opinion est une opinion, mais le fait est que les autres syndicats italiens ne se sont pas du tout ralliés aux positions de la CGIL. Au contraire, ils ont assumé des positions très différentes sur la presque totalité des questions sociales, du marché du travail et des retraites. Les politiques réalisées et proposées par le gouvernement de centre-droite n'ont provoqué aucune « *rupture sociale* ».

Enfin, pour M. Berlusconi, « *la lune de miel des cent premiers jours est bien finie* ». Voilà une conclusion claire. Dommage qu'il ne s'agisse que d'un *wishful thinking*. Car tous les sondages parlent clair. Le gouvernement de centre-droite est jugé positivement par 60 % des Italiens. M. Berlusconi jouit du soutien de 70 % de ses concitoyens, niveau jamais atteint par un premier ministre en Italie.

Giuliano Urbani est ministre de la culture du gouvernement italien.

Etats-Unis : le rebond est possible

Suite de la première page

Cela donne une image claire et assez unique de ce que recouvre actuellement le célèbre « *melting-pot* » américain, où Noirs, Blancs, Jaunes, Hispaniques... se sentent avant tout les citoyens d'une même nation.

Ensuite, en conversant avec chacun, hommes ou femmes, jeunes ou moins jeunes, dès que ces événements tragiques sont évoqués, on est frappé par cette émotion qui est partout, dans un regard qui soudainement se remplit de larmes, dans les gestes spontanés de réconfort des uns envers les autres... Et les Américains ont été touchés des signes d'amitié que le reste du monde leur a témoigné. Alors que la politique étrangère a toujours eu peu de place dans les journaux, ils ont vu et apprécié les gestes de Tony Blair et même de Jacques Chirac.

Et puis, très vite, la vie est la plus forte, la réalité prend le dessus, avec le sourire souvent et, pour faire simple, « *business as usual* », « *life as usual* ».

Chaque ville, et chacun, traduit alors ses sentiments de diverse manière. A Dallas, dans le fief du président Bush, on suit la ligne présidentielle, et l'objectif est de « *régler le problème* », de trouver les solutions. Ce soutien accordé au président est largement partagé dans les autres villes, en dépit des clivages habituels qui laissent place à l'intérêt national. Dallas est comme remplie de civils et de cols blancs prêts à se battre.

A Los Angeles, il y a un sentiment latent de fragilité : la ville contient tant de symboles de l'Amérique triomphante qu'elle ressent intimement sa position de cible éventuelle, et ses habitants vivent avec cette crainte nouvelle, inconnue jusqu'alors. L'activité économique est teintée de l'inquiétude de celui qui se sent visé. On regarde le ciel et le sol d'une autre manière.

A San Francisco, la solidarité

avec les New-Yorkais est très grande, car cette ville et ses habitants vivent quotidiennement avec la notion de risque potentiel. L'environnement sismique donne aux choses une autre dimension : en traversant un pont, en conduisant ses enfants à l'école, en rentrant à pied après le cinéma... chacun sait que le présent est instable et que tout peut s'arrêter à tout moment. Mais cela n'empêche pas de vivre non plus.

A Seattle, on ne comprend pas : pourquoi ? Pourquoi tant de haine, tant de morts ? Dans cette ville qui incarne une Amérique moderne et dynamique, au-delà de la compassion pour ceux qui souffrent, chacun s'interroge et cherche à comprendre les raisons de cet acte aveugle. Mais l'objectif de chacun est aussi de tourner très rapidement la page, pour continuer à vivre. Normalement.

New York, enfin.

Pour un peu, un promeneur qui resterait dans le nord de Manhattan pourrait penser, devant la circulation automobile toujours aussi

Dehors, dès que l'on s'approche de ce qui reste des Twin Towers, dès que les pelleteuses et les camions s'arrêtent, on est saisi. Brutalement. Pas seulement par ces images de désolation que tout le monde a vues, ou par cette odeur inhabituelle, mais par ce silence, absolu, plein, qui règne dans ce périmètre protégé.

Comme un film dont on a coupé le son. Le clic d'un photographe est devenu inconvenant.

Et, pourtant, la vie a repris, les restaurants se remplissent, les boutiques accueillent des consommateurs ; chacun vaque à ses occupations habituelles.

Ce contraste, que l'on perçoit tant dans les comportements individuels que collectifs, est parfois anachronique. Mais il est très réconfortant. D'une certaine manière, il est exemplaire. La volonté de ne pas se laisser abattre, notamment dans les milieux économiques, est très forte. Salariés et chefs d'entreprise savent tous que la guerre est aussi économique.

Les Américains ont, consciemment ou pas, le sentiment qu'une récession donnerait une seconde victoire aux terroristes

bruyante et les New-Yorkais pressés, que rien n'a changé. Sauf, peut-être, la vitrine de certains magasins. Très grands ou petits, beaucoup affichent aussi la bannière étoilée ou des slogans tels que « *United, we stand* ». Cette ville reste fascinante de vie, mais ceux qui la connaissent percevront qu'un poids, étrange, peu palpable de manière précise, a envahi les esprits. Il y a une lourdeur inhabituelle dans les regards, dans les gestes.

Dans le sud de la ville, le paradoxe devient extrême vers Wall Street. Lorsque l'on pénètre au New York Stock Exchange, comme dans un bunker assiégé par la garde nationale, on découvre les salles de marché fébriles, comme un jour normal. Tout se passe comme d'habitude ; si ce n'est peut-être avec, là aussi, une sorte de pesanteur qui ne fait que planer au-dessus des têtes.

Il faut que l'économie tourne, c'est vital. Et, dans le royaume de la libre entreprise, on redécouvre les vertus de l'Etat, cette institution qui, dans cette période troublée, doit jouer un rôle moteur que quasiment personne ne conteste.

La publicité est de nouveau présente sur les écrans télévisés, dans les rues et les magazines. Elle s'est recentrée vers des messages parfois plus essentiels, et certains mots ou images ont été bannis ; mais elle continue d'inviter les consommateurs à acheter, à vivre. Comme avant.

Comme avant, vraiment ?

Beaucoup pensent que plus rien ne sera jamais comme avant, ne serait-ce que parce que les Américains ont découvert avec cette tragédie (la plus meurtrière qui se soit déroulée sur leur sol depuis la guerre de Sécession) qu'ils ont perdu leur invulnérabilité.

Mais le désir de vivre est aussi plus fort que la paranoïa, même si

les étranges enveloppes se multipliaient.

L'Amérique connaissait avant le 11 septembre un déclin de sa croissance. Elle était peut-être même entrée en récession. Ces événements tragiques vont-ils accentuer cette crise, ajoutant à cette guerre étrange de nouveaux drames ? Ou, au contraire, l'Amérique va-t-elle rebondir plus vite que prévu ? Un bras de fer d'un genre nouveau vient de s'engager.

Mais les Américains ont, consciemment ou pas, le sentiment qu'une récession donnerait une seconde victoire aux terroristes. La dynamique économique devient un élément central de la sortie de crise, quelle qu'en soit la date.

Au-delà des soutiens de chaque pays à la lutte contre le terrorisme aveugle, il existe un domaine qui, lui, ne souffre aucun débat quant à notre solidarité avec les Américains, c'est celui de l'action économique. Si l'Europe devait connaître à nouveau la crise, des millions de personnes seraient à nouveau au chômage, des jeunes, parmi les plus démunis, les plus mal formés, créant ainsi un chaudron explosif au cœur même de nos villes qui n'attendent souvent qu'une étincelle.

Les récentes décisions de l'administration Bush vont dans le sens d'un soutien fort de la demande et de certains secteurs d'activité (on se demande d'ailleurs où sont passés les dogmes libéraux des républicains...). Dans ce même esprit, les décisions prises par certains chefs d'entreprise ne sont pas uniquement guidées par le souci des affaires, même s'ils savent bien que c'est dans ces périodes de fragilité économique que l'on peut le mieux se renforcer, voire gagner des parts de marché. Non, il y a aussi dans leur décision une idée patriotique, un peu comme si c'était là leur résistance à eux.

On constate, non sans un peu d'étonnement, que les chiffres des ventes de fin septembre et début octobre ont retrouvé leur niveau de 2000, même si certains secteurs souffrent plus que d'autres. Ce n'est peut-être là qu'un petit signe. Mais c'est sans doute aussi un signe fort : le rebond est possible, et sans doute pas trop loin.

Maurice Lévy

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Les juges et la loi

LES dirigeants de l'opposition qui s'en prennent aujourd'hui à la loi Guigou sur la présomption d'innocence ne manquent pas d'audace. D'abord parce que nombre d'entre eux avaient approuvé lors du débat parlementaire les dispositions limitant la durée de la détention provisoire et confiant à un juge des libertés, à côté du juge d'instruction, le soin d'en décider. Ensuite parce que Jean-Claude Bonnal, dont le cas suscite la colère compréhensible des policiers, a été remis en liberté, après deux années de détention provisoire, en décembre 2000, c'est-à-dire avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. Enfin parce que, si celle-ci avait été en vigueur, elle aurait été sans effet dans ce cas particulier puisqu'elle précise qu'en matière criminelle la détention provisoire ne peut pas dépasser quatre ans. C'est donc un mauvais procès que les partis d'opposition intentent au gouvernement.

S'ils n'ont pas tort de dénoncer la décision prise alors par la cour d'appel de Paris, contre l'avis du juge d'instruction, ils se trompent de coupable. Même s'ils se défendent d'avoir commis une « bavure », les magistrats qui ont remis en liberté Jean-Claude Bonnal, au nom de la loi Toubon de 1996, ont probablement commis une erreur d'appréciation. S'il est vrai qu'ils n'ont fait qu'appliquer les textes - en constatant que la prolongation de la détention ne se justifiait par aucun motif « sérieux » et qu'aucun délai n'était fixé pour l'achèvement de la procédure -, ils ont

tout de même rendu possible la récidive d'un malfaiteur dont le casier judiciaire était chargé. Ils ont préféré ignorer les antécédents de Jean-Claude Bonnal, au risque de le voir recommencer. La suite des événements a montré qu'ils avaient sans doute eu tort.

Cette erreur ne doit pas servir de prétexte à une remise en cause des dispositions sur la détention provisoire. Comme le soulignait déjà la loi Toubon, elle doit rester une « mesure exceptionnelle » dont la mise en œuvre ne saurait aller au-delà d'un « délai raisonnable ». La loi Guigou reprend et renforce ces principes : il serait choquant et malvenu de revenir en arrière. Il appartient aux magistrats d'appliquer la loi avec discernement, notamment en limitant la longueur des procédures, qui sont la principale cause des abus. « Les instructions sont trop longues en France », a déclaré avec raison Patrick Devedjian, porte-parole du RPR. La lutte contre les lenteurs de la justice dépend en partie des moyens donnés à celle-ci, elle dépend aussi de la volonté des magistrats.

La justice a conquis aujourd'hui son indépendance par rapport au pouvoir politique. A elle d'en faire bon usage en acceptant d'assumer toutes ses responsabilités, y compris lorsqu'elle se trompe. « Dans un système démocratique », a déclaré la garde des sceaux, Marylise Lebranchu, les juges sont seuls à décider de la liberté ou de la détention d'un individu. » Ils ne sauraient se défausser sur quiconque de leurs décisions.

Le cas où par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

ENTRE LES MANIAQUES qui croient drôle de glisser de la farine dans les boîtes aux lettres et ceux qui croient prudent de stocker des antibiotiques, il y a de quoi douter de l'adage du siècle dernier selon lequel il y aurait moins de gens dans les asiles pendant les guerres. En devenant folle, l'histoire collective dispenserait de tomber maboul individuellement.

D'abord, c'était plutôt faux. Camille Claudel et Antonin Artaud ont prouvé qu'on enfermait encore allègrement, en 1942. Le réflexe des achats de précaution par temps de crise n'a cessé de fonctionner. L'abondance des lettres de dénonciation, sous l'occupation allemande, n'était pas signe de très bonne santé psychique, à défaut de moralité. On a vu des fous de baignoire remplir leur baignoire de super, à la première alerte des « trente glorieuses ». La fin du péril rouge n'a pas aboli la fuite toute patriotique des capitaux.

A l'heure du terrorisme mondialisé, il faut être franchement enfantin, pervers, demeuré, pour jouer froidement à faire peur au voisin. L'envie et la rancune seraient-elles à ce point répandues ? Le sens de l'humour serait-il à ce point dévoyé par les gusseries audiovisuelles ? Quant aux appels à la sagesse, au drapeau, comment croire qu'ils puissent porter encore !

Déjà l'« acier victorieux » brandi contre Hitler tombait à plat. La générosité Téléthon a fait son temps.

Plaignons les préposés à l'apaisement des opinions. Les événements du 11 septembre et leur suite rencontrent un état des mentalités qui a autant changé, par rapport aux anciennes guerres, que la forme de violence révélée par la crise elle-même. Ce qu'on a appelé l'« esprit public », soumis qu'il est aux surenchères émotionnelles, erre désormais entre une ingénuité abyssale et un apitoiement à répétitions qui n'exclut pas l'exaspération mercantile du chacun-pour-soi.

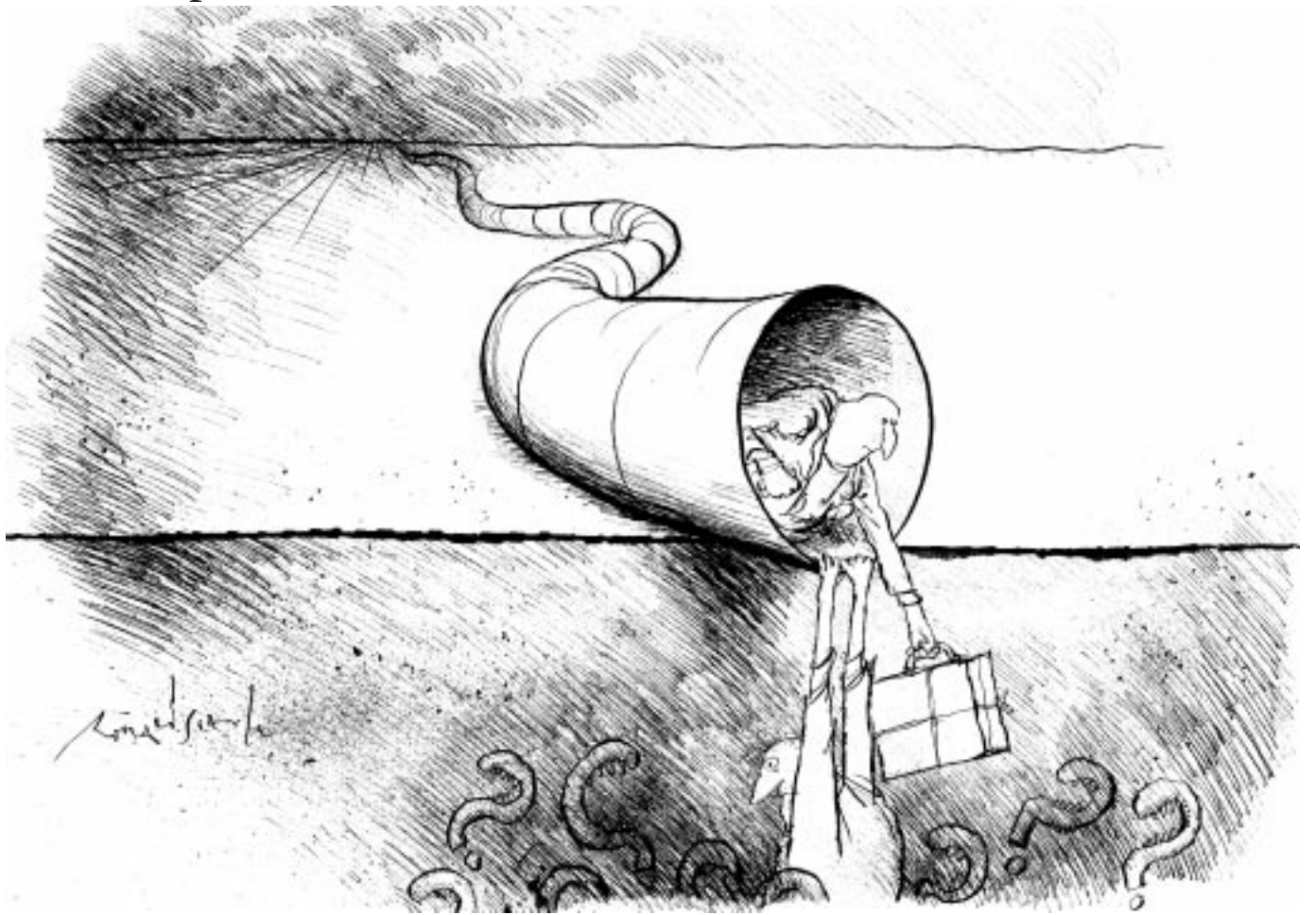
Par chance, la faculté de se voir, et d'en rire, demeure intacte. En témoigne le succès de spectacles comme les Deschiens et le *Théâtre sans animaux*, de Jean-Michel Ribes, au Théâtre Tristan-Bernard. Depuis Audiberti, Ionesco et Dubillard, rien de plus hilarant, et attendrissant, que notre entêtement à vouloir corriger les absurdités du monde ! Pourquoi les mots, les prénoms, et cette satanée évolution, qu'on dirait à rebours ? Pourquoi ne pas redevenir poissons, une bonne fois, si l'idéal humain n'en finit pas de se démentir, s'il n'est encore qu'une velléité balbutiante, une *Hominiscience*, comme dit Michel Serres ?

Dans de tels moments de doute, l'Homme a longtemps choisi de se reposer sur une sorte d'habitude de vivre. Il restait sous le charme d'un passé embelli, qui lui tenait lieu d'unité intérieure, de chaînon manquant. L'avenir conserverait le meilleur du déjà-vécu. Le souvenir magnifié compensait le chaotique de notre condition, et la relativité de nos progrès. « Etre », c'était « être la somme de tout ce qu'on a été », se rassurait Hugo (*Choses vues*, décembre 1855).

Ce temps des humanismes confiants et transportables ne résiste pas à la mondialisation des terreurs. Ce qui paraissait figurer le Bien devient le Mal, sous d'autres latitudes ; le droit devient l'abus ; la violence change de signe. Ne compteront plus, bientôt, que la famille immédiate, le bout du champ, la berceuse de grand-mère, les infos en boucle, et l'arme sous l'oreiller, si l'Autre s'entête à exister sur d'autres bases. « *Le Vatican, combien de divisions ?* », demandait Staline. La question risque d'être : votre art de vivre, combien de porte-avions ?

Faire provision de tout, d'huile, d'idées toutes faites, de médicaments inutiles, d'égoïsmes sacrés : l'atavisme recroquevillé du « à tout hasard » reprend vigueur. On ne sait jamais ! Le hideux « cas où » est de retour.

Clandestins par Ronald Searle



Enseigner l'islam à l'école

COMMENT s'étonner que l'islam soit si mal connu, alors qu'il est si peu enseigné ? L'Occident aurait-il oublié que l'islam est aussi une source de sa modernité ? « *Sait-on en France que nous, musulmans, avons des philosophes aussi importants que Montaigne et Aristote ?* », s'interroge un intellectuel inquiet. Il aurait pu ajouter ceci : le jeune Français qui entend à la télévision des appels à la « guerre sainte », voit des corans dressés comme des armes et des poings, assiste au bûcher de drapeaux américains ou israéliens, sait-il que des savants comme Avicenne, Averroès ou Ghazali ont inspiré des monuments de la pensée chrétienne ?

Pour les assises, il prépare certainement une « belle sortie ». Mais cette fois on ne lui demandera pas de faire son apologie. Il y aura des faits. Il aura à répondre d'agressions à main armée et de cambriolages. Et Pierre Carot risque bien de payer cette fois, non seulement son activité de médiocre bandit, mais encore cette fâcheuse réputation qu'il voulut se forger à tout prix.

Le procès Carot comprendra deux épisodes : aujourd'hui mardi, et demain, l'accusé répondra d'une série de coups de main commis en 1945 ; ensuite, les 25, 26 et 27 octobre on examinera ses activités en 1948.

Jean-Marc Théolleyre
(24 octobre 1951.)

« *l'informel* », estime Jean Baubérot, président de la section des sciences religieuses à l'École pratique des hautes études. Un jugement confirmé par la décision des autorités éducatives, en 1996, de ne pas créer de discipline spécifique, mais corrigé par l'invitation alors adressée aux professeurs d'histoire, de philosophie, de beaux-arts, de lettres, de prendre davantage en compte la dimension religieuse, et par la demande forte de formation continue, en ce domaine, du corps enseignant.

« CULTUREL » OU « CONVICTIONNEL »

C'est face aux situations d'urgence qu'apparaît, une fois de plus, la pertinence d'un enseignement culturel et historique des faits religieux. On objectera qu'il n'est pas possible de parler de religion de façon historique et neutre. Confrontés à la curiosité de leurs élèves, conscients du déficit de leur formation en ce domaine, les professeurs se montrent hésitants à cette frontière du « culturel » et du « convictionnel » et on les comprend. Comment parler du siècle de l'hégire sans parler de... l'hégire, c'est-à-dire de la vie de Mahomet, de la Révélation divine, des *hadiths* du prophète qui, pour les trois écoles sunnites, se limitent à quelques centaines et qui, pour la tradition wahhabite puritaine, seraient au nombre de 28 000 !

Face à ces querelles exégétiques, les professeurs feraient-ils preuve de courage ou d'inconscience qu'ils seraient rappelés à l'ordre par les autorités doctrinales : on ne peut pas réduire les religions à de simples phénomènes historiques ni faire l'impasse sur une révélation divine. Le Vatican a déjà fait savoir son hostilité à un enseigne-

ment culturel de la religion catholique et exprimé sa préférence pour des professeurs compétents, c'est-à-dire sortis des rangs de l'Eglise. Et il n'est pas rare que des imams exercent localement des pressions sur les enseignants. Nos voisins européens n'ignorent pas ces hésitations. La place de l'enseignement des religions y dépend de la reconnaissance du fait religieux. Elle existe en Allemagne où, malgré l'absence, comme en France, d'un collège musulman représentatif, une part est faite, par exemple en Rhénanie-Westphalie, à l'enseignement de l'islam. Elle existe aussi en Belgique, où le culte musulman est organisé et l'islam enseigné, aux Pays-Bas, en Espagne, où une convention a été signée, en 1996, entre les autorités éducatives et des représentants musulmans qui ont le droit d'envoyer des professeurs de religion dans des établissements publics. A chaque fois, l'exigence est la même - l'enseignement dans la langue locale, non en arabe - et des compromis, parfois difficiles, liés à la tradition de chaque pays et à l'état des demandes, sont trouvés.

En France aussi, le compromis devra prévaloir, dans l'esprit, par exemple, de ce nouveau pacte laïque signé en 1989 par la Fédération protestante de France et la Ligue de l'enseignement, ouverte à l'apprentissage de la matière religieuse dans le strict respect de la laïcité. Aujourd'hui, en effet, la laïcité de combat a fait place à une laïcité-neutrale, gardienne des libertés de conscience. La République finance depuis longtemps l'enseignement des faits religieux au niveau universitaire. Elle entretient à ce titre des équipes entières du CNRS. « *Avec les médiations péda-*

gogiques et les systèmes d'encadrement qui existent aujourd'hui, pourquoi ne pas être plus audacieux au niveau des collèges et des lycées ? », interroge Jean-Paul Willaime, directeur du Groupe de sociologie des religions.

MÉCONNAISSANCE

Le risque d'une exclusion du fait religieux de l'enseignement public est de le reléguer vers des officines privées de moins en moins contrôlables. Déjà, les cours d'arabe et les écoles coraniques poussent comme des champignons, ainsi que des cycles de conférences et des cursus universitaires spécialisés.

La très grande majorité d'entre eux font un excellent travail de formation mais, observe un intellectuel musulman comme Tariq Ramadan, « *les écoles islamiques risquent de devenir la panacée, des écoles-ghettos pensées avec l'idée de l'éloignement, du rejet, de l'enfernement* ».

C'est la méconnaissance qui produit l'intolérance et la diabolisation. En France aujourd'hui, il y a plus d'arabisants et d'islamologues qui partent chaque année à la retraite que de jeunes spécialistes recrutés, estime Malek Chebel, qui, comme d'autres universitaires musulmans, souhaite la réintroduction de chaires de civilisation islamique, de chaires d'arabe, de cours de langues dans les grands lycées ou l'ouverture de bibliothèques spécialisées. A quelque niveau que ce soit, pour le très large public de jeunes sans religion comme pour ceux de confession chrétienne, juive ou musulmane, une meilleure intelligence des faits religieux fera reculer les sectarismes.

Henri Tincq

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

INDUSTRIE Le tribunal de commerce de Nanterre a choisi, lundi 22 octobre, d'écarter l'offre de reprise de Moulinex déposée par le fonds américain Fidei et de retenir celle fai-

te par SEB. ● L'EMPIRE industriel fondé dans les années 1930 par Jean Mantelet va donc être démantelé. En France, sur neuf usines, quatre vont disparaître, une va voir sa capa-

acité de production réduite et trois sites seulement seront sauvegardés. ● L'EMPLOI sera très fortement réduit. Sur 5 600 salariés français, seulement 1 856 seront repris. Le

gouvernement a créé une cellule de crise à Caen, avec à sa tête un « délégué Moulinex », chargé de trouver une solution pour chaque salarié licencié. ● SEB, de l'avis des spécialis-

tes, fait une excellente affaire, puisque le groupe reprend les trois quarts de l'activité de son concurrent, les deux tiers de son chiffre d'affaires et le tiers de ses effectifs.

SEB démantèle Moulinex et devient le champion du petit électroménager

La décision du tribunal de commerce de Nanterre va permettre au groupe lyonnais de réaliser une très bonne affaire. Reprenant les trois quarts de l'activité de son concurrent, mais seulement un tiers de ses effectifs, il se hisse à la première place mondiale de son secteur

ENTRE la société d'investissement Fidei et l'industriel SEB, le tribunal de commerce de Nanterre a tranché, lundi 22 octobre, en faveur du second. Créée dans les années 1930 par Jean Mantelet, Moulinex va être dépecée. Sur neuf usines en France, cinq vont disparaître (Bayeux, Cormelles-le-Royal, Falaise, Carpiquet et Alençon). Quatre sites passeront sous la houlette de SEB : Mayenne, Villaines-la-Juhel, Fresnay-sur-Sarthe et une partie de Saint-Lô. A l'étranger, le groupe est intéressé par Krups (les cafetières haut de gamme produites en Allemagne et au Mexique) et par les filiales de Moulinex en Espagne et en Egypte. Sur 5 600 salariés en France, 1 856 seraient repris. Même si SEB s'engage à donner provisoirement du travail aux usines de Saint-Lô et Carpiquet, son plan de restructuration touche quasi exclusivement la Basse-Normandie mais épargne les trois usines des Pays-de-Loire.

Pourquoi le tribunal de commerce a-t-il retenu SEB et non Fidei qui proposait de maintenir un millier d'emplois supplémentaires et qui, du coup, était soutenue par les représentants du personnel ? Parce que celle-ci n'a pas fourni les preuves de sa « faisabilité financière », selon le président du tribunal. De fait, Fidei est une société d'investissement créée en 1998 par deux financiers : Jean-Frédéric Lambert et Jean-François Delepoulle. Seule opération à leur actif : le rachat d'une filiale de biens immobiliers d'Axa dont le dépeçage, en pleine période de boom de ce secteur, leur aurait rapporté plus de 1 milliard de francs.

Mais malgré ce pactole, les deux hommes qui se disent spécialistes de la reprise d'entreprises en difficultés, n'ont mené aucune autre opération. Leur plan de reprise de Moulinex n'impliquait aucun engagement financier de leur part. Ils comptaient rembourser – partiellement – les banques créditrices au fur et à mesure de la vente des stocks : une proposition qui n'a pas séduit le tribunal malgré le revirement de dernière minute d'une



partie du gouvernement, sans doute soucieux de ne pas déplaire aux salariés de Moulinex et aux élus bas-normands (*Le Monde* du 23 octobre).

Si SEB apporte peu de cash, le coût de la reprise serait de 300 millions d'euros (environ 2 milliards de francs) pour l'industriel lyonnais. De l'avis de responsables du dossier, SEB fait une bonne affaire : « Ils reprennent les trois quarts de l'activité, les deux tiers du chiffre d'affaires et le tiers des salariés », résume l'un d'eux.

SEB, qui ne reprend que les robots, cafetières et bouilloires et abandonne les micro-ondes, les friteuses et les aspirateurs pouvait-il faire davantage ? « Les familles qui dirigent SEB sont connues pour leur prudence. Cela ne leur a pas si mal réussi. On ne peut pas obliger un entrepreneur à entreprendre et il est vraisemblable, même si la question n'a jamais été évoquée publiquement, que la Commission de Bruxelles aurait refusé une reprise plus globale de Moulinex par son principal concurrent », poursuit cet observateur. Entre la culture d'entreprise de SEB et celle de Moulinex, le choc risque d'être brutal. « Chez

Moulinex, on considère qu'un produit est rentable quand la marge est de 35 %, chez SEB on ne produit rien qui ne rapporte pas 40 % à 42 % de marge », explique un spécialiste.

La reprise partielle de Moulinex va donc entraîner 4 600 suppressions d'emplois dans le monde, dont 3 700 en France. Le PDG de SEB, Thierry de La Tour d'Artaise, a « regretté de n'avoir pas pu proposer un emploi à chaque salarié de Moulinex ». « Mais, malheureusement, il faut être réaliste », a-t-il déclaré à l'issue de l'audience. Mardi, lors d'une conférence de pres-

Brandt en sursis

Malgré leur fusion en décembre 2000, Moulinex et Brandt font désormais face à deux situations différentes. Grâce à un accord signé début octobre avec ses banques créancières, Brandt, beaucoup moins endetté que Moulinex, a pu faire redémarrer ses usines, dont la production avait été progressivement arrêtée après le dépôt de bilan du 7 septembre. L'accord avec les banques est valable « jusqu'à fin décembre, mais pourra être prolongé », a précisé Me Segard, un des administrateurs judiciaires.

Les repreneurs ont jusqu'au 9 novembre pour déposer leur offre. D'ores et déjà, douze candidats à une reprise partielle ou totale de Brandt se sont manifestés. Cette entreprise emploie environ 12 000 salariés, dont la moitié en France.

Les salariés d'Alençon, amers mais pas tous résignés, veulent croire que leur combat continue

ALENÇON (Orne),
de notre envoyé spécial

Des cris, des huées, des sifflets brefs. Et des sanglots sur des visages abattus. Il est 15 h 45, lundi 22 octobre. Le nom du repreneur, en trois

REPORTAGE

Devant l'usine, le délégué CFDT fait vivre un suspense qui n'en est plus un

lettres sèches, sonne la fin des derniers espoirs : c'est SEB. « Nous ne nous laisserons pas faire. Nous n'accepterons pas les 3 000 licenciements chez nous et les sous-traitants », s'époumone Claude Renault, délégué syndical CFDT. Depuis plus d'une heure, relié par téléphone portable avec le tribunal de commerce de Nanterre, il fait vivre au micro un suspense qui n'en est plus un. Minute après minute, on lui a rapporté le départ des représentants d'Euro-land d'abord, puis de Fidei. Le silence est pesant. « On dirait une minute de recueillement », ose quelqu'un. Devant le portail de l'usine bloqué par des caisses métalliques, des barrières et des ballots de cartons, près de 500 salariés sur les 1 000 de l'effectif restant, réunis en petits cercles, donnent le sentiment d'assister à l'enterrement d'une marque, d'une usine et de toute une vie de travail.

« Ce n'est qu'un début, continuons le combat », entonne un groupe de femmes. Le slogan ne prend pas. « Ils ont rayé Moulinex de la Basse-Normandie. C'est inacceptable », assène Sylvain Taillebosq, délégué CGT. « C'est fini, on n'a plus qu'à

prendre nos bagages », répond un écho désabusé. « J'ai déjà connu ça une fois. Ma mutation, j'en veux pas », déclare Jeannette, cinquante ans, dont vingt-neuf ans chez Moulinex, transférée à Alençon après la fermeture, en 1996, de l'unité d'Argentan.

« ÇA VA NOUS MANQUER »

« Jospin nous a lâchés » : la réaction fuse dans les rangs. Malgré les informations concordantes des derniers jours, beaucoup croyaient encore que la mobilisation syndicale, ici unitaire, l'occupation des locaux depuis le dépôt de bilan du 7 septembre et la pression sur les pouvoirs publics pour éviter une « catastrophe sociale » pèseraient en faveur de Fidei. A l'inverse de SEB, ce groupe avait prévu, dans son offre de reprise, de maintenir ici une partie de la production de cafetières, de fers à repasser et d'appareils à main ».

Info ou rumeur ? « Fidei avait réussi à rassembler 1 milliard de francs. Mais Bercy a dit non parce que le gouvernement ne veut qu'une seule marque d'électroménager en France pour résister à la concurrence asiatique », affirme Jean, contrôleur de gestion. Lui ne croit pas à la pérennité du plan SEB de transférer la production de 1,2 million de cafetières à l'usine de Fresnay-sur-Sarthe, avec 180 salariés seulement. Et puis, « tout le monde ne peut pas y aller. Il vaut mieux qu'ils gardent les plus jeunes », avance Nicole, cinquante-trois ans, en poste depuis trente et un ans, qui ne se fait guère d'illusion sur un éventuel reclassement dans la région.

A Alençon, 685 des 1 000 salariés – essentiellement des femmes – ont entre quarante-six et et cinquante-

ans. « Je pensais finir ma carrière ici tranquillement », indique Yvonne, entrée à quatorze ans dans le groupe parce que « c'était l'usine quand on ne voulait pas continuer après le certificat d'études ». Elle se souvient des 600 francs de son premier salaire à la chaîne du bobinage. Trente-six ans plus tard, elle en gagne 6 300 « avec les primes ».

« C'était un peu la vie de famille », ajoute sa collègue à la production des fers à repasser. Réunies par groupes de six, en flots sur la chaîne, elles ont appris à se « serrer les coudes ». Elles parlent de crises passées comme des périodes euphoriques où il fallait « retrousser les manches », samedi compris. Elles se

racontent les « parties de rigolade » des goûters de l'après-midi, des repas de Noël, comme les rebuffades des petits chefs. « Le plus dur va être de se retrouver seule. C'est sûr, ça va nous manquer. »

L'émotion est d'autant plus forte que l'usine d'Alençon reste le « berceau du groupe », la première usine de presse-purée installée en 1937 dans cette ville par Jean Mantelet, le fondateur de Moulinex. A six mois près, elle aurait pu être sauvée de la fermeture. En 1999, le projet de reconstruction de l'ancien PDG, Pierre Blayau, avec un financement assuré par les collectivités locales, a été abandonné par son successeur Patrick Puy.

se, le PDG a analysé les points forts de Moulinex (des marques à forte notoriété, une forte présence dans les robots et cafetières, une présence significative dans les pays développés) mais aussi les points faibles (les micro-ondes constituent une famille de produits très déficitaires, un positionnement trop centré sur l'entrée de gamme, une priorité donnée aux volumes, un outil industriel très intégré et une acquisition au Brésil jamais rentabilisée : Mallory).

Les dirigeants de Moulinex et les administrateurs vont donc devoir convoquer un comité central d'entreprise dans les dix jours puis vendre les actifs. Les lettres de licenciement devraient partir dès le début du mois de novembre.

L'annonce de ce plan a suscité de multiples réactions. Dans un communiqué publié par les services de Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, le gouver-

nement estime qu'« il nous faut apporter une réponse aux inquiétudes et aux attentes des salariés. La solidarité nationale doit jouer à plein (...). Le premier ministre a décidé de mettre en place une cellule de crise à Caen avec à la tête un « délégué Moulinex », disposant d'une forte délégation interministérielle ».

Michel Bove, qui a géré le reclassement des salariés des Chantiers du Havre au début des années 1990, a d'ores et déjà été nommé. Il aura deux objectifs : « rechercher et mettre en œuvre une solution pour chaque salarié » et « créer dans chaque bassin un nombre

d'emplois au moins équivalent au nombre d'emplois supprimés chez Moulinex ». Par ailleurs, un dispositif d'aide aux sous-traitants va être mis en place.

Alain Lambert, sénateur et maire (DémoLib) d'Alençon, estime dans *Les Echos* de mardi que « dans la précipitation, la solution retenue n'est malheureusement pas satisfaisante. Des milliers d'emplois sont supprimés moins par les effets de la mondialisation que

par les carences de l'actionnariat ». « Cette décision scandaleuse a été prise à l'encontre de tous les acteurs de l'entreprise, pour satisfaire les banques qui ont bloqué l'entreprise et fait en sorte d'exclure le projet Fidei, qui reprenait plus d'emplois », a tonné Jean-Louis Sultan, le délégué du Sydis (syndicat maison). « Ce jugement, c'est tout ce qu'on ne voulait pas, mais c'est ce que souhaitait le gouvernement depuis le départ », a regretté le secrétaire du comité central d'entreprise Alain Lermier (CFE-CGC). La reprise partielle de Moulinex par SEB « va être contestée par les salariés », a de son côté indiqué Thierry Lepaon (CGT), ajoutant qu'elle faisait également « naître des inquiétudes pour les emplois chez SEB ». Un dirigeant de Moulinex tempère ces jugements : « La base préfère une reprise partielle à la liquidation, mais les syndicats font mine de croire à une reprise totale, totalement irréaliste ».

Mardi matin, les marchés financiers ne cachaient pas leur optimisme : à l'ouverture de la Bourse, l'action Moulinex progressait de 41 %.

Frédéric Lemaître

Deux groupes complémentaires

SEB Le groupe détient deux marques mondiales, Rowenta et Tefal, et quatre marques régionales, Calor et SEB (en France et en Belgique) et Arno et Samurai (Amérique latine). Il est leader dans plusieurs produits.

● **Positions mondiales** : articles antiadhésifs (n°1), fers et générateurs vapeurs (n°1), bouilloires (n°1), cuiseurs vapeurs (n°1), friteuses électriques (n°1), autocuiseurs (n°2), préparateurs d'aliments à moteur (n°2), pesage électronique (n°2), grille-pain (n°4).

● **Chiffres d'affaires** : 1,8 milliard d'euros. Résultat net global : environ 62 millions d'euros.

MOULINEX

Le groupe ne possède que deux marques mondiales : Moulinex et Krups.

● **Positions mondiales** : Robots (n°1), batteurs (n°1), cafetières (n°1), expresso (n°1). Moulinex est aussi numéro un européen pour les mini-four, les toasteurs, les robots, les batteurs, les cafetières et les expressos.

● **Chiffres d'affaires** : 2,7 milliards d'euros. Résultat net global : - 16 millions d'euros.

SEB + MOULINEX :

Selon Thierry de La Tour d'Artaise, PDG de SEB, le nouveau groupe devient « numéro un mondial du petit équipement domestique ». Ses ventes dépasseront 2,4 milliards d'euros. Il emploiera 16 000 collaborateurs. Il disposera de quatre marques mondiales complémentaires et de quatre marques régionales.

Le groupe, qui estime avoir le « meilleur réseau commercial du petit équipement domestique, sera leader mondial dans neuf familles de produits ».

carrés, « l'empire Mantelet » garde encore des traces : la demeure du directeur général délabrée, des maisons d'ouvriers abandonnées. En face, sur l'avenue qui porte son nom, le centre de formation technique qui accueillait les futurs « Moulinex », dès quatorze ans, a été repris.

« TRÉSOR DE GUERRE »

« Sur le plan affectif, Moulinex reste une fierté pour la ville », assure Alain Lambert, sénateur et maire (UDF). Lui aussi a cru à la solution Fidei pour conserver les emplois. Mais, « à un moment, on a envie de se sortir de l'angoisse, non par le désespoir mais par la volonté », affirme-t-il en comptant sur les « promesses » du gouvernement. A l'égard des salariés, il songe surtout à l'accompagnement social et « au travail de deuil qu'il va falloir accomplir » avec l'espoir « qu'il ne soit pas trop long ».

Ceux-là pourtant n'ont pas dit leur dernier mot. Claude Renault et les autres dirigeants syndicaux veulent obliger les dirigeants de SEB à réviser leur plan. Ils misent sur la mobilisation des salariés qui continuent de se relayer, jour et nuit, dans la tente dressée à la porte de l'usine. Surtout, ils disposent « d'un trésor de guerre » avec des pièces de moteurs pour les robots et des outils pour les cafetières sans lesquelles les autres usines du groupe ne peuvent redémarrer. « Nous sommes prêts à négocier dès demain matin », assure M. Renault déjà sollicité durant le week-end par les futurs repreneurs. Pour lui, c'est sûr, « les salariés d'Alençon sont abattus mais pas résignés ».

M. De

Michel Delberghe

Le préfet de l'Orne se lance dans le « soutien psychologique »

ALENÇON (Orne)

de notre envoyé spécial

Ce fut le premier geste des pouvoirs publics à l'attention des 1 000 salariés Moulinex d'Alençon, une heure à peine après l'énoncé du verdict condamnant leur usine avec, pour conséquence, le licenciement de la grande majorité d'entre eux. Par l'intermédiaire d'un tract discrètement distribué par l'assistante sociale de l'établissement, Hugues Parent, le préfet de l'Orne, a annoncé qu'une cellule de « soutien psychologique », déjà créée, allait être réactivée pour les salariés et leurs proches. Fonctionnant 24 heures sur 24, ce service d'accueil et d'écoute téléphonique, via un numéro vert, est assuré par des psychologues, des infirmières spécialisées et des assistantes sociales. Il renvoie aussi à la cellule d'urgence médico-psychologique de l'hôpital d'Alençon.

Cette initiative est habituellement déclenchée lors de catastrophes naturelles ou de faits divers aux impacts humains particulièrement dramatiques. Le préfet de l'Orne a considéré que « la détresse prévisible engendrée par la décision du tribunal » relevait de cette catégorie. Dans la nuit du same-

di 20 au dimanche 21 octobre, lors d'une « répétition » à blanc pour tester le bon fonctionnement des services du département spécialisés dans les situations d'urgence, il aurait annoncé son intention de faire profiter Moulinex de cette procédure.

« PARER AU PLUS PRESSÉ »

« Ce n'est absolument pas une volonté d'étouffer, mais un premier geste d'aide et de soutien aux salariés concernés », affirme-t-on dans l'entourage du préfet, qui a voulu « parer au plus pressé » en attendant l'installation de la cellule de reclassement annoncée, elle, par les services du premier ministre à Matignon, lundi 22 octobre dans la soirée.

Dans la nuit de lundi à mardi, aucun appel n'avait encore été enregistré au standard tenu par une infirmière spécialisée volontaire, qui se souvient avoir été réquisitionnée la dernière fois pour un accident de voitures. La réaction des salariés a été plutôt mitigée. « C'est lamentable », a simplement commenté Claude Renault, le délégué CFDT.

Jean-René Buisson, secrétaire général chargé des ressources humaines chez Danone

« Nous ne fermerons pas d'autres usines en France dans les années qui viennent »

Pour la première fois, le groupe agroalimentaire français Danone, victime d'un appel au boycott, reconnaît avoir enregistré, en avril, une baisse

d'environ 10 % des ventes de produits frais. Son plan social propose à chaque salarié des formations longues de deux ans. Ils

bénéficieront au minimum de trois propositions d'emplois et, s'ils sortent du groupe, d'une indemnité nette d'environ deux ans de salaire.

JEAN-RENÉ BUISSON, directeur général des ressources humaines du groupe Danone depuis 1996, et qui vient d'être nommé secrétaire général, a présenté, vendredi 17 octobre, au Comité central d'entreprise, le volet social du « projet de plan », deuxième étape après la discussion économique.

« Quel est le climat social chez Danone ? »

– Malgré le contexte médiatique, le dialogue social a été maintenu, avec des hauts et des bas. Après 87 réunions de comités centraux d'entreprise, de comités européens, nous allons recueillir, mardi 23 octobre, l'avis des représentants du personnel sur les motifs du plan économique.

– Au moment de l'annonce du principe du plan social, le 29 mars, le climat d'incompréhension a rendu difficile tout dialogue. Dans un second temps, nous avons tenté d'expliquer nos motifs à une intersyndicale unie au départ dans son opposition au projet. Depuis début septembre, l'unité syndicale n'existe plus. La CGT demande toujours le maintien total des sites de production et les autres syndicats (FO, CFDT, CGC, CFTC) considèrent qu'il est temps d'avancer sur le volet social. Une différence de position qui entraîne des tensions. Dans les deux sites français qui vont fermer, l'ambiance est différente : à Evry, une bonne partie des 400 salariés envisage des solutions de reclassement ; à Calais, majoritairement CGT, les mentalités n'y sont pas prêtes.

– Quel a été l'impact économique de ces événements ?

– A Calais, la production s'est arrêtée pendant le mois d'avril. Depuis, nous sommes en ligne avec le budget. A Evry, les grèves ponctuelles ont désorganisé la pro-



JEAN-RENÉ BUISSON

duction jusqu'en juillet. Les ruptures nous ont coûté plus d'une cinquantaine de millions de francs. Plus globalement, en France, la consommation de nos biscuits a retrouvé son niveau depuis septembre. Au mois d'avril, nous avons également enregistré une baisse d'environ 10 % des ventes de produits frais. Mais très rapidement, les ventes ont retrouvé leur niveau normal.

– Où en êtes-vous de votre plan de restructuration européenne ?

– En Hollande, un repreneur a été trouvé ; en Belgique, le plan social a été signé ; en Italie, le plan social a été accepté, samedi 20 octobre, par référendum ; en Angleterre et en Irlande, nous avons plus de volontaires au départ que de postes à supprimer. Tout est donc réglé, à l'exception de la Hongrie : nous voulions fermer un site sur deux, mais nous avons assisté à une montée en puissance des pouvoirs politiques, locaux et nationaux qui se sont opposés à cette décision. Nous avons reconsidéré notre position et les deux sites de production devraient être maintenus. La décision finale devrait être prise le 26 octobre.

– Votre plan de restructuration ne vous permettra pas d'at-

teindre le niveau de productivité des meilleurs européens. Allez-vous continuer à restructurer l'activité biscuit ?

– Non. Si le marché du biscuit reste au niveau où il est, nous nous mettons, avec ce plan, à un niveau de productivité satisfaisant, qui n'est pas le meilleur du monde ni le meilleur européen, mais qui est satisfaisant. Nous ne fermerons pas d'autres usines en France dans les années qui viennent. Nous aurons désormais un outil adapté au niveau européen. Seule interrogation, les usines en Europe que nous avons récemment acquises. Il y aura peut-être des adaptations nécessaires, mais ce n'est pas d'actualité aujourd'hui.

– Que pensez-vous du projet français de loi de modernisation sociale ?

– La philosophie de la loi est bonne. Dans sa première version, la loi nous convenait. Mais, sous la pression du parti communiste, les termes de la loi ont changé : pour que le motif de licenciement économique soit invoqué, l'entreprise doit désormais être dans une situation « particulièrement préoccupante » et non plus dans une adaptation due à la « compétitivité économique ». Une interprétation jurisprudentielle de la loi pourrait entraîner une impossibilité pour les entreprises de licencier si elles ne sont pas en perte. Or si on attend qu'une entreprise soit en perte, cela donne le cas Moulinex. Ce n'est pas satisfaisant.

– Comment analysez-vous l'émoi qu'a suscité l'annonce, le 29 mars 2001, de votre plan de licenciement ?

– Il y a eu un concours de circonstances défavorable. Sans les élections municipales, la fuite dans un journal national [Le

Monde] et l'annonce des licenciements chez Marks & Spencer le même jour... la situation aurait été différente. Mais, il existe également des explications objectives. Nous avons créé une relation affective entre nos marques et le consommateur. Il est donc normal que celui-ci réagisse à ce type d'annonce avec plus d'émotion. Nous avons également subi le contre-coup de notre image : les salariés ont été d'autant plus surpris que nous représentions une sorte d'icône sociale. Enfin, nous avons fait une erreur d'appréciation. Cela fait six à sept ans que nous avons des surcapacités de production en biscuits. Nous n'avons pas lancé ce plan plus tôt, car il nous fallait digérer nos nombreuses acquisitions, mais aussi car la situation de l'emploi était défavorable en France et que les reclassements auraient été difficiles. En fait, cela a été mal interprété que nous lancions ce plan alors que nous étions dans une période de reprise.

– Qu'avez-vous appris ?

– Nous sommes un groupe très jeune, cette crise nous a fait grandir. Nous refferons cette opération qui est nécessaire, mais vraisemblablement, nous regarderions mieux notre environnement. Nous avons constaté, pendant cette crise, que tout le monde ne nous aimait pas forcément. Nous vivions jusqu'à présent un peu seuls, sans grande relation avec le monde politique, associatif... Nous n'avons pas de marchés publics, nous ne sommes pas de grands spécialistes du lobbying. Nous allons mieux nous organiser pour pallier cela, d'où la création de ces nouvelles directions dont j'ai la charge. »

Propos recueillis par Laure Belot

Swissair sauvée in extremis par 3,1 milliards d'euros de fonds publics et privés

9 000 emplois seront supprimés

BERNE

de notre correspondant

Après de laborieuses tractations, qui ont duré jusque lundi 22 octobre dans la soirée, le gouvernement helvétique a assuré, à l'arraché et à coup de millions de francs suisses, la survie d'une compagnie aérienne nationale.

C'est lundi en fin d'après-midi que trois membres du Conseil fédéral, dont le président de la Confédération et ministre des transports, Moritz Leuenberger, entourés de divers représentants de grandes entreprises, ont annoncé que le sauvetage de Swissair était garanti, du moins momentanément : les vols de l'horaire d'hiver seront assurés grâce à une injection immédiate de 1 milliard de francs suisses (666 millions d'euros), avant que Crossair, ex-filiale régionale de la compagnie défaillante, ne prenne la relève de son ancienne maison mère dès le printemps (Le Monde du 16 octobre).

« CARACTÈRE CONSENSUEL »

« Nous sommes heureux d'avoir réussi cet exercice », a déclaré Moritz Leuenberger, à l'issue de ce marathon, dont il s'est plu à relever le « caractère consensuel », pris dans les milieux politiques suisses. La nouvelle compagnie Crossair sera contrôlée à hauteur de 38 % par la Confédération (à raison de 20 % pour celle-ci et de 18 % pour les cantons), et pour 62 % par le secteur privé. Plusieurs grandes entreprises nationales comme Nestlé, Novartis, Hoffman-Laroche, Schindler, Roche, Swisscom, UBS ou Crédit Suisse, ou encore la banque allemande, Deutsche Bank, apportent des fonds.

La direction de la nouvelle Crossair a jusqu'à fin novembre pour présenter un plan détaillé en vue

de repartir sur des bases solides, grâce à une augmentation de capital atteignant désormais 2,74 milliards de francs suisses (1,82 milliard d'euros), soit 1,69 milliard promis par le secteur privé et un engagement direct de 600 millions de la Confédération complété par 400 millions de la part des cantons, notamment Zurich et Bâle.

Malgré cette bouffée d'oxygène, les mois à venir seront difficiles. Il en coûtera dans l'immédiat au minimum 4 000 emplois chez Swissair en Suisse et 5 000 à l'étranger, sur un total de 68 200 employés. Le coût de ce plan social est estimé à 650 millions de francs suisses.

Le ministre des finances, Kaspar Villiger, a tenu à préciser lors de la conférence de presse que « l'opération avait été décidée non par patriotisme pour voir la croix suisse dans le ciel, mais pour sauvegarder un maximum d'emplois. » Les autorités helvétiques reconnaissent avoir accepté de se lancer dans une « opération risquée », qu'elles justifient par « l'intérêt public d'assurer à la Suisse un réseau aérien international et de maintenir les infrastructures indispensables à l'économie nationale ».

Au-delà du soulagement exprimé à l'annonce de la décision, les opinions divergent à propos de la solution. Certains crient au loup quant à l'intervention directe de l'Etat dans une compagnie privée, d'autres préfèrent relever les emplois sauvegardés. Mais la plupart des critiques exigent des comptes de ceux qui se voulaient naguère des « seigneurs de l'industrie et des affaires », accusés maintenant « d'incompétence arrogante » devant pareille déroute.

Jean-Claude Buhner

Les risques de récession en Allemagne fragilisent la monnaie unique européenne

FRANCFORT

de notre correspondant

La perspective d'une récession en Allemagne pousse l'euro à la baisse. La monnaie unique est passée, lundi 22 octobre, sous le seuil de 0,90 dollar, avec un plus bas en deçà de 0,89, avant de s'échapper, mardi matin, autour de 0,8918. Tandis que le ralentissement semble s'amplifier en Europe, les marchés des changes ont réagi aux commentaires des six principaux instituts allemands de conjoncture : la première économie de la zone euro « se trouve actuellement au bord de la récession », estime le rapport d'automne des instituts. Publié mardi, ce document a fait l'objet de nombreuses fuites la veille : il conforte l'analyse des opérateurs selon laquelle l'économie américaine, malgré l'impact des attentats, se sortirait plus vite que la zone euro des difficultés actuelles.

Les instituts ont fortement abaissé leurs pré-

visions de croissance du produit intérieur brut (PIB) pour l'Allemagne cette année, à seulement 0,7 %, contre une précédente estimation de 2,1 % au printemps dernier. Ce pronostic est inférieur à celui formulé par le ministre des finances la semaine dernière : Hans Eichel avait tablé sur une croissance de 0,75 % pour 2001.

PRESSION SUR LA BCE

Le ralentissement, observent les instituts, a commencé voici plus d'un an ; les attaques terroristes du 11 septembre alourdissent encore l'atmosphère, en venant peser sur les exportations, et la confiance. Publié vendredi, l'indice Ifo sur le climat des affaires a de fait enregistré en septembre une chute brutale, à 85 points (contre 89,5 en août). Pour l'an prochain, les six instituts ne misent plus que sur 1,3 % de croissance, contre 2,2 % dans leur rapport de printemps.

Au-delà de l'euro, ces prévisions augmentent

la pression sur la Banque centrale européenne (BCE), dont le principal taux directeur est stable à 3,75 % depuis la baisse menée de concert avec la Réserve fédérale, le 17 septembre. Depuis lors, la Réserve fédérale a procédé à un nouvel assouplissement de sa politique monétaire, tandis que la BCE ne veut rien dire de ses intentions. Les six instituts allemands appellent cette dernière à prendre l'initiative, considérant qu'une baisse des taux d'un quart de point d'ici à la fin de l'année est « adaptée et probable ». Ces derniers jours, de nombreux dirigeants de la zone, dont Laurent Fabius, le ministre de l'économie et des finances, ont mis en avant les « marges de manœuvre » dont disposent les gardiens monétaires. Tous les regards se tournent donc vers le conseil des gouverneurs de la BCE, qui se réunit jeudi 25 octobre.

Philippe Ricard

Les Galeries Lafayette revendent des magasins Marks and Spencer

LE GROUPE GALERIES LAFAYETTE a présenté, lundi 22 octobre, son plan de reprise global de Marks and Spencer France. Lors d'un comité central d'entreprise (CCE) informel, les dirigeants du distributeurs ont indiqué qu'ils reprendraient les 18 magasins et le siège social, mais qu'ils ne garderaient qu'« au moins 5 » sites, selon l'AFP. Ils conserveront le site du boulevard Haussmann, qui pourrait donner naissance à un magasin dédié à la maison, celui de la rue de Rivoli, qui deviendrait un Monoprix, ainsi que ceux de Bordeaux et Strasbourg. Ces sites représentent 50 % des salariés et 70 % de la valeur immobilière de l'ensemble. Le montant de l'opération (acquisition plus travaux) serait de l'ordre de 230 à 250 millions d'euros. Les Galeries Lafayette négocient avec le spécialiste du prêt-à-porter suédois H & M, la reprise d'« au moins 5 magasins », notamment à Reims, Nantes et Lille. Des discussions sont en cours avec d'autres enseignes, dont le nom sera dévoilé le 30 octobre, lors du prochain CCE. Les salariés qui ne souhaiteront pas rejoindre ces enseignes se verront proposer un emploi dans le groupe Galeries Lafayette dans un rayon de 15 kilomètres autour du magasin où ils travaillent.

BNP Paribas double sa participation dans le capital du Crédit lyonnais

BNP PARIBAS a porté sa participation dans le capital du Crédit lyonnais de 0,5 % à 1 %, a indiqué l'établissement, mardi 23 octobre, confirmant une information de La Tribune. BNP Paribas indique qu'il s'agit d'un placement non stratégique et que ce placement « entre dans le cadre de la gestion des participations cotées ». Les rumeurs vont bon train autour de l'actonariat du Crédit lyonnais, surtout depuis la fin de l'une des premières dispositions du pacte d'actionnaires. Les membres du groupe des actionnaires partenaires (GAP) peuvent vendre leur participation, jusqu'ici gelée. Quant à la vente par l'Etat de sa participation de 10 %, elle n'est toujours pas programmée. Elle a été promise au Crédit agricole – déjà premier actionnaire du Lyonnais avec 10 % – lors de la privatisation en 1999. Mais les autres membres du GAP, notamment Allianz-AGF (6 %) et Axa (5 %), sont attentifs.

Nouvelles économies chez Michelin

MICHELIN, anticipant une année 2002 « difficile », a dévoilé lundi, en même temps que son chiffre d'affaires du troisième trimestre (4 milliards d'euros, en hausse de 1,9 %) un nouveau train de mesures de réduction de coûts. Celles-ci se traduiront dans les comptes 2001 par des provisions de 200 millions d'euros en sus de celles de 100 millions d'euros déjà annoncées dans le cadre d'une restructuration de ses activités nord-américaines. L'objectif de l'entreprise est de dégager des économies de 150 millions d'euros en année pleine dès 2002 puis au moins le double en cumul annuel à l'horizon 2003. Le numéro un européen des pneumatiques a indiqué, en outre, qu'il n'avait « pas à ce jour de visibilité sur ce que pourrait être l'évolution des marchés des pneumatiques en 2002, compte tenu des incertitudes sur la durée, l'ampleur et la propagation de la récession américaine à d'autres zones géographiques ».

Anne Michel

www.lemonde.fr/euro

Et dire qu'à 1 000 km d'ici, quelqu'un fabrique le produit que vous cherchez... et vous ne le saurez jamais !

En quelques années, votre marché s'est élargi à la taille de l'Europe. Et avec les nouveaux outils de communication, la distance n'est plus un obstacle. Dès lors, vous devez pouvoir comparer avant d'acheter, à condition de connaître les meilleurs fournisseurs sur le marché.

EUROPAGES résoud ce problème pour vous : Avec ses 500 000 entreprises de tous secteurs d'activités, sélectionnées dans 30 pays pour leur capacité à l'export, vous avez tous les atouts pour mener vos appels d'offres. Et en plus c'est gratuit. Pourquoi vous en priver ?

ACHETEZ MIEUX, VENDEZ PLUS EURO PAGES L'ANNUAIRE EUROPÉEN DES AFFAIRES annuaire imprimé / CD-Rom / www.europages.com

Endemol France et Expand dominant la production française

La télé-réalité a bouleversé les rapports de forces entre chaînes de télévision et sociétés productrices, qui traitent dorénavant d'égal à égal. Les deux sociétés, qui ont conçu respectivement « Loft Story » et « Les Aventuriers de Koh Lanta », devancent de loin les autres

C'EST LA FAUTE à la télé-réalité ! L'avènement de ces divertissements qui mettent en images la « vraie » vie a bousculé les rapports entre les chaînes et les producteurs. Depuis le succès de « Loft Story », au printemps, les diffuseurs privés, TF1 et M6, se disputent l'exclusivité des futures productions d'Endemol France, concepteur de « Loft Story » et de « Star Academy », ou celles d'Expand, créateur des « Aventuriers de Koh Lanta ». Un temps déconcentrée par M6, la Une a brusquement repris la direction des opérations en concluant un accord avec Endemol France (*Le Monde* du 12 juin). Avec cet accord qualifié de « partenariat industriel », Endemol France sort de son statut de simple fournisseur d'émissions pour traiter d'égal à égal avec le diffuseur.

Depuis le lancement de « Star Academy », samedi 20 octobre, Endemol France pèse son poids dans la grille de TF1. Outre le jeu, le producteur vend aussi à la Une, « Exclusif », « Les enfants de la télé », « Drôle de zapping » ou encore « Le Bigdil ». Et la liste est encore longue. Au travers de ses neuf filiales, ce sont plus de vingt

programmes qu'Endemol France a placé sur la grille de TF1. De septembre 2001 à juin 2002, la société de production fournira aux chaînes hertziennes françaises 1 166 heures de programmes. TF1 est le premier client, avec plus de la moitié de la production.

DEUX FOIS PLUS D'HEURES

Axel Duroux, président d'Endemol France, le reconnaît volontiers : « Nous sommes de loin le premier producteur en France. » Selon

l'hebdomadaire professionnel *Ecran total*, qui vient d'établir un « classement 2001 des producteurs de flux sur les chaînes hertziennes », à paraître mercredi 24 octobre, Endemol vend environ 25 heures d'émission chaque semaine aux généralistes.

L'entreprise « a doublé » son volume horaire de productions « par rapport à la saison 2000-2001 ». Elle ne fournissait alors que 10 heures de programmes, essentiellement « de flux »

TF1 « satisfaite » de l'audience de « Star Academy »

La première diffusion en avant-soirée de « Star Academy » a réuni lundi 22 octobre 22,8 % de parts d'audience, soit 2,3 millions de téléspectateurs. Un résultat moitié moindre que celui de « Loft Story », en avril (4,8 millions). Samedi 20 octobre, la première émission de « Star Academy » avait enregistré une part d'audience de 29,7 % auprès des individus âgés de quatre ans et plus, soit 5,4 millions de téléspectateurs. Le jeu, produit par Endemol France, a séduit moins de téléspectateurs que les habituels programmes de TF1 diffusés le samedi en soirée, puisque depuis le début de septembre ceux-ci rassemblaient 35,1 % de parts d'audience. Ce samedi, TF1 a été battue par le téléfilm de France 3, qui a retenu 6 millions de téléspectateurs et 29,3 % de parts d'audience. Toutefois, TF1 est satisfaite du score de « Star Academy ». Patrick Le Lay, PDG de la Une, a confié au *Monde* que « le résultat est en ligne avec ce que nous avions prévu ». Avec ce jeu, poursuit le PDG, « TF1 cherche les jeunes » téléspectateurs.

(c'est-à-dire des variétés ou divertissements diffusés une fois, par opposition aux fictions ou documentaires qui peuvent être transmis à plusieurs reprises). Les nouvelles commandes récurrentes de M6 et, aujourd'hui, de TF1 représentent des sommes considérables. Ni le producteur ni les chaînes n'ont souhaité publier les montants des contrats. Jon de Mol, président et fondateur de la société mère Endemol, aux Pays-Bas, avait juste reconnu, mi-juin, qu'« Endemol réalise 70 % de son chiffre d'affaires en France avec TF1 ». Le montant versé par la Une à Endemol France dépasserait, donc, 250 millions de francs par an. Pour avoir « Loft Story », M6 a versé près de 100 millions de francs. La facture de la deuxième édition du jeu, en 2002, devrait être moindre mais encore très élevée.

Le principal concurrent d'Endemol est le groupe Expand, récemment entré dans le giron de Vivendi Universal. Selon les calculs d'*Ecran total*, vingt-quatre minutes de programmes seulement séparent Expand d'Endemol. La filiale du groupe de Jean-Marie Messier est présente, chaque semaine, un peu moins de vingt-quatre heures

et demie à l'antenne des chaînes hertziennes en France. Sans le jeu « Pop stars », diffusé sur M6 depuis la rentrée, pour l'instant classé comme documentaire et non comptabilisé. Les deux poids lourds du marché laissent loin derrière eux tous leurs concurrents. Réservoir Prod, société de Jean-Luc Delarue, prend la troisième place avec seulement 10 heures 59 minutes hebdomadaires. Principalement sur le service public et TF1.

DÉSÉQUILIBRE

Avec une telle domination, Endemol et Expand drainent une part toujours plus importante des investissements des chaînes hertziennes dans la production indépendante. Pour une émission de soirée (*prime time*), TF1 verserait entre 4,5 et 5 millions de francs. Moins riche, le service public ne proposerait que de 2 à 3 millions de francs. Tout comme M6, qui irait jusqu'à 2,7 millions de francs. Ces sommes élevées se retrouvent aussi pour les programmes d'avant-soirée. Sur TF1, par exemple, « le million de francs ne serait pas loin d'être atteint », signale un producteur.

Ce déséquilibre est dénoncé par

l'Union syndicale de la production audiovisuelle (USPA). « Les chaînes font des arbitrages qui ne nous plaisent pas du tout », s'empare le délégué général, Eric Stemmelen. Même si les télévisions n'ont jamais versé autant d'argent aux producteurs – TF1 aura déboursé 1,35 milliard de francs en 2001 et M6 480 millions –, cette manne est mal répartie. Selon lui, les chaînes consacrent trop d'argent pour acquérir des programmes de télé-réalité ou des droits sportifs. « En bout de course, la production indépendante ne bénéficie que de 10 % du chiffre d'affaires de TF1 » alors que les obligations de la Une, par exemple, sont fixées à 16 % de son chiffre d'affaires. En colère contre TF1 et M6, l'USPA n'est pas plus tendre pour France 2 et France 3 : « Globalement, le service public ne fait pas mieux que les chaînes privées », assène-t-il.

La récession publicitaire devrait aggraver ce déséquilibre. Dans les mois à venir, à cause de la baisse du chiffre d'affaires des chaînes, « la production indépendante va aller plus mal que jamais », prédit un producteur, sous couvert d'anonymat.

Guy Dutheil

En Europe, les fictions locales dopent les sociétés indépendantes

LA PRODUCTION de fictions locales fait, partout en Europe, le bonheur des sociétés indépendantes. En Italie, un logo est devenu familier, celui d'Einstein Multimedia, qui apparaît chaque soir à la fin de « Quiz Show », l'une des émissions de variétés de pointe de RAI Uno. Einstein Multimedia est une petite société dont le volume d'affaires double chaque année depuis sa naissance en 1997, et qui rassemble chaque jour autour de ses productions près de 18 millions de téléspectateurs, sur la RAI comme sur les Mediaset, les sœurs ennemies de la télévision italienne. A son image, l'économie de la production italienne est florissante : une cinquantaine de sociétés emploient plus de 300 000 collaborateurs. Spécialisées dans l'achat de formats pour émissions de variétés, elles se partagent également un secteur en pleine expansion : la fiction, qui représentait 221 heures produites en 1996 et plus de 500 aujourd'hui.

« BIG BROTHER » PARTOUT

Attirés par des histoires bien de chez eux, les Italiens plébiscitent les séries et les sitcoms que les chaînes confient à ces sociétés indépendantes. Parmi elles, les grands groupes traditionnels comme la société Lux, d'Ettore Bernabei, ancien directeur général de la RAI. Le groupe Pearson est le pionnier des séries locales avec « Un Posto al sole », créé en 1995. Ce succès, conçu et réalisé à Naples, a récemment fêté son 1 250^e épisode.

Comme partout en Europe, Endemol a fait son entrée en Italie après une fusion avec Aran, une société italienne bien implantée dans la télé-réalité : Endemol-Aran produit, entre autres, « Il Grande Fratello », la version italienne de l'émission-phare de la société néerlandaise « Big Brother ». En Espagne, « Big Brother » s'appelle « Gran Hermano ». Gestmusic a acheté les droits de l'émission, qui existe depuis deux ans et a été

regardée au moins une fois par 38 millions d'Espagnols. Endemol est ensuite passée sous le contrôle de Telefonica-Media, les télécoms espagnols. Mais la production ibérique ne se résume pas à la seule télé-réalité.

L'aventure de la production de télévision a commencé en Espagne en janvier 1991, avec l'arrivée des chaînes privées. Selon plusieurs études du Centre national de cinématographie espagnol et de l'Observatoire européen de l'audiovisuel, la production a bondi avec la fabrication de séries. Entre 1995 et 1998, la programmation et ses investissements ont augmenté de plus de 90 %, à la grande joie des maisons de production indépendantes, qui réalisent 87,6 % des œuvres de fiction. En 1999, elles ont investi 45 000 millions de pesetas dans des productions de tout type (270,46 millions d'euros). La plus importante maison de production indépendante, Globomedia, occupe la treizième place européenne en chiffre d'affaires (31,6 millions d'euros). Elle a produit notamment 16 % des séries diffusées dans le pays.

En Allemagne, quelques poids lourds règnent sur la production télévisuelle : Bavaria, Ufa ou Neue Deutsche Filmgesellschaft (NDF), plus particulièrement présentes dans la conception de films et autres feuilletons. Endemol, encore elle, ou Brainpool TV se sont spécialisées dans les talk-shows ou la télé-réalité. Autour des sociétés de production intégrées aux chaînes de télévision, de nombreuses petites sociétés (moins de dix salariés) ont de plus en plus de mal à tirer leur épingle du jeu. Ce phénomène de concentration qui s'esquisse inquiète l'association allemande des producteurs télévisuels.

Bénédicte Mathieu, avec Philippe Ricard (Francfort), Marie-Claude Decamps (Madrid) et Salvatore Aloise (Rome)

LA CULTURE EST À LA HAUSSE SUR FRANCE 3



LAURENT DENIS / FRANCE 2 - DIDIER TRIQUET / FRANCE 3 - ALAIN AUBOIROUX / FRANCE 3 - FRANÇOIS PUGNET / FRANCE 3

FRANZ-OLIVIER GIESBERT « Culture et dépendances », BERNARD RAPP « Héros vinaigrette », PHILIPPE LABRO « Ombre et lumière » et aussi « Toute la musique qu'ils aiment », « Sorties de nuit », « Un livre un jour » et « J'ai pas sommeil ».

FRANCE 3, DE PRÈS ON SE COMPREND MIEUX.



Serge Adda élu président de TV5 Monde

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION de TV5 Monde devait élire à l'unanimité Serge Adda à la présidence de la chaîne de télévision francophone TV5 Monde, mardi 23 octobre. M. Adda succède à Jean Stock, qui avait annoncé son départ en mars. Il devient directeur de l'Union européenne de radiodiffusion (UER). Prévue pour le 27 septembre, l'élection de Serge Adda avait été repoussée en raison des attentats du 11 septembre, affirme-t-on à TV5. Un report bienvenu en raison de la grogne des partenaires (minoritaires) belge, suisse et canadien qui affirmaient avoir été mis devant le fait accompli. Serge Adda est élu pour assurer l'intérim de M. Stock : de nouvelles élections auront lieu dans dix-huit mois. Agé de cinquante-trois ans, M. Adda a été PDG de Canal + Horizons, chaîne destinée à l'Afrique et au Proche-Orient.

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIES

● **CORA** : Philippe Bouriez, actionnaire majoritaire du groupe de distribution, a décidé de bloquer l'accord conclu entre Carrefour, la Deutsche Bank et Casino, indique *Le Figaro* du mardi 23 octobre. Selon le quotidien, il demande au tribunal de commerce de placer sous séquestre les 42,39 % de Cora que Carrefour a cédés à la Deutsche Bank en attendant que la cession soit annulée, afin d'éviter que ces titres puissent être cédés par la banque dans les cinq ans à Casino.

● **INFORMATIQUE** : les américains Dell et EMC, numéros mondiaux, respectivement, des PC et du stockage de données, ont annoncé lundi 22 octobre une alliance de « plusieurs milliards de dollars » pour cinq ans. Dell, qui cherche à élargir ses services aux entreprises, va vendre la ligne de stockage informatique de gamme moyenne d'EMC (Clariion) à compter de novembre 2001.

● **ASPOCOMP** : le groupe finlandais veut supprimer, d'ici à la fin de 2001, 210 des 545 emplois de son usine d'Evreux, spécialisée dans les circuits imprimés pour téléphones mobiles, selon les syndicats.

● **CEREP** : les sociétés FMR Corp et Fidelity International Ltd (FIL) détiennent dorénavant 4,99 % du capital de la société française de recherche pharmaceutique, selon un avis publié lundi par le Conseil des marchés financiers (CMF).

● **PPR** : le groupe de distribution détient 53,2 % du groupe de luxe Gucci, après avoir racheté comme prévu à LVMH 8 579 337 titres Gucci au prix unitaire de 94 dollars, ont annoncé lundi PPR et LVMH.

● **EUROPÉENNE D'EXTINCTEURS** : le groupe français, numéro deux européen des extincteurs de premier secours, risque de ne pas pouvoir poursuivre son activité, prévient-il dans un avis paru lundi au *Bulletin des annonces légales obligatoires*.

SERVICES

● **ALITALIA** : le ministre italien de l'économie et des finances a l'intention de procéder à une augmentation de capital pour le transporteur aérien qu'il contrôle, d'ici à la fin de l'année, a-t-il

annoncé lundi.
● **KLM** : la compagnie aérienne néerlandaise a annoncé, lundi, une réduction de 25 % de ses tarifs sur ses vols vers des destinations européennes, jusqu'au 31 mars 2002.

● **GEODIS** : le groupe de logistique négocie avec la SNCF une prise de participation de 15 % dans le Sernam, et pourrait augmenter sa part dans une deuxième étape, en fonction du redressement du service de messagerie, a indiqué lundi à l'AFP son PDG, Pierre Blayau.

● **TÉLÉCOMMUNICATIONS** : le chiffre d'affaires des opérateurs français de services de télécommunications a augmenté au 1^{er} trimestre 2001 de 11,6 % à 7,669 milliards d'euros, selon l'observatoire trimestriel des marchés publié lundi par l'Autorité de régulation des télécoms (ART).

FINANCES

● **METLIFE** : le groupe d'assurances américain a annoncé, lundi, la suppression de 1 900 emplois (environ 4 % de ses effectifs), et révisé à la baisse le montant de pertes lié aux attentats du 11 septembre (210 millions de dollars après impôts, contre 250 à 300 millions de dollars).

● **CDC** : l'Alliance (CDC/Caisse d'épargne) a signé un protocole d'accord pour la mise en place d'un partenariat stratégique industriel avec la banque allemande Bayerische Landesbank, ont annoncé les deux établissements lundi dans un communiqué. Il devrait déboucher sur une alliance en capital.

RÉSULTATS

● **AMERICAN EXPRESS** : le groupe américain de services financiers a annoncé, lundi, un bénéfice net de 298 millions de dollars au troisième trimestre, en baisse de 60 % par rapport à la même période de 2000. Les résultats du troisième trimestre ont été affectés par les charges liées au plan de restructuration, et par le coût des attentats du 11 septembre (de 98 millions de dollars avant impôts).

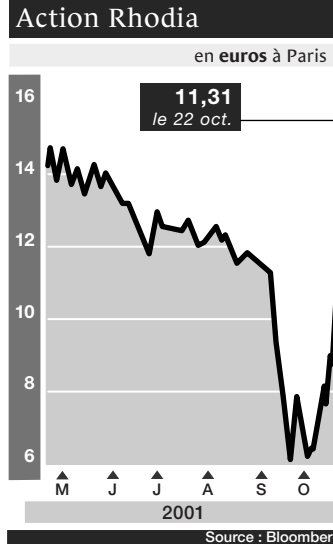
● **SBC** : la compagnie de télécommunications américaine a enregistré au 3^e trimestre un bénéfice net de 2,072 milliards de dollars, en baisse de 30 % par rapport à la même période l'année précédente et a indiqué qu'elle s'appretait à supprimer plusieurs milliers d'emplois.

VALEUR DU JOUR

Des rumeurs de rachat de Rhodia provoquent la suspension de sa cotation

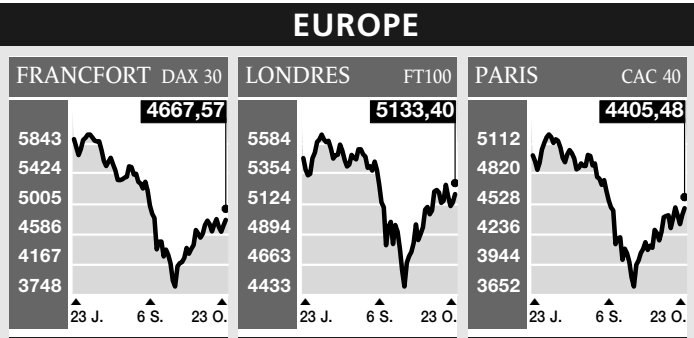
LE COURS de Bourse du groupe chimique français Rhodia a été suspendu, lundi 22 octobre, en milieu de matinée, à 11,31 euros. La Commission des opérations de Bourse (COB) n'a pas apprécié les « fuites » dans le quotidien économique *Les Echos*, qui évoquait avec force détails deux offres de rachat de Rhodia, l'une de l'allemand BASF, l'autre du néerlandais DSM. Selon le journal, l'offre de DSM valoriserait Rhodia autour de 14 euros par titre, payée par moitié en titres, et aurait les faveurs du laboratoire franco-allemand Aventis, l'actionnaire de référence de Rhodia, avec 25 % du capital, alors que BASF proposerait 12 euros, en espèces, son offre ayant la préférence de la direction de Rhodia. Plus tard dans la matinée, Rhodia a surpris le marché en déclarant « n'avoir été approché ni par BASF, ni par DSM ». BASF, de son côté, a démenti vouloir acheter Rhodia, dont les activités ne lui sont « pas complémentaires ». « Nous avons le sentiment d'être manipulés en vue de soutenir le cours de leur action », a même ajouté une porte-parole de BASF à l'AFP. Seul le groupe Aventis a déclaré, lundi soir, qu'il avait « récemment été contacté à titre préliminaire pour la cession de ces actions », jugeant « prématuré » de donner à ce stade « de plus amples commentaires ou détails ».

Le néerlandais DSM, qui apparaît comme le principal prétendant à



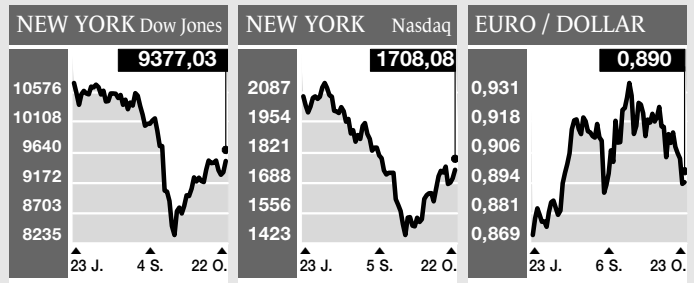
une reprise, a attendu le 23 octobre pour dévoiler ses intentions, ce que la COB avait exigé des quatre protagonistes dans l'après-midi de lundi. DSM a finalement reconnu mardi matin qu'il avait eu des contacts « exploratoires » avec Aventis, mais que ceux-ci « n'avaient débouché sur aucune conclusion ». DSM a précisé qu'il n'avait pas approché Rhodia. La cotation de l'action Rhodia, après un gain de près de 18,93 % lundi matin, restait suspendue en Bourse mardi matin, jusqu'à nouvel avis. La COB n'exclut pas, selon des sources proches de la Commission, l'ouverture d'une enquête : « le cours de Rhodia était surveillé depuis longtemps, le cours de l'action avait gagné 75,1 % sur un mois, dont 47 % sur la seule dernière semaine ».

Véronique Lorelle



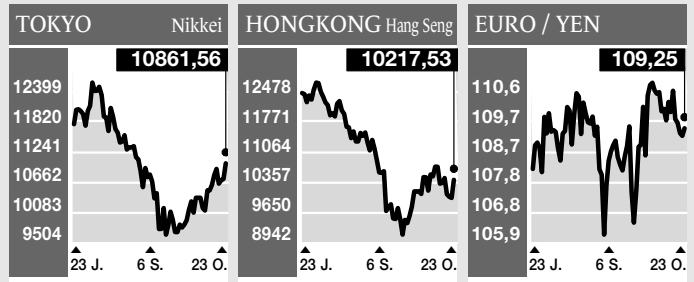
Europe 9h57	Indices sélection	cours 23/10	Var. % 22/10	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3527,50	1,36	-26,09
EUROPE	STOXX 50	3512,13	1,34	-22,93
EUROPE	EURO STOXX 324	291,20	1,16	-25,68
EUROPE	STOXX 653	279,79	1,13	-22,24
PARIS	CAC 40	4405,48	1,48	-25,66
PARIS	MIDCAC	....	....	....
PARIS	SBF 120	2999,76	1,41	-25,43
PARIS	SBF 250	....	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	....	....	....
AMSTERDAM	AEX	462,26	1,75	-27,50
BRUXELLES	BEL 20	2634,16	1,12	....
FRANCFORT	DAX 30	4667,57	1,04	....
LONDRES	FTSE 100	5133,40	1,24	-17,50
MADRID	STOCK EXCHANGE	7878,50	1,26	-13,52
MILAN	MIBTEL 30	31184	0,76	-28,67
ZURICH	SPI	6236,40	0,96	....

AMÉRIQUES



Amérique 9h57	Indices sélection	cours 22/10	Var. % 19/10	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9377,03	1,88	....
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1089,90	1,46	-17,45
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	1708,08	2,20	-30,86
TORONTO	TSE INDEX	6905,21	-0,08	-22,71
SAO PAULO	BOVESPA	11699,99	....	-23,33
MEXICO	BOLSA	310,65	-0,74	-1,69
BUENOS AIRES	MERVAL	252,72	-0,17	-39,36
SANTIAGO	IPSA GENERAL	102,75	1,28	7,03
CARACAS	CAPITAL GENERAL	6756,48	0,38	-1,01

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 9h57	Indices sélection	cours 23/10	Var. % 22/10	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	10861,56	2,80	-21,21
HONGKONG	HANG SENG	10217,53	4,29	-32,31
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1403,42	1,11	-27,16
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	65,27	0,48	3,03
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3149,30	1,04	-0,17
BANGKOK	SET	18,49	-0,48	-0,75
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3049,92	1,60	-23,22
WELLINGTON	NZSE-40	1895,88	0,28	-0,30

SUR LES MARCHÉS

PARIS

LA BOURSE de Paris a ouvert en hausse de 1,01 %, mardi 23 octobre, l'indice CAC 40 s'établissant à 4 385,35 points. L'indice des valeurs vedettes de la place parisienne avait terminé, la veille, sur une progression de 1,79 %, à 4 341,29 points.

FRANCFORT

MARDI dans les premières transactions, la Bourse de Francfort s'inscrivait en hausse. L'indice DAX gagnait 0,22 %, à 4 629,49 points, dans les tout premiers échanges, contre 4 619,32 points lundi en clôture.

LONDRES

LA BOURSE de Londres a ouvert en hausse mardi, l'indice Footsie des cent principales valeurs progressant de 47,1 points à 5 117,5 points, soit un gain de 0,93 %.

TOKYO

LE MARCHÉ des valeurs japonaises a fini la séance de mardi en hausse de 2,8 %, grâce à la fermeté affichée par les grandes valeurs technologiques alors que l'affaiblissement du yen favorisait la demande sur les valeurs exportatrices. L'indice de référence Nikkei a gagné 296,15 points, à 10 861,56 points, mardi, soit son niveau de clôture le plus haut depuis le mois d'août. Parmi les principales variations, l'action Sony s'est envolée de 3 %, à 5 150 yens.

NEW YORK

LES MARCHÉS boursiers américains ont gagné du terrain, lundi 22 octobre, le Dow Jones, principal indicateur de Wall Street, progressant de 1,88 % et l'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq de 2,20 %, grâce à des résultats financiers de sociétés encourageants. Le Dow Jones des valeurs industrielles a clôturé à 9 377,03 points, et l'indice du Nasdaq, regroupant les valeurs technologiques, a fini à 1 708,08 points. L'indice Standard and Poor's 500, plus représentatif de la tendance générale en raison d'un plus grand nombre de valeurs, a fini en hausse de 16,42 points (+1,53 %), à 1 089,90 points.

TAUX

MARDI 23 octobre dans les premiers échanges, les marchés obligataires européens étaient en timide repli. Evoluant à l'inverse de son cours, le taux de l'obligation d'Etat en France à dix ans progressait à 4,71 %.

MONNAIES

ALORS que le dollar s'inscrivait en hausse contre le yen à 122,73 yens, mardi matin, l'euro était stable face au billet vert dans les premiers échanges, à 0,8918 dollar. La veille, la monnaie unique était passée de 0,9001 à 0,8897 dollar après la publication du rapport des six principaux instituts de conjoncture allemands, qui indiquaient que l'Allemagne est au bord de la récession (lire page 20).

ÉCONOMIE

Le président de la Fed de New York tempère les espoirs d'une nouvelle baisse des taux

WILLIAM McDonough, président de la Banque fédérale de réserve de New York, a déclaré, lundi 22 octobre, que le principal risque en matière de politique monétaire consistait à provoquer des variations de taux excessives. « La seule erreur que l'on puisse commettre en politique monétaire consiste à pousser les taux d'intérêt trop loin dans un sens » ou dans l'autre, a-t-il déclaré au cours d'une réception organisée par la Georgetown University Wall Street Alliance. Il a estimé que la politique budgétaire apportait déjà une stimulation appréciable à une économie américaine affaiblie avant même les attentats du 11 septembre. Le président de la banque centrale de New York a par ailleurs déclaré que l'inflation ne posait pas de problème actuellement. La Réserve fédérale américaine a abaissé ses taux d'intérêt à neuf reprises depuis le début de l'année, ramenant ainsi le taux des fonds fédéraux de 6,5 % à 2,5 %.

■ **L'indice composite des principaux indicateurs économiques, censé préfigurer l'évolution de la conjoncture dans les six à neuf prochains mois, a reculé de 0,5 % en septembre par rapport au mois d'août, a annoncé lundi le Conference Board, un institut privé de conjoncture.**

■ **ALLEMAGNE** : la première économie de la zone euro « se trouve actuellement au bord de la récession », estime les six grands instituts de conjoncture du pays, qui appellent le gouvernement à relâcher la pression en matière de maîtrise des dépenses publiques. Dans leur rapport d'automne diffusé lundi, les instituts ont abaissé à 0,7 % leur prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) pour cette année, contre une précédente estimation de 2,1 % au printemps. Pour 2002, les six instituts ne misent plus que sur 1,3 % de croissance, contre 2,2 % estimés dans leur rapport de printemps.

■ **Le ministre allemand des finances, Hans Eichel, a réaffirmé mardi, dans un entretien au quotidien Bild, son opposition à une augmentation de la dette ou à de nouvelles réductions d'impôts pour relancer la croissance, à un moment où les grands instituts de recherche économique du pays recommandent de telles mesures. « Le ministre des finances doit égale-**

ment garder la tête froide en ces périodes difficiles, tout en préservant les ressources des contribuables. Nous ne chercherons pas à augmenter la dette », a-t-il déclaré.

■ **Ernst Welteke, président de la Bundesbank, s'est dit opposé lundi à des actions « précipitées », en matière de politique monétaire tant que budgétaire, face à la détérioration de la conjoncture. « Des actions précipitées » pour répondre à la dégradation de la conjoncture depuis les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis peuvent, certes, paraître « compréhensibles », mais elles sont aussi « préjudiciables », a-t-il déclaré dans un discours prononcé à Leipzig. Il a estimé qu'il était encore « difficile » d'évaluer l'impact réel des attentats, qui dépend essentiellement « de facteurs psychologiques ».**

■ **FRANCE** : les ménages français se sont détournés ces dernières années des valeurs mobilières, qui ont retrouvé en juin 2001 un niveau légèrement inférieur à celui de 1993, alors que, sur la même période, les encours de leurs placements financiers ont progressé de 75 %, selon une étude publiée lundi dans le *Bulletin de la Banque de France*. « Entre décembre 1993 et juin 2001, la reconstitution de l'actif financier des ménages est très sensible, indique l'étude. Seule l'assurance-vie, dont l'encours a plus que triplé en moins de huit ans, a augmenté plus fortement que l'ensemble des produits constituant l'actif financier des ménages ».

■ **La consommation des ménages français en produits manufacturés (25 % des dépenses de consommation) a augmenté de 0,2 % en septembre après 0,4 % en août (en données corrigées des variations saisonnières), selon les chiffres de l'Insee publiés mardi. La consommation des ménages a progressé de 5,1 % en septembre 2001 par rapport à septembre 2000.**

■ **SUISSE** : l'introduction de l'euro ne menace pas le potentiel d'intervention de la Suisse sur les marchés monétaires, a déclaré lundi à Neuchâtel Jean-Pierre Roth, président de la Banque nationale suisse (BNS), qui a ajouté que la banque dispose d'une masse critique suffisante face à l'euro et au dollar.

■ **PÉTROLE** : le président vénézuélien, Hugo Chavez, s'est déclaré favorable à une baisse de la production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) d'« un million de barils » par jour « le plus vite possible » en ajoutant que « les pays producteurs hors OPEP doivent se rallier à cette stratégie ».

Taux de change fixe zone Euro		Hors zone Euro	
Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC.....	6,55957	EURO.....	0,15245
DEUTSCHEMARK.....	1,95583	DEUTSCHEMARK.....	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000).....	1,93627	LIRE ITAL. (1000).....	3,38774
PESETA ESPAG. (100).....	1,66386	PESETA ESPAG. (100).....	3,94238
ESCUDO PORT. (100).....	2,00482	ESCUDO PORT. (100).....	3,27190
SCHILLING AUTR. (10).....	1,37693	SCHILLING AUTR. (10).....	3,76703
PUNT IRLANDAISE (10).....	0,78756	PUNT IRLANDAISE (10).....	3,32894
FLORIN NÉERLANDAIS.....	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS.....	2,97660
FRANC BELGE (10).....	4,03399	FRANC BELGE (10).....	1,62607
MARKKA FINLAND.....	5,94573	MARKKA FINLAND.....	1,10324
DRACHME GREC. (100).....	3,40750	DRACHME GREC. (100).....	1,92503
		ZLOTY POLONAIS.....	3,6957

Cours de change croisés						
23/10 9h57	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR.....	122,66000	0,81526	0,89085	1,35884	1,42375	0,60114
YEN.....	122,66000	....	109,25500	16,65500	174,61000	73,73500
EURO.....	1,12252	0,91529	....	0,15245	1,59795	0,67475
FRANC.....	7,36165	6,00165	6,55957	....	10,48080	4,42595
LIVRE.....	0,70237	0,57260	0,62580	0,09540	....	0,42225
FRANC SUISSE.....	1,66350	1,35625	1,48205	0,22595	2,36825	....

Taux d'intérêt (%)

Taux 22/10	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE.....	4,60	3,40	4,74	5,40
ALLEMAGNE.....	4,67	3,58	4,60	5,32
GDE-BRETAG.....	4	4,33	4,78	4,64
ITALIE.....	4,67	3,53	4,96	5,66
JAPON.....	0,04	0,01	1,36	2,53
ÉTATS-UNIS.....	2,53	2,22	4,56	....
SUISSE.....	1,88	2,01	2,98	3,63
PAYS-BAS.....	4,62	3,53	4,75	5,36

Matif

Cours 9h57	Volume 23/10	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
DÉCEMBRE 2001	2	90,59	90,61
Euribor 3 mois			
JANVIER 2001	NC	NC	NC

Matières premières

En dollars	Cours 22/10	Var. % 19/10
MÉTALUX (LONDRES)		
CUIVRE 3 MOIS.....	1374,50	-0,25
ALUMINIUM 3 MOIS.....	1288	-0,31
PLOMB 3 MOIS.....	472,50	-0,32
ETAIN 3 MOIS.....	3755	-0,53
ZINC 3 MOIS.....	768,50	-0,32
NICKEL 3 MOIS.....	4550	-0,55
MÉTALUX (NEW YORK)		
ARGENT A TERME.....	4,22	-1,52
PLATINE A TERME.....	110660,00	....
GRAINES DÉNÉRÉES		
BLÉ (CHICAGO).....	282	....
MAIS (CHICAGO).....	199	....
SOJA TOURTEAU (CHG.)	156,50	+0,19
SOFTS		
CACAO (NEW YORK).....	1003	-2,24
CAFÉ (LONDRES).....	....	....
SUCRE BL. (LONDRES).....	....	....

Pétrole

En dollars	Cours 22/10	Var. % 19/10
BRENT (LONDRES).....	21,20	+0,71
WTI (NEW YORK).....	22,21	-0,22
LIGHT SWEET CRUDE.....	21,78	-0,95

Or

En euros	Cours 22/10	Var % 19/10
OR FIN KILG BARRE.....	9900	....
OR FIN LINGOT.....	9950	-0,50
ONCE D'OR (LO).....	266,40	....
PIÈCE FRANCE 20 F.....	58,60	-0,35
PIÈCE SUISSE 20 F.....	58,60	-0,35
PIÈCE UNION LAT. 20.....	58,60</	

SCIENCES Pour les spécialistes des micro-organismes, les bactéries sont de meilleurs candidats à la fabrication d'armes biologiques que les virus, en raison de leur résistance.

● LES SPORES de certaines bactéries peuvent survivre longtemps dans un état de vie suspendue, attendant des conditions favorables pour redevenir actives. ● LE CHARBON est endémi-

que un peu partout dans le monde, et notamment en France, où une petite épidémie a été diagnostiquée dans les années 1960. ● LES SOUCHES de bactéries ou de virus ont été

faciles à obtenir jusqu'à la guerre du Golfe. Aujourd'hui, leur circulation est très réglementée mais pourrait se poursuivre clandestinement. ● LE P4, laboratoire de haute sécurité créé

à Lyon par la Fondation Mérieux, a mis en œuvre une série de mesures pour prévenir les fuites des virus vers l'extérieur et parer les diverses possibilités d'attentats ou d'intrusion.

Les bactéries constituent une arme biologique plus dangereuse que les virus

Selon Jacques Grange, chargé de mission au Centre européen de recherche en virologie et immunologie de Lyon, les spores de la maladie du charbon peuvent survivre plusieurs siècles en « état de vie suspendue », et les souches sont plus faciles à manipuler par des non-spécialistes

LYON

de notre envoyé spécial

Jacques Grange est chargé de mission au Centre européen de recherche en virologie et immunologie, structure associant l'Institut fédératif de recherche 74 de l'Inserm et le laboratoire de haute sécurité P4 Jean-Mérieux de Lyon. Dans cette structure unique en France, propriété de la Fondation Mérieux qui l'a construite et dont l'action scientifique est assurée par l'Institut Pasteur, les chercheurs étudient, en scaphandre et dans une atmosphère confinée, les virus dangereux pour lesquels on ne dispose ni de vaccin ni de traitement efficace, comme ceux des fièvres hémorragiques Ebola, Lassa et Marburg.

« Comment réagissez-vous face à la psychose de l'attentat aux armes biologiques ?

« Tout d'abord, je dois dire que je crains plus les bactéries que les virus. Vous n'avez pas de virus libres dans l'air. Par exemple, quand vous avez la grippe, vous toussiez à 300 km/h et vous expectorez des cellules mortes contenant le virus. C'est comme cela que vous pouvez contaminer votre voisin. Mais au bout de quelques secondes, les fines gouttelettes que vous avez mises en suspension vont sécher et le virus sera tué. Rares sont les virus qui survivent à l'air libre sur des supports inertes. En revanche, les bactéries sont plus résistantes et certaines sporulent lorsque les conditions extérieures deviennent défavorables. Elles passent à un état de vie suspendue, attendant de retrouver un milieu favorable, chaud et humide.

« Le charbon est donc le candidat idéal pour un bioterroriste... »

« D'autant plus que la spore de charbon est extrêmement résistante dans le temps. On en a retrouvé dans une tombe écossaise du

XIV^e siècle. On peut aussi citer cette île au nord des Shetlands sur laquelle les Britanniques avaient expérimenté le charbon durant la deuxième guerre mondiale et qui est toujours contaminée malgré les désinfections qu'elle a subies. Les spores sont enfouies dans le sol mais peuvent se réactiver si elles viennent à être déterrées.

« A ce titre, il y a eu un exemple instructif en France au cours des années 1960 où plusieurs cas de charbon avaient été diagnostiqués. En plantant une épingle pour chaque cas sur une carte de France, on s'est aperçu que l'épidémie avançait en ligne droite. Or, à ces endroits-là, il n'y avait ni route, ni chemin de fer, ni ligne électrique. En fait, on a fini par se rendre compte que l'épidémie suivait les chantiers d'autoroute : les bulldozers grattaient le sol dans des endroits où avaient été enterrés des bestiaux morts lors d'une épidémie de charbon survenue sous Napoléon III !

« Est-il simple de se procurer la bactérie du charbon ?

« Le charbon est une maladie endémique un peu partout. En France, par exemple, vous avez les fameux champs maudits en Savoie et en Normandie qui sont contaminés naturellement. Cependant, si vous trouvez un animal malade ou mort du charbon, il vous faudra isoler la souche en laboratoire, la purifier. Ce qui exige un minimum de connaissances. Cela dit, à partir du moment où les gens savent ce qu'ils doivent faire, cela devient de la cuisine, avec, évidemment, des précautions élémentaires pour le manipulateur qui, s'il ne veut pas être la première victime de son arme, doit connaître les bons gestes. Mais je pense que n'importe quel technicien de laboratoire peut faire cela. En fait, pendant des années, il a été très facile de se pro-



Jacques Grange dans le laboratoire P4 Jean-Mérieux.

curer directement des souches de bactéries ou de virus. Pour constituer sa collection, n'importe quel laboratoire avait la possibilité d'en commander à l'American Type

Culture Collection ou à d'autres organismes. C'est ce qu'a fait l'Irak avant la guerre du Golfe. Depuis, c'est beaucoup plus difficile, et il faut montrer patte blanche.

« Toutefois, il est évident que des souches n'empruntent pas la voie officielle. Après la fin de l'URSS, a été démantelée la structure qui, sous le couvert d'activités pharmaceutiques, produisait par tonnes des armes bactériologiques destinées à remplir les ogives des missiles intercontinentaux, comme le charbon, mais aussi le virus de la variole, celui de Marburg ou la bactérie moins connue de la morve du cheval.

On peut se demander si beaucoup de techniciens et des ingénieurs de ces usines n'ont pas trouvé asile dans des pays du Moyen-Orient.

« Que peut faire le laboratoire P4 Jean-Mérieux en cas d'attentat bactériologique majeure ?

« Le P4 fait partie du réseau de surveillance de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui vient d'installer à Gerland son nouveau Centre international de surveillan-

ce des maladies infectieuses et émergentes. Nous sommes également classés point sensible national et le gouvernement peut nous réquisitionner.

« Le laboratoire P4 doit former les personnels qui interviendront sur le terrain pour l'OMS, produire des antigènes de référence pour y effectuer les diagnostics et, en cas de coup dur, participer à une campagne de fabrication de vaccin.

« Nous sommes très largement équipés en incubateurs. Même si nous travaillons en temps normal sur des micro-quantités de virus, nous disposons de tout l'équipement pour transformer nos incubateurs à plateau en incubateurs à rollers – sur lesquels tournent les flacons de culture – et nous pourrions facilement passer en phase de production. »

Propos recueillis par Pierre Barthélémy

Un laboratoire de pointe sous haute surveillance

LYON

de notre envoyé spécial

Inauguré en mars 1999 par Jacques Chirac, le laboratoire de haute sécurité P4 de Lyon est opérationnel depuis un an. Construite sur pilotis à quelques pas du Rhône, cette structure enjambe le laboratoire Mérieux comme le ferait une gigantesque araignée. Dans « P4 », le P désigne le mot « pathogène » et le 4 le degré de confinement maximal.

Sécurité. Tel est le mot d'ordre qui a régné ici lors de l'élaboration de ce projet de 50 millions de francs (7,62 millions d'euros) et qui règne au quotidien sur les quelque 200 mètres carrés du laboratoire. Sécurité pour empêcher à la fois toute intrusion extérieure, toute évacuation de micro-organisme et pour protéger la santé des chercheurs. De nouvelle génération, le laboratoire lyonnais fait référence dans le monde entier. On envisage même d'y étudier une partie des échantillons rapportés de la planète Mars d'ici une dizaine d'années.

PARCOURS DU COMBATTANT

Suivant le principe des poupées russes, le P4 est une boîte blindée, construite dans des matériaux ininflammables, encastrée dans une autre boîte. Pour y entrer, les scientifiques suivent un véritable parcours du combattant : badge à présenter, code confidentiel à composer, plusieurs sas à franchir, scaphandre à enfiler... Dans ce type d'installation, la principale arme de sécurité est la dépressurisation artificielle maintenue en permanence : si l'enceinte de confinement fuit, l'air passera de l'extérieur vers l'intérieur, empêchant les virus de sortir.

L'équipement laboratoire ne diffère pas de celui des autres installations de biologie. En revanche, un

tableau de contrôle affiche les paramètres sensibles qui peuvent déclencher l'alarme. Les chercheurs peuvent communiquer grâce à un microphone et à une oreillette. Tous les circuits électriques sont au minimum doublés, comme l'est celui de l'air respirable dans les scaphandres. Plus de cinq cents points sont contrôlés en permanence par un « Big Brother » électronique qui supervise aussi l'accès aux cuves d'azote liquide dans lesquelles sont conservées les souches de virus. Quant aux déchets – fluides corporels et carcasses des animaux sur lesquels sont effectuées les expérimentations, instruments, etc. –, ils sont portés à la température de 130 °C pendant trente-six minutes, soit bien au-delà de la soixantaine de degrés au-delà de laquelle aucun virus ne résiste.

Comme le danger peut aussi venir de l'extérieur, bien des scénarios ont été passés en revue, du tir de bazooka auquel la structure peut résister jusqu'à l'irruption d'un commando. Dans ce dernier cas, un dispositif tenu secret est activé. « Les temps d'intervention, qui sont très courts, ont été contrôlés, explique Jacques Grange. Le GIGN et le RAID ont joué aux gendarmes et aux voleurs pour tout vérifier. Certaines grilles ont été rehaussées et des caméras avec détecteur de mouvement ont été installées à des endroits particuliers. Depuis les attentats du World Trade Center, on nous demande ce qui se passera si quelqu'un envoie un avion qui ouvre notre laboratoire aux quatre vents. Si l'attaque il y a, ce sera avant tout un geste symbolique pour prouver notre vulnérabilité. Si le labo brûle, il sera stérilisé, et les virus qui entreront en contact avec l'atmosphère sécheront et mourront rapidement. »

P. B.

VOLVO
for life

IL VOUS FAUT
À PEU PRÈS AUTANT DE TEMPS POUR LIRE CETTE PHRASE QUE POUR OBTENIR
CETTE VOITURE



Equipements de série		Equipements Version TITANIUM en exclusivité	
ABS avec répartiteur de freinage EBD	Airbags conducteur et passager	Phares double optiques à fond noir	Jantes aluminium 16"
Système exclusif SIPS® de protection contre les chocs latéraux	Airbags latéraux SIPS-BAG®	Peinture métallisée Titanium	Régulateur de vitesse
IC® rideau gonflable de protection latérale	Vitres électriques avant	Spoilers avant et arrière	Sellerie tissu/cuir Visby
Système WHIPS® anti coup de lapin	Télécommande à distance	Phares antibrouillard avant	Volant sport gainé de cuir
			Pack audio HU 605 lecteur 1 CD

163 989 F 25 000 € Aujourd'hui, lorsque vous commandez une Volvo V40 Titanium 115 ch diesel Common Rail®, vous pouvez repartir avec sans attendre. Outre son design séduisant, son confort incontestable et la sécurité légendaire Volvo, c'est l'un des nombreux avantages que vous offre cette voiture. Voilà qui est appréciable, dès lors que l'on sait que la plupart des diesel ne sont pas immédiatement disponibles à la commande !

Informations et essais : www.volvo.com (prix d'appel local d'un téléphone fixe). Construisez votre Volvo sur www.volvo.com. 115 ch = 85 kW ECE, consommation es 1/100 km (normes CEE 95/69), cycle routier : 4,3 ; cycle urbain : 7,4 ; autoroute : 5,4 ; CO₂ rejeté (g/km) : 142. Prix public TTC au 09/07/01. *Visby. ®Range commune.

VOLVO V40 TITANIUM DIESEL COMMON RAIL

Un salaire minimum est instauré pour les coureurs cyclistes professionnels

Il sera de 18 000 euros par an en 2003 et de 15 000 euros pour les néoprofessionnels

Un accord signé le 13 octobre par les représentants des coureurs cyclistes professionnels et des groupes sportifs fixe un salaire minimum

annuel, valable dans le monde entier. Il intervient alors que l'Union cycliste internationale a pris plusieurs mesures afin de renforcer la protec-

tion sociale des coureurs, notamment en exigeant des groupes sportifs le dépôt d'une garantie bancaire.

ALORS que l'édition 2002 du Tour de France sera présentée jeudi 25 octobre, à Paris, la saison cycliste 2001 s'est achevée, samedi 20, par le Tour de Lombardie, enlevé par l'Italien Danilo Di Luca (Cantina Tollo), et par la victoire du Néerlandais Erik Dekker (Rabobank) au classement final de la Coupe du monde. Secouée par les saisies de produits dopants effectuées lors du dernier Tour d'Italie, elle a également été marquée par la réélection à la tête de l'Union cycliste internationale (UCI) de Hein Verbruggen, le 11 octobre à Lisbonne. Les scandales liés au dopage qui avaient émaillé le mandat du Néerlandais, lequel préside aux destinées du cyclisme mondial depuis 1991, n'ont donc pas affecté la confiance de ses pairs.

Reconduit pour quatre ans, il a toutefois cédé sa place de président du Conseil du cyclisme pro-

fessionnel (CCP) à l'ancien champion italien Vittorio Adorni. C'est sous l'égide de cette commission qu'a été signé, vendredi 13 octobre à Lisbonne, un accord paritaire entre les représentants des coureurs et leurs employeurs. « Sorte de convention collective de la branche cycliste », comme l'a qualifié l'ancien président de la Fédération française de cyclisme (FFC), Daniel Baal, ce texte instaure, pour la première fois dans l'histoire de ce sport, un salaire minimum à l'échelle mondiale.

Paraphé par Francesco Moser pour l'Association des cyclistes professionnels (CPA) et Manolo Saiz pour l'Association internationale des groupes sportifs (AIGCP), il fixe à 15 000 euros pour les néoprofessionnels et 18 000 euros pour les autres, le revenu minimum annuel des coureurs. Cet accord prévoit également qu'un coureur évoluant dans un pays étranger pourra opter pour un statut de travailleur indépendant afin de demeurer sous le régime d'assurance sociale de son pays d'origine.

Ces mesures entreront en vigueur en 2003 et les minimums salariaux seront réévalués dès 2004 à 20 000 et 23 000 euros. C'est qu'en la matière le cyclisme affiche des disparités importantes. « Il existe, dans certains pays, des professionnels qui ne touchent que l'équivalent de 3 000 ou 4 000 euros par an », indique l'ancien champion italien Felice Gimondi, membre du CCP. En France, certains coureurs, parfois renommés, sous contrat avec des équipes ayant disputé le Tour de France, perçoivent des revenus avoisinant 1 000 euros mensuels. La crise qui éclabousse depuis quatre ans le cyclisme a en effet favorisé la précarisation de coureurs cités dans les affaires de dopage.

NOUVELLES MESURES

Ces dispositions tendent également à éviter la mise sur pied de groupes professionnels économiquement inconsistants. Douchée par l'expérience de la formation américaine Mercury-Viatel, qui s'est retirée cette année du peloton sans avoir terminé la saison et

sans verser l'intégralité des salaires dus, l'UCI contraindra désormais tous les groupes à déposer une garantie bancaire censée protéger les coureurs en cas de dépôt de bilan. « De telles règles de protection sociale vis-à-vis des salariés existent dans la plupart des professions, mais pas encore dans la nôtre. Il fallait mettre un terme à cette situation », commente Felice Gimondi.

Proposées il y a près d'un an et demi, ces nouvelles mesures ont fait l'objet de plusieurs séances de négociations avant d'être adoptées à l'unanimité. « Certains groupes, surtout les plus petits, étaient réticents », avoue Felice Gimondi, mais Manolo Saiz en convient : « Les coureurs ont désormais plus de sécurité. » Parallèlement, l'UCI a décidé de réduire à vingt-cinq coureurs au maximum l'effectif de chaque équipe. Elle étudie aussi la création d'un fonds de garantie réservé aux coureurs en fin de carrière, afin de leur indemniser en vue de leur reconversion.

Yves Bordenave

Le basket féminin français veut obtenir son autonomie économique

Son titre européen doit lui servir de tremplin

L'HEURE du retour sur les parquets a sonné pour un basket féminin français encore auréolé du titre de champion d'Europe conquis, fin septembre, par l'équipe nationale.

Le championnat Pro A a repris ses droits samedi 20 octobre, la deuxième journée étant programmée mercredi 24.

La rentrée des classes s'accompagne chez les dirigeants des clubs professionnels féminins d'une volonté de parvenir, au cours de la saison qui s'ouvre, à poser les jalons d'une émancipation financière vis-à-vis de la Fédération française de basket-ball (FFBB).

Dans cette optique, le premier sacre continental de l'histoire du basket tricolore, décroché par les Bleues, doit servir de tremplin, car « ce groupe a plu par sa fraîcheur », assure Jean-Pierre Siutat, le président de la Ligue féminine (LFB), structure créée en 1998, qui fédère les douze clubs de Pro A. « Télévisions, radios, presse écrite... C'est la première fois que les filles ont été autant sollicitées », relève Monique Amiaud, administratrice de la LFB, selon qui cette « reconnaissance médiatique » marque un changement.

« Un titre de champion d'Europe, on pourrait s'appuyer dessus vis-à-vis de partenaires économiques. Cela voudrait dire que le basket féminin français est un produit fiable... » : ces propos avaient été tenus à l'avant-veille de la finale victorieuse des Bleues à l'Euro 2001 par Jean-Pierre De Vincenzi, le directeur technique national. Les clubs féminins ne disent pas autre chose. « Ce titre doit nous aider », confirme Jean-Pierre Siutat, qui détaille les actions envisagées : « Les douze clubs ont signé une convention qui autorise la Ligue à démarcher des partenaires économiques et à leur proposer une exposition nationale. »

Jusqu'à présent, la LFB ne disposait pas d'un pouvoir de négociation. Tout juste une commission - dans laquelle les clubs sont représentés - avait-elle été instituée au sein de la FFBB en 1998 pour travailler à la promotion du basket féminin. A ce jour, la LFB ne dispose pas de partenaire financier global, comme en possèdent d'autres ligues professionnelles dans d'autres sports. L'idée retenue est de proposer à des entreprises de s'engager sur une présence dans l'ensemble des formations féminines de Pro A, mais à des niveaux d'exposition pouvant varier selon la taille de ces clubs.

La démarche va être conduite « en interne, avec la direction marketing de la fédération, et en externe, en s'appuyant sur une société de marketing », indique Jean-Pierre Siutat. Les premiers résultats sont « espérés » pour janvier 2002, l'objectif étant que « la Ligue essaie d'obtenir son autonomie dans les trois à quatre ans qui viennent ».

« L'argent, c'est avant tout pour structurer les clubs que l'on veut en trouver », poursuit Jean-Pierre Siutat. « Les clubs vivent juste, souligne Monique Amiaud. S'ils disposent dans l'ensemble d'une multitude de sponsors, ce sont des petits sponsors, locaux, ou régionaux. » Ces sponsors représentent actuellement environ 35 % du montant des budgets des clubs, qui vont de 3,5 à 11 millions de francs par an.

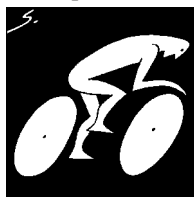
« C'est la course à l'armement », ajoute Jean-Pierre Siutat. Bourges et Valenciennes, de par leurs budgets, qui sont les plus gros de Pro A, sont de fait prioritaires pour le recrutement des internationales françaises. Derrière, pour maintenir leur capacité à faire de beaux matches malgré tout, les autres doivent recruter et payer des joueuses étrangères. »

« MEILLEURE IDENTIFICATION »

Au-delà de cette quête d'un ou de plusieurs sponsors d'envergure nationale, la LFB envisage une autre étape : la maîtrise de la gestion des droits télévisuels. « Il n'y a pas de raison que l'on ne puisse pas le faire. A l'étranger, d'autres ligues féminines le font bien, par délégation », déclare Jean-Pierre Siutat. A l'heure actuelle, la gestion des droits télévisuels des championnats relève de la fédération française (le contrat en cours arrivera à échéance en juin 2002). « Les affiches, ce sont d'abord les matches des garçons. Huit à neuf matches des féminines sont diffusés chaque année », explique Jean-Pierre Siutat, précisant que les clubs féminins ne touchent aucune « aide financière fédérale » dérivée de ces droits.

La Ligue féminine travaille à d'autres initiatives visant à une « meilleure identification » du basket féminin. C'est ainsi que les tenues, jugées « trop masculines », devraient évoluer. « Entre les shorts longs à l'américaine et les maillots une pièce moulants à l'australienne », Jean-Pierre Siutat juge qu'une voie médiane est possible. Le résultat de cette retouche, qui, au passage, pourrait permettre de redéfinir les espaces publicitaires disponibles, devrait être visible « la saison prochaine ».

Philippe Le Cœur



CYCLISME



Photo: Getty Images/Sean Image



LE PLUS COURT CHEMIN POUR COMPRENDRE

Du lundi au vendredi,
les grands rendez-vous de l'info :
7h - 9h30 : BFM Matin, Stéphane Renotte
12h - 14h : Le 12-14
17h30 - 20h : Le 150 minutes, Emmanuel Kessler

Aix-en-Provence 93.8 • Bordeaux 107.3 • Brest 107.3 • Caen 107.1 • Cannes 104.4 • Grenoble 100.8 • Lille 98.4 • Lyon 95.3 • Marseille 93.8 • Nancy 104.1
Nantes 107.2 • Nice 104.4 • Orléans 99.7 • Paris 96.4 • Strasbourg 105.9
Toulon 87.9 • Toulouse 107.2 • Bruxelles 107.6 • Charleroi 101.4 • Liège 106.7
Mons 104.9 • Namur 107.1 • Wavre 101.9 www.bfm.biz.com

A la RENCONTRE de votre future entreprise
Forum Descartes
Jeudi 25 octobre 2001

présence de 70 entreprises qui recrutent à partir de Bac + 2 :

<p>Hautes technologies</p> <ul style="list-style-type: none"> • télécommunications • électronique, microélectronique • informatique, réseaux • automatique, productique • communications numériques • commerce électronique, • internet, intranet • génie industriel • génie électrique • ingénierie des services • matériaux, matériaux avancés • biotechnologies • sciences géographiques <p>Aménagement et urbanisme</p> <ul style="list-style-type: none"> • génie civil et bâtiment • sciences de la ville et du territoire • architectes DPLG, architecture 	<p>Gestion et management</p> <ul style="list-style-type: none"> • finance, comptabilité, assurance • commerce, immobilier • tourisme, management du sport • industries de luxe <p>Communication et actions culturelles</p> <ul style="list-style-type: none"> • presse - édition • métiers de la communication • cinéma et audiovisuel <p>• Tables rondes sur la recherche d'emploi et l'insertion professionnelle</p> <p>• 3^e cycles</p>
---	---

Organisé par : ENPC, ENSG, ESIEE, ESTE, Ingénieurs 2000, ISTA, IUT, UMLV

Tél. : 01 45 92 67 78
Internet : www.esiee.fr

Un menu tout potiron pour Halloween

L'ancienne fête celtique nous revient via l'Amérique. Quelques recettes pour accommoder ces courges à la mode des grands chefs

LES FÊTES religieuses, calendaires ou mobiles, font toujours recette, en particulier la Fête des rois avec sa fameuse galette, mais ne sont pas extensibles. Aussi bien voit-on depuis plusieurs années, phénomène de mode, se développer la célébration de fêtes nouvelles, et le déclin des anciennes. La Saint-Valentin, qui remplit les restaurants et pas seulement les crêperies, a supplanté la Chandeleur. On fête la Saint-Patrick, arrosée à la bière irlandaise ; le Nouvel An chinois attire les Parisiens dans l'une des 6 000 tables asiatiques de la capitale. C'est le marketing qui, aujourd'hui, mène le bal. Déjà, les fabricants de pain d'épices préparent la Saint-Nicolas, célébrée en Lorraine et dans toute l'Europe du Nord. Saint Nicolas a visité les Etats-Unis au début du XIX^e siècle. Il est devenu Santa Claus pour le peuple d'émigrants qui fonda La Nouvelle-Amsterdam. Puis il est revenu chez nous, en Europe, transformé en Père Noël laïque. La fête d'Halloween connaîtra-t-elle le même sort ?

Halloween, c'est aujourd'hui une fête en partie française. Car elle est une réminiscence d'un rituel ancien, d'origine celtique, encore présent au début du XX^e siècle dans nos campagnes. La citrouille de l'automne en était la vedette. Une fête vieille comme la Gaule, fête de cycle de fin de l'année, qui s'appelait « la nuit de Samain ». On pensait que, cette nuit-là, les morts venaient visiter les vivants. Qui, dans nos campagnes d'alors, n'a entendu parler de cette légende ? Qui n'a connu ce jeu d'enfance de vêtir une citrouille évidée d'un drap blanc et de ficher entre les yeux de la créature une bougie allumée ? Fêtes paysannes propices au chahut, aux rires des filles, avant la venue de l'hiver et le recueillement de l'Avent. Incorporer cette survivance parmi les fêtes chrétiennes prit plusieurs siècles. La fête de

tous les saints était fixée au 13 mai depuis Boniface IV. Grégoire IV, en 875, la déplaça au 1^{er} novembre, mais c'est seulement en 998 que le puissant abbé de Cluny, Odilon, institua, au lendemain de la Toussaint, le jour des Trépassés qui se répandit progressivement en Europe.

POINT DE RECETTES SPÉCIFIQUES

Halloween – ou bien *all hallow ween* –, veillée de tous les saints dans la civilisation anglo-saxonne, resta longtemps encore une fête propre à l'Irlande celtique, puis passa l'Atlantique et fit florès dans l'Amérique des *insurgents*, plus particulièrement sur la côte de la Nouvelle-Angleterre. Cette fête, récemment réintroduite en France par le biais de la culture américaine, nous fait nous ressouvenir d'une manière festive des trépassés, les bons et les mauvais, et conjurer l'invisible par le chahut, le charivari et les masques. Costumes et déguisements convenus pour ne pas être reconnu par les esprits, à qui l'on offrait des friandises – *soul cake*, ou gâteau des âmes. Araignées, sorcières, chauves-souris, mort-vivants, vampire rigolo, dansent avec l'homme-citrouille, roi de la fête.

Les décors de chaque maison de la Nouvelle-Angleterre étaient à l'effigie de « Jack O'Lantern », un ivrogne irlandais condamné par un tribunal grincheux à porter une citrouille en guise de lanterne, afin qu'il trouve le bon chemin. Les enfants joyeux et grimés parcouraient les rues, frappaient aux portes et chantaient la comptine « *trick or treat, smell my feet or give me something to eat* ». Le gentil fantôme Casper était de la fête. Point de recettes spécifiques, sinon un gâteau de circonstance, à la citrouille et à la cannelle, pas de menu d'Halloween.

Mais ce serait, en France, compter sans l'imagination de nos traiteurs : « *Retrouvez vos origines gaULOises et croquez à pleines dents les*



DESSINS DESCLOZEAUX

spécialités de Flo Prestige ! », annonce le célèbre traiteur : minipotirons farcis, beignets à la citrouille, citrouille en chocolat (*sic*), tarte à la citrouille... De tous les *pies* qui méritent d'être à l'honneur ce jour-là, le seul qui vaille serait à la rigueur le *pumpkin pie* (tarte au potiron), mais il est déjà le dessert officiel de Thanksgiving, le 22 novembre. Manger du potiron n'implique aucune allégeance, ni à l'Amérique ni à Halloween. La cucurbitacée se conjugue en plus de mille espèces. C'est une plante de l'Amérique que l'Europe a découverte en 1596.

La vraie citrouille, à l'automne, est la reine des jardins. Un enfant ne saurait la soulever, parmi ses tiges rampantes et magiques. Plante gourmande, elle nous restitue ses richesses et ses couleurs, du jaune d'or au pourpre vif. Les recettes abondent, à l'aigre-doux, dans l'Europe du Nord. L'Italie propose soupes, gnocchis, gratins et raviolis au potiron qui sont délicieuses chez Gildo (153, rue de Grenelle, 75007 Paris ; tél. : 01-45-51-54-12). D'Italie encore la mode des fleurs

de courgettes rôties ou farcies. Un menu tout potiron comprendra d'abord un velouté de potiron, à la crème additionnée de jus de citron. Viendront ensuite le classique gratin de courgettes, avec ail, jambon cuit et vin blanc sec, et fromage blanc, ou bien les gnocchis à la courge. C'est une pâte obtenue avec le légume cuit, la semoule de blé, le fromage et la sauge que l'on fait pocher à l'eau frémissante.

Alain Ducasse, dans son *Grand livre de cuisine* (qui sortira le 7 novembre en librairie au prix de 1 400 F (213,43 €) 1 055 pages, avec une préface de Jean-François Revel), fait grand cas du potiron et nous livre par le détail sept recettes alléchantes, parmi lesquelles la crème de potiron aux gnocchis de lait caillé, petits lardons, champignons et croûtons dorés, et surtout l'admirable recette de risotto au potiron, à la truffe noire écrasée, aux cuisines de pigeonneau confites aux sucres de rôti et lard croustillant. Si l'on entend rester dans le terroir, on se reportera au citrouillat, pâté à la citrouille, l'un des fleurons de la cuisine berrichonne. C'est une tourte de pâte brisée, dans laquelle on ménage une « cheminée », non pour conjurer les esprits mais pour ajouter de la crème.

Jean-Claude Ribaut



La marine nationale continue de commander 180 000 d'entre elles chaque année. Mais les loupes de mer n'en ont plus l'apanage, puisqu'on le retrouve désormais jusque sur la carte des restaurants à la mode. Le Korova à Paris propose ainsi de snobissimes tomates farcies au pâté Hénaff. A l'origine de cette idée : Frederick Grasser-Hermé, cuisinière iconoclaste. Celle-ci n'hésite pas à provoquer encore un peu plus avec son dernier ouvrage : *Mon chien fait recettes* (176 p., 118,07 F (18 €), éditions Nœsis), un livre où elle propose de mijoter des gabelles communes pour maîtres et toutous. Verdict après lecture : franchement poilant. C'est appétissant. On a envie de se mettre à concocter des « *cleb's sandwich* », et de déserrer un moment le pâté Hénaff pour la recette de la « *pâtée de coquillettes au foie gras* ». Même si rien ne dit en revanche qu'on soit prêt dans ce dernier cas à partager son écuelle avec Médor...

Guillaume Crouzet

★ Pâté Hénaff : 5,20 F (0,79 €) environ la boîte de 78 grammes (existe en cinq formats).

Le pâté Hénaff

Terrines, mousses, galantines, pâtés : en France, les industriels ont confectionné l'an dernier plus de 100 000 tonnes de ces friandises charcutières. Notre pays est d'ailleurs le premier fabricant européen de pâtés, et les deux tiers de nos compatriotes en croquent au moins une fois par mois. Le plus souvent, il s'agit de pâtés de campagne, de foie de porc, ou de pâtés de volaille, que l'on achète majoritairement à la tranche. Contrairement aux rillettes, le pâté se vend en effet rarement en boîte. Un petit village breton lutte toutefois. Sans pour autant être entouré des garnisons romaines de Babaorum, Aquarium, Laudanum et Petitbonum, le bourg de Pouldreuzic (Finistère) résiste encore et toujours à l'envahissant pâté en tranche. L'histoire démarre ici au début du siècle. Jean Hénaff, agriculteur breton, père de treize enfants, s'est spécialisé dans le petit pois et la graine de trèfle. En 1907, il monte une conserverie de légumes dans son pays bigouden. Sept ans plus tard, il se tourne vers des activités plus charcutières et démarre ses premiers

pâtés en conserve. Cette année-là, il mettra quatre cochons en boîtes. L'an dernier, son petit-fils, Jean-Jacques, en a couché dix mille fois plus dans le fer blanc. Plusieurs dizaines de millions de boîtes de pâté Hénaff sont ainsi produites chaque année à Pouldreuzic, toujours selon la recette de l'aïeul. Une formule bien spécifique, car pour être de Bretagne le Hénaff n'est pas pour autant un pâté « breton » (terme bien défini par le code des usages de la charcuterie). Comme lui, c'est un pâté dit de campagne, c'est-à-dire à hachage gros grain ; comme lui, il est à base de cochon, mais les points communs s'arrêtent ici. Alors que le pâté breton contient beaucoup de foie de porc, le Hénaff fait, lui, la part belle à la viande de l'animal, y compris ses jambons. Après cuisson, sa viande est donc plus claire, ses arômes plus doux que ceux du traditionnel pâté breton. Une même province, mais deux mondes différents. Les marins bretons ont popularisé sur toutes les mers du globe ces boîtes bleu et jaune de Hénaff, surnommé « *le pâté du mataf* ».

BOUTEILLE

AOC coteaux-varois

Clos de la Truffière rouge 1999

Domaine du Deffends

Le Domaine du Deffends occupe une position stratégique sur les contreforts caillouteux du mont Aurélien, le long de l'ancienne voie romaine et d'un oppidum. Cela explique le nom d'une cuvée, le Champ du Sesterce, qui provient d'un terrain où les cépages vignier et rolle donnent un vin fruité, et où l'on a trouvé une pièce d'argent à l'effigie de Vespasien. La vedette du domaine est le clos de la Truffière, voisin d'un terrain qui, en hiver, produit la truffe adamantine, *Tuber melanosporum*. C'est un assemblage de cabernet sauvignon et de syrah à la robe irisée de reflets violacés, et au nez tout à fait surprenant de truffe, de garrigue et de fruits sauvages mêlés. Il ne se livre pas au premier verre, mais on distingue bientôt des traits communs avec l'hermitage et le médoc, selon la logique de l'assemblage. La vinification conduite par Suzel de Lanversin fait appel aux techniques bourguignonnes du pigeage. C'est aujourd'hui l'une des bouteilles phares de la jeune appellation des coteaux-varois, créée en 1993. Un vin de bonne compagnie avec une viande en sauce ou, mieux, avec un gibier, en attendant la truffe.

★ Clos de la Truffière 1999 : 48,50 F (7,39 €) la bouteille. Domaine du Deffends, J. et S. de Lanversin, 83470 Saint-Maximin ; tél. : 04-94-78-03-91.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

RESTAURANT L'AOC

Le Petit Navire a changé de nom et de propriétaire, mais reste dans la même lignée d'une cuisine bourgeoise, abondante et savoureuse. Jean-Philippe Latron, le nouveau chef propriétaire, a décidé d'afficher, en toute clarté, son attachement au produit et une enseigne sans ambiguïté. Venu à la cuisine après une carrière dans l'hôtellerie, il réalise, avec un enthousiasme communicatif, sa passion, celle d'acheter les beaux produits et de les transformer pour le plaisir de ses hôtes. Entre le panier de cochonnailles et la salade folle au foie gras de la carte, la terrine de lièvre et la vinaigrette de queue de bœuf comme suggestion du jour, les entrées tiennent les positions du terroir. Aux avant-postes, voici, au choix, l'andouillette du Père Duval, l'entrecôte de l'Aubrac ou bien un perdreau. On est ici dans un îlot de résistance à la « fusion », au mélange des goûts. Le pain perdu à la vanille est, à lui seul, un manifeste. La cave est encore modeste. L'accueil et le service sont assurés par Sophie, l'épouse du chef. Formule (entrée-plat ou plat-dessert) au déjeuner : 98 F (14,94 €). A la carte, compter 200 F (30 €).

★ 14, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris ; tél. : 01-43-54-22-52. Fermé le dimanche et le lundi.

COCONNAS

Marc Annibal de Coconnas, venu du Piémont au temps des reines Médicis, a donné son nom à cet établissement de la place des Vosges. Claude Terrail en est le propriétaire. On ne saurait reprocher en ce lieu un décor haute époque, qui d'ailleurs vient d'être amélioré, mais l'arrivée d'une équipe rénovée, en cuisine et en salle, se traduit par quelques nouveautés. Et les prix savent raison garder. La vraie poule au pot du bon roy Henri tient toujours la vedette, simplement pochée dans un bouillon avec ses légumes. A ses côtés un merlan Coconnas, ouvert et pané, est un peu moins convaincant, en raison de son mode de cuisson mixte et d'une sauce au vin blanc. Le réglage s'impose. Parmi les entrées, la timbale d'escargots aux fèves et coriandre fraîche, les ravioles du Royans gratinées à l'italienne précèdent le pigeon, le canard, la palombe ou bien le coq au vin du comte de La Môle. Service attentif. Cave restreinte mais judicieuse. Prix raisonnables. A la carte, compter 200 F (30 €).

★ 2 bis, place des Vosges, 75004 Paris ; tél. : 01-42-78-58-16. Fermé le lundi.

Gastronomie

JACQUES MEGEAN

La carte d'automne de ce chef dont les évolutions, depuis quelques années, tendent vers une sorte d'effacement derrière le produit, de minimalisme culinaire au profit des saveurs, est intéressante à plus d'un titre. Les produits de saison, les champignons, sont disponibles et abondants. Cela donne un fin velouté de potiron aux chanterelles et croûtons au tourteau ou bien une tarte fine au pilé d'herbes et champignons des bois. Tous les poissons sont garantis « *frais et pêchés à l'état sauvage* ». La grande affaire de l'automne, c'est le gibier. Le lièvre est servi en terrine au foie gras avec salade de saison ; les noisettes de chevreuil « français » sont accompagnées d'une galette de polenta épicée aux fruits confits, purée de coing et sauce condimentée de betterave. Cette délicate préparation n'est pas sans évoquer les liens d'autrefois avec l'Italie au temps des ducs. La polenta était en usage des deux côtés des Alpes, et la moutarde de Crémone est toujours un mélange de fruits à l'aigre-doux. Quelques fromages de la région et des desserts, comme le nougat glacé au miel de thym et figue rôtie panée au pain d'épices, complètent un repas dont le prix est presque un cadeau. Cave désormais étoffée, où la Bourgogne, le Bordelais et la vallée du Rhône sont bien représentés. Plat bourgeois du déjeuner (entrée, plat, faisselle ou dessert) : 140 F (21,34 €). Menu : 280 F (42,69 €). A la carte, compter 350 F (53 €).

★ 489, route Nationale, 74120 Megève ; tél. : 04-50-21-26-82. Fermé dimanche soir, lundi et mardi midi, et du 15 novembre au 7 décembre.

Jean-Claude Ribaut

GASTRONOMIE
Publicités

PARIS 6^e
LE POLIDOR depuis 1845
Authentique bistrot parisien de rencontre artistique et littéraire
Menu midi 55 F, 110 F et Carte 120 F - 41, rue Monsieur le Prince
☎ 01.43.26.95.34 - O.T.I.L. jusqu'à 0h30

PARIS 6^e
Le Saint-Gilles
Spécialités des Iles de la Réunion - Maurice - Seychelles
Dîner aux chandelles
Piste de danse
Ambiance soleil de l'Océan indien.
15, rue Jules Chaplain - 01 43 25 12 84
Métro Vavin/Notre Dame des Champs

PARIS 12^e
Pataquès
restaurant-bourgeois provençal
« Une agréable escale provençale, à 2 pas du Palais Omnisport de Bercy »
40, bd de Bercy - 01 43 07 37 75 - Parking POPB

PARIS 15^e
A TIPAZA
COUSCOUS - TAGINES
GRILLADES AU FEU DE BOIS
Poissons - Carte env. 160 F
155, rue Saint Charles
01.45.54.01.17 - Ouvert T.L.J.

PARIS 14^e
AU MOULIN VERT
une addition sans surprise 196,78 F déjeuner ou dîner. Kir maison, vin et café compris.
La cuisine directement inspirée du marché et de la saison se décline dans un menu varié : 12 entrées, grand choix de viandes et poissons, fromage ou dessert. Le chef élabore plats et sauces dans un savant équilibre de tradition et de qualité. Tout est frais et mitonné sur place avec un très bon rapport qualité/prix et servi dans un cadre verdoyant, spacieux et inattendu.
M^e Alésia - 5mn de Montparnasse - Tous les jours
Salon de 20 à 80 pers. - 34 bis, rue des Plantes
Tél. : 01.45.39.31.31 - www.aumoulinvert.com

Restaurant de Haute Mer
le bar à huîtres
le menu "Saint-Jacques" 34€ 223,03€
Toujours les huîtres élevées à l'Île d'Oléron
MONTPARNASSE : 112, Bd du Montparnasse ☎ Vavin • 01 43 20 71 01
St. GERMAIN : 33, Rue S^t Jacques ☎ S^t Michel • 01 44 07 27 37
BASTILLE : 33, Bd Beaumarchais ☎ Bastille • 01 48 87 98 92
http://www.lebarahuîtres.com

RIEDEL
L'AMI DU VIN
A CHAQUE VIN SON VERRE

MONTRACHET BOURGOGNE GRAND CRU BORDEAUX GRAND CRU SAUTERNES

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS CONTACTEZ LA BOUTIQUE RIEDEL / SAINT-HILAIRE, GALERIE ROYALE, ENTRÉES: 9 RUE ROYALE ET 8 BIS RUE BOISSY-D'ANGIAS, 75008 PARIS.
TÉL: 01 42 66 59 21 - FAX: 01 40 17 01 07

Douceur et humidité

MERCREDI. Les perturbations se succèdent à un rythme soutenu cette semaine : une première quitte les régions de l'Est au cours de la nuit de mardi à mercredi, une deuxième aborde l'ouest du pays en matinée de mercredi et une troisième se dirige vers la Manche en soirée.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Le début de matinée gris et pluvieux laisse place à un ciel nuageux accompagné d'averses. Le thermomètre affiche au meilleur moment de la journée 16 à 18 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. La couverture nuageuse s'épaissit rapidement sur la Haute-Normandie, la Touraine et l'Ile-de-France, la pluie fait son apparition avant la mi-journée ; elle s'étend au cours de la journée à l'ensemble des régions. Les températures maximales varient de 15 à 17 degrés.

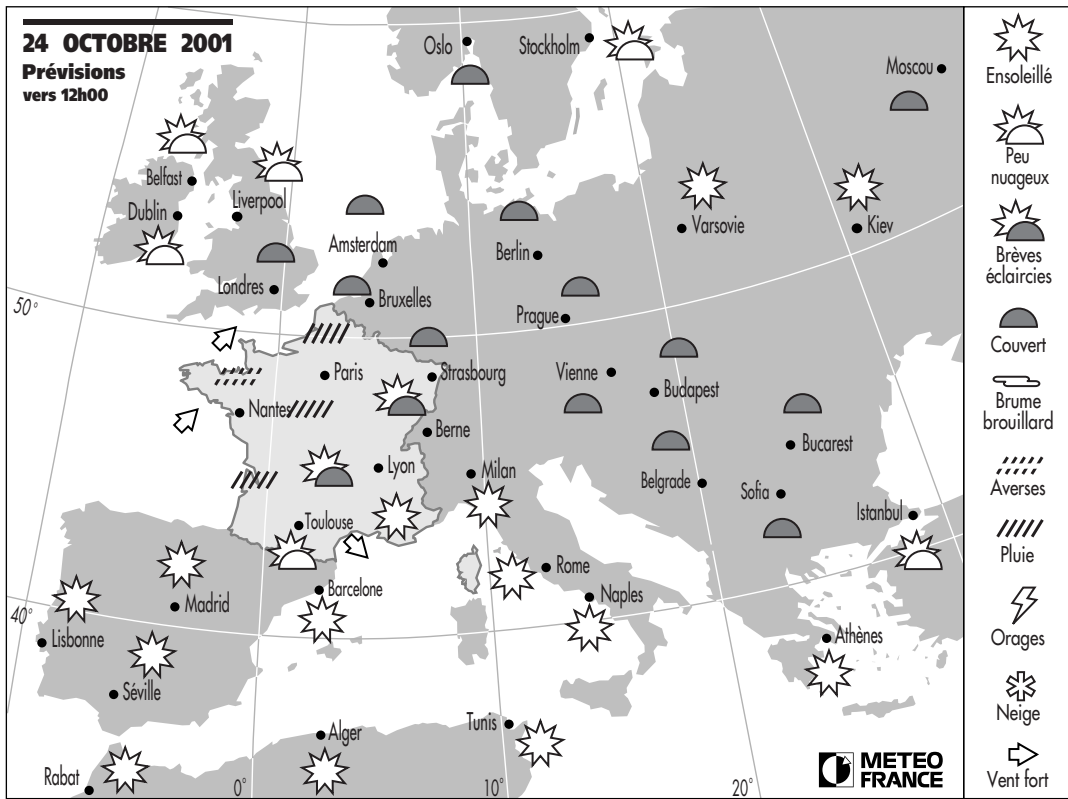
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le

ciel est variable avec une alternance de nuages et d'éclaircies. Dans l'après-midi, les nuages se font plus nombreux et annoncent l'arrivée de la pluie pour la fin de journée. Les températures maximales s'échelonnent de 13 à 16 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Le ciel se couvre rapidement sur le Poitou-Charentes et le nord de l'Aquitaine ; la pluie fait son apparition en matinée. Les températures s'étagent de 18 à 21 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Le ciel est variable en matinée avec des éclaircies ; l'après-midi, le temps devient gris et pluvieux sur le Limousin puis l'Auvergne. Les températures au plus chaud de la journée s'échelonnent de 13 à 20 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. La journée est agréable avec un franc soleil. Le mistral et la tramontane sont soutenus avec des pointes à 70 km/h. Le thermomètre affiche de 20 à 24 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **VACANCES SCOLAIRES.** Il reste encore des places pour la Toussaint dans les centres sportifs UCPA implantés en France et réservés aux moins de 18 ans. C'est le cas notamment pour des séjours d'équitation-poney, multi-activités et cirque, catamaran, parachutisme et moto-cross. Informations et inscriptions au 0825-820-830, sur Minitel (3615 UCPC) et sur Internet (www.ucpa.com).

■ **VOYAGES.** Pour toute réservation effectuée en octobre, Vacances Fabuleuses accorde une réduction de 5 % sur les prestations terrestres de ses brochures « USA, Caraïbes, Canada » et « Mexique et Guatemala ». Une réduction de 75 euros sera par ailleurs consentie sur tous les forfaits de la brochure « Un océan de croisières ». Renseignements au 01-53-67-60-00 (Paris) et au 04-93-16-18-10 (Nice). Pour les croisières, sur Internet (Cruisesphere.com) et au 01-45-75-80-80.

PRÉVISIONS POUR LE 24 OCTOBRE 2001

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	9/15 C
AJACCIO	15/23 S	NANTES
BIARRITZ	11/20 N	NICE
BORDEAUX	12/19 P	PARIS
BOURGES	11/17 P	PAU
BREST	13/17 P	PERPIGNAN
CAEN	12/16 P	RENNES
CHERBOURG	13/16 P	ST-ETIENNE
CLERMONT-F.	8/17 N	STRASBOURG
DIJON	9/15 C	TOULOUSE
GRENOBLE	8/17 N	TOURS
LILLE	10/15 P	FRANCE outre-mer
LIMOGES	10/15 C	CAYENNE
LYON	10/17 N	FORT-DE-FR.
MARSEILLE	13/22 S	NOUMEA

PAPEETE	23/29 S
POINTE-A-PIT.	25/31 P
ST-DENIS-RÉ.	21/27 S
EUROPE	
AMSTERDAM	11/15 C
ATHENES	18/25 S
BARCELONE	12/19 S
BELFAST	15/22 S
BELGRADE	12/17 P
BELGRADE	7/14 C
BERLIN	7/20 N
BERNE	13/20 S
BRUXELLES	13/18 N
BUCAREST	10/17 N
BUDAPEST	10/15 C
COPENHAGUE	8/19 N
DUBLIN	11/17 P
FRANCFORT	7/13 C
GENEVE	9/16 C
HELSINKI	-6/2 S
ISTANBUL	11/16 S

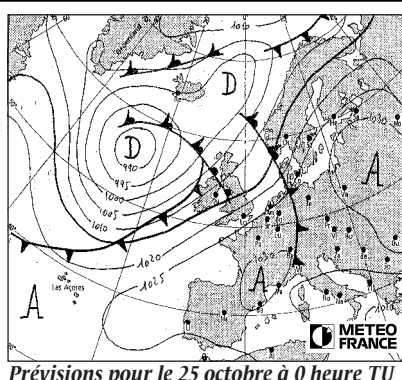
KIEV	-5/2 S
LISBONNE	16/20 S
LIVERPOOL	11/14 S
LONDRES	11/16 C
LUXEMBOURG	8/11 C
MADRID	9/19 S
MILAN	12/20 S
MOSCOU	-6/-3 C
MUNICH	7/12 C
NAPLES	14/24 S
OSLO	-4/5 C
PALMA DE M.	13/23 S
PRAGUE	3/12 C
ROME	7/11 C
SEVILLE	4/7 C
SOFIA	10/15 S
ST-PETERSB.	7/13 C
STOCKHOLM	1/8 S
TENERIFE	22/26 P
VARSOVIE	-5/5 S

VENISE	13/19 S
Vienne	8/9 C
AMÉRIQUES	
BRASILIA	19/30 S
BUENOS AIR.	16/25 S
CARACAS	26/31 S
CHICAGO	9/17 P
LIMA	16/19 C
LOS ANGELES	14/21 S
MEXICO	8/26 S
MONTREAL	13/17 S
NEW YORK	19/23 S
SAN FRANCIS.	13/19 S
SANTIAGO/CHI	13/24 C
TORONTO	10/17 C
WASHINGTON	20/28 S
AFRIQUE	
ALGER	17/27 S
DAKAR	27/32 S
TENERIFE	22/26 P
VARSOVIE	-5/5 S

LE CAIRE	21/28 S
NAIROBI	17/28 S
PRETORIA	18/29 S
RABAT	16/25 S
TUNIS	20/27 S
ASIE-Océanie	
BANGKOK	25/29 P
BEYROUTH	23/25 S
BOMBAY	25/34 S
DJAKARTA	26/31 S
DUBAI	24/34 S
HANOI	25/30 S
HONGKONG	23/29 S
JERUSALEM	20/26 S
NEW DEHLI	19/34 S
PEKIN	12/20 S
SEOUL	12/22 S
SINGAPOUR	26/31 P
SYDNEY	18/22 P
TOKYO	16/22 S



Situation le 23 octobre à 0 heure TU



Prévisions pour le 25 octobre à 0 heure TU

PRACTIQUE

Se débarrasser des tags ou des graffitis sur une maison ou un immeuble

QU'ON les appelle tags ou graffitis, les inscriptions à la peinture ne sont guère appréciées des propriétaires des immeubles souillés. Quant aux édiles municipaux, peu sensibles à ce qui est parfois présenté comme un mode d'expression artistique et identitaire, ils considèrent le phénomène comme pure nuisance. Apparu en France voilà près d'une douzaine d'années, le graffiti a d'abord été traité au coup par coup par les particuliers qui en subissaient les effets. Les tags se multipliant, les élus ont cherché à mettre en place une politique systématique de nettoyage, jugée d'autant plus urgente que les graffitis contribuaient au sentiment d'insécurité ressentie par les habitants.

Les mairies ont d'abord été confrontées à un problème juridique : comment justifier l'intervention de la collectivité sur des façades privées ? La Ville de Paris a tourné la difficulté en créant un dispositif de dégraffitage gratuit par un arrêté municipal du 15 octobre 1999 : les propriétaires qui refusent cette prestation doivent en informer les services municipaux et faire procéder à leurs frais à l'effacement. A la suite d'un appel d'offres sur performance, le groupement d'entreprises Korri-

gan a été désigné pour six ans. Depuis février 2000, cette société intervient sur « tous les immeubles privés accessibles aux véhicules de la voie publique, jusqu'à une hauteur de quatre mètres », une prestation facturée 80 millions de francs par an.

DES CONTRATS « FAÇADE NETTE »

Au cours d'une première phase de douze mois, Korrikan a rempli la mission qui lui avait été assignée de réduire de 90 % les surfaces graffitées, estimées à 240 000 mètres carrés. Désormais, tout nouveau graffiti doit être nettoyé dans les douze jours suivant sa découverte par les équipes de détection de Korrikan

A savoir

- **Téléphone.** Numéros utiles pour faire enlever les graffitis. A Paris : 0800-67-67-67 (numéro vert). A Lyon : 04-72-10-30-30. A Saint-Denis : 01-49-33-67-31. A Vénissieux : 04-72-21-45-06.
- **Sanctions.** Les maires ont le pouvoir de faire effacer d'office les inscriptions racistes ou injurieuses. Les tribunaux sont de plus en plus sévères contre les graffeurs qui peuvent encourir

en sus des amendes, des peines de prison avec sursis.

● **Prévention.** Certains revêtements facilitent le nettoyage en limitant la migration de l'encre dans la pierre. Les « revêtements sacrificiels » sont constitués de films qui se dissolvent et doivent être recomposés après chaque intervention. Les revêtements permanents résistent à une cinquantaine de lavages, mais sont plus

onéreux, plus difficiles à appliquer et gênants pour la respiration de la pierre.

● **Prix.** L'effacement des graffitis en hauteur, qui s'effectue à partir de camions-nacelles, est facturé à la journée ou à la surface. Chez Euro Multiservices : 4 300 F par jour, dont 1 500 F pour le camion-nacelle (58, rue Pottier, 78150 Le Chesnay ; tél. : 01-39-43-08-13). Chez Stop-Graff : 4 750 F pour 15 m² maximum, 1 750 à 3 000 F

pour le camion-nacelle (35, chemin Latéral, 93140 Bondy ; tél. : 01-41-55-10-10). Ajouter la TVA de 5,5 % pour les immeubles en copropriété datant de plus de deux ans et consacrés majoritairement à l'habitat et à l'usage locatif et de 19,6 % pour les autres. Contrat de maintenance chez Stop-Graff : de 1 à 10 F le m² par mois, selon les risques : par exemple, moins cher pour un immeuble situé en face d'un commissariat.

La politique anti-tags de Nice s'inspire de mêmes principes qu'à Lyon. En revanche, Rennes, Brest et Marseille font bénéficier leurs habitants d'un dégraffitage gratuit, en partie confié à des entreprises privées. Il est demandé aux propriétaires de signer une décharge avant toute intervention. A Brest, ils sont informés à l'avance par la municipalité des campagnes de nettoyage programmées et doivent signaler leur opposition éventuelle.

Tags et grafs appartiennent à la culture hip-hop, et comme celle-ci est solidement enracinée dans les banlieues, il n'est pas étonnant que la ville de Saint-Denis, patrie du

groupe NTM, ait acquis une solide expérience en matière de lutte contre les peinturlurages indésirables : elle a dû en effacer plus de 2 millions de mètres carrés en une seule année. Le travail est effectué aux frais de la commune par une entreprise privée dont les équipes font une tournée le matin de 6 à 10 heures, puis répondent en urgence aux appels jusqu'à 14 heures. A Vénissieux (Rhône), les dégraffiteurs municipaux limitent leur action au nettoyage de « ce qui est visible des grandes voies ». Les particuliers demeurant hors de ces zones peuvent toutefois faire appel à eux, pour 300 F (45,73 €) de l'heure.

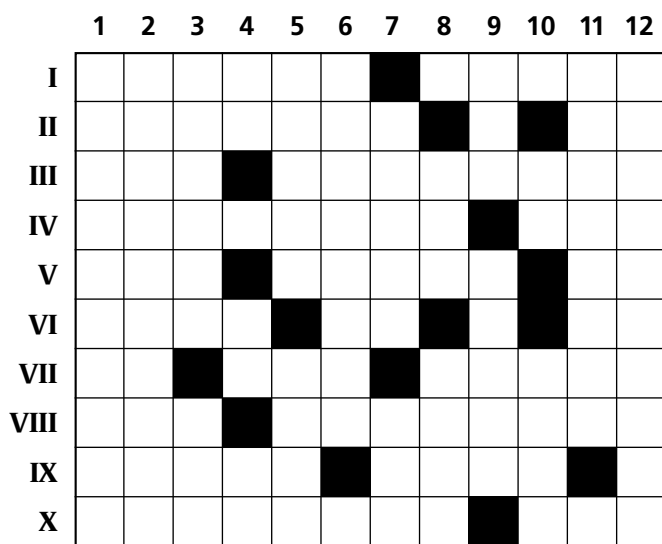
Aussi déterminées soient-elles, les stratégies anti-tags ne peuvent pas faire disparaître les bombages sur des immeubles dont on ne retrouve pas les propriétaires, ou sur des murs qui trônent à une hauteur telle que leur effacement revient trop cher. Sans parler des œuvres réalisées sur les rideaux de fer à la demande des commerçants ou sur certaines surfaces accordées par des édiles compréhensifs. Bref, l'éradication des tags n'est pas pour demain.

Bernard Schalscha

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 250

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTELEMENT

- I. Si vous en avez encore, ce sera en euros. Deveniront aussi des euros. - II. Faute avouée. Fait la liaison. - III. Crie comme un cervidé. Libre. - IV. La mort est au bout. Maître du tonnerre. - V. Mis en place par d'autres. Fait surface après agitation. Patron au jour le jour. - VI. L'anglaise n'est pas plate. Bouts de hardes. Points en opposition. - VII. Règle. Un petit nom pour un grand général. Edredon volant. - VIII. Fin d'office. Sans aucune

originalité. - IX. Empereur, fils d'Henri l'Oiseleur. Sans aucune importance. - X. Éliminé. Personnel.

VERTICALEMENT

1. Heureusement, elle n'est pas de ce monde. - 2. Pour garder le présentateur au bout du fil. - 3. Pas lisse au toucher. Grecque. - 4. Mépris enfantin. Marque de mépris. Dit beaucoup de choses. - 5. Le feu au pavillon. Rédigea un projet de paix perpétuelle. - 6. Peu dégoûtées dans leur gen-

re. - 7. Vivendi doit suivre pour qu'il y ait accord. Plante fourragère. - 8. Renversé pour devenir un homme. Suit discrètement. - 9. Jamais. Ecarte le danger. - 10. Ouvre une gamme. Passe à table. - 11. Au fond ou protégées. - 12. Interprète la grande et la petite musique de nuit.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 249

Horizontalement

I. Junior. Cadet. - II. Epissure. RPR. - III. Ase. Ceinture. - IV. Nimbus. Démon. - V. Fleur. Or. Mut. - VI. Oô. Prélevé. - VII. Unisson. Orée. - VIII. Osa. End. Et. - IX. Relogée. Eh. - X. Ebène. Sanson.

Verticalement

1. Jean-foutre. - 2. Upsilon. Eb. - 3. Nième. Iole. - 4. Is. Buisson. - 5. Oscar. Sage. - 6. Rues. Pô. - 7. Ri. Ornées. - 8. Cendre. - 9. Té. Loden. - 10. Drummer. HS. - 11. Eprouvée. - 12. Trente et un.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

SCRABBLE® N° 248

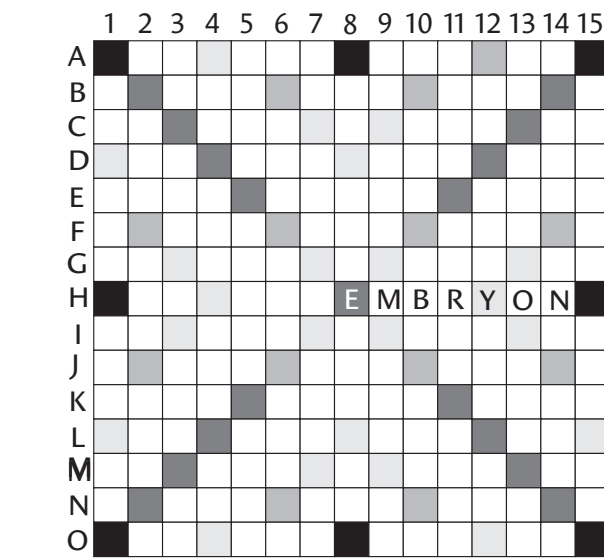
« Des tirages au travail / Rebelles »

LA RECHERCHE d'un Scrabble doit commencer par l'examen des flexions verbales, des suffixes et/ou des préfixes présents dans un tirage. Si cette quête est infructueuse, il faut classer les lettres dans l'ordre alphabétique et les placer, l'une après l'autre, en initiale d'un Scrabble éventuel. Soit le tirage A E L M N O T : les flexions -ÂT, -ANT et -ENT et les désinences -AL et -ALE sont stériles ; mais la lettre L placée en initiale offre LAMEN-TO, plus facile que TELAMON.

a) Trouvez cinq sept-lettres, inconstructibles, avec les cinq tirages suivants, sans les placer sur la grille : A A B I M S T - E I M O T T U - A C E E F N S - A E E M N N O - A C D O S T U.

b) Avec les mêmes tirages, construisez cinq huit-lettres en vous appuyant sur l'une ou l'autre des lettres d'EMBRYON.

N.B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la puis continuez.



Préparation de la grille de la semaine prochaine

c) Il y a onze sept-lettres finissant par -UIONS : huit sont en -OUIONS et trois en -LUIONS. Trouvez ces onze mots.

Solutions dans Le Monde du 31 octobre.

Solutions du problème paru dans Le Monde du 17 octobre.

Ce toit tranquille, où marchent des colombes : premier vers du

Cimetière marin, de Valéry.

a) AUTORITE, J 5, 62 - TOITURES, 8 A, 77 (l'anagramme TOURISTE rapporte moins).

b) KORA, J 2, 33 - GERME, 2 J, 36 (en collant à gauche de DEZO-NEE).

c) LOOK, 8 L, 39 - INUK, faisant GERMEN, O 1, 77.

d) BRYONES - EMBRYONS ; BAYERONS ; BORNOYES.

Michel Charlemagne

CINÉMA Cette semaine cinématographique est à la fois extrêmement chargée, très diverse et riche de nombreux enseignements. En écho direct à l'actualité la plus brûlante, **Kandahar**, de Mohsen Makhmalbaf, consacré au sort des femmes dans l'Afghanistan des talibans, invite aussi à réfléchir à la manière dont le cinéma se confronte aux causes humanitaires. Simultanément, **ABC Africa**, un documentaire d'Abbas Kiarostami, offre une tout autre approche de cette réalité face à laquelle des organismes internationaux mobilisent le cinéma. L'importance de ces films, et la complexité des questions qu'ils soulèvent, imposait d'y consacrer un large espace. Parmi les autres sorties importantes, **Mariage tardif**, premier film très réussi et très déroutant du réalisateur israélien Dover Kosashvili. **A.I. de Steven Spielberg**, ainsi que trois films français (**Reines d'un jour**, de Marion Vernoux, **Betty Fisher et autres histoires**, de Claude Miller, **Grégoire Moulin contre l'humanité**, d'Artus de Penguern), et le conte de fées « **made in Disney** » de Gary Marshall, **Princesse malgré elle**, se sont provisoirement effacés devant ces priorités.

► www.lemonde.fr/cinema

Van der Keuken, lucide et sensible

« **LES FILMS** qui répondent seulement aux attentes fixes des gens, ça, c'est la corruption du langage. Le cinéma devrait être un moyen de changement. A cet effet, il doit s'attacher aux attentes fixes. Il doit créer un équilibre dynamique de formes qui permet de rendre compte de la réalité. Notre société vise à limiter l'homme. L'art pourrait être un moyen de libération, une manière de se voir soi-même et l'autre de plus près. C'est pourquoi un film peut être très simple. Ainsi le touffu de la laine et l'écho clair du verre peuvent se combiner. » Ce manifeste poétique et politique constitue, à l'exception de l'interjection qui y revient, et qui lui donne son titre : « **Minou !** », toute la bande-son d'un film magnifique. A son chat et au monde, en 5 minutes et en 1968, Johan Van der Keuken résumait l'œuvre qu'il avait commencé de réaliser depuis la fin des années 1950 jusqu'à sa mort, le 7 janvier 2001.

C'est l'essentiel de cette œuvre prolifique que présente le Studio des Ursulines, depuis les deux épisodes de **L'Enfant aveugle** (1964 et 1966) et le portrait de **Beppie** (1965). Ces films sont exemplaires des origines du cinéma de « **VdK** » : le documentaire de société, à la fois engagé et sensible, et

ZOOM

Avec vingt ans d'avance, ses films ont montré les dégâts de la mondialisation

inquiétudes devenues aujourd'hui aussi banales qu'essentielles, Van der Keuken a vu, pensé et montré la marche de la mondialisation, des tragédies humaines et écologiques, de la transformation des rapports d'exploitation classiques en leur version la plus actuelle.

Du **Nouvel Age glaciaire** en 1974 à **I Love Dollar** en 1986 (authentique chef-d'œuvre, à découvrir d'urgence) ou à **Amsterdam Global Village** en 1996, la lucidité du regard politique, la capacité à inventer les moyens cinématographiques de

servi par le sens de la composition de celui qui fut d'abord un excellent photographe. Mais ce n'est que le début du chemin d'un cinéaste et d'un citoyen du monde qui allait prendre une tout autre ampleur. Il est passionnant de découvrir comment, avec vingt ans d'avance sur des diagnostics et des

mise en évidence et de compréhension accomplissent un travail exceptionnel. On songe à Chris Marker, mais si l'acuité politique et le sens de la beauté sont aussi intenses, la manière d'articuler les plans – selon une logique discursive chez l'auteur du **Fond de l'air est rouge**, selon un agencement plus intuitif et plastique chez le réalisateur de **Cuivres débridés** – marque leur différence. Non seulement Van der Keuken pense « en cinéma » (Deleuze) la réalité socio-économique et le fait avec un sens de la beauté renversant, mais son style lui donne accès à ces grandes mutations selon une approche critique inédite – par exemple lorsqu'au conflit Nord/Sud classique mis en scène par le montage parallèle de séquences réalisées dans un quartier ouvrier des Pays-Bas et dans un bidonville de Lima succède la composition symphonique qui met littéralement en scène la globalisation. Cette réussite s'accomplit seulement parce que celui qui la met en œuvre ne s'abstrait jamais du film : sa présence intime, et allègrement auto-ironique, au cœur de ces enquêtes au long cours, sature les plans de chaleur humaine.

J.-M. F.

RENCONTRE

Bernard Eisenschitz, approches croisées

« **Vous êtes le rédacteur en chef d'une nouvelle revue de cinéma, Cinéma 02. Pourquoi ce titre ?**

– Le titre est **Cinéma**. Nous avons décidé de commencer par le numéro 2 pour signaler la continuité avec les dix-huit parutions de la revue **Cinéma**, qui forment ensemble le numéro 1. Ils étaient conçus par le même comité éditorial, et nous avons conservé le sous-titre : « Revue semestrielle d'esthétique et d'histoire du cinéma ».

– **Il existe de nombreuses revues de cinéma en France. Quelle est la particularité de Cinéma ?**

– Notre ambition est de croiser deux approches, bien représentées dans les études sur le cinéma mais séparément : l'approche subjective issue de la tradition critique française, et l'approche académique issue de la prise en charge du cinéma par les universitaires, surtout les historiens. Nous comptons faire largement appel aux contributions venues de l'étranger, où les mêmes catégories n'ont pas cours.

– **Quel sera le thème central de cette revue ?**

– L'étude des sources (historiques et artistiques), qui fait aujourd'hui largement défaut. A propos d'un auteur ou d'un genre cinématographique, on trouve en France des travaux considérables sur les œuvres et pratiquement rien sur leurs conditions de création et de diffusion, alors que c'est exactement l'inverse ailleurs. Pour nous, les archives sont à la fois sur pellicule et sur papier. Par exemple, dans ce numéro, l'ensemble sur Ozu part du corps même des films, avec l'étude de photogrammes, et, en même temps, des carnets de travail de son chef opérateur.

– **Ozu, mais aussi Nicholas Ray, Roberto Rossellini ou les Soviétiques Frédéric Ermler et Alexandre Matcheret : tous les cinéastes étudiés dans ce numéro sont morts. Est-ce un de vos partis pris ?**

– Pas du tout, on le verra dans le prochain numéro. L'histoire du cinéma doit se faire à partir des artistes les plus contemporains. Symétriquement, une meilleure connaissance de l'histoire des films aide à mieux regarder les images actuelles, pas seulement au cinéma. »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

★ **Cinéma 02**, automne 2001. Editions Léo Scheer, 160 pages, 20 € (131,20 F).

Des cinéastes en mission sur le front Nord-Sud

Deux sorties cette semaine, « **ABC Africa** » et « **Kandahar** », témoignent à leur façon du difficile engagement dans les causes humanitaires

LE CINÉMA doit au moins un cinéaste à l'humanitaire. « *J'avais été refoulé deux fois par l'armée thaïlandaise* », raconte Rithy Pan, le réalisateur des *Gens de la rizière* et *Un soir après la guerre*. « *Nous traversons la frontière, les soldats nous accueillent, nous faisons monter en voiture et nous ramenaient aux Khmers rouges. Alors nous nous sommes assis par terre et nous avons dit aux Thaïs : "Autant nous tirer dessus." A ce moment, un journaliste est passé par là, il a alerté l'ONU et nous avons été transférés vers un camp de réfugiés.* »

C'était en 1979. Dix ans plus tard, Rithy Pan est revenu dans les camps de la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, où il a tourné *Site 2*, un documentaire, l'un des seuls, peut-être même le seul film qui montre l'action humanitaire du point de vue de ceux qui reçoivent. De l'autre côté de la misère, le cinéma ne s'est guère plus intéressé à l'humanitaire, quand il ne l'occulte pas. En 1999, cinq ans après le génocide rwandais, Hollywood produit un film qui montre un Américain traumatisé par son séjour dans la région des Grands Lacs entre 1993 et 1995. Incarné par Anthony Hopkins le héros d'*Instinct* a basculé dans la folie après avoir été témoin d'un massacre de gorilles.

Pourtant, quelques documentaires, de très rares fictions montrent ce point de rencontre entre le Nord et le Sud, cet ensemble de gestes que les riches accomplissent quand la misère des pauvres devient insupportable.

Camille de Casabianca, réalisatrice française, a tourné *Après la pluie*



« **Kandahar** », de l'Iranien Mohsen Makhmalbaf, avec Niloufar Pazira (à droite), se penche sur le sort des femmes dans l'Afghanistan des talibans.

en 1989, l'année du retour de Rithy Pan dans les camps de réfugiés cambodgiens. *Après la pluie* racontait l'histoire d'une jeune Française qui partait dans la Corne de l'Afrique après un chagrin d'amour. « *A la sortie du film, un critique se demandait s'il fallait rire ou pleurer, se souvient la cinéaste. Je ne voulais pas faire Les Bronzés, mais il y avait de l'ironie.* » L'inconfort du public et de la critique était d'autant plus aigu que le film montrait aussi la manipulation de l'aide humanitaire par les régimes du Sud – un convoi de nourriture

était utilisé comme appât pour attirer les populations que les gouvernements souhaitaient déporter, épisode inspiré de la réalité éthiopienne de l'époque.

C'est sans doute ce qui rend l'action humanitaire si difficile à manier : sa complexité. Rithy Pan, qui montrait des réfugiés prisonniers de leurs camps gérés par l'ONU, déshumanisés par un système qui en faisait des machines à recevoir des rations, ajoute : « *Dans humanitaire, on entend trop souvent "taire" et pas assez "humain". Il n'y*

a pas d'échange, pas de dialogue. » Et même lorsque le complexe humanitaire – les agences des Nations unies, les organisations non gouvernementales – se tourne vers le cinéma, l'échange s'avère difficile, voire impossible.

« *Au Cambodge, j'ai formé des documentaristes*, raconte Rithy Pan, *mais ils n'ont eu d'autre solution que de travailler pour des ONG. Chacune d'entre elles veut produire son film sur le sida. Résultat, des films très moralisateurs, pas de regard sur le sida, et l'épidémie continue.* » Au

Nord, l'un des seuls points de rencontre entre les organismes et le cinéma se fait à l'occasion de campagnes de communication. En 1991, Amnesty International a demandé à trente cinéastes autant de films « *contre l'oubli* », consacrés chacun à un dévoué pris en charge par Amnesty.

« LA FAIM EST UNE ARME »

Depuis, d'autres ONG se sont inspirées de cet exemple. En 1996, Handicap International s'est associé à Little Bear, la société de production de Bertrand Tavernier, pour produire une série dénonçant le recours massif aux mines dans les conflits qui ravagent le tiers-monde. Des cinéastes du Nord et du Sud (Youssef Chahine, Pavel Lounguine, Mathieu Kassovitz) ont réalisé chacun un court métrage. Ce fut une opération d'agit-prop particulièrement réussie : « *On était dans le processus qui a conduit au traité d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel*, se souvient Frédéric Bourboulon, de Little Bear. *Nous avons pu monter l'opération en obtenant le concours de toutes les chaînes de télévision.* »

Ce montage a permis, d'une part, de réaliser la série dans des conditions matérielles satisfaisantes et, d'autre part, de lui assurer une bonne diffusion, ce qui a profité à Handicap International. Mais si l'on s'éloigne de la « visibilité » (l'appel de fonds) pour passer au « positionnement » (l'engagement politique, la réflexion), les choses se compliquent. Action contre la faim en a fait l'expérience. « *Au départ*, raconte le directeur de l'association, Jean-Luc Bodin, *nous voulions réaliser un*

film autour d'un constat que nous avons souvent fait : la faim est une arme, en montrant la Sierra Leone, le Soudan et des témoignages sur la Corée du Nord. » A l'arrivée, le producteur et réalisateur Philippe Diaz a livré *Nouvel ordre mondial, quelle part en Afrique*, qui ne montrait que la guerre civile en Sierra Leone et faisait preuve d'une compréhension confinée à la complaisance à l'égard de la rébellion du Front révolutionnaire uni (RUF). Aujourd'hui, ACF s'est dissociée de la diffusion du film. Jean-Luc Bodin explique ainsi ce ratage : « *Quand nous avons voulu faire ce film, nous avons eu beaucoup de mal à trouver des gens dans les milieux du cinéma, tout comme nous avons eu des difficultés à accéder aux télévisions en dessous d'un certain nombre de morts.* »

C'est peut-être cette escalade visuelle à la télévision qui rend le passage au film, qui suppose délais et réflexion, si difficile. Au long de ses périples africains, Raymond Depardon a souvent croisé les chemins de l'humanitaire. On trouve trace de ces rencontres dans *Afriques : comment ça va avec la douleur*, le récit filmé d'une traversée du continent du Nord au Sud, sorti en 1997. Le cinéaste pointe les contradictions qui guettent tous ceux qui veulent donner des images de l'humanitaire : « *Je ne peux pas prendre l'image en la présentant comme un sacerdoce et en même temps faire savoir.* » L'usure des émotions guette aussi les cinéastes : « *Il faut que je fasse attention à ne pas m'habituer. Le premier regard se travaille beaucoup.* »

Thomas Sotinel

Comment Zamzama, comédienne de Kaboul, a perdu ses rêves de star

PESHAWAR

de notre envoyé spécial

On a peine à le croire aujourd'hui, mais Zamzama s'en souvient comme si c'était hier : « *Il fut un temps où nous avions une école de comédie à Kaboul, un temps où nous faisons des films en Afghanistan.* » Autre temps pour d'autres mœurs, il y a dix ans, il y a un siècle. Début novembre 1996, moins de deux mois après leur entrée triomphale dans Kaboul, les talibans annoncent le nouvel ordre moral qui va obscurcir le pays tout entier. « *Décret de la présidence générale du commandeur des croyants : dorénavant, les femmes qui sortent de chez elles maquillées, avec des bijoux ou ornements, des vêtements étroits ou "de charme" visant à exposer leurs corps seront châtiées par la loi islamique et n'iront jamais au paradis.* »

L'enfermement des femmes afghanes derrière les grilles de tissu de la bourqa traditionnelle –

jusqu'alors assez peu portée, au moins dans la capitale – commence. Finies les robes à l'occidentale des élégantes locales, le rouge à lèvres et les talons hauts « *qui, par leur bruit sur les trottoirs, attirent l'attention des mauvais hommes* », précise la fatwa talibane.

Dans son appartement chic de Kaboul, Zamzama, alors une jeune actrice en vogue, se dit que le bon temps est terminé. Le visage de la jolie brune aux yeux de chat orne déjà des cartes postales, genre scène de campagne afghane, vendues aux touristes. Plus Rubens que Giacometti, la silhouette pulpeuse du jeune mannequin plaît. Elle figure sur trois affiches, deux téléfilms et un long métrage de cinéma dirigé par un metteur en scène indien, Fakaïr Nabih. Rien de torride dans tout cela, juste quelques innocentes bluettes avec chansons, drames et sourires enjôleurs.

Mais les talibans, à peine au pouvoir, ont banni la musique, « y

compris pendant les mariages », le cinéma bien sûr, la télévision, les magnétoscopes, le sport, les échecs et même le jeu favori de tous les enfants d'Asie centrale, le cerf-volant. La police religieuse « *chargée de combattre le vice et de promouvoir la vertu islamique* » veille au grain, bat les femmes « *immodestes* » dans les rues, emprisonne les hommes dont la barbe n'est pas assez longue, organise des autodafés de cassettes vidéo et fait rouler ses chars d'assaut sur des entassements de bouteilles d'alcool.

« ILS ONT OUVERT LE FEU »

Début octobre 1996, Zamzama, son mari et ses deux enfants en bas âge préparent leur exil. Et puis un soir, « *la nuit était tombée, quatre hommes en turban, le visage partiellement dissimulé derrière leurs châles, ont sonné à notre porte. Ils n'ont pas prononcé un mot : ils ont juste ouvert le feu sur nous avec leurs kalachnikovs. Ils ne vou-*

laient rien, juste nous tuer. J'ai appris plus tard que c'est une voisine qui leur avait dit qui j'étais. »

Zamzama, Shakila de son vrai nom, a reçu deux balles dans la hanche, son époux, quatre. Soignés par un médecin suisse qui les a cachés et aidés à fuir, l'un et l'autre s'en sont sortis vivants. Aujourd'hui, réfugiée dans une modeste villa de Peshawar, au Pakistan, Zamzama, âgée de vingt-huit ans, pleure sur son rêve de star envolé. « *Là-bas j'étais actrice, ici j'essaie de percer dans la chanson.* » Sa nouvelle ambition est sur la bonne voie. Ce sont les Afghans de Peshawar, contrebandiers et réfugiés, qui nous ont parlé d'elle. Zamzama est heureuse tout à coup. Elle place une cassette de démonstration dans un vieux magnétophone. Une voix fine et douce emplie le salon. « *C'est une chanson triste qui parle de l'exil et d'un beau pays perdu...* »

Patrice Claude



STEINER, A FLEUR DE PEAU
Venez découvrir la collection des canapés STEINER à des conditions exceptionnelles du 14 au 31/10/2001.

OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DIMANCHE 28 OCTOBRE

A PARIS : Topper Espace Steiner
63, rue de la Convention - Paris 15^e
Tél. : 01 45 77 80 40 - M° Boucicault - Parking gratuit

Niloufar Pazira, à visage découvert

EN 1988, dans *Le Cycliste*, le cinéaste Mohsen Makhmalbaf évoquait déjà la situation tragique de l'Afghanistan, avec le personnage d'un émigré prêt à tout pour gagner sa vie en

PORTRAIT
Elle connaît sa première expérience d'actrice avec « Kandahar »

Iran. Après l'horreur socio-économique que dénonçait ce très beau film en forme de fable, *Kandahar* se confronte à la terreur obscurantiste imposée par les talibans, et dénonce le sort atroce réservé aux femmes.

Niloufar Pazira, qui interprète Nafas, est tout à la fois le meilleur atout de celui-ci et la seule femme dont on aperçoit le visage. Cela suffirait presque à la cause, et du film et des femmes, tant est saisissante sa beauté grave, éclairée par le bleu intense de son regard. Fidèle à une méthode – le jeu entre documentaire et fiction, marque distinctive du meilleur cinéma iranien –, Mohsen Makhmalbaf s'est inspiré de l'histoire de Niloufar Pazira pour écrire le rôle de Nafas, et lui a proposé de l'incarner à l'écran. Née à Kaboul dans une famille de la bourgeoisie libérale, celle-ci a émigré au Canada en 1989, avec ses parents, où, après des études de littérature et d'anthropologie à Ottawa, elle exerce la pro-

profession de journaliste. En 1998, elle reçoit une lettre d'une amie d'enfance, Diana, qui, poussée à bout par le régime des talibans, lui annonce sa décision de se tuer le 11 août 1999, à l'occasion de la dernière éclipse de soleil du XX^e siècle.

La raison qui pousse Niloufar Pazira, après avoir vainement tenté d'entrer en Afghanistan, à aller trouver Mohsen Makhmalbaf à Téhéran s'explique quand on connaît, comme elle, l'itinéraire de ce cinéaste. Militant islamiste emprisonné sous le régime du chah pour avoir attaqué un commissariat de police, il va, comme cinéaste, affirmer à travers son œuvre (*Salam Cinema*, *Gabbeh*, *Le Silence...*) une veine suffisamment singulière, complexe et panthéiste pour le mettre en porte-à-faux avec le pouvoir pour l'avènement duquel il a jadis lutté.

IMPRESSIONS ET NOTES

Niloufar Pazira lui propose de faire le voyage avec elle, pour y filmer son amie. Le cinéaste ne peut l'accompagner, mais partira lui-même clandestinement en Afghanistan, rapportant des impressions et des notes qui nourriront le film. Tourné en Iran en raison du danger, de novembre 2000 à février 2001, le film est la première expérience d'actrice de Niloufar Pazira : « Il n'y a pas eu de scénario écrit et pas de répétitions. On improvisait les scènes. A la frontière, les Afghans avaient énormément d'histoires à raconter et Mohsen

a voulu les incorporer au film et leur donner une égale importance. » Un souvenir d'autant plus intense que l'histoire, pour elle, continue : « Une partie de la famille de ma mère vit encore à Kaboul. Nous appelons des proches au téléphone au Pakistan pour avoir des nouvelles de ceux qui vivent à Kaboul. Mais c'est de plus en plus difficile car la frontière est fermée. Notre famille est complètement coupée du reste du monde. »

Elle n'a pas davantage de nouvelles de son amie et s'inquiète, aujourd'hui, des répercussions de la guerre : « L'Occident ne s'est jamais préoccupé de la condition des femmes en Afghanistan ou de la faim. Je ne crois pas que les bombardements servent à quoi que ce soit. Ils constituent une démonstration de force qui va créer encore plus d'antiaméricanisme. Quand les talibans parlaient de guerre sainte tout le monde se moquait d'eux, mais les bombardements leur donnent une occasion inespérée de justifier cette guerre sainte car ils ont enfin un ennemi. » Lequel ennemi, en la personne de leur chef suprême, le président George Bush, a demandé à voir le film de Mohsen Makhmalbaf, dont une copie vient d'être diligentée à la Maison Blanche pour y être projetée lundi 22 octobre. Jamais un film d'auteur iranien n'aura été aussi rapidement distribué aux Etats-Unis.

Samuel Blumenfeld et Jacques Mandelbaum



PHILIPPE QUAINASSE

Née à Kaboul, Niloufar Pazira émigre au Canada en 1989 et devient journaliste.

Un regard neuf sur le chaos africain

ABC Africa. Abbas Kiarostami partage sa découverte d'un continent, de sa misère et de sa beauté

Documentaire iranien d'Abbas Kiarostami. (1 h 24).

Le trajet de l'aéroport à la ville, la seule figure imposée du voyage : pour aller d'Entebbe à Kampala, on emprunte une route goudronnée à deux voies qui passe entre des bananeraies, progressivement mangées par les quartiers d'habitations précaires qui entourent la capitale. Si l'on relate un périple en Ouganda, on s'abstient d'en parler, de ces quelques kilomètres qui servent de parcours initiatique à qui découvre le pays pour la première fois. Un journaliste, un documentariste connaît son sujet : s'il évoque la route de l'aéroport, il dévoile son statut de néophyte.

Au début d'*ABC Africa*, Abbas Kiarostami filme le trajet d'Entebbe à Kampala, le chauffeur du minibus, les panneaux publicitaires en tôle rouillée, les baraques entourées de terre rouge. Le cinéaste iranien ne connaissait rien à l'Afrique avant le premier jour de tournage, ce travelling à travers les vitres de la voiture l'annonce sans fard. Il a rapporté de son voyage en Ouganda un film d'une éclatante beauté, mu par la force de ces premiers regards portés sur un monde nouveau. *ABC Africa* est une succession de révélations, de moments où les yeux se dessillent.

Les premières images montrent un fax qui se déroule dans le bureau du cinéaste. Une agence de l'ONU, le Fonds international de développement agricole, invitent le « Dear Director Kiaro-

stami » à venir constater de lui-même les efforts des femmes ougandaises pour faire face aux ravages de l'épidémie de sida qui a fait 1,6 million d'orphelins dans ce pays d'Afrique centrale.

Au fil du parcours du réalisateur et de sa toute petite équipe, on entrevoit le film que les promoteurs onusiens du projet avaient en tête : les responsables du programme Uweso (Effort des femmes ougandaises pour sauver les orphelins) expliquent le système de financement de microprojets, organisent des réunions d'information pendant lesquelles des femmes muettes attendent que l'un des responsables ait fini d'expliquer leur vie aux documentaristes.

Mais l'effet de propagande – aujourd'hui, on dirait plutôt de « sensibilisation » – ne vient pas. Ce qui vient, c'est l'infinie complexité de la vie, sa force irrésistible, même si elle doit croître à

l'ombre de la mort. Abbas Kiarostami saisit le monde à travers une toute petite caméra DV (vidéo digitale), Seifollah Samadian, son assistant, filme également, avec le même instrument. Parfois, à l'écran, on découvre l'un ou l'autre et on se fait une idée exacte de la place du cinéaste dans le monde qu'il filme. Il est tout près (comme dans cette séquence où les enfants s'agglutinent autour de la caméra jusqu'à former une masse compacte), mais jamais il ne fait mine de pénétrer très avant dans cette réalité. *ABC Africa* n'est qu'un assemblage de signes, de traces superficielles, comme ces marques de balles sur les murs d'une maison abandonnée, ces sacs-poubelle qui dissimulent les affiches d'une campagne de prévention contre le sida dans une ville sous forte influence catholique.

Cette collecte ne se fait pas au hasard. Par exemple : au bout du

trajet Entebbe-Kampala, il y a le Sheraton. De la fenêtre de sa chambre, Kiarostami filme la ville. En trois plans très brefs, qui s'élargissent successivement, on passe de jardins luxuriants, où l'on vient flâner, aux immeubles modernes, pour découvrir enfin l'emboîtement de ces deux éléments dans une mer de bidonvilles.

IMPRESSION D'ÉTRANGÉTÉ

D'autres signes sont extraits de leur gangue avec plus de patience, comme l'impression d'étrangeté que donnent ces rues pleines d'enfants et vides d'adultes, filmées à Masaka, dans l'une des régions les plus touchées par l'épidémie. Une séquence, une seule, affronte directement la douleur immense que provoque le fléau. Tournée dans un hôpital, elle montre des agonisants dont on soigne les diarrhées, les maladies pulmonaires, mais pas le sida, faute de médicaments appropriés, et se conclut sur le plus dérisoire, le plus scandaleux et le plus ordinaire des enterrements africains.

Au hasard du voyage, Abbas Kiarostami a rencontré un couple autrichien, venu en Ouganda pour adopter un enfant. Avec l'orphelin arraché à la fois au désastre et à son pays, il a fait la route de Kampala à Entebbe, laissant derrière lui ce champ de ruines et de vie, qu'il a effleuré de la grâce de son regard. Ce chaos n'en est peut-être pas devenu plus intelligible, mais il est devenu partie intégrante de notre monde à nous, qui avons vu le film.

T. S.

Plaidoyer pour les Afghanes

Kandahar. La puissance visuelle du film galvaude sa dénonciation de l'obscurantisme

Film iranien de Mohsen Makhmalbaf. Avec Niloufar Pazira, Hassan Tantaï, Sadou Teymourî, Hayatalah Hakimi. (1 h 25.)

Dans l'hélicoptère qui survole, quelque part entre l'Iran et l'Afghanistan, une majestueuse chaîne de montagnes, une femme, Nafas, explique au pilote les raisons de son retour dans cette région. Journaliste installée au Canada, elle a fui son pays natal, l'Afghanistan, en laissant derrière elle sa sœur, emprisonnée depuis lors à Kandahar. Cette dernière lui a écrit une lettre dans laquelle elle lui annonce sa décision de se suicider lors de la dernière éclipse solaire du XX^e siècle. Au moment où débute le film, il reste trois jours à Nafas pour tenter de la rejoindre.

Kandahar sera le récit imagé de ce voyage clandestin dans un pays ravagé par la misère, les mines et l'obscurantisme, avec pour tout viatique un « burqa » (ce voile intégral qui ne ménage qu'un grillage de tissu devant les yeux des femmes) et pour probable échec l'éclipse de la lumière et de la vie. Quatre personnages se relaient pour la conduire. Un vieil homme et sa famille, qui se font dépouiller en chemin. Un petit garçon exclu d'une madrasa (école coranique) parce qu'il est incapable de réciter le Coran convenablement. Un Noir américain, ancien combattant volontaire contre l'Union soviétique, aujourd'hui déguisé en médecin afghan. Enfin, un manchot, une des innombrables victi-

mes des mines disséminées dans le pays. L'un des principaux enjeux cinématographiques du film réside dans la confrontation du cinéma et de l'obscurantisme. Comment filmer une réalité qui, en mutilant les corps et en dissimulant les visages, s'en prend à la matière même du cinéma ?

Trop occupé à dénoncer avec un maximum d'efficacité visuelle cette réalité, Mohsen Makhmalbaf a semble-t-il perdu de vue cette question fondamentale, et oublié que la puissance même de ses images risquait sinon de discréditer, de moins de galvauder son propos. Cet écueil se manifeste avec force dans la longue séquence consacrée aux infirmes. Montrant d'abord ces hommes, accablés par la misère, la souffrance et la disgrâce, mendier des prothèses auprès des infirmières occidentales, il les fait ensuite, dans une chorégraphie d'une joliesse douteuse, courir dans le vent du désert vers ces objets parachutés par avion.

Cette danse des éclopés est exemplaire de la greffe symbolique à laquelle recourt systématiquement le cinéaste face à l'amputation de la réalité afghane, alors qu'il aurait sans doute fallu creuser cette absence, faire de l'image une permanente interrogation pour le regard. Mohsen Makhmalbaf, d'une certaine façon, a fait de *Kandahar* un film-prothèse, satisfaisant tout à la fois au désir du spectateur et à la bonne marche du spectacle.

J. M.

Au-delà du genre documentaire ou fiction, deux approches antinomiques de la réalité

LES COÏNCIDENCES sont multiples. Le même jour sortent les nouveaux films des deux principaux cinéastes iraniens contemporains, Abbas Kiarostami et Mohsen Makh-

ANALYSE

« ABC Africa » pose toutes les questions qu'occulte « Kandahar »

malbaf. Ces deux films sont consacrés à une « grande cause humanitaire » : Makhmalbaf au sort des femmes dans l'Afghanistan des talibans, Kiarostami aux enfants d'Afrique victimes du sida. Ces films sont exemplaires de deux manières de recourir au cinéma face à des situations réelles particulièrement graves et exigeantes. A cela s'ajoute une coïncidence majeure : le film *Kandahar* sort au moment où le thème qu'il aborde est au cœur de l'attention internationale.

Fortuits, ces rapprochements n'en sont pas moins chargés de sens – c'est le propre du montage cinématographique. Avec une intensité accrue par l'actualité, *ABC Africa* et *Kandahar* mettent en évidence deux approches antinomiques de la réalité par le même moyen d'expression. Il ne s'agit pas d'opposer les films de fiction (comme *Kandahar*) au documentaire (ce qu'est *ABC Africa*), mais deux régimes de relation au réel, qui peuvent être mis en œuvre par des films appartenant à l'un ou l'autre genre. Un film se construit à l'intersection d'un enregistrement par des machines et d'une construction narrative et plastique par un cinéaste. A cette intersection se jouent les qualités artistiques, informatives, mais aussi éthiques de toute œuvre de cinéma – y compris *Chantons sous la pluie* ou *Le Gendarme de Saint-Tropez*, mais à fortiori de films qui s'affrontent à de « grands sujets » politiques et moraux.

La posture des deux cinéastes ira-

niens est exemplairement opposée. Mohsen Makhmalbaf s'empare de la situation sociale (l'oppression), des éléments visuels naturels (le désert) et culturels (les costumes traditionnels). Il en donne des représentations stylisées, au service d'une fiction elle-même verrouillée par un scénario à suspense, fondé sur le compte à rebours. Même si sa dénonciation de la dictature islamiste est sincère, et si le savoir-faire graphique qui préside à la composition d'images spectaculairement décoratives est incontestable, un tel film montre ainsi, avec les outils visuels agréables aux yeux des Occidentaux, une situation que tout Occidental s'accordera pour condamner sans réserve.

Appliquant avec brio les recettes de la publicité, il opère en fait un double effacement. Effacement de toute interrogation (d'où vient cette situation ? De quel point de vue est-elle montrée ?), effacement de la réalité dérangeante d'un pays misérable et d'une population inter-

minablement et atrocement maltraitée sous l'abstraction des décors et la joliesse des costumes, sans parler du graphisme esthétique qui fait de prothèses de jolis mobiles descendant du ciel.

ORIEAUX DÉCORATIFS

Puisqu'on ne peut plus désormais regarder *Kandahar* indépendamment des événements qui bouleversent le monde depuis le 11 septembre, il faut dire combien, alors que le film semble enfin parler d'un sujet resté dans l'ombre, il occulte en fait ces « autres » dont on a soudain, semble-t-il, pris conscience qu'ils existent et qu'ils souffrent quand leur existence souffrante est devenue spectaculairement dangereuse pour d'autres qu'eux – « nous », les Occidentaux. La moindre des choses aurait été d'essayer de les voir, au lieu de recouvrir d'oripeaux décoratifs. Les blessures laissées par les mines sont atroces, la misère est sale et laide, la violence et l'oppression ne

sont pas photogéniques. Est-ce à dire que tout récit, toute construction artistique, toute fable, sont indéfendables, et qu'il n'existe pas d'alternative digne à une stricte monstration de réalités terribles ?

Evidemment non, sinon il n'y aurait nulle place pour le cinéma, juste pour des observateurs comme les organismes internationaux en envoient sur les théâtres de plus extrême désolation. Et encore ! Le cinéma moderne, à travers tout le travail de Jean-Luc Godard (« pas une image juste, juste une image »), l'éclatante démonstration de Claude Lanzmann dans *Un vivant qui passe* sur la cécité des témoins, ou celle de Haroun Farocki sur l'inutilité des archives si on ne sait pas les regarder (*Images du monde et inscription de la guerre*, fort à propos présenté à l'Auditorium du Louvre le 25 octobre), a fait litte de cette illusion du document visuel suffisant – ce qui ne le rend pas moins nécessaire, lorsqu'il est possible.

Le paradoxe est que c'est un film

J.-M. F.

HORS CHAMP

■ Anthony Hopkins et Nicole Kidman vont tourner dans une adaptation de *The Human Stain*, le plus récent roman de Philip Roth. Situé en pleine affaire Monica Lewinsky, le film se passe dans une petite ville de Nouvelle-Angleterre. Un professeur de littérature est contraint de prendre sa retraite lorsque ses collègues l'accusent d'être raciste. *The Human Stain* sera mis en scène par Robert Benton (*Kramer contre Kramer*).

■ Les critiques se mobilisent en faveur de Prune Engler et de Sylvie Pras, qui, aux côtés de Jean-Loup Passet, ont assumé la responsabilité du Festival de La Rochelle, et auraient dû logiquement en prendre la direction. L'annonce de leur remplacement par Pierre-Henri Deleau a suscité une protestation signée notamment de Charles Tesson et Jean-Marc Lalane (*Cahiers du cinéma*), Michel Ciment (*Positif*), Serge Kaganski et Frédéric Bonnaud (*Les Inrockuptibles*), Antoine de Baecque et Gérard Lefort (*Libération*).

■ L'armée recrute au cinéma : l'agence Pop Corn Pub a mis les gobelets de friandises vendues en salles à disposition de l'armée de terre, qui cherche à toucher les jeunes. Les gobelets, siglés « armée de terre bleu, blanc, rouge », portent l'image d'une cible avec les mots « Silence, moteur, on tourne, action ». Plus de 400 salles en France, dont 57 à Paris, sont touchées par cette campagne.

L'industrie allemande du film s'alarme

Les revers boursiers des distributeurs et producteurs menacent le secteur

FRANCFORT
de notre correspondant

La Chaussure du Manitou n'y changera rien. Malgré le succès inespéré de cette comédie – près de huit millions d'entrées –, le cinéma allemand retient son souffle : dans la foulée des turbulences survenues sur le Neuer Markt, le marché des valeurs de croissance de la Bourse de Francfort, quelques vedettes de la profession connaissent de soudaines difficultés. Les cours de Bourse de Constantin Films – producteur de *La Chaussure du Manitou* – et de Senator Entertainment, entre autres, sont sous pression.

Plus grave, autrefois portée aux nues par les investisseurs, une autre société du secteur, Kinowelt, se débat pour sa survie. L'histoire de Michael Kölmel, patron-fondateur de cette entreprise des déboires d'une poignée d'entrepreneurs dopés par l'euphorie boursière qui s'était emparée du secteur des médias et du divertissement à la fin des années 1990. Le rachat d'un coûteux catalogue de films à la Warner, fin 1999, lui a été fatal : boycotté par les télévisions privées, Kinowelt n'a quasiment pas pu revendre ces images. Au-delà de cette débâcle, l'atterrissage brutal

de quelques ex-vedettes de la Bourse risque surtout de fragiliser l'ensemble de la profession.

« L'évolution du Neuer Markt et les difficultés de certaines sociétés phares ne resteront pas sans influence sur la santé du cinéma allemand », dit le producteur Eberhard Junkersdorf, dont la firme de production était passée dans le giron de Kinowelt en 1999. Ces dernières années, Constantin (détenu à 21 % par le groupe Kirch), Senator et autres Kinowelt ont en effet joué un rôle clef dans le regain de forme du cinéma germanique.

PROJETS SUSPENDUS

Grâce à leur entrée en Bourse, ces sociétés disposaient de moyens financiers hors du commun, investis, entre autres, dans des activités de production. Elles ont contribué à dénicher des nouveaux talents dans un cinéma allemand longtemps étouffé par la toute-puissance des studios américains. Ces derniers monopolisent bon an mal an plus des trois quarts de la fréquentation.

Mais la fin de l'argent facile devrait, craint-on, être fatale à certains projets. Sur la sellette, Kinowelt a suspendu tous les siens. « Les entreprises de ce type vont avoir tendance à se concentrer sur leur métier principal, et ce n'est

pas forcément la production », dit M. Junkersdorf.

Du coup, l'onde de choc pourrait aller au-delà des seules sociétés cotées en Bourse. « La situation est très problématique, car Kinowelt et consorts se sont surtout développés dans la distribution et le commerce des droits. Or la chute d'un distributeur peut être fatale pour les producteurs indépendants qui comptaient sur lui pour diffuser leurs films », analyse Margarete Ewers, secrétaire générale d'une association de producteurs. Tout en servant de relais aux productions américaines, Kinowelt et ses homologues ont aussi permis à des films allemands, voire européens, de trouver leur public.

Le choc risque d'être d'autant plus dur que les distributeurs participent en général pour un tiers au financement d'un film. La montée en puissance, grâce à la Bourse, de quelques opérateurs s'est accompagnée en Allemagne d'une concentration de la distribution qui risque aujourd'hui de se révéler préjudiciable. Pour M^{me} Ewers, « le regain de forme du cinéma allemand n'est pas seulement dépendant du phénomène boursier, mais il est clair que l'on va connaître une phase d'incertitudes ».

Philippe Ricard

Les meilleures entrées en France

FILMS	Nombre de semaines d'exploitation	NOMBRE D'ENTRÉES *	NOMBRE D'ÉCRANS	Evolution par rapport à la semaine précédente	TOTAL depuis la sortie
1 American Pie 2	1	1 131 625	495	-	1 131 625
2 Le Journal de Bridget Jones	2	601 486	643	▽ - 31%	1 636 192
3 Le Petit Poucet	1	294 133	509	-	303 897
4 Moulin Rouge	3	163 450	342	▽ - 27%	876 431
5 Chaos	3	160 254	446	▽ - 14%	761 383
6 Sur mes lèvres	1	150 805	229	-	150 805
7 Une hirondelle a fait le printemps	7	102 922	417	▽ - 20%	2 010 180
8 Fast and Furious	4	86 978	348	▽ - 47%	919 258
9 Vidocq	5	70 322	372	▽ - 45%	1 792 032
10 Va savoir	2	59 038	140	▽ - 11%	142 385

* Période du mercredi 17 octobre au dimanche 21 octobre inclus

Même si son succès phénoménal aux Etats-Unis laissait augurer un excellent score en France, *American Pie 2* dépasse sans doute les espérances de ses distributeurs, avec une moyenne exceptionnelle de 2 286 spectateurs par copie. Le premier volet de la saga adolescente avait démarré beaucoup plus mollement il y a deux ans, avant de franchir la barre des deux millions d'entrées au bout d'une dizaine de semaines. Il n'en faudra que deux à *American Pie 2*. *Le Journal de Bridget Jones* se maintient très honorablement et ne perd que 31 % d'entrées par rapport au week-end dernier. C'est pourtant le cinéma français qui impressionne le plus au terme d'une semaine où six films hexagonaux terminent dans les dix premiers du classement. Le score du *Petit Poucet* n'est pas tout à fait à la hauteur de son exposition, avec plus de 500 écrans, mais la proximité des vacances devrait lui permettre de conserver un bon rang. *Sur mes lèvres*, le nouveau film de Jacques Audiard, connaît un démarrage très encourageant (659 entrées par copie). *Chaos*, *Une hirondelle a fait le printemps*, et *Va savoir*, avec des baisses très faibles – respectivement -14 %, -20 % et -11 % – bénéficient d'un excellent bouche à oreille.

Source : Ecran total

(Publicité)

Névrose juive en Terre promise

Mariage tardif. Une comédie israélienne qui renoue avec l'esprit de l'exil, sans manichéisme

Film israélien de Dover Kosashvili. Avec Lior Ashkenazi, Ronit Elkabetz, Moni Moshonov, Lili Kosashvili. (1 h 40.)

Zaza, le héros du premier long métrage israélien de Dover Kosashvili, *Mariage tardif*, est un beau jeune homme brun qui porte nonchalamment ses trente-deux ans, sa chemise jaune citron et son célibat tardif. Ces trois éléments réunis mettent ses parents, Yasha et Lily, des immigrés géorgiens installés de fraîche date en Israël, sens dessus dessous. A l'initiative de ces derniers, toute la famille rend visite à des « pays » dont la fille, jeune vierge moitié moins âgée que Zaza, est à prendre. Ou à vendre, c'est selon. A la magie occulte et au

maquignonnage en règle auxquels se livrent leurs proches répond, dans la chambre où on leur a délicatement ménagé une entrevue intime, le dialogue froid et cynique des deux jeunes tourtereaux, qui ne place pas spécialement la liberté des mœurs sous de meilleurs auspices que l'archaïsme moral auquel elle est confrontée.

Cette absence de manichéisme, alors qu'il aurait été si tentant de dénoncer l'obscurantisme de la tradition par la mise en valeur de la nouvelle génération, est une des grandes vertus de ce film. Zaza, son héros, pour charmant et insouciant qu'il puisse paraître, est en vérité un velléitaire acharné, doublé d'un lâche. Ce doctorant en philosophie est un grand enfant, qui ne peut apparemment ni se satisfaire d'une famille à

ce point rétrograde et dévorante ni fonder une nouvelle avec la femme qu'il aime en cachette, la belle Judith, une Israélienne d'origine marocaine, divorcée et mère d'une petite fille de six ans. Ce thème de la névrose familiale et du désordre sexuel, qui nourrit toute la littérature juive moderne, depuis les romans de l'école de New York jusqu'aux nouveaux auteurs israéliens, trouve dans ce film une forme sensible, qui culmine, entre comédie et tragédie, dans la scène où la famille de Zaza fait « une descente » au domicile de son amante.

Entre le quintal menaçant de madame Kosashvili mère (le cinéaste a embauché sa mère pour jouer ce rôle) entourée de ses hommes, et la solitude efflanquée de Judith protégée

sa fille, quelque chose d'organique se joue ici entre la génitrice et l'amante, qui annonce l'extraordinaire séquence finale de ce film, d'une amertume qu'on laisse au spectateur le soin de découvrir. *Mariage tardif* n'a pas pour autant le seul mérite de transposer au cinéma, à travers la mise en scène d'un petit théâtre de chambre freudien, l'impuissance tragi-comique de l'homme juif.

Il revisite ce faisant, en exploitant un héritage explicitement diasporique, l'histoire d'un mythe qui semble aujourd'hui avoir vécu : celui de la « régénération » du juif programmée par le sionisme. Cette prise de conscience est loin d'être nouvelle dans l'art israélien, dont la modernité, par un étrange paradoxe, est intimement liée à la résurgence de traditions de l'exil. *Mariage tardif* fait figure de « *dibbuk* » dans le cinéma israélien, dont il synthétise de façon convaincante deux genres antagonistes : les films ethniques à vocation intégratrice et commerciale (les « *bourekas* »), et un cinéma d'auteur très critique à l'égard de la société israélienne.

J. M.

AUTRES FILMS

A. I.; REINES D'UN JOUR; GRÉGOIRE MOULIN CONTRE L'HUMANITÉ; BETTY FISHER ET AUTRES HISTOIRES; PRINCESSE MALGRÉ ELLE

■ La critique de ces films paraîtra dans une prochaine édition.

S. Bd

PROFIL

UN CINÉASTE OBSTINÉ

Le premier choc est visuel. Dover Kosashvili ressemble à s'y méprendre à Lior Ashkenazi, le comédien qui incarne son alter ego dans *Mariage tardif*, un célibataire trentenaire qui suscite le désespoir de sa famille, soucieuse de le voir se marier au plus vite. On pourrait presque parler de gémellité à leur sujet. Dover Kosashvili est, comme dans son film, célibataire. « Ma mère est aujourd'hui dans un tel état qu'elle est prête à accepter n'importe quelle fille. J'ai trente-cinq ans, et, pour ma famille, je suis déjà considéré comme un lot de deuxième catégorie. »

Originaire de Géorgie, il a émigré

en Israël à l'âge de six ans au début des années 1970, une époque où Golda Meïr négocie auprès des autorités soviétiques une augmentation du nombre de bons de sortie accordés aux juifs russes. La famille Kosashvili profite de cette opportunité et s'installe à Or-Yehuda, dans la banlieue de Tel-Aviv. « L'immigration juive russe est très différente de l'immigration géorgienne. La communauté russe est plus individualiste, alors que la communauté géorgienne est plus tribale. » Dover Kosashvili habite encore à Or-Yehuda, non loin de ses parents. Rien n'a changé, en apparence, comme si l'âge adulte était le simple prolongement de son enfance. « Dans la communauté géorgienne, tout le monde s'implique dans les histoires des autres, pour le pire et pour

le meilleur. On n'est pas libre de ses choix. Je ne peux pas me sentir victime, j'essaie d'être aussi libre que possible, mais je comprends la volonté d'interférer de mes parents. »

Dans son film, les liens familiaux se révèlent pourtant d'abord une source d'étouffement. *Mariage tardif* est le deuxième acte d'émancipation de Dover Kosashvili. Le premier, il l'a commis à l'armée. « Je m'y ennuyais beaucoup, je n'ai jamais compris pourquoi on me répétait que j'étais une machine à tuer, mais c'est là que j'ai compris que j'allais devenir cinéaste. Il faut être fou, ou très obstiné, pour faire du cinéma en Israël, vu le nombre très faible de films produits là-bas. J'étais obstiné. »

CHAILLOT DU 6 NOVEMBRE AU 30 DÉCEMBRE 2001

LA COUR DES GRANDS

JÉRÔME DESCHAMPS - MACHA MAKEÏEFF

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT 01 53 65 30 00 · www.theatre-chailot.fr 1 place du Trocadéro 75116 Paris · métro Trocadéro

SORTIR

PARIS

17 octobre 1961

Quarante après la répression par la police parisienne de la manifestation « 17 octobre 1961, 17 illustreurs » présente le travail de dessinateurs d'aujourd'hui sur cette nuit sanglante. Ces œuvres sont exposées à deux pas du pont Saint-Michel, l'un des lieux du drame.

La Conciergerie, 1, quai de l'Horloge, Paris-1^{er}. M^o Cité.

De 9 h 30 à 17 h 30, tous les jours, jusqu'au 30. Tél. : 01-53-73-78-50.

Entrée libre.

Saburo Teshigawara

Visionnaire du corps s'il en est, toujours en quête d'une nouvelle forme de beauté, le chorégraphe japonais Saburo Teshigawara poursuit son investigation très fine du geste et de la matière dans sa nouvelle pièce, intitulée *Luminous*. Dans ce spectacle pour dix

interprètes, il est épaulé, entre autres, par le danseur aveugle Stuart Jackson et le comédien Evroy Deer.

Festival d'automne, Maison des arts de Créteil, place Salvador-Allende. 20 h 30.

Du 25 au 27 octobre.

Tél. : 01-53-45-17-17.

De 91,83 F à 118,07 F.

L'Atelier des corps

Cette exposition est réalisée par les jeunes adolescents incarcérés dans les maisons d'arrêt de Bois-d'Arcy et de Villepinte, dans le cadre des Rencontres des cultures urbaines à La Villette.

Renc'art zinc, parc de La Villette, Paris-19^e. M^o Porte-de-Pantin.

Du 24 octobre au 11 novembre.

De 18 heures à 23 heures, mercredi

et jeudi ; de 16 heures à minuit,

vendredi et samedi ; de 14 heures à

22 heures, dimanche. Tél. : 01-40-

03-75-75 ou 01-48-58-28-24

(association Pulsart). 20 F ; accès gratuit avec billet Rencontres.

SELECTION OFFICIELLE • CANNES 2001 •

Abbas Kiarostami et Marin Karmitz présentent

ABC
AFRICA

un film de Abbas Kiarostami

EN SALLE LE 24 OCTOBRE

EN VUE

■ Selon le comité d'Etat aux statistiques, la population russe a diminué de près de 600 000 âmes au cours des huit premiers mois de l'année.

■ L'obésité progresse en Islande, où le « budget bonbons » grève le revenu des familles.

■ Les petits Américains friands de ketchup vert ou violet pourront étaler bientôt sur leur tartine de la margarine bleu électrique ou rose bonbon.

■ Des parents de Rougon, dans les Alpes-de-Haute-Provence, ont été mis en examen pour « délaissement de mineurs et vol aggravé », après avoir abandonné leurs enfants qu'ils ne parvenaient plus à nourrir de « larvins alimentaires ».

■ L'université de Cornell, dans l'Etat de New York, met au point des bananes génétiquement modifiées pour lutter contre la maladie du charbon.

■ « L'argent, ne serait-ce que d'une seule journée de bombardements, transformerait l'Afghanistan, petit et magnifique pays, en paradis », calculait, samedi 13 octobre à Peshawar, devant des milliers de sympathisants, le Pachoune Khan Abdoul Wali Khan, chef nationaliste pakistanais.

■ « Peut-être qu'ils ont fait une erreur », s'interrogeait, lundi 22 octobre, Sayed Mir Shah, commandant antitaliban : un avion américain venait de bombarder ses troupes au cours d'un raid pour leur ouvrir la route de Kaboul.

■ Lors du feu d'artifice tiré, samedi 20 octobre, pour le sommet des dirigeants des pays d'Asie-Pacifique, des fusées en forme d'« objets volants non identifiés », symboles d'espérance, ont illuminé le ciel de Shanghai.

■ D'après le quotidien britannique *Guardian*, Oussama Ben Laden aurait vendu aux Chinois, curieux de les démonter, deux missiles américains qui n'avaient pas explosé.

■ Les autorités chinoises, engagées dans une vaste offensive anticorruption, ont prononcé une exclusion, privés six responsables de leur poste et lancé plus de cent avertissements contre 152 membres du Parti communiste qui, lors d'un scrutin provincial à Hejin, avaient vendu leurs voix pour de l'argent, des cigarettes et des sous-vêtements.

■ Un Tartarin de Vernaison, près de Lyon, qui s'était aventuré, lundi 22 octobre, dans le parc arboré du château du Razat, son fusil de chasse en bandoulière, a foudroyé un lion de cinéma échappé d'un plateau de tournage par une fenêtre entrebâillée.

Christian Colombani

Eloge de l'Etat cosmopolitique

La grande leçon des attentats du 11 septembre, explique le sociologue allemand Ulrich Beck dans « Der Spiegel », est que désormais la sécurité nationale n'est plus à proprement parler du ressort de la nation



Auteur, en 1986, de *La Société du risque*, dont la traduction française vient de paraître aux éditions

Aubier, Ulrich Beck, dans une longue tribune intitulée « L'Etat cosmopolitique » – allusion transparente à l'opuscule de Kant, *Idee d'une histoire universelle d'un point de vue cosmopolitique* (1784) –, défend la thèse selon laquelle les attentats de New York et de Washington, tout comme la guerre en cours, loin d'infléchir le cours de la mondialisation, l'auraient au contraire accéléré.

SPHÈRE INTÉRIEURE ET ÉTRANGÈRE

Si « l'attaque terroriste renforce l'Etat », dit-il dans *Der Spiegel*, en revanche, « elle dévalorise et détrône deux idées longtemps dominantes : celle de l'Etat national tout comme celle de l'Etat néolibéral ». Ulrich Beck réinterprète toute la politique moderne à partir de la notion de « risque » (*risiko*). Il ne veut pas dire

par là que le danger effectif se serait accru, mais que désormais les sociétés contemporaines auraient érigé la perception, voire les fantasmes, de menace en mesure de toute action politique. « Ce dont les gens craignent la réalité est réel dans ses conséquences », commente-t-il, en ajoutant que « la sécurité nationale – telle est la grande leçon des attaques terroristes – n'est désormais plus à proprement parler du ressort de la nation ». « Certes, note-t-il, il y a eu toujours des alliances. Mais aujourd'hui la différence cruciale réside en ce que des alliances globalisées ne sont pas seulement décisives pour la sécurité extérieure mais également intérieure. » Toutes les oppositions entre sphère intérieure et étrangère, guerre et paix, crime et domaine policier ou militaire doivent être,

selon lui, repensées de fond en comble. Dans ce contexte, « la catégorie d'Etat-nation va devenir une catégorie zombie », prévoit-il.

Il s'agit par ailleurs pour M. Beck d'éviter que l'idéal de coopération internationale ne finisse par se transformer en système de surveillance destiné exclusivement au renforcement de forteresses occidentales où la démocratie serait réduite à la portion congrue et où se diffuserait le poison du racisme. Seul un système cosmopolitique peut répondre au terrorisme par une politique de la « reconnaissance de l'altérité de l'autre » capable de rééquilibrer la balance en faveur des « perdants de la mondialisation ».

L'avenir des Etats consisterait alors à se « dénationaliser », fût-ce au prix de leur souveraineté, afin de se rendre capables de gérer leurs problèmes dans un monde décidément globalisé. Seuls des Etats « cosmopolites » peuvent en effet agir efficacement non seulement contre le terrorisme, mais sur les causes de celui-ci. « Les Etats cosmopolites sont fondés sur le principe de l'indifférence nationale de l'Etat », écrit-il. De même qu'il a été mis fin aux guerres de religion sous la forme du traité de Westphalie au XVII^e siècle par la séparation de l'Etat et de la religion, on pourrait – telle est la thèse que je défends – répondre aux défis des guerres civiles mondialisées du XX^e siècle en découplant l'Etat et la nation. » Comme si la réponse à la mondialisation du terrorisme passait, en somme, par plus de mondialisation encore...

Nicolas Weill

DANS LA PRESSE

LE FIGARO

Ivan Rioufol

■ Une absurde logique inspire l'autorité judiciaire. Dans son univers décalé, la raison n'a plus vraiment de sens. En effet, c'est bien au nom de la protection des droits de l'homme que des tueurs en puissance peuvent être « normalement » remis dans la nature avant d'avoir été jugés. Dans la froide argumentation de la chancellerie, pas un mot sur les morts innocents. La justice montre d'elle, dans cette affaire, un visage inhumain. (...) Cependant, ce ne sont pas les juges qui sont à blâmer le plus. Ce qui est en cause, c'est une législation déconnectée des réali-

tés, incapable de répondre efficacement à l'argumentation de la violence.

BFM

Philippe Alexandre

■ Même si Bonnal n'a pas bénéficié de la loi Guigou, fort controversée, sur la présomption d'innocence, son arrestation à l'issue d'un quadruple meurtre apporte de l'eau au moulin de la police, qui se scandalise de voir ses moyens d'action limités par la législation alors que la délinquance déferle et que le gouvernement affiche bien haut sa volonté de la combattre. Mais enfin, une fois qu'on se sera soulagé en criant haut sur la justice et la loi Guigou, il faudra se rappeler que les mêmes impréca-

teurs d'aujourd'hui fulminaient hier contre les gardes à vue prolongées, les détentions provisoires interminables, les lenteurs de la justice et l'encombrement des prisons vétustes et insalubres qui sont la honte de notre pays.

THE WASHINGTON POST (Etats-Unis)

Paul Simon

■ Les Américains ne parlent pratiquement aucune des langues d'Asie centrale et du Sud-Ouest et ils n'ont guère de chance d'apprendre l'existence de ces langues. Pourtant aujourd'hui quelque 80 agences fédérales ont besoin de personnes parlant une centaine de langues pour lutter contre les menaces terroristes, de trafic de drogue et de

maladies transmissibles ainsi que pour promouvoir nos intérêts économiques et commerciaux. Si la demande est là, l'offre est quasi inexistante, et seulement 8 % des étudiants américains étudient une langue étrangère. Il est temps de relancer les investissements fédéraux dans le Programme d'éducation pour la sécurité nationale (NSEP). (...) Dans toutes les crises nationales, depuis la guerre froide jusqu'au Vietnam, l'opération « Tempête du désert », la Bosnie et le Kosovo, notre pays s'est plaint de ses insuffisances linguistiques. Mais quand la crise s'en va, nous retournons à la situation antérieure. Un des messages du 11 septembre est que cette attitude de « business as usual » n'est plus acceptable.

www.piccoloteatro.org

Un laboratoire multimédia alliant le théâtre, la musique et la poésie



des costumes, des enregistrements de voix d'acteurs et des séquences vidéo... Les musiques originales composées pour certaines grandes représentations seront mises en ligne à partir de janvier prochain. La musique écrite en 1978 par Fiorenzo Carpi pour accompagner *La Tem-*

pête, de Shakespeare, inaugurera ce parcours multimédia : au fur et à mesure de la diffusion de la musique, la partition défilera sur l'écran. Les amateurs les plus fervents pourront consulter des reproductions des manuscrits originaux et les notes rédigées par le compositeur.

Le même principe sera appliqué au « Laboratoire de poésie » : pendant qu'une voix dira les poèmes, le texte apparaîtra à l'écran puis s'effacera, au rythme de la lecture. « Cette nouvelle forme de communication du théâtre a permis le rapprochement d'univers différents, par exemple la RAI (radio-télévision publique italienne), qui nous a prêtés ses archives sonores, et le MIT de Boston », explique Sergio Escobar, actuel directeur du Piccolo : « Alors que beaucoup considéraient l'union du théâtre et de l'Internet comme un sacrilège, je me suis posé la question : qu'est-ce qu'Internet peut apporter au théâtre, et vice versa ? Différents théâtres européens – Odéon, Strasbourg, Stockholm, Athènes, Barcelone, Lyon, Saint-Pétersbourg, Thessalonique – veulent développer un théâtre multimédia, mais il y a un réel manque de concertation. Nous sommes très peu relayés par la politique culturelle européenne. Euro Lab souhaite faire évoluer cette situation. »

Pauline de la Boulaye

SUR LA TOILE

AFGHANISTAN

■ Le site du gouvernement afghan en exil a été piraté et mis hors service par des hackers américains mal informés, qui croyaient avoir affaire au site des talibans. Il affiche désormais une simple page d'accueil publiant des messages d'excuse et de soutien, adressés par des citoyens américains.

www.afghangovernment.org

ALLEMAGNE-SURVEILLANCE

■ Selon le magazine *Focus*, le gouvernement allemand s'approprierait à adopter une mesure obligeant les fournisseurs d'accès Internet à mettre en place des systèmes permettant aux autorités de lire tous les courriers électroniques. Les équipements seront à la charge des entreprises. La mise en place pourrait s'étaler sur trois ans. – (AFP)

MUSÉES

■ Le nouveau nom de domaine « .museum », réservé aux musées et aux organismes travaillant dans ce secteur, sera opérationnel à partir de début novembre. Il sera géré par MuseDoma, association à but non lucratif soutenue par le Conseil international des musées et le J. Paul Getty Trust. – (Reuters.)

Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 26,35 € (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] [] Localité :

Offre valable jusqu'au 31/12/2001 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 101MQPAE

Autorisation de prélèvements	N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	ORGANISME CRÉANCIER : LE MONDE 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05
J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal <i>Le Monde</i> .	TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER	
Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.	Nom :	
Date :	Prénom :	
Signature :	N° :rue :	
	Code postal [] [] [] [] [] [] Ville :	
	NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)	
	N° :rue :	
	Code postal [] [] [] [] [] [] Ville :	
	DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER	
	Code Etablissement	Code Guichet
	N° de compte	Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99€ TTC/min)

Le Monde (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year *Le Monde* 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

Jenifer ou Jessica ?

par Dominique Dhombres

JEAN-PASCAL va-t-il conquérir Jenifer, comme il s'en est vanté ? Patrice va-t-il encore casser quelque chose ? Et les deux Belges du groupe, Stéphane et Amandine, vont-ils tomber dans les bras l'un de l'autre ? Tout cela est du chinois pour vous ? Vous habitez aux Galapagos, ou quoi ? Pour ceux qui vivent loin des écrans, rappelons ici le principe de « Star Academy », l'émission de télé-réalité lancée à grands frais, depuis samedi, par TF1. Dans le château des Vives-Eaux de Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne), seize pensionnaires (huit garçons et huit filles), sélectionnés parmi 100 000 candidats, sont enfermés pendant trois mois sous la férule impitoyable d'Alexia Laroche-Joubert, l'ancienne productrice de « Loft Story ». Ils ne sont pas là pour rigoler, si l'on en croit les propos, tendance éducation anglaise, tenus par la dame. On va leur en faire baver dans

cette vaste demeure, pierre de taille et brique rouge, transformée momentanément en centre de formation musicale pour artistes en herbe. Les caméras filment quasiment en permanence. Après des éliminations successives, un seul ou une seule d'entre eux remportera le gros lot : un contrat d'un million d'euros, la sortie d'un CD et trois soirs de concert garantis, quoi qu'il advienne, à l'Olympia. Ils sont arrivés samedi au château. On leur a montré leurs chambres (collectives). Ils font du sport. Leurs sorties sont sévèrement encadrées et contrôlées. Leurs coups de téléphone aussi. C'est l'enfermement de « Loft Story » en plus soft, avec la musique comme raison d'être, prétexte ou alibi, comme il vous plaira. La nouveauté, par rapport à « Loft Story », c'est qu'ils ont le droit de lire. Ains-i, Amandine, 23 ans, longs cheveux auburn, apprécie Patrick Süskind (*Le Parfum*) et Paulo

Coelho (*L'Alchimiste*). Cela semble d'ailleurs une manie, chez ces jeunes gens : ils aiment Paulo Coelho, à moins qu'ils ne se soient refilé le mot, au moment de l'examen d'entrée. Stéphane, l'autre Belge, 20 ans, physiquement avantageux de mannequin professionnel, fait exception : il ne lit que des livres techniques, jamais de roman ni même de BD. Côté sexe, ça a commencé très fort. Jean-Pascal, maître nageur originaire de Toulouse, encadré de deux filles lors d'une séance de sauna, certainement programmée par la régie pour le prime time, a montré d'emblée qu'il avait le sang chaud. Alors Jenifer, 18 ans, attachée de presse (allons bon !) la favorite ? Ou bien Jessica, 23 ans, auxiliaire de police (eh oui !) la challenger ? Ou encore Amandine, si cette dernière trahit la Belgique ? On attend de voir. Et la musique dans tout ça ? Ils chantent. Ils sont là pour ça, non ?

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.00 Halte aux marées noires. Forum
- 21.35 et 22.45 Thema. La poulière de l'Asie centrale. Arte
- 22.00 Forêts tondues, pays perdus. Forum
- 23.00 Carte blanche à... Corinne Lepage. Forum

MAGAZINES

- 19.00 Archimède. Soie. Ver fluo. Miss Nightingale. Un orme nommé Lutèce. Vieilles cornues. Arte
- 20.50 Soirée spéciale de l'information. Attentats : est-on bien protégé ? M 6
- 20.55 Vie privée, vie publique. La vérité à tout prix. France 3
- 22.15 Ça se discute. Comment vivre avec la maladie d'Alzheimer ? TV 5

DOCUMENTAIRES

- 19.00 Pilot Guides. Le Népal. Voyage
- 19.30 De Gaulle ou l'éternel défi. [5/6]. Déchirures algériennes. Planète
- 19.55 Zanskar, les écoliers de l'Himalaya. Odyssee
- 20.00 Jamu. Le léopard orphelin. Nat. Geographic
- 20.00 Mioritza, une balade roumaine. Voyage
- 20.15 La Vie en feuilleton. A l'école des pom-pom girls. [2/5]. Arte
- 20.30 Les Inuits et la Justice canadienne. Planète
- 20.40 L'Affaire Seznec. La Chaîne Histoire

Le Monde TELEVISION

Arte

20.45 Thema : La poulière de l'Asie centrale
 Sous un tel titre, dont le caractère explosif n'a rien d'excessif, preuve à l'appui, cette soirée Thema « spéciale » est une sorte de cours de rattrapage. Que savons-nous du Turkménistan ? L'actualité la plus brûlante oblige à ne plus méconnaître cette région du monde. Deux documentaires, complétés par un débat, apportent donc quelques données indispensables. Au

- 20.45 Thema. Au bord du gouffre ? L'Afghanistan et ses voisins. Arte
- 20.50 Stan Getz. People Time. Odyssee
- 21.00 Survol de l'Afrique. National Geographic
- 21.00 La Roumanie en train. Voyage
- 21.55 Jacques Le Goff. [4/5]. Histoire
- 21.55 Thema. Saddam Hussein ou les mystères d'une survie. Arte
- 22.00 La Flotte engloutie de Guadalcanal. Nat. Geographic
- 22.20 Lyndon B. Johnson, un président à l'écoute. [3/3]. La lutte pour les droits civiques. Odyssee
- 22.20 Ils ont fait l'Histoire. Sir Walter Raleigh. La Chaîne Histoire
- 22.25 Hongkong Hanoï. Retour des camps. Planète
- 23.50 17 octobre 1961, dissimulation d'un massacre. Histoire
- 23.50 Souvenirs de Pearl Harbor. Planète

SPORTS EN DIRECT

- 20.45 Football. Ligue des champions (1^{re} phase, 5^e journée, groupe G) : Deportivo La Corogne (Esp.) - Lille. Canal + vert
- 20.45 Football. Ligue des champions (1^{re} phase, 5^e journée, groupe F) : Lyon - FC Barcelone. Canal +

DANSE

- 20.35 et 23.00 La Poupée magique. Ballet de Joseph Bayer. Chorégraphie d'Oleg Vinogradov. Par le ballet du Kirov. Mezzo

MUSIQUE

- 20.55 Carl Maria von Weber, par Brendel. Avec l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, dir. Elisha Inbal. Muzzik
- 21.25 Franz Liszt. Concerto pour piano n°2. Avec Alfred Brendel, piano. Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, dir. Elisha Inbal. Muzzik
- 22.00 Rachmaninov. Enregistré en 1985. Vladimir Ashkenazy (piano). Mezzo
- 22.50 Chopin. Nocturne en ut dièse mineur. Enregistré en 2000. Avec Ju-Yung Baek (violin), Yoko Kaneko (piano). Mezzo
- 23.15 Adrienne Lecouvreur. Opéra de Francesco Cilea. Par l'Orchestre et les Chœurs de la Scala de Milan, dir. Roberto Rizzi Brignolli. Mezzo
- 23.35 Dave Holland Quintet. Enregistré à Fribourg, en 1996. Muzzik

TÉLÉFILMS

- 20.50 Les Semailles et les Moissons. Christian François [2/2]. France 2
- 21.00 Lansky. John McNaughton O. Paris Première

SÉRIES

- 18.30 Les Simpson. Les Simpson dans trente ans O. Canal +
- 20.45 Friends. Celui qui avait toujours l'air bizarre (v.m.) O. Canal Jimmy
- 22.35 Les Chemins de l'étrange. Comme deux gouttes d'eau. 13^{ème} RUE

FILMS

- 19.10 Bande à part ■■■ Jean-Luc Godard (France, 1964, 95 min) O. Cinéfaz
- 19.30 L'Argent ■■■■ Marcel L'Herbier (France, 1928, 90 min) O. Histoire
- 20.40 Meurtre à Alcatraz ■■■ Marc Rocco (Etats-Unis, 1995, 130 min) O. RTL 9
- 20.45 Lune froide ■■■ Patrick Bouchitey (France, 1991, 90 min) O. Cinéfaz
- 20.45 La Banquière ■■■ Francis Girod (France, 1980, 130 min) O. CineCinemas 3
- 20.45 Mon homme Godfrey ■■■ Gregory La Cava (Etats-Unis, 1936, v.o., 90 min) O. CineClassics
- 20.45 Les Vierges de Satan ■■■ Terence Fisher (GB, 1968, 95 min) O. TCM
- 22.15 Les Désarrois de l'élève Toerless ■■■ Volker Schlöndorff (Fr. - All., 1966, v.o., 85 min) O. Cinéfaz
- 22.15 Voici le temps des assassins ■■■■ Julien Duvivier (France, 1955, 110 min) O. CineClassics
- 22.35 La Garçonne ■■■ Billy Wilder (Etats-Unis, 1960, v.o., 125 min) O. Cinétoile
- 22.55 Dernières heures à Denver ■■■ Gary Fleder (Etats-Unis, 1995, v.o., 105 min) O. Paris Première
- 23.55 La Charge victorieuse ■■■ John Huston (Etats-Unis, 1951, v.o., 70 min) O. TCM
- 0.05 Le Maître de la prairie ■■■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1946, v.o., 120 min) O. CineClassics



0.45 Y aura-t-il de la neige à Noël ? ■■■ Sandrine Veysset. Avec Dominique Reymond, Daniel Duval (France, 1996, 90 min) O. Arte

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.00 La haute couture : mythe ou réalité ? Forum
- 22.00 Paris, capitale de la haute couture. Forum
- 23.00 Mademoiselle Chanel. Forum

MAGAZINES

- 13.15 Zig Zag café. La place des femmes dans le sport : Franziska-Rochat Moser, la marathonnienne. Invités : Franziska Rochat-Moser, Philippe Rochat. TSR
- 14.05 Cas d'école. La violence, les réponses. La Cinquième
- 14.15 Envoyé spécial. La dérive des enfants perdus de l'Islam. Paroles de roulants. TV 5
- 17.00 Les Lumières du music-hall. Patachou. Paris Première
- 20.45 Les Mercredis de l'histoire. Des Polaks en Pologne. Arte
- 20.55 Des racines et des ailes. Spéciale Saint-Petersbourg. France 3
- 22.25 Ça se discute. Peut-on vivre dans le mensonge ? France 2
- 23.30 Culture et dépendances. Les femmes s'emparent du sexe. Invités : Roger Hanin ; Victoria Abril ; Catherine Breillat ; Martin Monestier ; etc. France 3
- 0.55 Des mots de minuit. Invités : Gisèle Gilbert ; Jean-François Stévenin. France 2

DOCUMENTAIRES

- 17.45 Lyndon B. Johnson, un président à l'écoute. [3/3]. La lutte pour les droits civiques. Odyssee
- 17.55 Toutes les drogues du monde. [3 et 4/6]. Histoire
- 18.00 Le Grand Livre de l'Histoire de France. Napoléon III. La Chaîne Histoire
- 18.00 Hollywood Stories. Sylvester Stallone et Michael Hutchence. Paris Première
- 18.25 Terres de fêtes. La fête des Gardians. Planète
- 18.30 Raphaël. [2/3]. Le prince des peintres. Mezzo
- 18.30 Babouins malins. National Geographic
- 18.50 Pourquoi Israël ? [1/2]. Planète
- 18.55 Aldo Moro : anatomie d'un crime. Un drame italien. Histoire
- 19.00 Connaissance. La Diva et le Cochon. Truffes, argent et conviction. Arte
- 20.00 Estonie. Mère Laul ou la chanson de la mer. Voyage
- 20.15 La Vie en feuilleton. A l'école des pom-pom girls. [3/5]. Arte
- 20.25 La Guerre en couleurs. La bataille des Ardennes. La Chaîne Histoire

Le Monde TELEVISION

Arte

20.45 Les Mercredis de l'histoire : Des « Polaks » en Pologne
 Les premiers d'entre eux faisaient partie des bataillons de l'armée Rhin et Danube, qui reprirent Varsovie aux Allemands, en 1945. Déçus par la France de l'après-guerre, plusieurs milliers d'autres Polonais, issus, eux, des premières vagues de l'immigration des années 1920, les rejoindront ensuite dans cette Pologne nouvelle. Ils

- 20.30 Zev, le survivant des Carpates. Planète
- 20.50 Sans frontières. Chine secrète. La terre miséricordieuse. Odyssee
- 20.50 La Guerre en couleurs. L'Afrique du Nord. La Chaîne Histoire
- 21.00 Le XX^e siècle. La Deuxième Révolution russe. [4/8]. Les dessous de la Révolution. Histoire
- 21.15 Civilisations perdues. De l'Atlantide aux Achéens. La Chaîne Histoire
- 21.35 Musica. Black Divas - Barbara Hendricks. Artist of Life. Arte
- 21.50 Lonely Planet. Le Pakistan. Planète
- 21.55 Concours Volimine. Les inventeurs de gestes. Muzzik
- 21.55 Le XX^e siècle. Berlin, le premier procès du terrorisme iranien. Histoire
- 22.00 Venus d'ailleurs. Kumbha Mela. National Geographic
- 22.05 Biographie. Lawrence d'Arabie. La Chaîne Histoire
- 22.30 Des jeux hors du commun. [3 volet]. National Geographic
- 23.00 Rites interdits. Le cannibalisme. National Geographic
- 23.00 Pilot Guides. La République tchèque et la Pologne. Voyage
- 23.15 The Souls of New York. [2^e volet]. Canal Jimmy
- 23.25 Little Jimmy Scott. Why Was I Born ? Muzzik
- 23.30 La Vérité sur Lawrence d'Arabie. Odyssee
- 23.45 Les Printemps du Sacre. Mezzo
- 23.50 Les Mystères de l'histoire. Les carnets secrets d'Hitler. La Chaîne Histoire
- 23.55 Les Inuits et la Justice canadienne. Planète
- 0.00 Moldavie. Doïna ou une chanson douce. Voyage
- 0.20 Stan Getz. People Time. Odyssee
- 0.55 L'Eté des tziganes. Planète

SPORTS EN DIRECT

- 14.00 Tennis. Tournoi féminin de Linz (3^e jour). Eurosport
- 18.15 Tennis. Tournoi messieurs de Bâle (3^e jour). Eurosport
- 20.30 Basket-ball. Euroleague masculine. (3^e journée, groupe D) : Asvel - Pesaro. A l'Astroballe, à Villeurbanne. Pathé Sport
- 20.45 Football. Ligue des champions (1^{re} phase, 5^e journée, groupe D) : PSV Eindhoven - Nantes. Au Philips Stadium, à Eindhoven. TF 1

MUSIQUE

- 19.05 Berio et Bruckner par Inbal. Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, dir. Elisha Inbal. Muzzik

France 3

- 20.55 Vie privée, vie publique Mireille Dumas reçoit des personnes dont la vie a basculé après un événement dramatique. Michel Estival, dont le fils est mort dans le crash du Boeing de la TWA en 1996 ; Jean-Pierre Weiss, frère de l'une des disparues d'Auxerre dont le corps a été retrouvé ; et le photographe Jean-Marie Périé, fils du comédien François Périé, qui révèle avoir découvert à seize ans que son père génétique était Henri Salvador.
- 19.30 Clérambault. Magnificat. Avec J.F. Lombard (haute-contre), Hervé Lamy (taille), Peter Harvey (basse). Par l'Orchestre Musica Aeterna de Bratislava et les Pages et les Chantres de la Chapelle, dir. Olivier Schneebeli. Mezzo
- 20.35 et 23.30 Ravel. L'Alborada del gracia. Par l'Orchestre philharmonique de Munich, dir. Sergiu Celibidache. Mezzo
- 21.00 Classic Archive. En 1958, 1957 et 1949. Avec William Primrose (violin), Gregor Piatigorsky (violoncelle), Jascha Heifetz (violin). Œuvres de Beethoven, Walton, Debussy, Diniuc. Mezzo
- 22.55 Mosaïque baroque. Avec Roy Goodman (violin), Rachel Brown (flûte), Sally Jackson (basson). Interprété par le Brandenburg Consort, dir. Roy Goodman. Œuvres de Haendel, Fux, Gallo, Pachelbel. Mezzo
- 0.30 Art Ensemble of Chicago. A Lugano. Avec Malachi Favors, contrebasse ; Roscoe Mitchell, saxophone ; Lester Bowie, trompette ; Joseph Jarman, saxophone ; Don Myce. Muzzik
- 0.50 Fonky Family. Au Paléo Festival de Noyon, en 2001. Paris Première

TÉLÉFILMS

- 20.45 Un étrange visiteur. Peter Levin. RTL 9
- 20.50 Tel épris. Fabien Onteniente. France 2
- 20.50 Star. Michael Miller. TF 6
- 21.00 Ce que savait Maisie. Edouard Molinaro O. Téva
- 22.15 Le Grand Batre. L. Carcéles. TV 5
- 22.40 Menaces dans la nuit. Michael Tuchner O. Téva
- 0.05 L'île aux muettes. Roger Kahane. Festival

SÉRIES

- 18.30 Friends. Celui qui embrassait mal O. France 2
- 18.50 Ally McBeal. Mariage à trois O. Téva
- 20.45 Star Trek, Deep Space Nine. Le siège de Ar-558 (v.m.) O. Canal Jimmy
- 20.50 Le Lycée. Sortie scolaire O. M 6
- 21.35 Twin Peaks. Episode 3 O. 13^{ème} RUE
- 21.35 Star Trek. La colère des dieux (v.m.) O. Canal Jimmy
- 21.50 Le Lycée. Majeure et vaccinée O. M 6
- 22.30 New York Police Blues. Réveil difficile (v.m.) O. Canal Jimmy
- 22.50 X-Files. Luminescence O. Dévoreur d'âmes O. M 6
- 23.40 Le Caméléon. Compte à rebours (v.m.). TSR
- 0.50 Friends. Celui qui avait toujours l'air bizarre (v.o.) O. Canal Jimmy
- 0.55 Chapeau melon et bottes de cuir. Je vous tuerai à midi. Série Club
- 1.15 That 70's Show. Eric, le roi du hamburger (v.o.) O. Canal Jimmy

FILMS

- 13.35 Le Plus Beau Pays du monde ■■■ Marcel Bluwal (France, 1998, 120 min) O. CineCinemas 2
- 14.40 L'Affiche rouge ■■■ Frank Cassenti (France, 1976, 90 min) O. Histoire
- 15.15 Soigne ta droite ■■■■ Jean-Luc Godard (France, 1987, 80 min) O. Cinéfaz
- 16.30 L'Affût ■■■ Yannick Bellon (France, 1992, 100 min) O. CineCinemas 1
- 17.05 Les Voleurs ■■■ André Téchiné (France, 1996, 120 min) O. Cinéstar 1
- 18.10 La Banquière ■■■ Francis Girod (France, 1980, 125 min) O. CineCinemas 1
- 18.20 A cause d'un assassinat ■■■ Alan J. Pakula (Etats-Unis, 1974, 95 min) O. Cinéfaz
- 18.50 Quand la ville dort ■■■■ John Huston (Etats-Unis, 1950, 115 min) O. TCM
- 18.55 Les Espions ■■■ Henri-Georges Clouzot (France, 1957, 125 min) O. Cinétoile
- 19.00 L'Ennui ■■■ Cédric Kahn (France - Portugal, 1998, 120 min) O. Cinéstar 2



20.45 La Roue ■■■ Abel Gance. Avec Séverin Mars, Gil Clary (France, 1923, 180 min) O. CineClassics

- 20.45 L'Empire du soleil ■■■ Steven Spielberg (Etats-Unis, 1987, 150 min) O. TCM
- 20.50 eXistenZ ■■■ David Cronenberg (Etats-Unis, 1999, 90 min) O. TPS Star
- 21.00 Maine-Océan ■■■ Jacques Rozier (France, 1986, 130 min) O. Cinétoile
- 21.00 The Million Dollar Hotel ■■■ Wim Wenders. Avec Jeremy Davies, Milla Jovovich, Mel Gibson (EU - GB - All., 1999, 115 min) O. Canal +
- 22.10 Pour rire ! ■■■ Lucas Belvaux (France, 1997, 100 min) O. CineCinemas 1
- 23.15 La Couleur pourpre ■■■ Steven Spielberg (Etats-Unis, 1985, 160 min) O. TCM
- 23.45 Austerlitz ■■■ Abel Gance (France - Italie, 1960, 165 min) O. CineClassics
- 0.35 L'Ennui ■■■ Cédric Kahn (France - Portugal, 1998, 115 min) O. Cinéstar 1

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
- 16.25 Alerte à Malibu. 17.25 Beverly Hills. 18.20 et 1.50 Star academy. 18.55 Le Bigdil. 20.00 Journal, Tiercé, Météo. 20.55 Astérix et Obélix contre César Film. Claude Zidi O.
- 22.55 Le Temps d'un tournage. 23.00 Vis ma vie O.
- 20.25 Les Couilleres de l'économie.

FRANCE 2

- 16.50 Des chiffres et des lettres. 17.20 Qui est qui ? 18.00 Le Groupe. 18.30 Friends O. 19.00 On a tout essayé. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.00 et 0.20 Journal, Météo. 20.50 Les Semailles et les Moissons. Téléfilm. Christian François [2/2]. 22.35 Fallait y penser. Invité : Franck Duboscq. 0.45 Avec ou sans hommes Film. Herbert Ross O.

FRANCE 3

- 16.35 MNK, A toi l'actu@. 17.50 C'est pas sorcier. 20.00 Questions pour un champion. 18.45 La Santé d'abord. 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.10 Tout le sport. 20.20 Tous égaux. 20.55 Vie privée, vie publique. 22.50 Météo, Soir 3. 23.20 U-Turn, ici commence l'enfer Film. Oliver Stone O.

CANAL +

- 16.55 Fish and Chips Film. Damien O'Donnell O.
- En clair jusqu'à 20.45
- 18.30 Les Simpson O. 18.55 + de cinéma. 19.35 Le Journal. 19.45 Le Zapping. 19.55 Les Guignols de l'info. 20.05 Football. Ligue des champions. Lyon - FC Barcelone (Esp.). 20.45 Coup d'envoi. 22.45 Ligue des champions. Les autres rencontres. 0.00 Taxi. Film. Gérard Pirès O.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
- 13.50 Les Feux de l'amour. 14.40 Mission sauvetages. 15.35 Sylvia. 16.30 Alerte à Malibu. 17.25 Beverly Hills. 18.20 Star Academy. 18.55 Le Bigdil. 20.00 Journal, Tiercé, Météo. 20.45 Football. Ligue des champions. PSV Eindhoven (PB) - Nantes (Fr.) 20.45 Coup d'envoi. 22.45 Real Madrid (Esp.) - AS Rome (It.). 0.30 Vol de nuit. Les voies du bonheur.

FRANCE 2

- 13.45 Derrick O. 15.50 Mort suspecte O. 16.45 Premier rendez-vous. 17.25 Grosse pointe O. 17.55 Le Groupe. 18.30 Friends O. 18.55 On a tout essayé. 17.50 C'est pas sorcier. 19.55 et 20.45 Tirage du Loto. 20.00 et 0.30 Journal, Météo. 20.50 Tel épris. Téléfilm. Fabien Onteniente. 22.25 Ça se discute. 0.55 Des mots de minuit.

FRANCE 3

- 13.55 C'est mon choix. 15.00 Questions au gouvernement. 16.05 MNK, A toi l'actu@. 17.50 C'est pas sorcier. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.10 Tout le sport. 20.20 Tous égaux. 20.55 Des racines et des ailes. 23.00 Météo, Soir 3. 23.30 Culture et dépendances. 1.20 Les Dossiers de l'Histoire. Chine jaune, Chine bleue [1/2] : Le temps des troubles, 1842-1949.

CANAL +

- En clair jusqu'à 14.00
- 13.30 La Grande Course. 14.00 H O. 14.25 Titus O. 14.45 South Park O. 15.10 Un président en ligne de mire. Téléfilm. Armand Mastroianni O.
- 16.45 Eddy Time. ► En clair jusqu'à 21.00
- 18.15 Divers et variés. Michael Jackson. 18.55 + de cinéma. 19.30 Le Journal. 19.40 Le Zapping. 19.50 Les Guignols de l'info. 20.05 Burger Quiz. 20.45 Encore + de cinéma. 21.00 The Million Dollar Hotel ■ Film. Wim Wenders O.
- 22.55 La Captive ■■■■ Film. Chantal Akerman O.
- 0.50 Midnight +. 1.45 Le Mystère d'Hanuman. Téléfilm. Thomas Jauch O.

ARTE

- 19.00 Archimède. 19.45 Arte info, Météo. 20.15 La Vie en feuilleton. 20.45 Thema. La poulière de l'Asie centrale. 20.45 Au bord du gouffre ? L'Afghanistan et ses voisins. 21.35 et 22.45 Débat. La poulière de l'Asie centrale. 21.55 Saddam Hussein ou les mystères d'une survie. 23.00 Music Planet 2Nite. 23.55 Bob et Margaret. 0.15 Ayez donc des gosses ! 0.45 Y aura-t-il de la neige à Noël ? ■■■ Film. Sandrine Veysset O.

M 6

- 17.30 Mariés, deux enfants O. 17.55 Le Flic de Shanghai O. 18.55 Charmed O. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.05 Madame est servie O. 20.40 Caméra Café. 20.50 Soirée spéciale de l'information. Attentats est-on bien protégé ? 22.55 Les Roses de l'assassin. Téléfilm. Max Fischer O. 0.35 Turbo sport.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Perspectives contemporaines. 22.10 Multipistes. 22.30 Surpris par la nuit. 0.05 Du jour au lendemain. Philippe Sers. 0.40 Chansons dans la nuit.

FRANCE-MUSIQUES

- 20.00 Un mardi idéal. Quatuor Borodine. 22.00 En attendant la nuit. 23.00 Jazz, suivez le thème. 0.00 Extérieur nuit.

RADIO CLASSIQUE

- 20.00 Les Rendez-vous du soir. Œuvres de Glinka, Tchaïkovski, Vadin, Prokofiev. 20.40 Intégrale des symphonies de Louise Farrenc. Par l'Orchestre de Bretagne, dir. Stefan Sanderling, Lylia Zilberstein, piano. Œuvres de Méhul, Chopin, Farrenc. 22.15 Les Rendez-vous du soir (suite). Œuvres de R. Schumann, Bruch, Brahms, R. Strauss.

PROGRAMMES

LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.45 Le Journal de la santé. 14.05 Cas d'école. 15.10 A travers les Alpes sauvages. 16.10 VLAM Vive la musique. 17.00 Va savoir. 17.30 100 % question. 18.05 C dans l'air. 19.00 Connaissance . 19.45 Arte info, Météo. 20.15 La Vie en feuilleton. 20.45 Les Mercredis de l'histoire. Des Polaks en Pologne. 21.35 Musica. Cycle « Black Divas » : Barbara Hendricks. Artist of Life. 22.35 Beyrouth fantôme ■■ Film. Ghassan Salhab (v.o.). 0.30 L'Arnaque ■■ Film. George Roy Hill (v.o.) O.

M 6

- 13.35 M 6 Kid O. 17.05 Fan de. 17.35 Le Pire du Morning. 18.00 Le Flic de Shanghai O. 18.55 Charmed O. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.05 Madame est servie O. 20.40 Caméra Café. 20.50 Le Lycée. Sortie scolaire O. 21.50 Majeure et vaccinée O. 22.50 X-Files. Luminescence O. 23.50 Dévoreur d'âmes O. 0.40 Drôle de scène. 1.05 Soirée spéciale de l'information. Attentats : est-on bien protégé ?

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 19.30 Personne n'est parfait. 20.30 Fiction 30. 21.00 Mesures, démesures. 22.10 Multipistes. 22.30 Surpris par la nuit. 0.05 Du jour au lendemain. Jean-Pierre Enjalbert (Tableau vivant). 0.40 Chansons dans la nuit. 1.00 Les Nuits (rediff.).

FRANCE-MUSIQUES

- 18.00 Le jazz est un roman. 19.05 Le Tour d'écoute. 20.00 Concert. Par l'Orchestre national de France, dir. Bernard Haitink, Mélanie Diener, soprano. Œuvres de R. Strauss, Mahler. 22.00 En attendant la nuit. 23.00 Jazz, suivez le thème. 0.00 Extérieur nuit.

RADIO CLASSIQUE

- 20.00 Les Rendez-vous du soir. Œuvres de Bizet, Debussy, Dukas. 20.40 A Musical Banquet. Andreas Scholl, alto, Edin Karamazov, luth. Œuvres de Holborne, Bacheler, Dowland, Martin, Guédron, Amor, Caccini, Megli. 21.55 Les Nuits de la voix. Par l'Ensemble Vivete Felici, dir. Geoffroy Jourdain et le Jeune Chœur de Paris, dir. Laurence Equilbey.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

- Les codes du CSA
- Tous publics
- Accord parental souhaitable
- Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
- Public adulte
- Interdit aux moins de 16 ans
- Interdit aux moins de 18 ans

Rouge-route

par Pierre Georges

EH BIEN, disons que c'est là de la pédagogie assez brutale, mais nécessaire. On se souvient des spots télévisuels, plus que publicitaires, réalisés récemment à la demande de la Sécurité routière. Ils montraient, ces petits films, la réalité, même reconstituée, de l'accident de la route. Une réalité crue, dure, à faire frémir d'abord, réfléchir ensuite. Une réalité dissuasive ? Assez, en tout cas, pour que nul n'oublie plus le tragique absolulement banal, ordinaire et très partagé du malheur au coin de la rue, de la route.

Et malgré cela, malgré tous ces efforts de prévention et d'information, l'hécatombe continue. Dans l'accoutumance générale, une sorte de résignation d'habitude, de cette décimation de routine. Sans doute n'y a-t-il pas de responsabilité collective à ce drame permanent mais au moins une irresponsabilité commune à n'en pas pointer suffisamment et suffisamment fort les causes et les effets.

La presse y a sa part. Non pas, la régionale surtout, qu'elle ne tienne pas, jour après jour, semaine après semaine, week-end après week-end, le grand registre sanglant des accidents de la route. Non pas qu'elle ne souligne, week-end après week-end, commentaire après commentaire, l'ampleur révoltante de ce désastre continu. Mais plus simplement parce qu'elle finit par le faire comme dans une résignation comptable à dire les choses sans espoir de les voir jamais changer. Comme une cause sans espoir, ni solution.

La presse y a sa part. Et le chroniqueur aussi, qui y pense parfois et oublie trop souvent. Qui parfois, au risque du soup-

çon de démagogie, a envie d'écrire qu'un gamin foudroyé par une overdose dans une rave-party, c'est certes très grave et très public. Mais que quarante, cinquante autres gamins, fauchés, chaque fin de semaine, dans la nuit ou à l'aube, cela l'est plus encore. Et que ce qu'il y a de plus terrible hors le deuil des familles, en cette hémorragie sans fin, c'est que nous la vivons celle-là avec une terrifiante accoutumance.

Le pouvoir des mots tient ici en un mot : celui de dire « assez ». De dire qu'il faut tout faire désormais, et tout consacrer, dans une urgence et une cause nationales pour, au moins, faire que les courbes, ces fameuses courbes statistiques qui ne font que chiffrer abstraitement le malheur, repartent à la baisse. Et non à la hausse comme actuellement.

Rien ne sert à une société d'invoquer à tout propos, et hors de propos, le fameux principe de précaution, si, dans le même temps, tout n'a pas été fait pour se prémunir du pire fléau. Pardonnez encore la démagogie de la comparaison, qui ne se veut pas un choix entre peste et choléra. Mais c'est un fait : la route tue plus sûrement que les OGM, les pesticides, ou la pollution des airs et eaux réunis !

Prévention, éducation, répression, on ne sait quelle méthode, quelle conjugaison des méthodes plutôt, sera efficace pour limiter cette grande casse humaine. C'est affaire de spécialistes. Donnons alors tous les moyens et toute priorité aux spécialistes pour qu'enfin cette tuerie diminue. Sur une place de Rouen, 101 silhouettes ont été dressées, monument aux morts 2001, avant la Toussaint rouge-route !

Les dirigeants de l'opposition demandent l'abrogation de la loi sur la présomption d'innocence

Les syndicats de policiers manifestent mardi pour dénoncer le « laxisme » de la justice

LA POLÉMIQUE sur la remise en liberté, le 21 décembre 2000, de Jean-Claude Bonnal, un récidiviste soupçonné d'avoir participé au quadruple meurtre d'Athis-Mons (Essonne), le 6 octobre, a pris un tour politique, lundi 22 octobre. Des responsables de l'opposition ont en effet demandé le réexamen de la loi sur la présomption d'innocence d'Elisabeth Guigou, qui n'est pourtant pas à l'origine de cette libération puisqu'elle est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2001, soit après la remise en liberté de Jean-Claude Bonnal. L'ancienne ministre de la justice a d'ailleurs rappelé cette chronologie, lundi, sur LCI, en ajoutant : « De toute façon, cette loi dit qu'en matière criminelle, la durée de la détention provisoire, c'est quatre ans », alors que Jean-Claude Bonnal a été libéré au bout de deux ans.

Après Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale (*Le Monde* du 23 octobre), le conseiller à la direction du RPR et député des Hautes-Alpes, Patrick Ollier, a proposé le dépôt d'une motion de censure

afin de sanctionner « l'incapacité du gouvernement en matière de politique judiciaire et de sécurité ». « C'est une initiative personnelle qui n'engage que moi », a cependant corrigé, peu après, M. Debré. Le député européen (DL) Thierry Jean-Pierre, le président de Démocratie libérale, Alain Madelin, celui du Mouvement pour la France, Philippe de Villiers ont, quant à eux, demandé la « remise en cause » ou « l'abrogation de l'absurde loi Guigou qui organise la libération des voyous ». Lors d'une réunion, à Paris, de l'Union en mouvement, à laquelle il participait en compagnie de Jean-Pierre Raffarin et de Nicolas Sarkozy, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, Philippe Douste-Blazy, a également dénoncé une « terrible loi ».

Ce texte avait pourtant été adopté, le 30 mai 2000, avec les voix de l'opposition puisqu'il avait été voté à l'unanimité moins deux abstentions par le Sénat. A l'Assemblée, les groupes RPR, UDF et DL s'étaient abstenus mais le texte mis au point par la commission mixte paritaire, composée de députés

et de sénateurs, avait été adopté à l'unanimité.

Arrêté fin 1998 dans le cadre d'un hold-up, Jean-Claude Bonnal, placé en détention provisoire par le juge d'instruction Philippe Coirre, avait été remis en liberté sous contrôle judiciaire par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris le 4 décembre 2000 (*Le Monde* du 23 octobre). Dans un entretien publié par *Le Figaro*, mardi 23 octobre, le président de la chambre de l'instruction, Jean-Paul Laurans, s'est expliqué au sujet de cette décision. « Pour justifier une prolongation de détention provisoire, [le juge d'instruction] doit indiquer des « motifs sérieux » et prévoir un délai d'achèvement de sa procédure », a indiqué M. Laurans. « Dans le dossier Bonnal, ces deux conditions faisaient défaut ». Selon le magistrat, « la détention provisoire n'a pas vocation à éliminer les gens, à les mettre hors du circuit social ». « A moins de rétablir la peine de mort ou la perpétuité systématique, personne n'a jamais l'assurance qu'un individu ne récidivera pas », a-t-il conclu.

Les syndicats de police ont multiplié, lundi, les déclarations pour dénoncer le « laxisme » de la justice. Plusieurs organisations ont appelé à des « marches silencieuses » en mémoire des deux gardiens de la paix tués au Plessis-Trévisse (Val-de-Marne) le 16 octobre, une affaire dans laquelle Jean-Claude Bonnal a également été interrogé. La principale marche devait se dérouler à Créteil, mardi en début d'après-midi.

Le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), s'est « insurgé contre la récupération [du quadruple meurtre d'Athis-Mons] par des syndicats de policiers et de commissaires qui n'ont pas hésité à utiliser ce drame dans l'unique dessein de mettre en cause la loi sur la présomption d'innocence alors que celle-ci n'était pas entrée en vigueur lors de la libération de Jean-Claude Bonnal ».

Jean-Louis Saux

Lire aussi notre éditorial page 18

► www.lemonde.fr/securite

La Société des rédacteurs du « Monde » approuve la réorganisation juridique et le principe d'une entrée en Bourse

LA SOCIÉTÉ des rédacteurs du « Monde » (SRM), réunie, lundi 22 octobre, à l'Institut national d'agronomie à Paris, en assemblée générale ordinaire convoquée extraordinairement, a approuvé le projet de réorganisation juridique du groupe qui sera soumis à une assemblée générale extraordinaire du Monde SA le 5 novembre. Dans cette nouvelle architecture, Le Monde SA, rebaptisé Le Monde et Partenaires associés, deviendrait la maison mère d'une holding chapeautant une deuxième société, Le Monde, destinée à être cotée en Bourse sur le premier marché à hauteur de 25 %. Cette société contrôlerait elle-même une société d'exploitation de l'ensemble des activités du groupe, la Société éditrice du Monde.

Les trois sociétés auront à l'identité les mêmes organes de direction (conseil de surveillance et directoire) que ceux de l'actuel Monde SA. Dans les statuts du Monde et Partenaires associés, la minorité de blocage en droits de vote de la SRM, de 33,33 %, est sanctuarisée, ce qui signifie qu'elle la conservera quelle que soit sa part

détenue dans le capital social. Les actionnaires internes auront désormais 54,81 % du Monde, et les actionnaires partenaires 45,19 %.

La première résolution soumise au vote de l'assemblée générale de la SRM portait sur la réorganisation juridique. Sur un total de 1 054 parts exprimées, elle a obtenu 578 oui (54,84 %), 356 non (33,78 %) et 120 blancs (11,38 %). La seconde résolution a pour objet d'autoriser une augmentation de capital de la future société Le Monde, « dans la limite d'un montant total de 100 millions d'euros », par une introduction en Bourse dans un délai de vingt-quatre mois. Dans une première étape, cette société pourrait recourir à une avance d'actionnaires sous la forme d'obligations remboursables en actions de la société cotée. Cette résolution a été adoptée par l'assemblée générale de la SRM par 558 oui (52,94 %), 372 non (35,29 %) et 124 blancs (11,77 %). Présidé par Michel Noblecourt, le conseil d'administration de la SRM avait recommandé un vote favorable sur ces deux résolutions.

DÉPÊCHES

■ **SONDAGE** : Jacques Chirac remporterait l'élection présidentielle avec 53 % au second tour contre 47 % à Lionel Jospin, si ce scrutin avait lieu maintenant. Le président de la République obtient le même score qu'en juillet et en septembre. Selon ce sondage CSA/BFM/Libération, publié mardi 23 octobre et réalisé les 17 et 18 octobre auprès d'un échantillon de 1 005 personnes de 18 ans et plus, M. Chirac obtiendrait 26 % (sans changement) au premier tour, M. Jospin 23 % (-1), Jean-Pierre Chevènement 9 % (idem), Jean-Marie Le Pen 8,5 % (+0,5), Noël Mamère 7 % (+3 points par rapport à Alain Lipietz), Arlette Laguiller 7 % (id), Robert Hue 5,5 % (-0,5), François Bayrou 5 % (-1) et Alain Madelin 5 % (-1).

■ **EXTRÊME DROITE** : Pierre Vial a annoncé, lundi 22 octobre, la création d'un nouveau groupe au conseil régional Rhône-Alpes, après avoir démissionné du bureau national du Mouvement national républicain (MNR). Le groupe « Europe Identité » compte quatre anciens élus du MNR. « Mon discours va s'orienter plus que jamais sur la question de l'Europe des peuples et des régions », a indiqué à l'AFP M. Vial.

■ **TENNIS** : Andre Agassi et Steffi Graf se sont mariés lundi 22 octobre, à Las Vegas (Nevada). Le couple de champions, respectivement âgés de 31 et 32 ans, attend un enfant, dont la naissance est prévue en décembre.

SUR LE CÂBLE ET CANAL SATELLITE canaljimmy.fr

METROSEXUALITY.
UNE SÉRIE PLEINE D'HUMOUR SUR LES ANGLAIS ET LEURS PROBLÈMES DE SEXE.

CANAL JIMMY
garanti version très originale

METROSEXUALITY. DÉCOUVREZ LA SÉRIE QUI A TROUVÉ LE BON TON POUR PARLER SEXUALITÉ LE DIMANCHE À 20H45.



PORTRAIT
Daniel Jeannette crée des décors et des personnages en image de synthèse pour l'empire de George Lucas.
P. IV

CYBERCULTURE

Extrêmement mobile, la société japonaise a été conquise par les services interactifs des réseaux de téléphones portables.

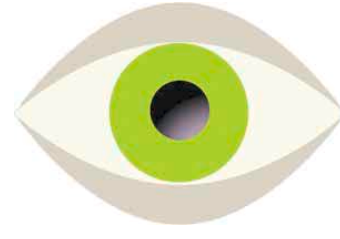
P. V



ENTREPRISES

Face à la mauvaise conjoncture, le Web permet de commercer de manière plus rapide, plus simple et plus efficace.

P. VI



PETITES HISTOIRES NUMÉRIQUES

Grâce à La Toile, Mahir Cagri a réussi à embrasser le monde entier et à devenir un cyber-héros depuis sa ville natale d'Izmir, en Turquie.

P. IV

CITOYEN

Historien et mathématicien, Giorgio Israel défend une vision humaniste de la science.

P. VII



ENQUÊTE

En français dans le Net

Sous l'effet de la mondialisation, Internet sera-t-il un facteur de succès pour les promoteurs de la francophonie ?

LA DIVERSITÉ culturelle. Le concept est à la mode. L'ONU a placé l'année 2001 sous le signe du « dialogue entre les civilisations ». Le Sommet de la francophonie, qui devait se tenir à Beyrouth du 26 au 28 octobre – avant d'être reporté d'un an en raison des troubles qui agitent la planète –, avait retenu pour thème le « dialogue des cultures ». Et la 31^e conférence générale de l'Unesco, qui se tient à Paris jusqu'au 3 novembre, s'est fixé comme objectif d'accoucher d'une déclaration universelle sur... la diversité culturelle.

A l'heure de la globalisation économique et de l'extension des réseaux de communication, le patri-

moine culturel de l'humanité serait-il à ce point menacé pour qu'on s'évertue enfin à vouloir le protéger ? « La réponse à la mondialisation laminoir des cultures, c'est la diversité culturelle », a plaidé Jacques Chirac en ouverture de la conférence de l'Unesco. Et, pour le président français, les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont leur rôle à jouer dans la préservation de cette pluralité : « Grâce à elles, chacun a accès comme jamais à la polyphonie des cultures du monde (...) à condition que la Toile et le satellite ne soient pas le monopole de fait du monde occidental et en son sein d'une seule langue. »

Or c'est justement ici que le bât blesse. Pour une simple et bonne raison : la Toile se décline avant tout en anglais et apparaît dès lors davantage comme un facteur d'homogénéisation que de diversification culturelle. Selon le dernier recensement de l'association Fundes, qui étudie la place des langues sur le Réseau depuis 1995, si l'anglais est en recul, il représente encore plus de la moitié de ses contenus et de ses utilisateurs. En revanche, le français, s'il a presque doublé sa présence sur la Toile en trois ans, représente toujours moins de 5% de son contenu et est la langue de moins de 4% des internautes. Ce qui le classe également derrière le japonais, l'allemand, l'espagnol, le chinois et le coréen. Faut-il voir dans cette présence toute relative du français sur le Réseau un risque pour les cultures francophones ?

Dès le début de son mandat, Jacques Chirac alertait déjà : « Si, dans les nouveaux médias, notre langue, nos programmes, nos créations ne sont pas très présents, nos futures générations seront économiquement et culturellement marginalisées. (...) C'est une question de survie. » Sur le terrain, cette fois, Lionel Jospin lui emboîtait le pas et confiait en avril 1998, à Patrick Bloche, président du groupe d'études de l'Assemblée nationale sur les nouvelles technologies et rapporteur du budget de la francophonie, une mission sur l'« utilisation des technologies de l'information, et en particulier de l'Internet, pour renforcer la présence internationale de la France et de la francophonie ».

Trois ans plus tard, certaines préconisations du rapport ont été suivies d'effet, notamment en termes d'offre de contenus et de services en français à travers la multiplication des sites publics. Mais le constat dressé par le député socialiste reste d'actualité : « L'Internet français est encore peu visible dans la société de l'information mondiale. » L'une des raisons invoquées par Daniel Malbert, de la Délégation générale à la langue française (DGLF) : le trop grand monolinguisme des sites français. Car, si la culture française veut s'exporter davantage sur le Réseau, elle doit être plus facilement accessible par les internautes non francophones.

Pour Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), qui regroupe cinquante et un Etats, une présence plus forte du français et des cultures francophones sur Internet passe d'abord par une participation accrue des

pays africains – qui représentent une part importante des 500 millions d'hommes et de femmes que rassemble l'espace francophone – à la société de l'information. Et en second lieu par une alliance avec les autres aires linguistiques non anglophones (lire l'interview en page III). « Si nous agissons seuls, nous sommes très minoritaires, reconnaît Boutros Boutros-Ghali. Nous voulons mobiliser les autres grandes aires culturelles hispanophone, lusophone et arabophone par le biais de partenariats, afin de favoriser la diversité culturelle dans la société de l'information. »

Reste que, comme le notent Daniel Malbert, de la DGLF, et Annie Marchaix, de l'Association des informaticiens de langue française, ce n'est pas parce que le Réseau est ouvert et mondial qu'il ne risque pas de se refermer sur lui-même et de se scinder en zones linguistiques, au grand dam de la « diversité culturelle ».

Stéphane Mandard



Afin de développer l'usage du français sur la Toile, les « lieux de savoir » francophones se multiplient.

Lire page II



La Toile parle peu français. Mais le gouvernement et la francophonie ont décidé de faire du Réseau un outil de rayonnement des cultures francophones. Avec des moyens et des résultats contrastés.

PUBLICITÉ

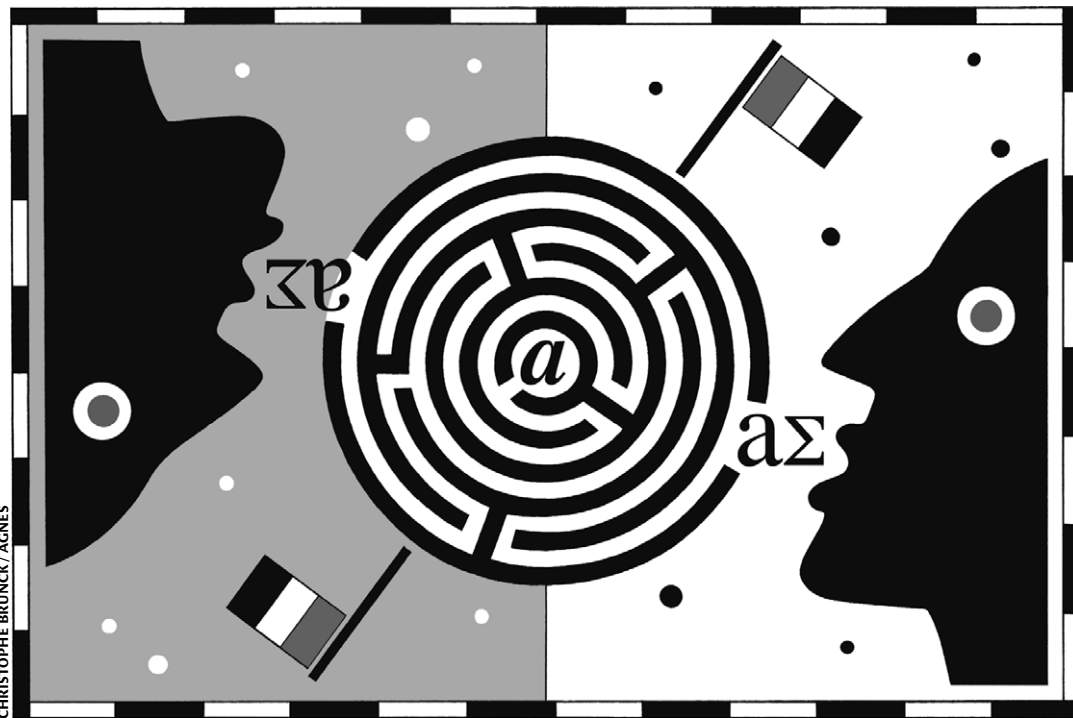
Le «savoir francophone» s'organise

Proposer des «lieux de savoir» sur la Toile pour promouvoir l'usage du français et essayer de contrer la prédominance de l'anglais

DIFFUSER le savoir pour promouvoir la langue. C'est le pari qu'ont fait les responsables de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF) dans leur exploitation d'Internet. L'idée est simple : proposer en ligne du contenu francophone à forte valeur ajoutée, afin de contrer la prédominance de l'anglais. Le dernier rapport de l'AIISI (African Information Society Initiative), publié en mai dernier, observait d'ailleurs que «les pays francophones [d'Afrique] bénéficient de plus de connectivité institutionnelle que les pays non francophones». Or, bien souvent, cette «connectivité institutionnelle» a pour objet des dispositifs de diffusion de la connaissance.

Le bras de fer linguistique, on le sait, est inégal. Déjà largement dominant sur la Toile, l'anglais est de surcroît le véhicule privilégié de l'information scientifique et technique. Et la grande majorité des revues de publication dites «primaires» sont, depuis un peu moins d'un siècle, anglophones. Surtout dans le domaine des sciences dures (physique, chimie...) – et pas uniquement dans les pays du Sud –, les chercheurs sont généralement contraints de traduire leurs différentes contributions en anglais pour y être publiés.

Pour les responsables des instances de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), il y a justement là une carte à jouer. Promouvoir des «lieux de savoir» francophones sur la Toile permet, notamment, d'assurer aux chercheurs et aux étudiants des pays du Sud ayant fait le choix du français que leur francophonie n'entravera pas l'accès aux ressources documentaires nécessaires à leurs travaux. Un souci particulièrement impérieux dans les pays du Sud, où, souvent, les bibliothèques et les centres de documentation universitaires sont peu achalandés. De plus, les grandes revues – généralement anglophones – pratiquent des tarifs souvent très élevés. Dans les



pays émergents, abonnements et accès aux archives sont dans bien des cas hors de portée des universités. Dans ce domaine, et malgré l'écrasante suprématie de la langue de Shakespeare, les contenus francophones peuvent donc prendre une place.

Selon Didier Oillo, administrateur du programme «NTIC et appropriation des savoirs» à l'Agence universitaire de la francophonie, «environ 6 millions de francs par an sont consacrés par l'agence à ces objectifs de diffusion du savoir». Des revues francophones existant depuis une dizaine d'années sont ainsi numérisées, diffusées sur le Réseau, et voient leur audience accrue. C'est notamment le cas pour *Science et changements planétaires* ou encore pour les *Cahiers d'études et de recherches sur l'agriculture*. En marge de la numérisation de ces revues papier, plusieurs publications scientifiques exclusivement élec-

troniques devraient voir le jour dans les prochains mois. *Droits fondamentaux*, par exemple, qui s'adresse aux juristes et est essentiellement axée sur les droits de l'homme, devait être mise en ligne le 22 octobre. Et l'AUF envisage la création prochaine de quatre nouvelles revues électroniques, scientifiques et francophones. A la clé : coûts d'édition et de fabrication réduits et, surtout, une meilleure diffusion dans les pays du Sud.

Mais il ne s'agit pas uniquement de la diffusion et de la promotion d'un «savoir francophone». «L'existence de ces revues permet également aux chercheurs des pays du Sud de publier les résultats de leur recherche au côté d'autres chercheurs du monde francophone», explique Didier Oillo. Crucial lorsque l'on sait que les scientifiques de ces pays sont souvent en marge des circuits de publication traditionnels. Au-delà de la seule franco-

phonie, ces revues participent donc également, juge Didier Oillo, d'un «véritable échange de savoirs entre le Nord et le Sud».

Un échange qui passe aussi, parfois, par des actions individuelles. Créée voilà trois ans, l'association Médecins maîtres-Toile francophones (MMT-FR) est née de l'initiative de praticiens français, sans le soutien d'aucune institution ni organisme officiel. Selon François-Marie Michaut, son président, cette revue en ligne constitue aujourd'hui «la plus grande source de données médicales francophones». Elle offre des contributions provenant de médecins originaires de pays du Sud et du Nord, et toujours soumises à l'aval d'un comité de lecture de quarante-six docteurs en médecine.

De son côté, l'AUF met à disposition les bases de données électroniques des grands instituts de recherche français, dans le cadre d'accords de partenariat avec plu-

sieurs universités du Sud. Des centres de documentation dits Syfed-Refer (Système francophone d'édition et de diffusion - Réseau électronique francophone) sont implantés dans plus d'une trentaine de pays et permettent l'accès, via le Réseau mondial, à plus de cent bases de données francophones. Outre les sciences et techniques, elles touchent à des informations très pointues dans le domaine du droit ou des sciences sociales, notamment. Payant, l'accès à cette documentation électronique est, selon les pays hôtes, partiellement pris en charge par l'AUF.

Reste que ces centres de documentation s'adressent largement à une audience universitaire. Lancée depuis 1997 dans un programme de mise à disposition gratuite, via le serveur Gallica, d'une part de son fonds documentaire, la Bibliothèque nationale de France (BNF) vise, elle, un plus vaste public. Aujourd'hui, 50 000 imprimés sont en libre accès sur son site, soit un total de 15 millions de pages. L'intérêt pour la promotion de la francophonie est réel. «Nous enregistrons une grande part de connexions venant de l'étranger, même si leur proportion exacte est difficile à établir», précise un responsable de la BNF. Hors de l'Hexagone, de plus en plus de gens, notamment ceux qui résident loin des bibliothèques ou des Alliances françaises, impriment chez eux les œuvres que nous mettons à disposition sur notre site. Mais la BNF est, bien sûr, tenue de ne mettre en ligne que les œuvres tombées dans le domaine public. Elle n'en soutient pas moins la comparaison avec la Library of Congress de Washington et la British Library de Londres, ses deux «rivales» du monde anglo-saxon.

Stéphane Foucart

■ www.mmt-fr.com
 ■ www.auf.org
 ■ www.refer.org
 ■ gallica.bnf.fr

Désirs et réalités d'une France numérique

Afin de favoriser la culture francophone sur le Réseau, le gouvernement a déjà pris des mesures

EN AVRIL 1998, Lionel Jospin confiait à Patrick Bloche, président du groupe d'études de l'Assemblée nationale sur les nouvelles technologies et rapporteur du budget de la francophonie, une mission sur l'«utilisation des technologies de l'information, et en particulier de l'Internet, pour renforcer la présence internationale de la France et de la francophonie». Le 7 décembre 1998, le député remettait ses conclusions au premier ministre dans un épais rapport intitulé «Le désir de France : la présence internationale de la France et la francophonie dans la société de l'information». Près de trois ans plus tard, les préconisations du député socialiste pour renforcer la présence du français dans le cyberspace ont-elles été suivies d'effet ?

En matière d'offre de contenus et de services en français, le gouvernement a produit une partie des efforts que lui avait demandés le rapport Bloche. Le premier : la mise à

disposition – gratuite – de contenus en langue française sous format numérique par les administrations. Ainsi, de legifrance.fr à service-public.fr, ce sont plus de 140 sites qui offrent en accès libre des milliers de textes législatifs ou administratifs. En revanche, les sites publics, qui sont les premiers porte-drapeau de la France à l'étranger, sont rarement accessibles en plusieurs langues.

«Les pouvoirs publics doivent faire un effort dans le domaine de la traduction, qui reste aujourd'hui largement insuffisante, essentiellement par manque de moyens financiers», reconnaît Daniel Malbert, chargé de mission à la délégation générale à la langue française (DGLF) du ministère de la culture. Par ailleurs, le portail france.fr que Patrick Bloche appelait de ses vœux pour constituer un «point d'entrée sur l'Internet francophone» reste dans les limbes. Conclusion, le constat du député reste encore d'actualité trois ans après : «L'Internet français est encore peu visible dans la société de l'information mondiale.»

Pourtant, le ministère de la culture semble avoir pris la mesure de la nécessité d'asseoir davantage la culture francophone sur la Toile. Il consacre ainsi 8 à 10 millions de francs par an à la numérisation de ses fonds patrimoniaux et a engagé avec le ministère de l'éducation un programme de numérisation de contenus éducatifs et scientifiques auquel seront consacrés plus de 20 millions de francs. En direction

du secteur privé, qui a également un rôle essentiel à jouer dans la présence du français sur Internet, le ministère a porté à 50 millions de francs, en le réorientant en faveur des contenus en ligne, le fonds d'aide à l'édition multimédia. En revanche, en matière de soutien à la production scientifique, Daniel Malbert reconnaît que «le ministère n'a pas encore initié de grandes démarches et reste en retrait par rapport aux propositions de Patrick Bloche», qui préconisait la création d'une maison d'édition de revues scientifiques électroniques sous la forme d'une société d'économie mixte.

Si le gouvernement n'a donc suivi que partiellement les préconisations du député socialiste en termes de soutien à la création de contenus francophones sur le Réseau, il les a en revanche largement dépassées en matière d'«accompagnement des évolutions technologiques pour garantir la présence du français et du plurilinguisme». Sur le plan de la normalisation et de la définition de standards, tout d'abord, la DGLF soutient l'action de l'Association française de normalisation. «Sur la question des écritures, nous avons obtenu des premiers résultats», se félicite Daniel Malbert.

L'adoption par le World Wide Web Consortium, le gardien du temple Internet, de la norme internationale Unicode pour les jeux de caractères permet en effet de traiter un grand nombre d'écritures sur le Réseau. «Le problème est que tous les

constructeurs et éditeurs ne tiennent pas encore compte d'Unicode», tempère Annie Marchaix, responsable de l'Association des informaticiens de langue française, qui promeut l'utilisation du français et du multilinguisme dans les technologies de l'information. Pour le chargé de mission à la DGLF, l'enjeu normatif se déplace désormais vers la description et l'indexation des contenus multimédias en plusieurs langues : «Il faut éviter que ne se répète ce qui s'est produit avec l'écriture – où Internet n'était au départ pensé que pour l'anglais et ne prenait pas en compte, par exemple, les accents – et trouver des systèmes qui ne reposent pas que sur l'anglais.»

Cette «bataille» passe également par le développement d'outils de traitement de l'information en français. La DGLF soutient ainsi l'offre française d'ingénierie linguistique (logiciels de traduction, de recherche d'information ou de reconnaissance de la parole) et s'efforce à étendre leur utilisation dans l'administration. «Les Français ont un préjugé très défavorable vis-à-vis des outils technologiques de traduction», regrette Daniel Malbert. Et d'avertir : «Ils sont pourtant un moyen efficace pour empêcher que le Réseau ne se ferme sur lui-même en se scindant en aires linguistiques.»

Stéphane Mandard

■ www.dglf.culture.gouv.fr
 ■ www.aifl.net

Un Américain à Paris

LE FRANÇAIS, Benjamin Sutherland ne le maîtrise pas. Tout au moins, pas comme sa langue maternelle. Et pour cause : le jeune homme est Américain. C'est pour-

Profil

tant la langue de Molière et non celle de Shakespeare qui est au cœur de sa vie. Car le Californien, né à Santa Barbara il y a 33 ans, a un projet fou : «Doter la francophonie de la plus vaste banque de données gratuite au monde.» Comment ? En regroupant les archives électroniques de 3 000 périodiques d'expression française dans une seule base de données accessible via Internet et subventionnée par l'Etat.

Utopique ? Benjamin, qui vit de ses piges pour une maison d'édition américaine, sait de quoi il parle puisqu'il a travaillé pendant cinq ans comme rédacteur et responsable des recherches documentaires pour *Colors*, le magazine phare du groupe italien Benetton. «Plusieurs banques d'envergure de ce type existent. Elles constituent un pourcentage significatif de l'ensemble des documents lus par les chercheurs du monde entier, mais elles sont chères et presque exclusivement en anglais», précise-t-il. Une banque de données francophone gratuite, rassemblant une masse d'informations comparable, bouleverserait les habitudes en matière de recueil de l'information et permettrait que la langue française devienne le

premier véhicule au monde d'informations accessibles, gratuites, de qualité et non commerciales. Mais un projet aussi colossal a un coût. Seulement 200 millions de francs par an, estime le jeune Californien, qui, très optimiste, compte sur des recettes publicitaires de quelque 125 000 francs par jour pour financer une partie de la banque.

Pour l'heure, le seul soutien sur lequel peut compter Benjamin Sutherland est un appui logistique de l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française. «Le projet de Benjamin nous intéresse dans la mesure où il se propose de mettre en ligne toutes les sources d'information en langue française et pourrait constituer une formidable bibliothèque d'articles», explique son secrétaire général, Georges Gros. Si l'on veut, nous, francophones, ne pas toujours laisser la place aux Américains, qui ont les moyens de faire des choses colossales, il doit devenir un projet politique, et un ministère doit décider d'investir 30 à 50 millions pour le développer.»

C'est ici que le bât blesse. Aujourd'hui, aucune institution publique n'a consenti à engager le moindre euro dans l'expérience. «L'Elysée m'a précisé qu'il ne croyait pas que le moment soit propice», regrette l'Américain francophile, qui ne devra pas compter sur les faibles ressources de la francophonie pour que sa banque de données devienne réalité.

St. M.



«La présence culturelle de la France sur la Toile est indispensable au rayonnement international de la France et de la francophonie.»

■ Lionel Jospin, discours d'Hourtin, 25 août 1997.

16,6 millions

d'internautes sont francophones, ce qui place la francophonie en septième place par son nombre d'utilisateurs d'Internet.

Causette

est le terme retenu par la Commission générale de terminologie et de néologie pour désigner le mot anglais «chat».

4,6%

du contenu de la Toile est en français, selon l'étude 2001 de l'association Funredes.

■ funredes.org

« Internet, la nouvelle arme culturelle »

Pour Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie, le Réseau peut aider à préserver le patrimoine de l'humanité

L'insertion de la francophonie dans la société de l'information est-elle une priorité de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF)?

Interview

Je suis convaincu que la société de l'information est un nouvel instrument qui doit nous aider à préserver les identités culturelles. Avec les technologies de l'information et de la communication (TIC), nous sommes en possession d'un outil beaucoup plus puissant pour défendre les langues et les cultures locales qu'en continuant à nous appuyer sur le «vieux système». Dans le vieux système, un professeur touche seulement les étudiants qui sont dans sa classe. Grâce à Internet, il peut créer des sites et diffuser son savoir vers un public beaucoup plus large. Sur le plan politique, je répète depuis trois ou quatre ans que le mur de Berlin a

Quelles actions menez-vous pour défendre la place de la francophonie dans le cyberspace?

Dès 1997, à Montréal, la Conférence des ministres francophones a adopté un plan d'action dans le domaine des TIC. Deux ans après, l'Agence intergouvernementale de la francophonie [opérateur principal de l'OIF] a créé à Bordeaux l'Institut francophone des nouvelles technologies de l'information et de la formation (Intif), et nous sommes en train d'installer des points d'accès aux inforoutes dans les pays du Sud.

L'OIF a aussi créé un Fonds francophone des inforoutes doté de 20 millions de francs par an pour favoriser les contenus en langue française et qui a déjà financé plus d'une centaine de projets. Nous faisons également un effort en matière de formation en développant des actions pour consolider les capacités nationales. Car il ne sert à rien de multiplier les contenus de

que cette langue, et de faire régresser le français dans la mesure où certains éléments de l'élite se tournent vers l'anglais pour pouvoir accéder à la Toile. Dans ces conditions, les TIC peuvent se retourner contre nous et devenir un instrument qui va privilégier l'uniformisation culturelle et le renforcement d'une langue au détriment d'une autre.

N'est-ce pas ce qui est en train d'advenir? 52% des contenus de la Toile sont en anglais, 80% des offres éducatives en ligne proviennent des Etats-Unis... En fait, Internet apparaît davantage au service du rayonnement d'une langue, l'anglais, et d'une culture, l'«American way of life»...

Je partage votre opinion. Bien qu'Internet se diversifie, le français ne représente que 4,6% des contenus, mais en même temps, 80% des internautes francophones consultent en français. Donc, si nous ne faisons pas un effort pour augmen-

ter. En second lieu, nous voulons mobiliser les autres grandes aires culturelles, hispanophone, lusophone et arabophone, afin de favoriser la diversité culturelle dans la société de l'information.

Pourtant, sous l'effet du mouvement de mondialisation, ne craignez-vous pas que le Réseau ne précipite non pas une diversification mais une uniformisation culturelle?

Les TIC sont l'un des éléments du phénomène de la mondialisation. Et la mondialisation dépend de ce que nous en ferons. Deux points de vue très différents s'opposent aujourd'hui. Le premier défend l'idée que la mondialisation va permettre aux pays les moins avancés d'avancer et d'exprimer leurs propres cultures. Le second explique que la globalisation sera uniformisante et laissera de moins en moins de place aux cultures et aux langues minoritaires. Comme la mondialisation, les TIC

sont seuls, nous resterons très minoritaires. En revanche, si nous parvenons à nous associer avec les lusophones, les hispanophones et les arabophones, nous représenterons immédiatement près de la moitié de la population mondiale et pourrions faire front commun face aux positions anglo-saxonnes. Nous allons proposer à nos partenaires la Charte éthique francophone de production et de diffusion des savoirs portés par les TIC que les universités membres de l'AUF ont adoptée à Beyrouth en septembre dernier. Dans le domaine du commerce international également, nous voulons défendre notre vision de la culture. A savoir que les produits culturels ne doivent pas être considérés comme des marchandises, a fortiori – et le risque est ici plus grand – quand elles sont portées par les technologies de l'information et de la communication.

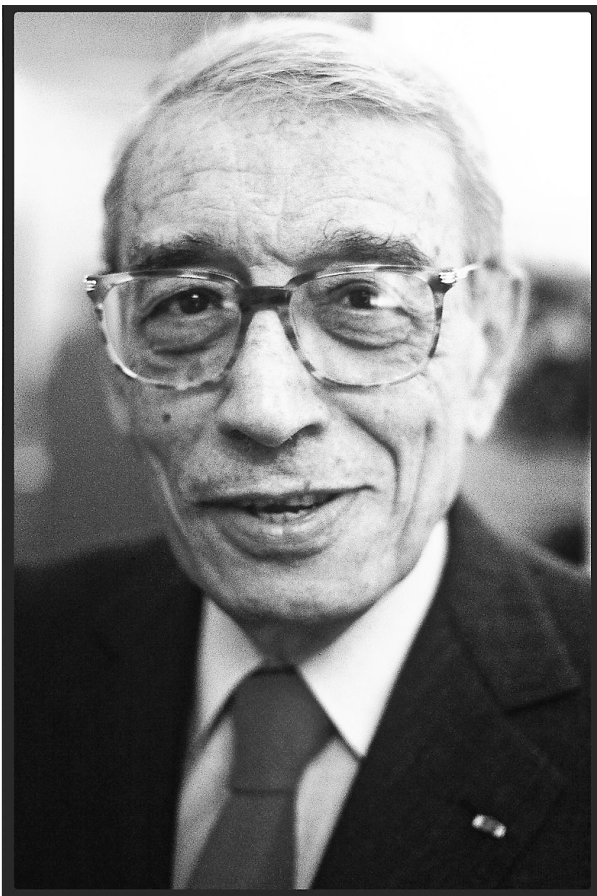
Pour les militants qui contestent la mondialisation, « un autre monde est possible ». Une autre société de l'information francophone est-elle possible?

Il faut démocratiser la mondialisation. Et l'un des moyens de le faire, c'est d'encourager le plurilinguisme et la diversité culturelle. Le plurilinguisme est aussi important pour la démocratie globale que le multipartisme est important pour la démocratie nationale. Si nous ne démocratisons pas la mondialisation, la mondialisation va dénaturer la démocratie. Les technologies de l'information sont un instrument pour développer et défendre la démocratie nationale, mais aussi pour instaurer la démocratisation des relations internationales. Si les TIC ne sont pas prises en considération par les différentes aires culturelles, nous risquons une mondialisation non démocratique et l'écrasement des démocraties nationales. Je reste persuadé qu'elles sont la nouvelle arme culturelle qui, bien utilisée, va défendre les spécificités culturelles qui, elles, font la richesse du patrimoine de l'humanité.

Et pour paraphraser Paul Valéry, « les civilisations sont mortelles », les langues le sont également. Si Champollion n'avait pas déchiffré les hiéroglyphes, la langue de mon pays, qui représente 4000 ans de civilisation, serait morte. Internet peut aujourd'hui nous aider à recouvrir des langues, à préserver la diversité linguistique et culturelle et le patrimoine de l'humanité. C'est la conviction profonde de l'OIF.

Propos recueillis par Stéphane Mandard

■ intif.francophonie.org
■ www.francophonie.org/fonds
■ www.aupelf-uref.org
■ cifdi.francophonie.org
■ www.aimf.asso.fr



BOUTROS BOUTROS-GHALI est secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie depuis 1997. De 1992 à 1996, il a exercé les fonctions de secrétaire général de l'Organisation des nations unies. Vice-premier ministre égyptien en charge des affaires étrangères jusqu'en 1991, il a notamment participé aux négociations qui allaient aboutir aux accords de Camp David entre son pays et Israël.

disparu mais que nous devons nous battre pour éviter qu'un nouveau mur, numérique celui-là, ne divise le Nord et le Sud. Nous devons construire des ponts numériques. S'il n'en tenait qu'à moi, je concentrerais tous les efforts de l'Organisation sur les technologies de l'information et de la communication.

Qu'est-ce qui vous en empêche?

Si nous privilégions le développement des autoroutes de l'information, nous consentons un investissement à long terme. Or notre opinion publique ne comprendrait pas car l'espace francophone compte des Etats qui appartiennent aux PMA [pays les moins avancés] et attend donc des réponses à court terme à des problèmes urgents.

L'urgence, dans les PMA, fait concurrence aux nouvelles technologies. Nous n'avons pas seulement à lutter contre la création du mur numérique, à lutter contre l'importance d'une langue dans les TIC, mais nous avons aussi à lutter avec le sous-développement, qu'il soit dû aux guerres, aux pandémies ou aux famines. C'est un conflit entre le court terme et le long terme. Mais je suis persuadé que l'un des éléments pour impulser une dynamique nouvelle à l'Afrique francophone est une utilisation plus grande des technologies de l'information. C'est pourquoi nous voulons toujours placer les TIC au premier plan de nos priorités.

qualité et de démocratiser l'accès à Internet si l'on ne sait pas utiliser cet outil.

Vous êtes donc convaincu qu'Internet peut être un vecteur important du développement de la francophonie?

A condition que nous accordions le même intérêt à l'écran qu'à l'écrit. Or toute une école de pensée continue à vouloir attacher de l'importance uniquement à l'écrit. Il y a un effort considérable à fournir auprès des universités et des centres de recherche, notamment. Ils connaissent l'existence des TIC mais ne sont pas encore conscients, primo, de leur retard, secundo, que ces nouvelles technologies utilisent à 90% une langue qui n'est pas le français, et tertio, que cette utilisation des nouvelles technologies pourra permettre aux PMA de sortir de leur sous-développement.

Si nous ne faisons pas cet effort, Internet deviendra un instrument de régression des PMA francophones et un véritable mur numérique. D'abord parce qu'une partie de la population du tiers-monde est analphabète et que de nombreux villages n'ont pas d'électricité. Et qu'ensuite une grande part du contenu de la Toile est en anglais. La francophonie doit augmenter les contenus en français de ces technologies sous peine d'accélérer la construction de ce mur numérique, car ces populations ne connaissent

ter notre présence, nous serons terriblement handicapés car ces internautes devront s'adresser à des sites qui utilisent l'anglais. Nous travaillons pour rattraper ce retard. Tout d'abord, à l'échelle de l'espace francophone, l'OIF va mettre des experts à disposition des pays francophones, qui n'ont pas encore pris conscience de l'importance capitale de maîtriser ces nouvelles technologies ni adopté de plan d'action pour entrer dans la société de l'informa-

ne sont ni bonnes ni mauvaises, elles seront ce que nous déciderons d'en faire. C'est pourquoi elles sont au cœur des actions de l'OIF.

Quelle position défendra l'OIF lors du sommet mondial de la société de l'information qui se déroulera à Genève, ville francophone, en 2003?

Nous y défendrons une action nouvelle basée sur le concept de la diversité culturelle. Si nous agis-

Le dispositif numérique de l'OIF

L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) regroupe 51 Etats et gouvernements qui totalisent 500 millions d'habitants répartis sur les cinq continents et dispose d'un budget annuel de 1 milliard de francs. Dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), l'OIF s'appuie sur plusieurs organismes.

Créé en 1999 et implanté à Bordeaux, l'Institut francophone des technologies de l'information et de la formation (Intif) veille à l'appropriation des TIC par les pays du Sud et de l'Est. Depuis sa création, l'Intif a ainsi installé une cinquantaine de points d'accès aux inforoutes pour la jeunesse (PAJE) dans 26 pays francophones. Son directeur, Pietro Sicuro, gère le Fonds francophone des inforoutes. Doté de 20 millions de francs par an, et alimenté à 50% par le gouvernement français, le fonds vise à soutenir des projets qui favorisent l'usage du Réseau par la création de contenus

d'expression française. 124 projets ont été financés à une hauteur maximale de 500000 francs depuis l'ouverture du fonds en 1998.

Dans le domaine de l'éducation, l'Agence universitaire de la francophonie (AUF) s'efforce de développer des contenus scientifiques en français et les diffuse à travers les 23 centres d'accès à l'information (CAI) et les 10 campus numériques français (CNF) qu'elle a déployés dans une trentaine d'Etats.

Le Centre international francophone de documentation et d'information (Cifdi) participe aussi à la production de contenus en français sur la Toile et propose une cyberthèque riche de 1640 sites du monde francophone. Enfin, sur le terrain, l'Association internationale des maîtres francophones (AIMF) installe des centres multimédias municipaux afin de sensibiliser les populations aux nouvelles technologies.



Fouineur

C'est ainsi que l'on doit appeler un hacker, selon la Commission générale de terminologie et de néologie.

150 millions

de personnes dans le monde ont le français comme langue maternelle.

La loi du 4 août 1994

Elle rend obligatoire l'emploi du français dans « la désignation, l'offre, la présentation, le mode d'emploi ou d'utilisation, la description de l'étendue et des conditions de garantie d'un bien, d'un produit, d'un service... »

PUBLICITÉ

Créateur de créatures

Avec George Lucas, Daniel Jeannette réalise des personnages en image de synthèse pour le grand écran

PAS D'ESBROUFE. Daniel Jeannette travaille dans l'ombre et tient à y rester. A quarante ans, ce Français au sourire timide travaille depuis sept ans chez Industrial Light and Magic (ILM), pièce fondatrice de l'empire de George Lucas et leader mondial des effets spéciaux. George Lucas auquel on doit quelques-uns des films les plus populaires du cinéma mondial, comme la trilogie de *La Guerre des étoiles* ou *Indiana Jones*.

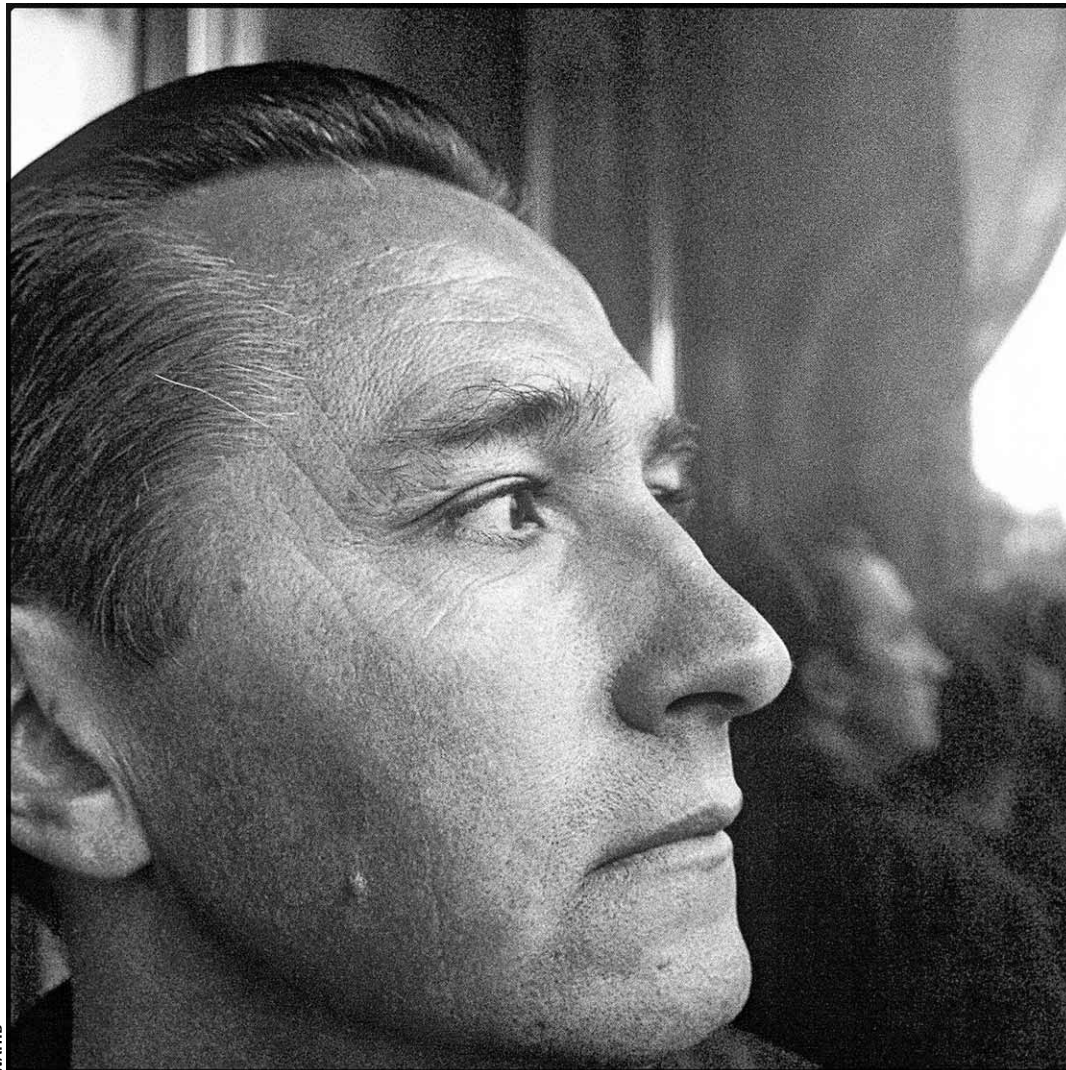
Fondée en 1975, la société ILM a déjà réalisé des effets spéciaux pour quelque cent soixante films. Directeur de l'animation, Daniel Jeannette compte déjà de nombreux succès à son actif. Ainsi, les nabots extraterrestres de *Mars Attacks* ou les raptosaures de *Jurassic Park* n'auraient jamais occis leurs victimes sur grand écran sans son intervention. Ses rôles sont multiples: superviser la création de personnages en image de synthèse, leurs actions et interactions physiques avec l'environnement, déterminer les budgets et les délais nécessaires de fabrication, encadrer l'équipe d'animateurs et d'infographistes, résoudre des problèmes spécifiques comme le mouvement, le jeu d'acteur et la crédibilité des personnages virtuels.

Dernières performances à son actif: quatre cents plans d'effets, et la roi Scorpion ou Imhotep dans *Le Retour de la momie*, l'un des plus gros succès de l'année aux Etats-Unis. Ces films sont « du cinéma pop-corn: on achète son paquet avant d'entrer dans la salle et l'on consomme le tout en famille », confie-t-il, amusé.

CONCOURS DE DESSIN À CINQ ANS

Quand il arrive aux Etats-Unis en 1994, Daniel Jeannette n'est pas un inconnu. Il a gravi tous les échelons de l'animation en travaillant sur des films comme *Astérix chez les Bretons* ou sur des productions Disney. Loin des films grand public, c'est par le cinéma d'auteur français qu'il est arrivé dans ce secteur: « Autant que je me souviens, j'ai toujours dessiné. Mais mon premier souvenir à peu près net remonte à l'âge de cinq ans, précise-t-il. J'avais participé à un concours de dessin organisé autour du film *Peau d'âne*, de Jacques Demy. »

Quelques années plus tard, après son baccalauréat et un cursus d'animateur suivi au Centre de formation technologique (CFT) des Go-



belins, école de référence en la matière, il fait ses armes auprès de Paul Grimault, l'auteur du *Roi et l'oiseau*. Passionné par le long métrage d'animation et pour continuer à en faire, il s'exile d'abord en Grande-Bretagne, où il travaille notamment pour Steven Spielberg et son studio Amblin. Les Etats-Unis se sont ensuite imposés à lui pour l'image de synthèse. « Je n'étais pas dévoré par l'envie de partir. Mais les dessins animés, ce sont souvent des formules régurgitées, constate-t-il. A la longue, on finit par recycler son savoir et l'on progresse plus. On peut inventer tellement de choses avec des images de synthèse. »

En sept ans d'exercice et de travail au cœur du système hollywoodien, Daniel Jeannette a vécu les profondes évolutions de son métier: « Nous vivons une sorte d'accélération continue. Il faut aller toujours plus vite, faire toujours plus réaliste. Il s'agit de coller à l'époque ou alors, comme l'an dernier, d'anticiper des mouvements de grève à Hollywood. Ce qui explique peut-être que les films de studio pêchent parfois par la faiblesse des scénarios. »

Ces derniers mois, le directeur d'animation d'ILM a vu le secteur évoluer une nouvelle fois à grande vitesse. Dans un premier temps, ce furent les départs de collaborateurs pour rejoindre l'eldorado des start-up et autres entreprises de la Net-économie. La concurrence est en-

suite devenue de plus en plus rude. « Aujourd'hui, on met en route moins de films qu'auparavant, et tout le monde peut faire de l'image de synthèse », explique-t-il. Beaucoup de petites sociétés mais aussi de très grosses comme Sony se lancent à leur tour à l'assaut du marché. Et il faut désormais serrer les devis pour remporter les budgets.

VERS LE CINÉMA D'AUTEUR

Les temps changent, mais le Français ne se plaint pas pour autant. Il vient de travailler avec Martin Scorsese, l'un de ses réalisateurs fétiches. Une première collaboration avec un metteur en scène de la Côte est. Le grand écart avec Hollywood? Non, la synthèse idéale: « Dans mon métier, on quitte la routine dans les relations avec les réalisateurs: travailler avec Scorsese, sur *Gangs of New York* [film qui sort en décembre aux Etats-Unis], est très différent de ce que j'ai pu faire avec Stephen Sommers, le réalisateur du *Retour de la momie*. Chacun a sa personnalité. Chacun a ses ambitions créatives. En animant une momie, vous touchez au registre de la bande dessinée. Scorsese, c'est la caméra sur l'épaule et dans la rue. Les moyens sont moindres, mais il s'attache à une approche plus réaliste de l'histoire. »

Aujourd'hui, les « blockbusters », ces poids lourds du box-office, ne sont pas les seuls à se mettre aux

nouvelles technologies. Le cinéma indépendant et d'auteur s'ouvre lui aussi tranquillement mais sûrement au numérique. En France avec *L'Anglaise et le Duc* d'Eric Rohmer, aux Etats-Unis avec Scorsese, donc. Une tendance qui n'est pas pour déplaire au Français.

Daniel Jeannette est même convaincu que celle-ci va se développer et que la politique des auteurs rejoindra celle des effets spéciaux: « Faire un film d'époque qui remonte à plus de cinquante ans, cela implique de reconstituer des lieux, de recréer des personnages. Les limites à l'univers décrit sont fixées par la caméra. Grâce au matte painting [incrustation d'images sur fond de couleur] et à toutes les techniques des images de synthèse, on peut donner une dimension supplémentaire, invisible à l'œil du public mais qui permet de retranscrire fidèlement l'imaginaire du réalisateur. » L'idéal pour un créatif qui affirme n'avoir rien inventé: « Les techniques d'effets spéciaux et d'animation ont vraiment été définies depuis l'origine du cinéma. On utilise de nouveaux outils comme l'ordinateur, mais les principes sont les mêmes. Georges Méliès a tout créé. »

Hanna Waar

interactif.lemonde.fr/
portraits

Agenda

Rencontres européennes du multimédia, de l'Internet citoyen et solidaire

Du 8 au 10 novembre, à Bordeaux

Fournisseurs d'accès associatifs, animateurs de points d'accès public à Internet, initiateurs de projets à vocation citoyenne utilisant les technologies de l'information et de la communication..., les acteurs de l'Internet citoyen et solidaire se réunissent pour la première fois au niveau européen pour échanger leurs expériences et débattre de leur participation à la construction de la société de l'information.

■ www.i3c-asso.org

A bon droit

Sociétés de nommage: quelle responsabilité?

LES RÉSERVATIONS de noms de domaine en .com s'effectuent auprès de sociétés ayant reçu délégation de l'Icann (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers), l'autorité internationale d'enregistrement, et baptisées « registrars ». Ces dernières peuvent-elles voir leur responsabilité engagée, dans l'hypothèse d'une réservation manifestement attentatoire aux droits d'un tiers et en particulier qui porterait atteinte à une marque notoirement connue? C'est en ces termes que la question était posée, le 13 septembre 2001, au tribunal de grande instance de Paris, saisi en référé par l'ANPE. Celle-ci contestait la réservation par un particulier du nom de domaine anpe.com, auprès de l'Internic (association des entreprises chargées de la gestion des noms de domaine), et par l'intermédiaire d'une société française de nommage, 7 Ways. Il ne s'agissait pas d'un banal cas de « cybersquatting », puisque le déposant du nom anpe.com ne cherchait pas à le revendre, mais en faisait un usage effectif pour l'exploitation de son propre site Internet d'offres et de demandes d'emplois.

L'ANPE poursuivait donc le déposant et 7 Ways. Au premier, elle reprochait la réservation et l'usage d'un nom de domaine constituant une contrefaçon de la marque déposée ANPE, et à la seconde l'absence de contrôle du bien-fondé de la demande d'enregistrement qui lui avait été formulée, alors même que l'acronyme ANPE est notoirement connu.

Le premier grief ne posait guère de problème: le juge des référés a constaté que la marque ANPE était contrefaite par la réservation du nom de domaine anpe.com et que « l'usage de ce nom de domaine dans le cadre d'un site Internet d'annonces et de consultation d'offres d'emplois (...) constitue à l'évidence un comportement parasitaire par détournement de la notoriété de l'ANPE ». Il a ainsi été fait interdiction au déposant tout usage du nom ANPE et le transfert de l'URL anpe.com au profit de l'Agence a été ordonné.

Le reproche concernant la société de nommage était, lui, moins traditionnel. 7 Ways a fait valoir qu'elle n'avait fait qu'exercer ses fonctions d'autorité internationale d'enregistrement, conformément à son statut et ses obligations contractuelles, et qu'elle n'avait commis aucune imprudence ni négligence lors de l'enregistrement en ligne du nom anpe.com, « n'ayant ni l'obligation, ni la possibilité matérielle d'effectuer une recherche d'antériorité sur le plan mondial, tâche qui incombe au réservataire ». Cette argumentation a convaincu le juge des référés, qui a constaté qu'« aucune pièce du dossier ne vient démontrer que [7 Ways] aurait outrepassé les termes de sa mission d'enregistrement de noms de domaine conformément au contrat d'accréditation passé avec l'Icann, ni surtout, et compte tenu des conditions d'enregistrement du nom de domaine anpe.com, lesquelles, au demeurant, n'ont pas fait, à l'heure actuelle, l'objet d'une quelconque réglementation publique, qu'elle ait participé à la réalisation de la contrefaçon par fourniture de moyens ». Cette solution paraît logique: on ne peut mettre à la charge des registrars en .com le soin de vérifier la disponibilité des termes susceptibles d'être réservés en noms de domaine. Il faut toutefois rappeler qu'au niveau français, l'Afnic (Association française pour le nommage Internet en coopération) n'attribuait les noms de domaine en .fr qu'après fourniture d'un extrait K-bis et les noms en .tm.fr, aux détenteurs de marques régulièrement déposées. Si ces formalités viennent de disparaître, au début du mois d'octobre, c'est en raison d'une association entre l'Afnic, le GIE Infogreffe et l'INPI (Institut national de la propriété industrielle), qui permettra des vérifications à la source. Procédure difficile à mettre en œuvre à l'échelon mondial...

Alain Hazan, avocat à la cour

PETITES HISTOIRES NUMÉRIQUES

« JE SUIS la première et l'unique star d'Internet. » Ce n'est certes pas la modestie qui étouffe Mahir Cagri, mais il faut reconnaître, à sa décharge, que son aventure a de quoi faire tourner les têtes les plus solides. En deux ans, ce Turc originaire d'Izmir, qui se présente tout à la fois comme « professeur de sport, danseur de folk et journaliste », a fait le tour du Réseau et du monde. En mars 2000, le magazine américain *Forbes* l'a même listé dans son top 100 des célébrités!

A l'origine de cette Mahirmania, une simple page perso, kitsch à souhait, comme l'on en trouve tant sur le Web, qui s'ouvre sur un vibrant message d'amour: « I kiss you!!!! » Mahir Cagri y brosse alors dans un anglais plus qu'hésitant un portrait de sa modeste personne, agrémenté de quelques photos bon enfant: Mahir à la plage, Mahir accordéoniste, Mahir pongiste, etc. « Honnête, d'un naturel ouvert et confiant », il va jusqu'à décliner son numéro de téléphone. « Je voulais me faire de nouvelles amies, qu'elles viennent chez moi découvrir ma ville et ma façon de vivre, et qu'en retour elles m'invitent chez elles », raconte-t-il aujourd'hui. Rapidement, sans que l'on puisse comprendre réellement pourquoi, la machine s'emballa: Mahir reçoit deux millions de courriels en moins d'une semaine, tandis que



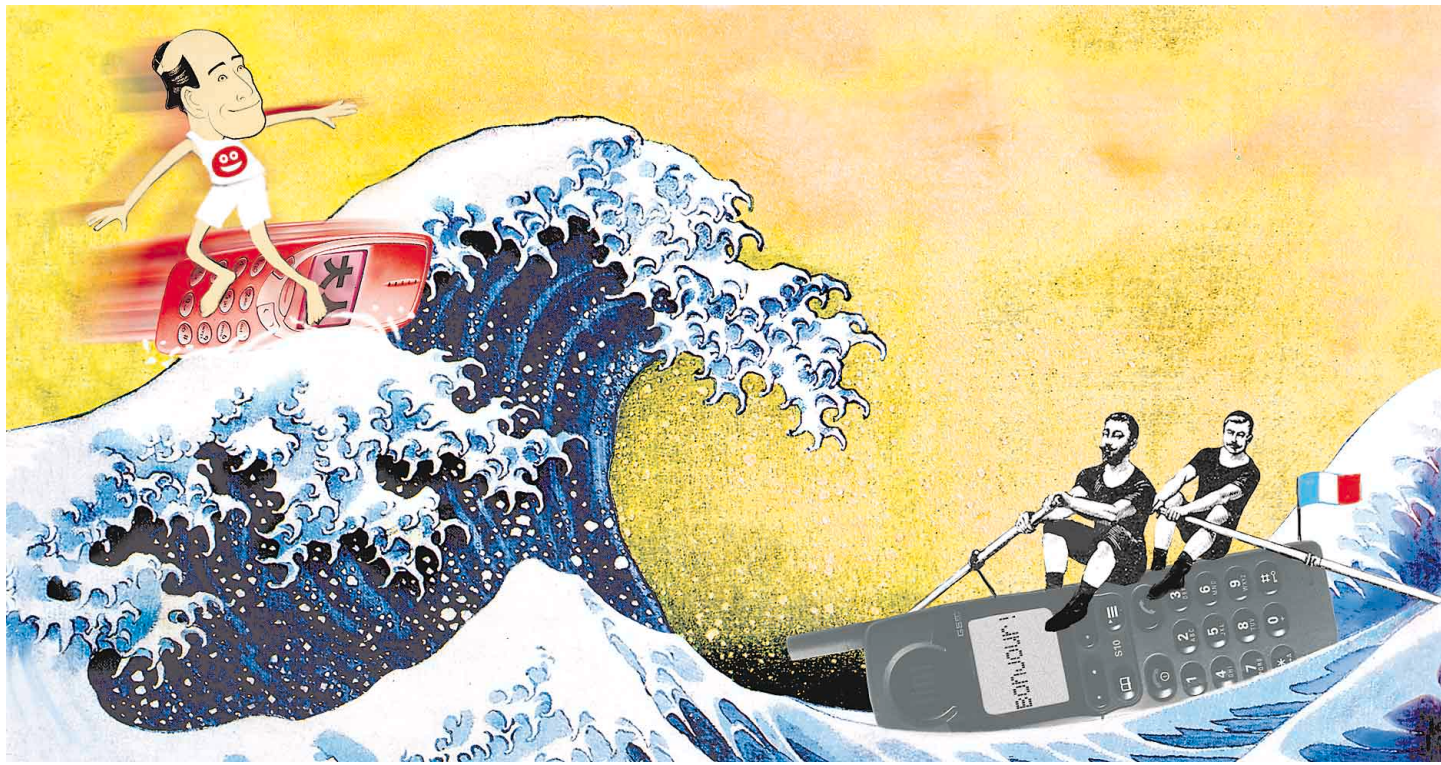
Mahir, ce cyber-héros

ses cartons. « Amazon.com veut vendre ma biographie, et Hollywood souhaite faire un film de mon histoire », assure-t-il. Surtout, Mahir, 38 ans, aspire actuellement à une chose: « Rencontrer une femme honnête et digne de confiance, qui a bon cœur et aime les enfants. » A bonne entendeur...

Marie Bêlœil

sa ligne téléphonique est saturée. Son site s'appelle désormais www.ikissyou.org, et de tous les coins du monde, et dans toutes les langues, des internautes embrassent Mahir et veulent l'inviter pour quelques jours. Partout, on voit fleurir des « We kiss you too! » sur la Toile. La frénésie devient telle que certains ne tardent pas à flairer le bon coup médiatique. Une société américaine sponsorise un « Mahir USA Tour » qui emmène Mahir en tournée aux Etats-Unis, la maison de disques EMI signe avec lui pour un single logiquement intitulé *I kiss you*, vendu aux Etats-Unis et au Canada. Mahir est même nommé aux Webby Awards 2000, que CNN retransmet en direct...

Aujourd'hui, l'agitation est un peu retombée. Mahir Cagri vit toujours dans son Izmir natal, mais il a encore quelques projets dans



BORIS SEMENIANO D'APRÈS HOKUSAÏ

L'Internet mobile a conquis la société japonaise

Dans l'archipel, les services interactifs en ligne prennent le relais des autres médias

TOKYO

de notre envoyée spéciale

Échec du WAP d'un côté, succès fulgurant de son cousin japonais i-mode de l'autre : il existe entre la France et le Japon des différences qui méritent que l'on se penche sur les raisons d'une telle « fracture mobile ». Sur plus de 35 millions d'abonnés, dont beaucoup possèdent un téléphone WAP (la plupart des modèles le sont), la France compte en effet moins de 2 millions d'utilisateurs actifs, alors que plus de la moitié des 68 millions de porteurs de mobiles japonais utilisent chaque jour les services i-mode (de l'opérateur NTT DoCoMo), J-Sky (de J-Phone) ou EZ-Web (de KDDI).

N'en déplaise à ceux qui mettent en cause les bas débits des réseaux GSM (9,6 kbits/s), la piètre qualité des écrans des téléphones mobiles, les claviers peu pratiques, les erreurs intempêtes et l'absence de services, il existe bien d'autres raisons pour justifier ce décalage. Elles sont économiques, structurelles, stratégiques et socioculturelles. En d'autres termes, la société nipponne est mûre pour l'Internet mobile, la société française, pas encore.

Sony, Toshiba, NEC, Pioneer, Panasonic, JVC... toutes ces sociétés puissantes sur le marché de l'électronique grand public et dont la renommée est mondiale ont pour

point commun leur origine japonaise. C'est dire l'importance que revêt ici l'électronique. Et, de fait, les Nippons vivent depuis des années dans un univers peuplé de calculatrices, d'appareils photo, d'ordinateurs, de robots, de haut-parleurs et d'écrans en tous genres. Il arrive même que des SDF n'ayant rien à se mettre sous la dent aient une mini-télé à se mettre sous les yeux !

Dans un tel contexte, le succès du téléphone mobile n'a surpris personne. Son adoption massive était d'autant plus logique que la population japonaise est extrêmement mobile. La densité des modes de transport est là pour en témoigner. Il passe en moyenne un train toutes les trois minutes sur la plupart des 29 lignes ferroviaires, au cœur même de Tokyo, sans compter les métros. Les temps de trajets domicile/bureau sont rarement inférieurs à deux heures aller-retour. Bref, les Japonais passent de longs moments hors du foyer.

Pourtant, la notion de famille, de groupe, de relations entretenues régulièrement est intrinsèquement liée à leur éducation et à leurs traditions. Le mobile, c'est le moyen idéal de concilier impératifs et traditions. De sorte que les informations relatives aux transports, aux trajets, aux embouteillages ou à la météo sont primordiales (il n'est que de voir l'importance que leur consacrent les médias) dans un pays où les trains sont si nombreux, où les rues n'ont pas de nom, où la numérotation des immeubles est liée à l'ordre de construction, où la population est si dense.

Le téléphone portable, avec ses services interactifs en ligne, prend donc le relais des autres médias en situation de mobilité, à l'image du

site i-mode de JR Lines (horaires, trajets) ou du service i-mode Ekitan (informations itinéraires multi-transports) mis en place par Toshiba. D'autant que, comme le signalent les affichettes dans les trains ou les bus, les communications vocales y sont interdites depuis près de deux ans.

S'ajoutent à ces premiers éléments d'autres facteurs. Ainsi, par exemple, une discipline toute particulière que l'utilisateur japonais s'impose, à l'inverse de son homologue français : lire attentivement les notices. Mieux : si, ayant tout lu, il n'a pas tout compris, il peut encore se reporter à une presse « mode d'emploi » florissante, vulgarisatrice et richement illustrée. Un programme télévisé, « Cellular News », leur est même consacré. La pédagogie déployée par les vendeurs est un autre facteur-clé. Une démonstration de services Internet mobile est toujours possible ici, alors que les vendeurs de nos boutiques de mobiles ne disposent souvent pas d'un appareil fonctionnel pour montrer ce qu'est réellement le WAP.

Par ailleurs, la sécurité est telle au Japon qu'on n'hésite pas à exhiber en public toute une artillerie high-tech sans crainte de se faire détrousser. Les vols de portables sont inexistant ou infinitésimaux, alors qu'ils sont responsables, en France, de la forte croissance de la petite délinquance constatée cette année. Qui oserait, chez nous, jouer avec un magnifique téléphone mobile dernier cri dans un train de banlieue à 23 heures passées ? De même, le mobilier urbain lié à l'utilisation du portable (borne de téléchargement de sonneries, consignes de recharge, cabine avec prises modem...) peut ici s'implan-

ter sans être aussitôt voué à des dégradations. Un vaste réseau de supérettes ouvertes vingt-quatre heures sur vingt-quatre (*konbini*) permet d'assurer également la livraison des affichettes dans les trains depuis un téléphone mobile.

Autre particularité : on constate au Japon que la majeure partie des recettes engendrées par l'Internet mobile proviennent des mails et des divertissements. Là encore, les Japonais ne font que reporter sur le mobile des habitudes prises ailleurs, comme l'attestent la densité de karaokés, de pachinkos (sorte de flippers verticaux très populaires au Japon) et autres salles de jeux. La photo fait elle aussi partie intégrante de leur vie. La popularité des cabines (*purikula*) où l'on vient se faire photographier entre amis sur des décors inspirés des séries TV ou des mangas n'a pas fléchi. Le mobile avec appareil photo intégré n'est rien d'autre qu'un *purikula* portable. Le succès des mélodies et économiseurs d'écran représentant les *karakuta* (personnages de séries télévisées ou de dessins animés) n'a d'égal que le nombre de produits dérivés que génère chacune de ces « icônes ».

Et le phénomène pourrait encore s'amplifier puisque le téléphone mobile a vocation, à terme, à remplacer le baladeur, l'appareil photo numérique, le PDA, le dictaphone, la radio FM, la console de jeux portables, voire la mini-TV. La 3G a donc un bel avenir devant elle. Et après les *otaku*, ces jeunes qui restent cloîtrés chez eux devant leur ordinateur, le Japon va-t-il connaître la version nomade de cette déviance, une génération de *mobaku* ?

Karyn Poupée

La magie s'allie aux technologies

ARCANUM

Éditeur : Sierra
Plate-forme : PC
Prix : 349 F (53,20 €)

Voilà un jeu de rôle qui, sans être une suite, a déjà toute une histoire. Outre les trois années qu'a duré son développement, ses créateurs sont loin d'être inconnus. Issus pour la plupart du studio Black Isle (réputé pour la réalisation de *Fallout*, sorti en 1997, et sa suite élaborée en 1998), ils créent leur propre label, Troika Games, pour poursuivre la conception de jeux toujours plus innovants. A l'époque, *Fallout* ébranla l'univers des fans de jeux de rôle (RPG ou Role Playing Games). Et alors que nombre d'entre eux aspiraient à connaître une nouvelle fois des aventures héroïques sur une terre post-apocalyptique, aucun troisième épisode ne fut annoncé. Aussi, la préparation d'*Arcanum* donna lieu à de vives attentes : les dissidents se devaient de créer un titre digne de *Fallout* !

Arcanum se déroule dans un monde déstabilisé : alors que pendant des siècles la magie régna en maîtresse, les technologies surgissent, bousculant les antiques règles. La révolution sociale touche tous les milieux, toutes les espèces. Tandis que les vieux nobles s'étiolent au milieu de ruines hantées de fantômes, les bourgeois opulents installent métros et machines à vapeur dans l'orgueilleuse cité du pays. La ville draine toutes sortes de populations prêtes à tenter leur chance. Orcs, demi-orcs, elfes ou nains, chacun est à l'affût d'un commerce profitable, et les races auparavant ennemies s'acquièrent pour un peu d'or.

Pourtant, les tensions raciales ne sont pas absentes de ce monde en train de naître, et les origines de votre héros influenceront vos interlocuteurs. Si vous en faites un sang mêlé, on le traitera de bâtard. Votre aspect jouera aussi un rôle. Les gens « comme il faut » vous ignoreront si vous vous présentez en tenue défraîchie. Et la nudité, souvent absente des autres jeux, occasionnera ici des critiques acerbes et des propos graveleux. Vos manières et vos dons, définis par les caractéristiques de base que vous aurez sélectionnées, votre comportement et vos réponses, auront une incidence

directe sur le déroulement du scénario et les quêtes proposées.

Arcanum est un monde hautement réactif. Votre renommée vous poursuivra, et si un jour vous mettez dans votre poche l'argent des impôts qu'on vous a gentiment prié de lever, vous risquez d'être mal accueilli chez le gouverneur de la région. La vie ne manque pas de piment dans cette contrée hasardeuse. Les abondantes rencontres occasionneront de multiples quêtes dont la durée s'étendra aussi bien sur quelques heures que sur plusieurs jours de temps virtuel. Cette terre est vaste, et vous userez semelles et équipements avant d'en faire le tour.

Riche et complet, le monde que Troika Games propose avec *Arcanum* se révèle vite étonnamment complexe. Votre personnage peut évoluer dans d'innombrables directions, se spécialiser dans les diverses branches de magie ou de technologie, mélanger les deux arts ou juste accroître ses aptitudes physiques pour obtenir le parfait voleur. Si les multiples possibilités vous troublent, l'utilisation d'archétypes de héros vous aide à construire un avatar équilibré et apte à faire face aux dangers. Malgré son moteur peu innovant, *Arcanum* offre une aventure de longue haleine dans un univers encore plus étendu que celui de *Fallout*. Il nous happe dans un défi où ni les heures ni l'investissement personnel ne sont à prendre en compte.

Céline Guise



Des services défiant toutes les prévisions

OFFICIELLEMENT, Foma, le premier service au monde disponible sur un réseau de troisième génération (3G - UMTS), proposé au Japon depuis le 1^{er} octobre par l'opérateur NTT DoCoMo, vise avant tout les professionnels. Il s'agit d'un service multimédia haut débit qui permet le transport voix données. Mais les premiers à en annoncer la venue dès cet été et à en vanter les futurs bénéfices furent les magazines grand public destinés à la cible captive des teenagers et des jeunes adultes adeptes du mobile. Une communication officielle que NTT DoCoMo n'a, bien entendu, pas freinée. C'est que le succès de l'i-mode est en grande partie dû à ces jeunes qui se sont emparés de l'outil à une vitesse défiant toutes les prévisions. Plus de 27 millions d'abonnés conquis en moins de deux ans !

Le constat est sans appel. Ce sont les applications de divertissement qui en assurent l'essentiel des reve-

nus. Les messages arrivent largement en tête (plus de 40%), puis viennent les téléchargements de sonneries, les logos en couleur fixes ou animés à base de figurines célèbres (personnages de BD, de dessins animés...), les jeux, l'horoscope et la météo. Les trafics liés à la consultation de bases de données ou autres utilisations professionnelles sont largement minoritaires, représentant moins de 10% du total. Dans ce contexte où même le design des téléphones est clairement orienté « jeunes », on peut mettre en doute la sincérité de NTT DoCoMo quand l'opérateur dit viser les utilisations professionnelles avec Foma.

Le nom même de ce service 3G ne fait guère illusion : Freedom Mobile Multimedia Access. De fait, les premiers services disponibles et les terminaux mis en vente affichent la couleur : la possibilité de télécharger des jeux sous forme de mini-programmes Java ou autres logi-

ciels principalement liés au divertissement mobile, d'envoyer des photos directement prises avec la caméra intégrée au téléphone (modèle Panasonic P2101V) et, prochainement, d'accéder aux services M-Stage Music et M-Stage Visual (streaming audio et vidéo).

Ce sont précisément ces bonus multimédias qui font l'intérêt jusqu'alors inégal de Foma. Ils ne sont possibles que parce que la technologie employée offre un débit théorique de 384 kbits/s (2 Mbits/s à terme). Il est également manifeste qu'avec un tel débit, les professionnels itinérants y verront un intérêt pour le transfert de données et la consultation de l'intranet de leur entreprise. Mais ce ne sont pas eux qui sont les premiers séduits par la possibilité d'établir une communication vidéo (visiophonie), également rendue possible via Foma. Les amoureux transis, meurtris à l'idée d'être visuellement séparés, ont été les premiers à acheter

en couple les visiophones mobiles (P201V) mis en vente le 1^{er} octobre dans les boutiques DoCoMo de Tokyo, Yokohama ou Kawasaki. En dépit de leur prix élevé (de 60 000 à 70 000 yens, soit de 550 à 640 euros), de nombreuses boutiques sont en rupture de stock.

Bref, si NTT DoCoMo affiche des prévisions très prudentes (quelque 150 000 abonnés à la fin du premier trimestre 2002), si les vendeurs mettent en garde contre les aléas dus à une technologie totalement nouvelle, il ne fait pas l'ombre d'un doute que c'est en tout cas au Japon que la 3G a les meilleures chances de rencontrer le succès. Le modèle sera-t-il ensuite mondialement reproductible ? Là est toute la question.

K. P.

interactif.lemonde.fr/
cyberculture

PUBLICITÉ

Le Web à la rescousse des entrepreneurs

AU LENDEMAIN du 11 septembre, alors que l'Amérique était en état de choc, la chaîne d'hôtels et de casinos Harrah's Entertainment a vu son chiffre d'affaires plonger.



Les Américains n'étaient évidemment pas d'humeur à se divertir, et encore moins à prendre l'avion pour Las Vegas. Le taux d'occupation des chambres a chuté de plus de 25 %. Aussi, dès le 14 septembre, Harrah's a mené une contre-offensive : le groupe a envoyé des courriels ciblés à des milliers de clients plus susceptibles, à son avis, de se laisser tenter par les tables de jeux et les machines à sous avec des offres de tarifs promotionnels. L'opération s'est révélée payante et a permis de remplir près de 4 000 chambres qui seraient, sinon, restées vides. Le 30 septembre, l'hôtel avait presque retrouvé un taux d'occupation de 100 %.

La raison du succès de Harrah's : cet été, l'entreprise a relié son système de marketing par courriel à sa base de données de 24 millions d'habitues des tables de jeux. Grâce à cette base, elle sait qui sont ses clients les plus fidèles : la plupart des joueurs invétérés participent à un programme de fidélisation qui permet à Harrah's de suivre leurs habitudes de jeu, à l'aide de cartes à insérer dans les machines à sous ou à présenter aux tables de jeu. Mais jusqu'à cet été, Harrah's ne pouvait leur adresser des publicités que par courrier. Aujourd'hui, lorsqu'un client clique sur le site de Harrah's en réponse à un courriel promotionnel, l'entreprise le « reconnaît » et est donc en mesure de lui proposer une formule personnalisée. L'investissement Internet d'Harrah's a donc été un pari gagnant.

Déjà mauvaise avant le 11 septembre, la conjoncture économique américaine a brutalement empiré depuis. Mais pour les entreprises qui avaient dépensé du temps et de l'argent pour tirer le meilleur du Web, le choc sera sûrement moins violent. D'un coup, Internet fait figure de sauveur. Confrontées à l'effondrement de leurs ventes, les entreprises s'aperçoivent que la Toile est un bon outil pour réduire leurs coûts, rationaliser leur gestion de stocks, mieux répondre aux attentes de leurs clients et de leur personnel, voire ouvrir de nouveaux débouchés. Bien sûr, cette tendance s'était déjà amorcée avant les attentats. Mais, aujourd'hui, ces efforts ne sont plus seulement appréciables : ils s'imposent de toute urgence. Et

Face à une mauvaise conjoncture, Internet est un outil toujours plus indispensable pour réduire les coûts et créer de nouvelles sources de revenus

pourtant, les chefs d'entreprise apeurés ne veulent financer que les projets qui promettent de donner des résultats rapides.

Face à l'intervention américaine en Afghanistan, à l'effondrement de la confiance des consommateurs et à la menace omniprésente de nouveaux attentats terroristes, les entreprises redoutent que l'économie ne sombre dans la récession. Finis, donc, les projets qui coûtaient des millions et visaient simplement à renforcer une image de marque... « Les entreprises vont vouloir obtenir des résultats très vite, explique Hal Sirkin, responsable du secteur e-commerce du Boston Consulting Group. On cherche moins à réinventer l'entreprise qu'à l'améliorer. C'est beaucoup moins risqué. »

Les entreprises commencent à comprendre comment investir moins généreusement mais plus judicieusement sur le Web. Si le financement des projets liés à Internet n'augmente pas aussi rapidement qu'il y a un an, les sommes dépensées dans ce domaine devraient cependant progresser de 9 % dans les douze prochains mois, d'après le cabinet d'études AMR Research. Cette progression est certes inférieure aux prévisions de 11 % d'avant le 11 septembre, mais il faut aussi la comparer à la hausse de l'ensemble des dépenses technologiques, qui, d'après la Deutsche Bank, ne sera que de 3,7 %. Parmi les secteurs privilégiés, on trouve les projets touchant la chaîne d'approvisionnement (budget en hausse de 9 %, d'après AMR), ceux liés à la relation clients (+6 %) et les programmes de développement de nouveaux produits (+5 %). De fait, la plupart des dirigeants ont gardé la foi dans le potentiel du Net : d'après une

étude de la société de conseil Accenture, cet été, sur 840 chefs d'entreprise et cadres dirigeants interrogés de par le monde, 57 % estimaient que les projets d'e-commerce étaient essentiels à la survie de leur entreprise.

Ce qui serait dangereux pour la survie, précisément, de certaines d'entre elles serait de ne se concentrer que sur les résultats à court terme. Car pour obtenir de vrais gains de productivité, il ne suffit pas d'ajouter quelques ordinateurs et

perfectionne son utilisation du Web, afin de savoir à l'unité près le nombre de pièces en stock ou qu'il faut acheter au fur et à mesure que les clients passent commande. Dell a exigé de ses principaux fournisseurs qu'ils soient reliés à son système Internet.

Le groupe a donc pu réagir rapidement au lendemain des attentats du 11 septembre. Si le mode de fonctionnement même de l'entreprise la rendait a priori vulnérable à la fermeture des frontières et à l'interruption du trafic aérien, il l'a également aidée à s'adapter aux conséquences de la tragédie.

Pendant ce temps, les vendeurs de Dell savaient, grâce au Web, quelles configurations pouvaient être assemblées et expédiées rapidement, malgré les perturbations, et conseillaient donc leurs clients en conséquence. Les entreprises dont le matériel a été directement endommagé par les attentats ont commandé des milliers de produits de remplacement. Résultat : Dell compte réaliser des bénéfices de 410 millions de dollars au troisième trimestre (clos au 2 novembre), alors que ses concurrents, Compaq et Gateway, ont annoncé des pertes. A cause des difficultés d'approvisionnement dues aux attentats, Compaq n'a pas été capable de livrer à temps pour 300 millions de dollars de commandes d'ordinateurs.

Par conséquent, même si les entreprises expérimentent moins, elles ont bien compris qu'il ne faut pas renoncer à l'outil Inter-



logiciels. Une entreprise n'obtiendra de véritables résultats que si elle se réorganise en mettant le Net au cœur de son fonctionnement, modifiant ses relations avec les clients et les fournisseurs, l'organisation de ses usines et l'acheminement de ses produits dans le monde. Voilà des années que Dell Computer, le géant de l'informa-

tique, Dell a pu analyser ses opérations en cours et déterminer où l'approvisionnement risquait d'être perturbé. Puisque le Web lui permettait de voir en temps réel les commandes en souffrance, Dell les a classées par ordre de priorité, en traitant d'abord les commandes les plus importantes.

net. Ainsi, il y a deux ans, Otis Elevator pensait pouvoir augmenter ses revenus en plaçant dans ses ascenseurs des écrans reliés au Web. Ces écrans étaient censés présenter un flot continu d'informations, entrecoupé de publicités, qui devaient financer cet équipement. Mais le coup de frein de l'e-publicité a sonné le glas de ce service. « Le mo-

dèle économique ne fonctionnait plus avec ces écrans gratuits », explique Ron Beaver, vice-président des systèmes d'information chez Otis.

Voilà un an, Otis a donc abandonné ce projet. Mais le fabricant d'ascenseurs ne s'est pas découragé. L'an dernier, il a plus que doublé le budget qu'il consacre à Internet et prévoit une hausse de 50 % en 2002. Ce budget servira en grande partie à financer un projet destiné à relier Otis à ses fournisseurs et clients sur le Web et à rationaliser l'acheminement des pièces détachées en direction et en provenance de ses usines. Ron Beaver estime que la moitié des pièces qu'Otis fait expédier sur ses chantiers de construction arrivent avec plusieurs semaines ou plusieurs mois d'avance, et que l'entreprise doit donc les garder en stock beaucoup plus longtemps que nécessaire. Le nouveau système en ligne devrait aider la société à déterminer plus précisément à quel moment expédier un câble, une cabine d'ascenseur ou une caisse de boutons, car il sera en liaison permanente avec ses fournisseurs. Et, en ayant la possibilité de suivre en ligne l'évolution de ses chantiers, Otis saura à quel stade un constructeur se trouve et à quel moment lui envoyer chaque pièce.

Otis se sert également du Net pour réduire les coûts des services de réparation. Un système permet ainsi à des techniciens de dix centres répartis dans le monde de surveiller le fonctionnement des ascenseurs grâce à une liaison Internet. Lorsqu'une porte ne s'ouvre pas bien ou qu'une cabine d'ascenseur ne s'arrête pas au niveau du sol, l'ascenseur émet un signal d'alerte et Otis envoie un réparateur. Aujourd'hui, ce système est utilisé dans 20 % environ de ses ascenseurs - chiffre qui devrait être multiplié par deux d'ici à la fin de l'an prochain. Les ascenseurs faisant l'objet d'un suivi à distance requérant trois fois moins de déplacements, Otis a ainsi pu maintenir au même niveau ses effectifs de réparateurs en Amérique du Nord, tout en augmentant de 20 % le nombre d'ascenseurs dont elle assure la maintenance.

Certains projets simples donnent des résultats spectaculaires. C'est le cas de la mise en ligne des achats, qui a permis à DuPont d'économiser 200 millions de dollars, soit une réduction de 5 % des dépenses d'achat la première année, pour un coût de 15 millions de dollars. Mieux encore, ce géant de l'industrie chimique compte économiser 200 millions de dollars supplémentaires par an d'ici à 2003 - des chiffres qui ont de quoi réjouir DuPont, alors que les analystes s'attendent à voir ses bénéfices diminuer de moitié cette année. Avant la mise en service de ce système, les employés commandaient leurs fournitures - accessoires de tuyauterie et produits chimiques de laboratoire, par exemple - par téléphone ou par fax, ou allaient tout simplement les acheter eux-mêmes. Aujourd'hui, ils acquièrent quasiment tout ce dont ils ont besoin en se connectant à un site Web. DuPont peut ainsi mieux contrôler les achats, et envoyer les commandes aux fournisseurs qui lui accordent des réductions.

Voilà la valeur ajoutée Internet : rendre une opération plus simple, plus rapide et donc moins coûteuse et plus efficace. Mais y parvenir demande de la réflexion, de la patience et de l'argent.

David Rocks

★ Les pages « Entreprises » sont réalisées par les rédactions du « Monde interactif » et de « Business Week/e.biz ».

★ Traduit de l'anglais par Chantal Dussuel.

interactif.lemonde.fr/
neteconomie

TIRER PARTI DE LA SOUPLESSE DU WEB



ATTIRER LES CLIENTS

La chaîne d'hôtels Harrah's a constitué une base de clients à laquelle elle propose des tarifs avantageux. Mais ces promotions étaient envoyées par courrier, rendant difficile la réactivité.

Harrah's a relié son fichier clients à son site Web. Les clients peuvent aller sur ce dernier et réserver des chambres, les tarifs étant fixés en fonction de leur comportement d'achat passé.

Au lendemain du 11 septembre, le taux d'occupation des hôtels d'Harrah's a diminué de 25 %. La chaîne a envoyé par courriel une offre promotionnelle, et a ainsi réussi à remplir 4 000 chambres.



RATIONALISER LES ACHATS

Face au fort ralentissement dans l'industrie chimique et à la réduction de moitié de ses bénéfices prévue pour cette année, DuPont devait réduire ses coûts.

Un projet coûtant 15 millions de dollars rationalisera les achats de l'entreprise. Les commandes sur un site Web, et DuPont peut ainsi obtenir des réductions de ses fournisseurs.

L'entreprise a réduit ses coûts d'achat de 200 millions de dollars - soit de 5 % - cette année, et compte réaliser 200 millions de dollars supplémentaires d'économies annuelles d'ici à 2003.



RÉDUIRE LA PAPERASSERIE

Les résultats d'inspection des bâtiments étaient lents à venir dans le comté de Miami Dade. Ils passaient par plusieurs bureaux et n'étaient disponibles que 48 heures plus tard.

Les inspecteurs tapent aujourd'hui leurs rapports sur un ordinateur portable sans fil et les envoient à un site Web, où les entrepreneurs peuvent les consulter quelques minutes plus tard.

Le comté estime que ce projet (880 000 dollars) permet d'économiser au moins 175 000 dollars par an en coûts de main-d'œuvre et autres dépenses, et libère les employés de bureau.



LES DISTRIBUTEURS EN RÉSEAU

Les distributeurs du fabricant de mobilier de bureau Herman Miller téléphonaient à l'entreprise pour assurer le suivi et les dates d'expédition attendant la réponse une semaine.

Cet été, Herman Miller a mis en service un projet de 1 million de dollars, qui le relie à ses 400 distributeurs via le Web et les aide à obtenir facilement les informations recherchées.

Les distributeurs constatent que cette méthode leur permet de mieux répondre aux attentes des clients. Cela devrait les encourager à recommander ces produits plutôt que ceux des concurrents.

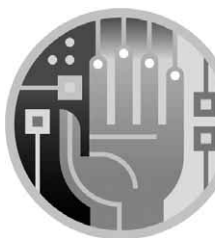


ADAPTER LA PRODUCTION

Le sidérurgiste mexicain Hylsa's Bar & Rod devait mieux répondre aux attentes de ses clients et réduire ses coûts de stockage dans ses deux usines.

Hylsa's a dépensé 800 000 dollars en logiciels, ordinateurs et consulting pour automatiser la planification de la production, la gestion des stocks et la programmation des livraisons.

Le nouveau système a permis d'effectuer davantage de livraisons à temps (88 % au lieu de 70 %) et de faire passer la rotation des stocks - indice d'efficacité - de 2,2 à 2,8 fois par mois.



LES RELATIONS HUMAINES EN LIGNE

Bank of America dépensait tous les ans 100 millions de dollars en formalités liées aux ressources humaines. Les changements ne s'effectuaient qu'au bout de plusieurs semaines.

L'entreprise a transféré ces fonctions sur le Web. Les cadres se connectent à un site pour noter les promotions et les augmentations. Les 140 000 employés consultent tout en ligne.

La banque réalise des économies grâce à ce système. Certaines formalités, comme l'inscription au système d'assurance-maladie, ne durent maintenant que cinq minutes, contre plusieurs mois avant.

Pour des technologies à dimension humaine

L'italien Giorgio Israel fustige les dérives d'une technoscience qui, à trop obéir aux logiques économiques, en a oublié le sens de l'éthique

Il y a un an, la révolution technologique était dans tous les esprits. Aujourd'hui, la fièvre semble retombée. La révolution est-elle terminée ?

Pas du tout. Les sociétés occidentales sont organisées autour des nouvelles technologies et cette tendance ne changera pas. Mais il y a eu trop d'excès et d'idéologie. La révolution technologique a notamment contribué à encourager les discours libéraux : on a célébré à l'envi les start-up, les entrepreneurs et leurs business plans... et l'on a déclaré que l'Etat avait disparu de la sphère économique. Il est probable que les attentats du 11 septembre dernier conduiront, entre autres conséquences, à limiter les politiques libérales et à réévaluer le rôle de l'Etat. Voilà quelques jours, l'économiste américain Joseph Stiglitz (président du Comité consultatif pour l'économie des Etats-Unis) a d'ailleurs dénoncé les effets désastreux de la politique de privatisation dans le domaine des transports et de la gestion de l'élimination des armes nucléaires.

Selon vous, de quand date le grand tournant technologique des sociétés occidentales ? Pour beaucoup d'historiens, tout commence avec la première révolution industrielle...

Je partage le point de vue d'Alexandre Koyré [historien et philosophe, décédé en 1964, qui a profondément marqué l'histoire des sciences et des techniques]. Selon lui, les attitudes envers la technique sont allées « de la résignation sans espoir (Antiquité) à l'espérance enthousiaste (époque moderne) pour en revenir à la résignation désespérée (époque contemporaine) ». Finalement, « c'est à l'absence de la machine que se résigne le philosophe antique, et c'est à sa présence qu'est obligé de se résigner le contemporain ».

Le tournant capital date bien de l'époque moderne. Dans l'Antiquité, la science et la technique n'entretenaient quasiment pas de rapports. L'époque moderne a abouti à une interaction directe entre elles, et à la naissance de la



WILLIAM PAPA



technologie, c'est-à-dire de la technique fondée sur la science. Les machines thermiques, par exemple, ne sont pas le fruit de l'imagination d'un artisan, mais reposent sur une branche de la physique, la thermodynamique. Nous avons franchi, depuis, une étape supplémentaire. Nous sommes entrés dans l'ère de la technoscience, autrement dit de l'intégration presque complète entre science et technique. Une technoscience qui met en jeu simultanément tous les aspects : théorie, applications, utilisation industrielle, aspects économiques, méthodes de gestion et de contrôle. Dans ce cadre, les sciences de l'information ont un rôle d'unification crucial.

Les technologies de l'information s'inscrivent-elles dans la continuité des révolutions industrielles précédentes ? Ou bien peut-on parler de rupture ?

Les sciences et les technologies de l'information sont directement liées aux développements des années 1940 et 1950. Un savant comme John von Neumann (1903-1957), le père de l'ordinateur, ne s'intéressait pas seulement aux aspects théoriques et à la réalisation pratique des ordinateurs. Ceux-ci avaient aussi pour lui une fonction sociale en tant qu'instruments de gestion et de contrôle, utiles pour l'économie ou la météorologie. En ce sens, il a été un précurseur.

Mais le point de vue de von Neumann restait classique. Selon lui, le savant et la science en général avaient un rôle central à jouer. Ils devaient guider toutes les applications pratiques. Ils devaient même être le guide rationnel de la société, comme dans la philosophie des Lumières. On peut parler ici de rupture. La technoscience est une activité hautement intégrée. Elle a

GIORGIO ISRAEL, 56 ans, aime jeter des passerelles entre les disciplines. Résolument humaniste, doté d'une double casquette d'historien et de mathématicien, il travaille sur la révolution technologique et enseigne l'histoire des mathématiques à l'université de Rome. Il est l'auteur d'une douzaine d'ouvrages, dont *Le Jardin au noyer. Pour un nouveau rationalisme* (Seuil, Paris, 2000).

comme protagoniste un personnage hybride, mi-chercheur, mi-entrepreneur. Et cette intégration laisse beaucoup moins d'espace à la recherche pure. La science doit démontrer le plus vite possible son utilité. L'heure est à l'efficacité, à la productivité. Cela a des conséquences négatives, car la recherche pure demande des temps lents, des vérifications complexes. Elle doit maintenir une certaine autonomie par rapport aux applications.

Les scientifiques et les ingénieurs ont-ils changé de rôle ?

Jusque dans les années 1940 et 1950, on pouvait opérer une distinction assez nette entre l'activité du scientifique comme savant et ses applications. Aujourd'hui, c'est quasiment impossible. Dans la génétique ou la biologie moléculaire, les frontières entre scientifiques, industriels et ingénieurs sont devenues extrêmement floues. Cela pré-

sente des aspects positifs mais aussi négatifs. Récemment, le Prix Nobel de médecine Renato Dulbecco a dénoncé la crise des critères traditionnels de la « probité » scientifique. Le parcours traditionnel est souvent renversé. On commence par annoncer la « découverte » à travers les médias. Ensuite, on dépose le brevet et l'on crée une société d'exploitation. Finalement, quand il reste du temps, on écrit un article pour la presse scientifique...

En même temps, les scientifiques ne sont-ils pas plus intégrés dans la société de leur temps ? Ne tiennent-ils pas davantage compte des demandes sociales ?

Sans doute. Mais ils tiennent souvent plus compte des demandes productives. On a beaucoup parlé de l'utilité des OGM pour éliminer la faim dans le monde. Cette thèse n'est pas plus convaincante que celle selon laquelle le passage du lait maternel au lait en poudre aurait résolu le problème de la mortalité infantile en Afrique. En fait, on admet aujourd'hui que cette démarche a eu des résultats désastreux.

Même chose pour le problème énergétique. Nous devons faire face à l'effet de serre à cause de l'utilisation presque exclusive du pétrole. Les entreprises privées – par exemple, les compagnies pétrolières – ne sont évidemment pas intéressées à la recherche de nouvelles sources d'énergie. Il s'agit d'un programme de recherche scientifique d'intérêt général. Il implique la mobilisation de ressources immenses, et peut seulement être promu par les pouvoirs publics – les seuls qui sont (ou devraient être) intéressés par le bonheur des gens, et non par les paramètres de productivité. De façon plus générale, les rythmes d'une

grande partie des activités technoscientifiques sont conditionnés par une organisation du temps très rigide et très « pressée », qui est souvent en opposition avec les rythmes naturels et humains.

C'est le triomphe du temps réel ?

Bien au contraire. C'est le triomphe du temps mathématique. Nous avons désormais l'obsession de tout mesurer, même les rythmes de la pensée ! Les ordinateurs sont un instrument merveilleux. Mais il faut bien les séparer de notre activité mentale. Selon le physicien anglais Stephen Hawking, il faudrait utiliser la génétique pour améliorer l'homme, car les ordinateurs étant devenus tellement puissants et de plus en plus « intelligents », ils finiront par prendre la place de l'homme. Il s'agit d'une proposition insensée ! La pensée humaine ne fonctionne pas sur la base de processus de calcul numérique. De plus, il s'agit d'une vision dégradante de la pensée scientifique, considérée comme un exercice purement mécanique.

Pourtant, la vitesse présente de nombreux avantages...

La vitesse de calcul est une ressource extraordinaire pour décrypter le génome humain, pour intégrer des équations différentielles en quelques secondes et pour organiser une quantité d'aspects matériels de notre vie. Tôt ou tard, elle permettra aussi aux ordinateurs de vaincre systématiquement tout homme à une partie d'échecs. Mais les mathématiciens savent depuis un siècle que les échecs sont un jeu dont le vainqueur est déterminé a priori, et donc trivial. Le fait qu'un ordinateur parvienne à vaincre tout adversaire humain ne signifie pas – comme le dit parfois une mau-

vaise vulgarisation scientifique – que l'ordinateur soit plus « intelligent ». Cela signifie seulement que l'ordinateur peut surpasser l'homme dans des tâches mécaniques et prédéterminées, mais reste incapable d'écrire les dialogues de Platon. L'univers humain n'est pas réductible à la dimension mécanique.

La technologie peut-elle être plus humaniste ?

Je citerai un célèbre mathématicien italien, Federigo Enriques : « La science ne peut offrir à la volonté que les moyens de l'action, et non pas les fins ; parce qu'il est absurde de chercher dans la science les règles de la vie. » Je suis convaincu qu'une des plus grandes erreurs du siècle passé – et dont nous ne sommes pas libérés – fut de croire que les problèmes éthiques pouvaient être résolus par l'analyse scientifique. Plus précisément, on a cru que le choix d'un système éthique devait se faire en comparant les différentes alternatives en termes d'efficacité, et donc d'optimalité, dans le sens mathématique du mot. Mais le fait que le paramètre du choix soit l'efficacité est loin d'être évident. En outre, on risque ainsi, pour reprendre encore Koyré, de « substituer à notre monde de qualités et de perceptions sensibles, monde dans lequel nous vivons, aimons et mourons, un autre monde : le monde de la quantité, de la géométrie réifiée, monde dans lequel, bien qu'il y ait place pour toute chose, il n'y en a pas pour l'homme ». Cette substitution est d'autant plus dangereuse qu'elle risque d'alimenter toutes sortes d'attitudes irrationnelles et de réactions anti-scientifiques.

Propos recueillis par Weronika Zarachowicz

Le progrès scientifique en procès

Les avancées technologiques oscillent entre scénarios optimistes et apocalyptiques

EN AVRIL 2000, l'Américain Bill Joy, spécialiste des langages informatiques et tête pensante de Sun Microsystems, lançait un cri d'alarme. Attention danger, disait-il en substance, les avancées scientifiques menacent l'humanité : « L'heure est venue de choisir entre la recherche d'une croissance illimitée et mal dirigée au moyen de la science et de la technologie, et les clairs dangers qui l'accompagnent. » L'article paru dans *Wired* (1), magazine de référence de la révolution technologique, puis dans « Le Monde interactif », avait à l'époque déclenché un mini-raz-de-marée (2). Et son lot de questionnements : doit-on et peut-on arrêter le progrès ? La machine va-t-elle éliminer l'homme ?

Le débat est aussi ancien que la science elle-même. Mais, ces dernières années, la multiplication des problèmes liés à l'environnement, la crise de la vache folle ou les perspectives ouvertes par la génétique raniment les controverses. Avec, en toile de fond, les idéologies techniques et scientifiques du XX^e siècle – et les massacres qu'elles ont causés.

Scénarios optimistes et apocalyptiques se heurtent de plein fouet. Des philosophes rêvent à voix haute d'un monde où la technologie et la génétique pourraient dompter les passions humaines. L'Américain Francis Fukuyama, déjà connu pour avoir pronostiqué la « fin de l'histoire », annonce cette fois-ci la « post-humanité » : « Nous sommes à l'orée de nouvelles évolutions dans les sciences de la vie qui vont abolir, dans son essence même (...), l'humanité en tant que telle (3). »

Mais c'est surtout l'Allemand Peter Sloterdijk qui fait scandale. Convaincu de la « défaite de l'humanisme classique », il relance la thèse de « l'être humain comme éleveur de l'être humain ». Dans un livre provocateur, *Règles pour le parc humain* (4), il se demande si l'homme pourra accomplir, grâce

à la génétique, « un passage du fatalisme des naissances à la naissance optionnelle et à la sélection prénatale ».

Face aux tenants de la « post-humanité », d'autres appellent à inventer un humanisme adapté à l'ère technologique. En tête de ce courant, on trouve un autre philosophe allemand, Hans Jonas (décédé en 1993). Il est devenu urgent, affirme-t-il au long de ses écrits, de gérer la puissance dont l'humanité dispose à l'aide de la sagesse dont elle est capable. Plus la science avance et fait rêver, plus le « principe de précaution » s'impose. Car, prévient-il, « tout ce qui est techniquement possible, parce que réalisable, n'est pas forcément souhaitable (5) ».

L'urgence est d'autant plus grande qu'en l'espace d'un demi-siècle, la politique et l'économie ont fait une entrée fracassante dans les technosciences. Et, une fois intégré dans l'univers de la compétition économique, le progrès n'est plus soumis à la seule recherche du bien-être des hommes. « La mobilisation des scientifiques pendant la seconde guerre mondiale a été le point de départ d'un lien de plus en plus étroit entre la science d'un côté et, de l'autre, la technologie et la ges-

tion économique et sociale », précise l'historien Giorgio Israel. La fin de la guerre froide et le passage à la guerre économique, la révolution technologique et la mondialisation financière ont ensuite accéléré le processus. Et contribué à favoriser à la « culture de la croissance perpétuelle » économique et technologique, tant dénoncée par Bill Joy. La croissance, d'accord mais pour quoi faire ? Il est grand temps, disent les « techno-humanistes », de penser la technologie pour l'homme, de se demander pourquoi l'humanité en a besoin.

W. Z.

(1) « Pourquoi l'avenir n'a pas besoin de nous », *Wired*, avril 2000, (www.wired.com).
(2) Lire le dossier complet du « Monde interactif » du 5 juillet 2000.
(3) « Second Thoughts. The Last Man in a Bottle », *The National Interest*, été 1999.
(4) *Règles pour le parc humain*, Peter Sloterdijk, Mille et Une Nuits, Paris, 2000.
(5) Lire notamment *Le Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Hans Jonas, Editions du Cerf, Paris, 1990.

Recevez par mail les sujets développés dans « Le Monde interactif ». Abonnez-vous gratuitement interactif.lemonde.fr

Le Monde
INTERACTIF

16-18, quai de la Loire, 75019 Paris.
Tél. : 01-53-38-42-60. Fax : 01-53-38-42-97.
E-mail : hitech@lemonde.fr

Directeur de la publication : Jean-Marie Colombani.
Directeur général : Bruno Patino.
Rédacteur en chef : Bertrand d'Armagnac.
Secrétaire général de la rédaction : Claudine Boeglin.
Rédaction : Olivier Zilberstein, chef de service (Enquête),
Pierre Bouvier (site Internet), Cécile Ducourtieux (Entreprises), Stéphane Foucart (Techniques),
Guillaume Fraissard (Cyberculture, Portrait), Gaëlle Macke (Entreprises),
Stéphane Mandard (Citoyen), Corinne Manoury (Techniques), Catherine Rollot (Métiers).
Edition : Olivier Herviaux.
Réalisation : Nathalie Le Dréau, Alex Monnet, François Montintin.
Révision : Olivier Houdart, Martine Rousseau.
Publicité : Le Monde Publicité. Directeur général : Stéphane Corre. Caroline Séjournant,
directrice de clientèle (01-42-17-39-56). Philippe Raër (01-42-17-38-58).
Impression : Le Monde Imprimerie.

Les articles extraits de BUSINESS WEEK traduits et reproduits dans ce numéro sont la propriété
de The McGraw-Hill Companies, Inc. ©2001. Tous droits réservés.
Articles translated and reprinted in this issue from BUSINESS WEEK are copyrighted 2001
by The McGraw-Hill Companies, Inc. All rights reserved.

interactif.lemonde.fr

PUBLICITÉ